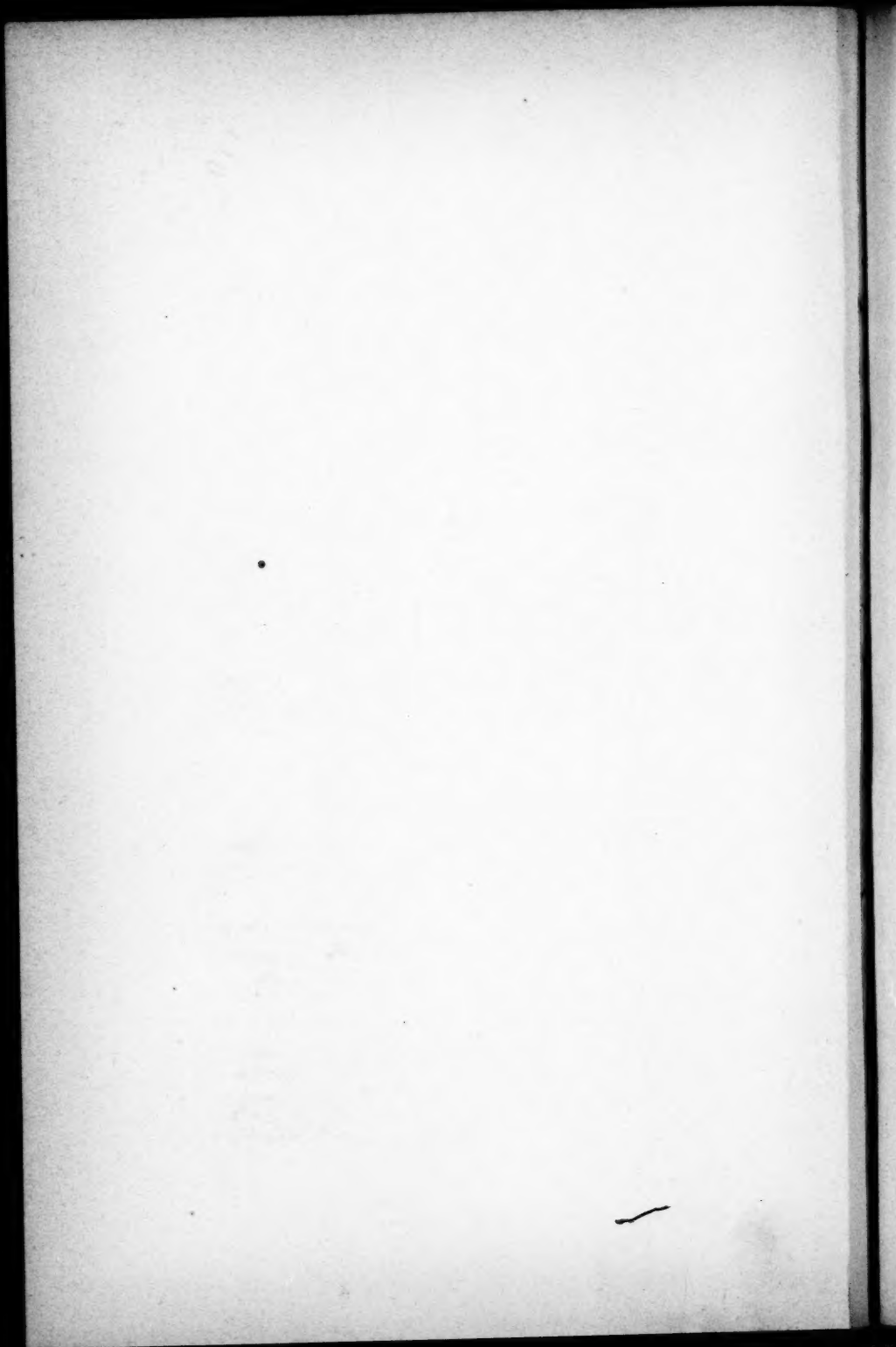


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE
GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historicus.
Cicéron, de Orat., II, 15.

TRENTE-SIXIÈME ANNÉE.

TOME CENT HUITIÈME

Septembre-Décembre 1911.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN
1911

29.56.12.

77173

~~H~~

~~R3282~~

~~x.108~~

D

I

.R6

t. 108

1911

LE
MOUVEMENT CONSTITUTIONNEL
EN PRUSSE

DE 1840 A 1847.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV ET LES DIÈTES PROVINCIALES¹

I.

LA SITUATION POLITIQUE DE LA PRUSSE EN 1840.

*Le gouvernement² et le développement de la bourgeoisie.
— Les promesses de constitution. — Frédéric-Guillaume IV.*

En 1840, la Prusse est encore ce qu'elle était au temps de Frédéric II : une monarchie absolue. Depuis le Grand Électeur, les efforts des Hohenzollern ont abouti à la mainmise du sou-

1. Un élément essentiel de cette étude nous a été fourni par la correspondance de nos envoyés à Berlin, le comte Bresson et le marquis de Dalmatie (Archives du ministère des Affaires étrangères, fonds Prusse, n° 292-301). Leur situation les a mis à même de nous donner, avec d'excellentes garanties d'impartialité, de bons renseignements aussi bien sur les idées du roi et les influences de cour qui s'exerçaient sur lui que sur les tendances et les exigences de l'opinion publique.

C'est en s'aidant de documents de ce genre, empruntés aux archives des grandes capitales européennes, que M. Alfred Stern, dans le sixième volume de sa *Geschichte Europas* de 1815 à 1871, tout récemment paru (mai 1911), a pu reprendre et renouveler sur plus d'un point, après Treitschke, l'histoire de la Prusse de 1840 à 1848. — Ayant surtout insisté ici sur le développement des idées constitutionnelles en Prusse et sur le conflit qui se précise avant 1848 entre le roi et l'opinion publique, nous ne pouvons faire mieux que de recommander, pour l'histoire générale et le détail des faits, la lecture de cet ouvrage si alertement écrit et si richement documenté.

2. Cf. : Roenne, *Staatsrecht der Preussischen Monarchie*; Bornhack, *Ge-*
REV. HISTOR. CVIII. 1^{er} FASC.

verain sur les organisations locales autonomes et brisé toutes les résistances féodales, provinciales, municipales. Dans cet état essentiellement militaire, la discipline exige des sujets une obéissance passive aux ordres du roi. Celui-ci possède tous les pouvoirs et n'a de comptes à rendre à personne. De Berlin, il gouverne par ses fonctionnaires¹ tout le pays; les ministres et les conseillers d'État, dont l'édit du 20 mars 1817 règle les attributions, ne sont que ses premiers commis. Le roi n'admet généralement que des nobles aux plus hautes fonctions administratives : en partageant avec eux les bénéfices du pouvoir, il s'assure un corps de fonctionnaires dévoués. Beaucoup de nobles dont les revenus sont insuffisants se mettent à ses gages : il en fait ses administrateurs, ses juges, ses officiers, ses diplomates. Entre la noblesse et le souverain qui se vante, comme le Roi-Sergent, d'être « le premier noble de son royaume » se noue une étroite alliance d'intérêts. Mais le roi devient le prisonnier de ceux qui le servent; une bureaucratie toute-puissante, souvent brutale et insolente, s'interpose entre le roi et la nation.

Ce partage du pouvoir entre le roi et les nobles n'est pas pour surprendre. Dans ce pays, dont les ressources étaient, jusqu'au début du XIX^e siècle, presque exclusivement agricoles, il semblait naturel que la puissance politique fût attribuée à ceux qui possédaient le sol. Or, en 1840, le roi était encore le premier propriétaire du royaume (les domaines royaux occupaient le dixième de la superficie totale), et les nobles, qui ne représentaient pas 5% de la population, détenaient plus du tiers du territoire². Les ouvriers, les petits commerçants des villes, les manœuvres des campagnes ne comptaient pour rien dans la vie politique; seuls ceux-là paraissaient pouvoir y prétendre qui possédaient un bien foncier.

C'est dans cet esprit que la loi du 5 juin 1823 avait créé dans chacune des huit provinces de la monarchie une représentation des intérêts fonciers³. Les délégués des trois classes officielles

schichte des Preussischen Verwaltungsrechts; Treitschke, Deutsche Geschichte im XIXten Jahrhundert, t. I; Cavaignac, la Formation de la Prusse contemporaine.

1. Édit du 16 déc. 1808 sur l'administration centrale.

2. Krieg, *Betrachtungen über dem Nationalrechtthum des Pr. Staates*, t. I, p. 410-458.

3. « *Das Grundeigentum ist die Bedingung der Standschaft...* » (loi du 5 juin), 1823, § 2.

(Stände) : possesseurs de biens nobles, seigneurs ou chevaliers, — bourgeois propriétaires des villes, — paysans libres, composaient les huit diètes provinciales.

Mais que l'on ne s'abuse pas sur la valeur politique de ces diètes : réunies par le souverain quand il le voulait, elles étaient purement consultatives. Le roi s'engageait seulement à leur demander leur avis sur les projets de loi qui concernaient leur province et sur ceux qui, dans tout le royaume, pourraient « apporter un changement à la condition des personnes et des biens ». Tout citoyen avait le droit d'adresser une pétition à la diète de sa province. Toute diète avait le droit de la discuter et de la présenter au prince, quel qu'en fût le sujet. Mais le roi n'avait à y répondre que si les deux tiers des députés l'avaient signée et gardait toute liberté de décision.

Tel était, résumé dans ces deux termes : le roi, les diètes provinciales, le système politique de la Prusse en 1840.

Tant que la terre avait représenté toute la richesse du pays, aucune opposition grave ne s'était manifestée. Le « quatrième état » était trop misérable et trop ignorant pour s'intéresser à la chose publique. Les paysans libres, encore peu nombreux dans les provinces de l'est, isolés dans la campagne, n'avaient aucune éducation politique. Mais la bourgeoisie devait inévitablement protester, à mesure que grandissaient son importance et sa richesse, issues d'autres sources que du sol, contre la part dérisoire qui lui revenait dans le gouvernement du pays.

Il y avait en Prusse, dans les villes de la Hanse, ou à Königsberg, la vieille ville des ducs, une bourgeoisie de très ancienne date. La barrière des classes l'avait empêchée de se mêler à la noblesse. Elle gardait orgueilleusement le souvenir de ses résistances aux conquêtes du pouvoir royal. Elle avait recouvré quelque puissance grâce à l'édit du 19 octobre 1808 sur l'organisation des villes, qui lui laissait le choix des magistrats municipaux. D'autre part, de toutes les classes, c'était elle qui avait le plus gagné, par le nombre, à l'acquisition des provinces rhénanes où son importance sociale s'était singulièrement accrue aux dépens de la noblesse sous la domination française. Dans toute cette bourgeoisie prussienne, les traditions comme les inclinations étaient libérales ; les bourgeois de Königsberg gardaient le souvenir de Kant, et ceux de Trèves, de Cologne, de Düsseldorf se rappelaient la Révolution française.

Mais ce fut le développement de la grande industrie et celui du commerce qui contribuèrent le plus aux progrès de la bourgeoisie. Industriels, négociants, banquiers, tous gens de bourgeoisie détenaient de plus en plus la puissance économique du pays; et les mesures qui favorisaient cette richesse croissante, la loi protectionniste de 1818 et le Zollverein, c'est à la bourgeoisie qu'elles étaient dues, c'est à la bourgeoisie qu'elles profitaient¹.

L'accroissement de la population urbaine donne la mesure des progrès de l'industrie². Breslau avait 65,000 habitants en 1815, 98,000 en 1840. Berlin, qui n'avait pas 200,000 habitants en 1815, en a 320,000 en 1840; en 1848, sa population dépassera 400,000 habitants. Cette prospérité industrielle étend bien les quartiers pauvres dans les faubourgs, mais elle fait aussi naître le luxe. En quelques années, Berlin change d'aspect. Si, en 1835, la ville faisait l'effet « d'un vêtement trop ample pour un corps trop maigre »³, en 1843, « Berlin n'est plus reconnaissable », déclare notre envoyé Bresson, « le luxe et la dépense y ont beaucoup augmenté ».

En grandissant, la bourgeoisie acquérait de plus en plus le sentiment de sa force. A cela l'aidaient les Universités, où beaucoup de jeunes bourgeois, obligés de se tourner vers les carrières libérales par la difficulté de faire leur carrière dans l'administration ou l'armée (réservées aux nobles), allaient étudier la théologie, le droit et la médecine. On sait quel rôle ont joué en 1813 les Universités prussiennes dans l'éveil de la conscience natio-

1. Comme la loi protectionniste de 1818, le Zollverein fut réclamé et provoqué par des démarches d'industriels et de commerçants. L'agitation en faveur d'une confédération douanière allemande fut menée par List, dix ans avant la première convention entre la Prusse et la Hesse-Darmstadt.

2. De 1831 à 1839, la production annuelle du charbon passait dans la Silésie et dans les provinces rhénanes de 7 à 9 millions de tonnes. A Berlin et dans la Silésie on comptait, en 1840, 152 fabriques de tissage avec 170,000 broches. En 1836, la Prusse orientale seule possédait dix-sept usines pour la fabrication du sucre de betteraves. Les douanes rapportaient en 1834, au moment de la grande extension du Zollverein, quinze groschen d'argent par tête d'habitant prussien et vingt-deux en 1840; et le revenu total passait de sept millions de thalers en 1840 à quatorze millions en 1845. Les capitaux trouvaient de bons placements dans les entreprises industrielles et dans les chemins de fer que l'on commençait à construire à cette époque. La ligne de Magdebourg à Leipzig donnait en 1843 un dividende de 10 %. Cf. Kaufmann, *Politische Geschichte Deutschlands in XIXten Jahrhundert*, et Pfister, *Das deutsche Vaterland*.

3. Gustav Freytag, *Erinnerungen*, p. 121.

nale. A la façon brutale dont elles furent décimées par le gouvernement en 1842 et 1843, on peut juger des progrès que leur dut, depuis 1815, l'esprit d'indépendance de leurs élèves. Cette longue éducation ne disposait pas la bourgeoisie à accepter sans protestation la domination de la noblesse.

S'il se rencontra quelques administrateurs prêts à s'entendre avec les bourgeois, l'orgueil insultant de la plupart des bureaucrates, oublieux de la dure leçon de 1806, irritait la bourgeoisie autant que leurs maladresses; et sa colère grandissait de sentir avec quelle âpreté des gens souvent mal placés pour mener à bien les affaires du pays étaient prêts à défendre la moindre parcelle de leur autorité contre ceux-là même qui eussent été les plus intéressés à les bien diriger.

« En 1840, la bourgeoisie était bien supérieure pour la culture, la puissance, la fortune, l'esprit d'initiative à ce qu'elle était en 1815; mais elle *savait* aussi que ce développement s'était fait sous la domination du gouvernement, mais non par ses soins¹. »

*
* *

Or, auprès du gouvernement, la bourgeoisie avait mieux que des griefs à présenter; elle avait à faire valoir des droits précis, reconnus formellement dans de royales et solennelles promesses de constitution.

Quand Napoléon revint de l'île d'Elbe, Frédéric-Guillaume III, sur les conseils d'Hardenberg, crut nécessaire d'intéresser la nation toute entière au sort de la guerre qui allait s'engager: il lui promit donc une constitution. Mais, pendant les années de réaction qui suivirent la victoire, il ne se soucia plus de tenir sa promesse. « Les gardes qui l'avaient veillé vinrent complimenter Michel en lui rappelant cette belle redingote bleue qu'il avait promis de leur donner s'il recouvrait la vie; mais lui se moqua de ces braves gens²... » N'osant pourtant se dédire, Frédéric-Guillaume III prit le parti d'attendre. Pendant quelques années, des déclarations insérées dans certaines ordonnances rappelèrent les promesses faites; puis il n'en fut même plus question. La bourgeoisie cependant n'oubliait pas; elle avait soigneusement

1. Kaufmann, *Polit. Geschichte*, p. 210.

2. Ludwig Boerne, *Sämmtliche Werke*, t. III.

recueilli les paroles royales. Elle pensait par leur rappel justifier ses revendications et lutter sur le terrain légal le jour où sa voix ne serait plus étouffée.

Voici sur quels textes elle appuyait ses droits.

Déjà dans l'ordonnance du 3 juin 1814 sur la composition du ministère, signée à Paris, Frédéric-Guillaume III déclarait :

« Je me réserve de prendre à mon retour une décision sur l'organisation de la *constitution et représentation des Etats*. »

La nouvelle du débarquement de Napoléon sur la côte de Provence rappela au roi de Prusse la décision qu'il avait à prendre. Le 22 mai 1815, il publiait une ordonnance qui constituait un engagement formel :

... Afin qu'il soit donné à la nation prussienne un gage de notre confiance, Nous avons décrété ce qui suit :

I. — *Il doit être formé une représentation du peuple.*

II. — Dans ce but, les états provinciaux seront reconstitués, là où ils existent encore avec plus ou moins d'activité, selon les besoins du temps. Ils seront créés dans les provinces où il n'y en a pas actuellement.

III. — Dans ces états provinciaux sera choisie l'assemblée des représentants du pays qui siégera à Berlin.

IV. — L'assemblée des représentants du pays sera consultée sur tous les projets de loi concernant les droits de personne et de propriété des citoyens, y compris les impôts...

Pour examiner quelle forme précise serait donnée à ce projet de constitution, une commission se réunit en septembre 1815. Elle n'avait pas encore donné signe de vie quand fut publiée l'ordonnance du 20 mars 1817 instituant un nouveau Conseil d'État. Comme celui-ci recevait le droit de donner son avis sur tous les projets de loi à venir et semblait ainsi empiéter sur les attributions de l'assemblée des représentants de la nation, le roi déclarait pour rassurer l'opinion :

« L'action des futurs représentants du pays sera déterminée par la constitution qui sera élaborée selon notre ordonnance du 22 mai 1815. »

Une section du nouveau Conseil était chargée, à la place de la commission de 1815, de l'étude de cette constitution : ses travaux demeurèrent sans résultat.

L'ordonnance du 17 janvier 1820 montra pourtant que la promesse n'était pas oubliée :

« ... Si l'État vient à être forcé... de contracter un emprunt nouveau, cet emprunt ne peut avoir lieu qu'avec l'assistance et la garantie des futurs états du royaume. »

Mais si l'ordonnance du 5 juin 1823 créa les *diètes provinciales* dont parlait l'ordonnance du 15 mai 1815, elle remit à plus tard l'institution des États-Généraux du royaume (Reichsstände).

Il ne fut plus fait désormais mention des États-Généraux dans les ordonnances royales jusqu'à la mort de Frédéric-Guillaume III¹.

Quant aux diètes provinciales, elles furent réunies plus ou moins périodiquement jusqu'en 1840. On a vu précédemment dans quel esprit elles avaient été créées et combien ridicule était dans la monarchie leur rôle politique.

Une partie du public cultivé de la Prusse, des nobles pour la plupart, trouvaient sans défaut ce régime absolutiste. Pour les conservateurs, rien n'était à changer.

Les libéraux n'avaient pas un programme aussi simple ; ils désiraient en général un système politique qui s'adaptât aux conditions nouvelles du pays, économiques et sociales. Il est probable qu'une partie des bourgeois éclairés qui lisaient, dans les journaux allemands, le compte-rendu des séances des Chambres française ou anglaise désiraient pour la Prusse un régime politique semblable. Mais la plupart encore, en 1840, se seraient contentés des États-Généraux promis en 1815. Beaucoup, sans doute, auraient été bien embarrassés s'ils avaient dû formuler leurs désirs dans un programme précis. Mais ce que tous voulaient d'instinct, c'était une assemblée centrale, à la fois organe de défense contre le despotisme bureaucratique, lien entre les diverses parties de la monarchie prussienne, centre de la vie politique allemande. Ils s'en fiaient pour le développement ultérieur de cette assemblée à l'imprécision des termes des diverses ordonnances, imprécision qui autorisait plus d'une interprétation dans le sens libéral.

1. En 1830, après la révolution de juillet, Hardenberg, inquiet de l'agitation qui se produisait en Allemagne, proposa au roi de promulguer une constitution dans laquelle fonctionneraient les états. La Prusse se tint tranquille ; on passa outre.

Quels que fussent d'ailleurs leurs désirs, ils ne pouvaient les exprimer. De 1823 à 1840, dans cette Prusse soumise comme toute l'Allemagne à un régime despotique, la censure arrêta tout écrit subversif, la police emprisonnait tout individu dangereux. Les diètes, qui savaient la vanité de leurs vœux, n'usèrent pas même, à une exception près, de leur droit de pétition.

Les Prussiens sont gens naturellement patients ; ils attendirent pour revendiquer leurs droits d'être délivrés de leur vieux roi : Frédéric-Guillaume III mourut le 7 juin 1840.

La bourgeoisie libérale serait-elle maintenant entendue ? Tout allait dépendre du nouveau souverain.

*
* *

Frédéric-Guillaume IV était né en 1796 ; c'était le premier fils de Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise. De son enfance, ce qu'il se rappelait surtout, c'était l'humiliation de 1806, la fuite précipitée de Berlin et l'humble cour de Memel. Son premier maître, Delbrück, fut trouvé trop libéral dans l'entourage réactionnaire du roi ; on le remplaça par Ancillon, qui devait laisser sur son élève une si forte empreinte. A dix-sept ans, le jeune prince fit ses premières armes contre la France. La paix venue, il s'occupa des affaires publiques. Il y donna rapidement sa mesure ; l'institution des diètes provinciales en 1823 fut en grande partie son œuvre.

A son arrivée au trône, à quarante-quatre ans, Frédéric-Guillaume était un homme court, trapu, légèrement obèse. Il avait la figure toute ronde, épaisse et rougeaude ; un nez en « pied de marmite », un front têtue et des yeux bleus dont la myopie n'avait pas éteint l'extraordinaire vivacité. Toute sa personne avait un air bon enfant qui plaisait à la foule. Sa physionomie était railleuse, mais on y lisait une grande indulgence : rien qui ressemblât au visage terne et soupçonneux de son père.

Moralement, Frédéric-Guillaume était heureusement doué. Il fut toujours un excellent mari ; s'il montra quelque vivacité à l'égard de son frère Guillaume, il faut avouer que celui-ci l'a plus d'une fois méritée. Bon, confiant, simple jusqu'à la familiarité, d'une piété sincère et élevée, il exerçait sur ceux qui l'approchaient un remarquable attrait ; il sut s'acquérir un grand nombre de dévouements particuliers. Son intelligence

était vive, prompte à tout saisir. Tout l'intéressait, arts, science, religion ; il avait pour amis Cornélius, le plus grand peintre, Humboldt, le plus grand savant de l'Allemagne du temps.

Malheureusement, tous ces dons, et d'autres encore, son goût pour le travail, son ardent désir de bien faire, jusqu'à son étonnante facilité de parole, étaient foncièrement gâtés par un terrible défaut : le manque complet du sens des réalités. Il était excessif en toutes choses ; son imagination vagabondait sans mesure. L'un de ses meilleurs amis, Canitz, lui faisait ce reproche, singulièrement grave pour un roi : « Frédéric-Guillaume IV serait un homme rare, digne d'amour et de vénération, s'il n'était ni roi, ni prince. Il serait le modèle des rois s'il saisisait les choses plus fermement, avec un esprit plus sec, plus pratique, capable de distinguer immédiatement ce qui est à tirer des conceptions lointaines qui planent devant lui¹... » Il semble bien qu'à cette époque Frédéric-Guillaume IV portait déjà en lui les signes d'un mauvais équilibre mental. A voir cet air « goguenard, étourdi et distrait » que notre envoyé le félicite d'avoir momentanément perdu sous l'empire de ses préoccupations nouvelles, à son exubérance, à son entêtement et à ses colères, indices d'une volonté débile, on reconnaît dans celui qui fut appelé un « romantique couronné » un de ces hommes qu'aujourd'hui on désignerait volontiers sous le nom d'« agités ».

Les pensées politiques de Frédéric-Guillaume IV se comprennent plus aisément si l'on tient compte de ce dérèglement foncier de son esprit ; il paraîtra moins étonnant qu'il ait pu concevoir à la fois et défendre des idées qui paraissaient contradictoires à ses contemporains.

Soumis de bonne heure à une stricte discipline, élevé à l'école absolutiste de Haller et d'Ancillon, Frédéric-Guillaume IV devint très vite l'un des champions de la légitimité ; le droit divin des rois, la dépendance absolue des sujets furent bientôt le fondement même de toutes ses pensées politiques. Là-dessus, il était de beaux systèmes, où se reconnaît le contemporain du grand mouvement romantique qui remuait alors toute l'Allemagne. Il rêvait, entre princes et peuples, d'un lien mystique où se fussent confondues dans un amour réciproque la bonté paternelle du

1. Canitz, *Denkschriften*, t. II, p. 52.

souverain et la reconnaissance docile des sujets. A tout ce qui pouvait ruiner une si heureuse entente, à tout ce qui, de près ou de loin, reniait le dogme de la légitimité et sentait la « révolution », aux constitutions surtout qui, au nom d'un prétendu droit des peuples, ne pouvaient établir de rapports entre prince et sujets qu'en diminuant et en humiliant le souverain, lui, Hohenzollern, appelé au trône de Prusse par la volonté de Dieu, avait déclaré une guerre sans merci. Et cette part essentielle de ses pensées et de ses sentiments avait trouvé son expression dans l'élan d'amitié, non exempt d'une sorte de respect, qui le portait vers Metternich, le ministre et le soutien de toute la légitimité.

Pourtant, le *statu quo* dont Metternich avait fait sa formule n'était pas pour Frédéric-Guillaume le dernier mot de la politique. D'abord, il avait trop longtemps vu à l'œuvre les fonctionnaires prussiens pour estimer beaucoup, lui si vif et si ardent d'esprit et de cœur, cette lente, froide et tracassière bureaucratie. Le despotisme étroit et morose du roi, son père, n'était pas son affaire, pas plus que le régime brutal que le tsar, son beau-frère, réservait à la Russie : en dépit des alliances de famille et d'intérêts, il n'eut jamais pour Nicolas I^{er} une profonde sympathie. Surtout, il aimait la nouveauté : esprit curieux et remuant, toujours les solutions originales le tentaient. A vrai dire, il rebroussait volontiers chemin dans sa recherche du nouveau ; il ne concevait guère que ce nouveau fût acceptable sans l'estampille du passé. Mais la garantie de l'histoire une fois donnée, les institutions d'autrefois se transformaient dans son esprit en conceptions étranges, toutes prêtes à déconcerter son entourage.

Si son amitié pour Metternich servait de caution aux conservateurs, sa répugnance connue à poursuivre le règne paternel, son appétit de changement amenaient à lui les libéraux. Tel qu'il se présentait en 1840 à la nation prussienne, il était l'espérance de tous les partis.

Ce fut là justement son malheur. Comment aurait-il pu contenter à la fois tous ses sujets ? Le plus grave est qu'il risquait de n'en contenter aucun. Obéissant au même instant à des tendances contraires, il ne pouvait prendre place nettement ni à droite ni à gauche ; donnant d'une main pour reprendre de l'autre, condamné d'avance aux demi-mesures, il devait faire

oublier ce qu'il accordait par le regret de ce qu'il retenait encore. Ainsi, aux illusions de la première heure, les déceptions devaient succéder plus amères chaque jour. La lente décadence de sa popularité remplit toute entière l'histoire de Frédéric-Guillaume IV.

Comme si le destin se fût amusé à en précipiter de plus haut la chute, une circonstance exceptionnelle souleva, à l'aurore du règne, l'enthousiasme populaire. La crise orientale prit soudain avec le traité du 15 juillet une physionomie extrêmement grave. La France ressentit comme une injure l'abstention où on l'avait tenue; elle parla de guerre, menaça. Les vieilles idées de frontière du Rhin, de revanche des traités de 1815 reparurent. Le chauvinisme exaspéré de Paris réveilla celui de toute l'Allemagne. La Prusse, placée à l'avant-garde, sentait le danger plus proche; tout le pays profondément remué retrouva l'écho des paroles furieuses de Jahn et de Arndt; dans un élan d'enthousiasme, la nation se serra autour de son roi, dont elle n'attendait pas moins qu'une nouvelle guerre sur le Rhin et l'écrasement définitif de l'ennemi héréditaire. Cet enthousiasme dura jusqu'au milieu de 1841; s'il eût suivi son peuple, le roi y eût peut-être gagné de régner sans révolution. Car, le sentiment national avait bien plus de profondeur encore dans le pays que le sentiment libéral. Quand les cris de guerre se furent éteints, les murmures contre le souverain qui avait laissé fuir une occasion si propice s'ajoutèrent aux reproches des partis déçus.

Pour comble de malchance, Frédéric-Guillaume, qui aurait eu besoin d'avis sûrs et fermes, n'était pas conseillé. Son entourage semblait même avoir été fait tout exprès pour accentuer le conflit qui allait s'ouvrir entre ses sujets et lui.

La reine Élisabeth de Bavière était une bonne personne, pieuse, simple, charitable, qui n'essaya pas de jouer un rôle dans le gouvernement. Le prince Guillaume, frère puîné du roi, — le futur empereur, — avait un esprit ferme et sûr; mais il le mettait au service de la politique la plus étroitement conservatrice; il était l'héritier des idées de son père, hostile à toute concession.

Pour s'éclairer, Frédéric-Guillaume n'avait pas à compter davantage sur ses amis. Il en avait beaucoup et de toutes opinions: Humboldt, Schön étaient des libéraux; Voss, Thiele, Stolberg, Gerlach, — « la camarilla » piétiste, — étaient des

réactionnaires ; Bünsen, Canitz, Radowitz, les plus proches amis du roi, lui ressemblaient ; c'étaient des gens à l'esprit hardi et pénétrant, mais incapables de sortir de leurs spéculations. Bünsen, nature fine que Rome, où il avait fait un long séjour, avait trop préparé aux intrigues étroites des cours ; Canitz, plus brutal, observateur excellent, élève de Metternich, incapable lui aussi d'actions à longue portée ; Radowitz, de tous le plus richement doué, ardent dans l'action, mais aussi loin des réalités que le roi.

Frédéric-Guillaume était le premier à se rendre compte des défauts de ses amis. Aussi bien comptait-il gouverner par lui-même ; mais, peu à peu, en dépit de sa volonté, il se laissa isoler du pays par son entourage ; et son entourage, ce n'étaient pas seulement ses amis personnels, c'étaient aussi d'anciens serviteurs de Frédéric-Guillaume III ou des nouveaux venus piétistes, tous esprits étroits et réactionnaires. Il se forma autour du souverain une société occulte et disciplinée ; profitant de la faiblesse du roi, plus occupé de la réalisation de ses conceptions lointaines que de l'exercice minutieux du pouvoir, elle s'empara du gouvernement et trahit chaque jour les intentions du maître. Nul ne fit plus de mal au roi que ceux qui auraient dû le mieux servir.

Mais qui donc, en juin 1840, voyait ces nuages à l'horizon ? Personne n'eût songé à formuler un doute sur l'avenir. Bruggemann rappelait qu'en 1640 la Prusse avait eu le Grand Electeur, en 1740, le Grand Frédéric ; en 1840, n'aurait-elle pas mieux encore ?

II.

LE ROI ET LES DIÈTES PROVINCIALES.

*Les diètes d'hommage de 1840. — Les diètes de 1841.
Les délégations de 1842. — Les diètes de 1843 et de 1845.*

Les premières mesures que prit Frédéric-Guillaume étaient de nature à encourager les espérances des libéraux. Le 7 juillet 1840, il appelait au Conseil d'Etat le vieux général de Boyen. Ancien ministre de la Guerre, Boyen¹ avait partagé sous le feu

1. Cf. Meinecke, *Der general von Boyen*.

roi la disgrâce de Gneisenau et de Grollmann, soupçonnés de pencher vers les idées constitutionnelles. « Cette nomination », écrit Bresson¹, « est très populaire et l'opinion en tiendra compte au roi. »

Le 10 juillet, il rendit sa chaire à Arndt, chassé en 1831 de l'Université de Bonn ; le 22 août, la *Gazette d'État* publiait une amnistie générale, étendue sans réserve à tous les condamnés politiques. La commission d'enquête sur les menées démagogiques, instituée au lendemain du congrès de Carlsbad, fut supprimée ; le vieux Jahn, si populaire en Prusse, fut délivré de la surveillance de la police. L'interdiction de recevoir des journaux français fut levée ; on permit la représentation de pièces jugées jusque-là révolutionnaires, comme « Egmont », « Wilhelm Tell ». Des savants, des écrivains d'opinions notoirement libérales, L. Tieck, E. Geibel, Freiligrath, furent appelés à Berlin et pensionnés par le roi. Les frères Jacob et Wilhelm Grimm, victimes du roi de Hanovre, vinrent prendre place à l'Académie des sciences, Pertz, l'éditeur des *Monumenta Germaniae*, fut nommé conservateur des Bibliothèques royales.

Toutes ces mesures firent croire à la bourgeoisie libérale que le roi était disposé à gouverner en souverain constitutionnel. La censure avait bien, le 21 juillet, défendu la publication d'un opuscule de H. Veta qui demandait une constitution pour la Prusse² ; mais ceux qui connurent le fait s'en prirent à la bureaucratie : il suffirait pour être entendu, pensait-on, de s'adresser directement au roi³. L'occasion s'offrit au commencement de septembre. Le 8, Frédéric-Guillaume devait venir à Königsberg pour y recevoir l'hommage de ses fidèles États de la Prusse royale. Ceux-ci avaient été convoqués le 21 juillet ; on leur demandait, dans le décret de convocation, s'ils désiraient que leurs privilèges leur fussent confirmés et sous quelle forme.

Königsberg avait en 1840 environ 70,000 habitants. C'était une ville de fonctionnaires et d'universitaires. L'industrie et le commerce y tenaient encore peu de place, mais la bourgeoisie y était libérale par tradition⁴. De plus, une grande partie de la

1. *Correspondance*, 10 juillet 1840.

2. *Augsburger Allgemeine Zeitung*, 28 juillet 1840.

3. C'était notamment la pensée de Schön. Cf. *Aus den Papieren des Ministers*, t. III, p. 135-180.

4. Königsberg, ancienne capitale, était très fière de son passé. Elle se sou-

noblesse de la Prusse orientale partageait les idées du président respecté de la province, Schön, l'ancien ministre réformateur de 1809, ami et disciple de Stein¹.

La diète de Prusse se réunit le 5 septembre. Le 6, on discuta sur la réponse à faire à la proposition royale de confirmation des privilèges. Le bourgmestre de Königsberg, Heinrich, présenta un projet d'adresse au roi; des membres de la noblesse l'appuyèrent : Brünneck, les deux frères Auerswald, Sauchen-Tarputchen, Bardeleben; le projet fut voté par 89 voix sur 94. Après avoir relaté les droits et privilèges des états de la Province depuis 1413, l'adresse rappelait les promesses successives de Frédéric-Guillaume III depuis 1815 et poursuivait ainsi :

... La situation des autres états allemands l'a empêché de donner rapidement au pays une représentation centrale. L'achèvement de l'œuvre commencée devait revenir au temps présent.

Le période des obstacles est passée... Le roi Votre père nous a promis, par un document écrit, une représentation du peuple comme constitution fondamentale du royaume prussien et la consultation des représentants du pays sur tous les articles de la législation touchant aux personnes, aux biens et à la répartition des impôts. Voilà nos droits, voilà nos privilèges, et puisque nous avons à Vous prier de les confirmer, nous supplions le roi :

a) De confirmer notre représentation par états, comme elle nous est promise par l'ordonnance du 22 mai 1815... Mais ensuite :

b) Conformément au paragraphe 6 de l'ordonnance du 22 mai 1815 ... d'accorder ... le maintien et l'extension de la représentation centrale du pays tout entier selon la constitution nouvelle accordée dans son amour du peuple et sa haute sagesse par le roi Votre père... Fidèle à sa royale parole, Frédéric-Guillaume III commença l'œuvre annoncée; octroyant à la Prusse des états provinciaux, il laissa à son successeur le soin de terminer sa tâche. Confiants dans la justice de Votre Majesté, nous sommes persuadés qu'elle ne tardera pas à développer les états provinciaux et qu'elle donnera à ses

venait d'avoir résisté depuis le xv^e siècle à l'autorité du souverain. Beaucoup de gens notables croyaient devoir à ces traditions locales et aussi à la mémoire de Kant de garder, vis-à-vis du pouvoir, une attitude plus indépendante que dans le reste de la monarchie.

1. Schön et ses amis de la noblesse désiraient briser la toute-puissance de la bureaucratie qu'ils jugeaient funeste aux intérêts du pays; ceux-ci ne pouvaient être défendus à leurs yeux que par une assemblée représentative centrale; ils étaient en cela d'accord avec la bourgeoisie.

fidèles sujets cette représentation nationale qui leur a été promise par son père...¹.

La Prusse s'était si bien assoupie sous Frédéric-Guillaume III que l'adresse de la diète de Königsberg causa la plus profonde surprise. « L'on ne se doutait nullement », écrit Bresson², « qu'une tendance politique de cette nature (libérale) se manifestât dans les provinces de l'ancienne monarchie. On la croyait même affaiblie et découragée dans les provinces rhénanes. Il en résulte un étonnement mêlé de quelque inquiétude... »

Dans une lettre à Schön, qu'il soupçonnait de ne pas être étranger à la démarche de la diète, le prince Guillaume de Prusse traitait sévèrement les auteurs de l'adresse³. Déjà ému par les mesures libérales du roi, le personnel conservateur, laissé en place après la mort de Frédéric-Guillaume III, se sentit menacé dans ses privilèges par l'initiative des États de la vieille Prusse. Son interprète le plus habile auprès du roi était Rochow, ministre de l'Intérieur depuis 1834. Rochow réussit à faire voir au souverain, dans l'adresse de la diète, un manque de respect et une atteinte aux prérogatives royales. Il lui suggéra d'affirmer sans tarder son autorité et lui dicta presque le recès du 9 septembre qui ouvrit entre la nation et le roi l'ère des malentendus. Dans cette réponse à l'adresse, contresignée par Rochow, le roi déclarait :

... Pour ce qui est de la prière de revenir, pour le développement de la constitution des états, à l'ordonnance du 22 mai 1815, Nous nous trouvons amenés, pour lever tous les doutes et les fausses interprétations, à nous prononcer sur cet objet avec toute la confiance qui s'est depuis longtemps établie en Allemagne dans les rapports entre princes et peuples. Les résultats que le roi Notre père constata bientôt après l'ordonnance du 22 mai 1815, dans d'autres pays, l'invitèrent, nous le savons de la manière la moins douteuse, à prendre en mûre considération le sens de ses royales paroles... Il résolut d'exécuter sa promesse, mais en s'écartant de la conception

1. Texte tiré de *Die Preussische Verfassung*. Leipzig, 1845 (Bibl. nat., Inventaire, M. 31, 106).

2. *Corresp.*, 14 sept. 1840.

3. « C'est à nos yeux un manque de loyauté des plus graves que d'exiger des garanties de son souverain à son avènement... Être populaire avec de pareilles gens n'est pas mon affaire, ni celle des vrais patriotes... »

tyrannique de ce qu'on appelle « représentation populaire »... Le résultat de sa sage sollicitude fut l'institution d'états provinciaux dans toutes les parties de la monarchie... A Nous est revenu en partie l'honneur d'aider à cette œuvre; depuis sa naissance jusqu'aujourd'hui, Nous nous y sommes toujours vivement intéressé. En prendre toujours un soin fidèle, aller au-devant de son développement toujours plus utile à notre chère patrie et à chaque partie du pays, c'est pour Nous ... l'une des tâches les plus importantes et les plus chères de la fonction royale que la volonté de Dieu Nous a com-mise¹...

La réponse du roi était assez équivoque. Le tsar, que les premières mesures du roi avaient inquiété, y vit avec joie une fin polie de non-recevoir. Jacob Grimm jugeait de même. Il écrivait à Dahlmann le 17 septembre : « ... La réponse du roi de Prusse aux états m'a aussi consterné; il semble qu'il n'y ait rien non plus de décisif à attendre de lui²... » Mais la diète, soit qu'elle vit effectivement dans la phrase « prendre toujours soin... » un engagement pour l'avenir, soit qu'elle crût politique de l'y voir, se montra ravie. Le 9, après la lecture du recès royal, elle se leva tout entière et poussa en l'honneur du roi un triple vivat. Le 11, elle envoya une députation remercier le roi en grande pompe. Frédéric-Guillaume la reçut aimablement. Il se déclara « ... contre toute constitution écrite sur parchemin. Je veux une constitution par états, qui arrive à acquérir par un développement naturel sa plus grande extension... Je désire un développement harmonieux et plus large de la vie des états (ständisches Lebens). Ce développement m'est infiniment cher et j'y consacrerai tous mes soins et toute ma force dans la haute fonction qui m'a été confiée par Dieu³. »

Le roi était sincère quand il parlait de progrès à réaliser : il méditait à ce moment de réunir en une seule assemblée toutes les diètes provinciales. Ses amis conservateurs combattaient avec acharnement ses projets. Metternich, mis au courant dans une récente entrevue, avait adressé au roi d'amicales remontrances⁴. Frédéric-Guillaume était perplexe. Le peuple de Kœ-

1. Traduction du chargé d'affaires de France à Berlin (insérée dans la correspondance de Bresson).

2. *Lettres à Dahlmann*, éd. Ippel.

3. Schön, t. III, p. 171.

4. A Dresde, au milieu d'août.

nigsberg lui témoignait depuis le 29 août, jour de son arrivée, une affection enthousiaste et naïve. Le 10 septembre, 12,000 personnes l'avaient acclamé dans la cour du château royal quand il avait juré d'être « ... un prince plein de loyauté, de sollicitude et de miséricorde, un roi chrétien... » et de gouverner toujours « avec l'amour de son peuple ». Les Rochow, les Gerlach, les Voss furent repris de peur; enveloppé par cet enthousiasme, le roi n'allait-il pas rendre confiance pour confiance, exécuter les promesses de son père? Schön n'avait-il pas déclaré au sortir d'un entretien avec Frédéric-Guillaume : « Le roi est plus libéral que moi! » Il fallait détruire au plus vite toutes les espérances de la bourgeoisie libérale. Déjà vingt-sept nobles de la vieille Prusse avaient publiquement protesté contre l'adresse des états. A Elbing, ville jalouse de Königsberg, s'était formée une « Société de sujets loyaux »¹. « Nous voulons », déclaraient-ils, « que notre roi, par la grâce de Dieu, soit maître de son peuple et règne seul... ». Quand le roi fut de retour à Berlin à la fin de septembre, on lui persuada que les libéraux abusaient de ses paroles et criaient victoire... Le 4 octobre, en réponse à un rapport de Rochow qui prétendait éclairer le roi sur les espérances des libéraux, Frédéric-Guillaume déclarait dans une ordonnance vouloir « ... couper court à l'idée erronée que l'on pourrait se faire en pensant... que le roi avait donné son assentiment à la demande de développement de la constitution... ».

Malgré cette affirmation brutale, on ne désespéra pas; beaucoup, comme Grimm, firent encore crédit au roi. On s'en prit surtout à Rochow que Schön, dans ses Mémoires, représente accompagnant le roi, comme « Méphisto » guidait Faust. En général, la confiance dans le souverain restait profonde, surtout en ce moment critique de la crise avec la France.

Les fêtes d'hommage de Berlin furent une manifestation patriotique. La Prusse, devant l'imminence d'une guerre², sentait le besoin de se serrer autour de son roi. Quand, par la grande porte de Francfort, Frédéric-Guillaume fit, le 21 septembre, son entrée dans la capitale, le peuple lui fit un accueil triom-

1. Biedermann, *Trente ans d'histoire de l'Allemagne*.

2. Cf. Gaston Raphaël, *le Rhin allemand*, p. 6. Le 4^e prussien était en mai 1840 à 104 3/1. Le 20 août, il tombait à 103 1/2. Le 12 octobre, il descendait au chiffre le plus bas atteint pendant la crise : 101 7/8. Le 16, il remontait à 102, le 22 à 102 3/8. En août 1841, il était remonté à 104 1/2.

phal¹. Pour la cérémonie du 15 octobre, la ville entière se para ; les fêtes furent splendides. « ... Berlin est d'un mouvement et d'une splendeur incroyables », dit Bresson. « On y compte plus de 60,000 étrangers²... ».

C'est devant cette foule enthousiaste que le roi prononça, le 16 au matin, ces paroles :

... Inspiré comme je le suis par l'amour le plus vif pour ma patrie, pour mon peuple tout entier, je viens, messieurs, vous adresser dans ce moment grave une question... Chevaliers ! Bourgeois ! Commerçants ! et vous tous, assistants qui pouvez m'entendre, je vous le demande : voulez-vous du cœur comme de l'esprit, par vos paroles, par vos actes, par tous vos efforts, m'aider et contribuer avec moi au bonheur de l'Allemagne, au maintien de la Prusse dans la situation où elle se trouve?... Volez-vous m'aider à développer sans cesse la prospérité à laquelle la Prusse, avec ses 14 millions d'habitants, doit d'avoir pris rang parmi les grandes puissances ? Par l'honneur, la loyauté, les efforts éclairés, le bon droit, la vérité, les progrès s'alliant à l'expérience du passé et les efforts généreux de la jeunesse, voulez-vous ne pas m'abandonner dans cette tâche, mais me demeurer fideles, dans les bons comme dans les mauvais jours ? Oh ! alors, répondez-moi bien haut dans notre langue maternelle par un « oui » vigoureux et loyal !

Un héraut à cheval, placé au bas de l'escalier, s'écria : « Vive le roi ! » Et tous les assistants répétèrent ce cri avec enthousiasme³...

« Celui qui a vu la Prusse rendre hommage à Frédéric-Guillaume IV », dit Canitz, « doit convenir que c'était tout autre chose que ce qui se manifeste dans de semblables occasions. C'était l'expression d'un amour véritable : le peuple levait les yeux sur son roi avec un orgueil joyeux ». C'est que l'amour pour le roi se confondait alors avec l'amour de la patrie. Le 19 octobre, au banquet officiel offert par la ville, le chant s'éleva « Am Rhein » et le roi chanta avec tous les assistants.

Frédéric-Guillaume garda jusqu'en 1848 le souvenir de ces journées d'enthousiasme : il crut de bonne foi que le peuple

1. *Corresp.*, 13 oct. 1840.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*, 18 oct. 1840.

prussien s'était donné à jamais à lui et ne pouvait se reprendre; trop sûr de son affection et de son appui, il considéra volontiers les libéraux mécontents comme des factieux, comme des traîtres à la parole donnée. Quand l'opinion enfin lui réclamera une constitution véritable, c'est au nom de ce « oui » populaire qu'il la lui refusera¹.

Pour le moment, confiant en l'amour de son peuple, il cédait sans résistance aux sollicitations de son entourage. Parmi les courtisans de l'ancienne cour, groupés maintenant autour du prince Guillaume, frère du roi, et dont le roi lui-même répugnait à épouser les idées rétrogrades, s'étaient introduits les chefs du parti piétiste. Secte religieuse, rêvant d'une église disciplinée et rigoriste, le piétisme avait toutes les faveurs du roi. Les piétistes, gens le plus souvent d'esprit étroit et d'opinions conservatrices, en profitèrent pour étendre leur influence. Déjà suspects aux libéraux, leurs exigences dans l'exercice du culte les faisaient fort mal voir du peuple. L'année ne s'était pas écoulée qu'une série de nominations impopulaires était venue détruire la bonne impression laissée par les premiers actes du règne. A la fin d'octobre, le général de Thiele, « le président des sociétés bibliques, le sectaire piétiste le plus ardent et l'apôtre des idées anciennes »², était nommé ministre rapporteur; en novembre, Boetticher, piétiste zélé, était appelé de Stettin pour le seconder; Eichmann, d'opinions identiques, remplaçait au département des Affaires étrangères Eichhorn, devenu ministre des Cultes; en décembre, le comte de Stolberg, piétiste, était adjoint au ministre de l'Intérieur. La mort d'E. Ganz, le successeur de Hegel à Berlin, laissait libre la chaire de philosophie à l'Université; le roi y appela J. Stahl. Stahl arrivait d'Erlangen avec la réputation d'un piétiste forcené et celle, non moins méritée, d'un apôtre du pouvoir absolu. Les étudiants lui firent un accueil des moins sympathiques. Mais la nomination la plus impopulaire fut celle de Hassenpflug. Ancien ministre de Hesse, puis gouverneur de Luxembourg au service de la Hollande, Hassenpflug passait pour avoir les opinions les plus réactionnaires. Le roi le nomma à un haut poste de la magistrature prussienne. Ce fut un scandale.

1. Cf. *Discours du 11 avril 1847 et Lettres à Busen*, éd. Ranke.

2. *Corresp.*, 20 nov. 1840.

Un jeune employé du ministère de la Justice parodia le chant de Becker :

Nous ne voulons pas l'avoir

Le sire de Hassenpflug...

Pas plus que les autres « tartufes » de l'entourage du roi,

Les Stolberg, Rochow, Thiele,

Les Radowitz et les Voss¹...

Le 22 novembre, A. Ruge écrivait à un de ses amis² : « La réaction va toujours plus avant dans sa folie. » « Il est temps déjà que le roi s'arrête sur cette pente », écrit Bresson le 18 novembre; et le 28 décembre : « Le roi est en voie périlleuse... ». Le roi le comprit et refusa de se compromettre davantage pour ses amis. Quelques articles de la *Gazette d'État* furent chargés de rassurer l'opinion; et si grande était la confiance qu'on lui gardait que Bresson écrivait le 24 janvier 1841 : « Les petits ressentiments excités commencent à se calmer et le roi rentre en pleine possession de la popularité que la pureté de ses intentions et de ses vues, la bonté et la sincérité de son cœur lui ont acquises dès le premier mois de son arrivée... »

*
* *

La déclaration royale du 4 octobre ne resta pas sans réponse. A la veille de la réunion des diètes de 1841, et avec l'intention de les éclairer sur les revendications à présenter, parurent à Königsberg deux brochures libérales.

Schön, dans *Woher und Wohin*³, répondait à deux questions : « D'où vient le cri : il faut des États-Généraux ? » De ce que depuis Frédéric II l'administration n'est plus faite pour le peuple, mais le peuple pour l'administration. De 1807 à 1813, le peuple a pu respirer, mais depuis la réaction de 1815, la bureaucratie est redevenue toute-puissante. La diète de Königsberg n'a fait que son devoir; sa demande de constitution n'était pas dirigée contre le roi, mais contre la bureaucratie.

« Où conduira la convocation d'États-Généraux ? C'est-à-dire quelles seront leurs attributions ? » Schön indique assez vague-

1. Canitz, *Denschriften*, t. II.

2. Ruge, *Briefe*, t. I, p. 167.

3. Schön, t. III, p. 230 et suiv.

ment que les États-Généraux ne devront pas disputer au roi le gouvernement, qu'ils demanderont simplement des renseignements en matière de finances et ne seront au plus qu'un organe de contrôle administratif. Cette modération ne l'empêchait pas de se montrer menaçant. « Quand on n'envisage pas son époque telle qu'elle est », disait-il en terminant, « et qu'on n'en tire pas le bien qu'elle peut offrir, alors l'époque vous punit!! »

Bien que « le coup partit de haut »², le retentissement des *Quatre questions* de J. Jacoby³ fut encore plus considérable. L'auteur déclarait :

a) Que la participation de la nation au gouvernement du pays n'était pas en rapport avec son degré d'avancement et de culture. La Prusse, avec ses sept universités et ses 20.000 écoles, ne le cédait ni à la France ni à l'Angleterre;

b) Que les promesses de Frédéric-Guillaume III avaient la valeur d'un engagement légal; sous un régime absolutiste, la parole du roi est « loi » pour le pays;

c) Qu'en conséquence, l'édit du 22 mai 1815 créait un droit pour la nation;

d) Et que la nation, par la voix des états, devait réclamer comme droit ce qu'elle avait jusque-là demandé comme faveur.

La brochure se terminait ainsi : « ... Et si cet état de choses continue, que ferons-nous? » La réponse renvoyait au verset suivant de l'Écriture : « Et ils se soulevèrent contre le roi d'Israël et ils le renversèrent de son trône... »

L'audace de Jacoby stupéfia. « ... La nouveauté de l'esprit politique étonnait⁴... » Le roi s'emporta : « Aujourd'hui, écrivit-il à Schön, il n'y a que des Jacobins, des perroquets ou des ânes pour mettre en doute mon amour profond de la liberté ». Jacoby fut arrêté et condamné, après un long procès, à plusieurs années de forteresse⁵.

1. « Dann die Zeit straft. »

2. Bresson, 4 févr. 1841.

3. *Vier Fragen, beantwortet von einem Ostpreussen*, févr. 1841. La brochure fut d'abord attribuée à Schön. Jacoby, né à Königsberg en 1805, était médecin. Il avait subi l'influence des idées de Kant et de la Révolution française. On sait qu'il protesta plus tard contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine.

4. Schorn, *Lebenserinnerungen*, t. I, p. 146.

5. Jacoby fit appel devant le Haut Tribunal de Berlin qui l'acquitta le 19 janvier 1843.

La colère de Frédéric-Guillaume IV avait bien sa raison d'être : on venait l'attaquer (il considérait comme une injure personnelle la brochure de Jacoby) quand précisément il faisait effort pour satisfaire l'opinion libérale. Le 29 février 1841, la *Gazette d'État* publiait une ordonnance, adressée aux diètes convoquées pour le début de mars :

Nous tenons à cœur avant toutes choses, disait le roi, de développer de plus en plus les institutions des états...

a) ... Afin d'assurer un plus large développement à l'ordonnance du 3 novembre 1833 ..., nous donnerons à l'avenir plus d'extension à la publicité des discussions des diètes; et nous autoriserons la publication des pétitions qui nous seront adressées par tous les états. Nous permettrons également l'impression des procès-verbaux et leur distribution à la fin des séances de la diète aux membres de l'assemblée qui en donneront connaissance à leurs commettants.

b) ... Notre intention royale est de convoquer désormais la diète tous les deux ans.

c) Comme, malgré cela, il pourrait se présenter des circonstances où, la diète n'étant pas assemblée, il serait désirable de convoquer des hommes possédant notre royale confiance en même temps que celle de leurs provinces, nous avons décidé de présenter à nos fidèles états le projet d'une ordonnance ayant pour but de former une commission prise dans leur sein. Cette commission donnera son avis sur les affaires concernant tant l'intérêt national que celui des provinces, toutes les fois que nous jugerons à propos de la consulter, et s'occupera des affaires relevant de la compétence des états qui viendraient à surgir dans l'intervalle des sessions... Nous nous réservons de faire connaître nos dispositions particulières à cet égard.

Publicité plus large des débats des diètes, périodicité des états convoqués jusque-là selon le bon plaisir du roi, promesse enfin d'accorder au pays une représentation centrale par l'institution d'une commission unique permanente des états provinciaux : ces concessions semblaient à tous le signe évident des dispositions libérales du roi. « Ces déterminations du roi sont généralement regardées comme des concessions remarquables », écrit Bresson¹.

Aussi, les diètes, réunies en mars dans leurs provinces respectives (sauf la diète rhénane convoquée seulement pour juin), se montrèrent-elles très mesurées dans leurs demandes.

1. *Corresp.*, 2 mars 1841. Cf. Cazalès, *Revue des Deux Mondes*, 1842.

La diète de Prusse, en rejetant sans examen¹ une pétition demandant l'établissement d'une constitution selon l'ordonnance de mai 1815, donna comme raison du rejet « que le roi, qui avait promis le 9 septembre 1840 le développement de la constitution par états (*ständische Verfassung*), vient de tenir sa promesse, moins de six mois après, dans de telles conditions qu'on n'a qu'à s'en remettre à lui »².

Les états de la province rhénane demandèrent la publicité complète, et non soumise à la censure, des procès-verbaux des délibérations des diètes dont le décret de février autorisait seulement la lecture écourtée par les députés à leurs commettants. La diète de Brandebourg demanda la publicité complète des débats. Les états de la Prusse orientale et ceux de la Prusse rhénane demandèrent une plus grande liberté pour la presse.

Quant à la diète de Posnanie, non seulement elle avait écarté sans examen une proposition tendant à réclamer au roi l'établissement d'États-Généraux, mais elle avait critiqué vivement le projet de convocation de délégations des états provinciaux. Les Polonais tenaient à leur assemblée provinciale qui garantissait dans une certaine mesure leur autonomie; ils étaient hostiles à toute assemblée centrale du royaume où leurs représentants n'auraient eu qu'une place forcément réduite. Ils s'attirèrent du roi, le 12 mars, une réponse assez vive. « ... La précipitation avec laquelle vous avez jugé le décret qui vous a été soumis n'est guère propre à exercer une influence heureuse sur les dispositions bienveillantes qui Nous ont inspiré ce projet de loi... »

Cette opposition toute locale exceptée, les diètes se montrèrent si sages que Rochow, frère du ministre de l'Intérieur et conservateur lui aussi, écrivait à son ami Nagler : « ... Bonnes nouvelles de Berlin. Tout va bien mieux qu'on n'aurait cru... Il n'y a pas d'opposition véritable générale et organisée³... ». Il allait jusqu'à trouver une des diètes, celle de Brandebourg, « un peu trop conservatrice⁴. »

1. Par trente-neuf voix contre six (36 mars). Pour le détail des pétitions des diètes, voir : Roenne, *op. cit.*, t. I, p. 30, et l'*Allgemeine Augsburger Zeitung*.

2. *Die Preussische Verfassungsfrage*, p. 67.

3. Rochow, *Briefe an einen Staatsbeamten*, p. 238 (Stuttgart, 25 mars, 20 avril 1841).

4. Bresson, 10 juill. 1841, donne de la sagesse des diètes une explication qui vaut d'être rapportée : « La composition de la monarchie explique suffisamment cette absence d'unité de sentiment et d'action. Les provinces dont elle est

Un incident significatif vint montrer à ce moment quel mal pouvait faire au roi son entourage conservateur et combien, malgré les fautes de ses serviteurs, le roi était encore populaire.

Le 28 mars 1841, les conseillers et le bourgmestre de Breslau adressèrent une pétition à la diète de Silésie demandant l'institution d'États-Généraux. Les termes de la pétition étaient des plus respectueux : « ... Le peuple prussien est assez digne, par son loyalisme, sa fidélité, de cette constitution. Sa reconnaissance sera immense, et cet octroi sera le fondement certain du bonheur durable du peuple et de la patrie¹. »

La diète rejeta la pétition, mais les conservateurs de la cour avaient là une occasion de convaincre le roi qu'on n'ajoutait pas foi à ses promesses ; ils le pressèrent de témoigner hautement son mécontentement, afin d'empêcher le retour de semblables démarches. Le 18 mai 1841, Rochow répondit directement aux signataires de la pétition que « Sa Majesté devait voir dans leur demande une opposition ouverte après les explications parues dans le recès du 9 septembre et l'ordonnance du 4 octobre 1840. En conséquence, Sa Majesté ne voulait accepter, au cours de sa visite à Breslau, qui devait avoir lieu dans l'automne, ni réception solennelle, ni fêtes données par la ville ». Rochow aggrava ce procédé enfantin par l'envoi au président de la province de Silésie d'une lettre insolente pour les bourgeois de Breslau. Les conseillers de la ville en eurent connaissance. Indignés, ils

formée ont en grande partie des intérêts distincts ; les mœurs, la religion, la langue même ne se ressemblent pas du tout... » « ... L'esprit provincial est développé au dernier point en Prusse... » Dans ce particularisme des provinces, Bresson voit « de la jalousie pour Berlin. Elles ne se sentent pas attirées vers ce centre qui deviendrait le siège des États-Généraux. Elles préfèrent leurs constitutions locales et leurs privilèges provinciaux et administratifs et semblent ne vouloir s'attacher qu'à leur développement et à leur extension ». Aussi le décret de février 1841 sur la commission à former pendant l'intervalle des sessions de diètes a-t-il rencontré « une opposition unanime dans le sein des états, parce qu'on a cru que l'intention du roi avait été de réunir ces comités en permanence dans la capitale, ce qui eût constitué une espèce d'États-Généraux ».

Cette opposition, que Bresson semble un peu grossir, fut particulièrement vive, on l'a vu, dans les états de Posen, où le provincialisme était la conséquence du sentiment national polonais. Pour les autres diètes, il ne faut pas oublier qu'elles représentaient trois classes ; si l'esprit particulariste tendait à disparaître dans la bourgeoisie, il se conservait encore dans les campagnes et parmi les nobles. D'ailleurs, ni Bresson, ni son successeur ne reviendront plus sur le particularisme des provinces : ce qui semble indiquer les progrès de l'éducation politique des diètes.

1. *Die Preussische Verfassung*, p. 69.

envoyèrent au roi, le 2 juin, un mémoire justificatif où ils défendaient avec fermeté leur droit de pétition. Le 22 juin, le roi répondit lui-même qu'il ne contestait pas ce droit, mais qu'il plaçait en face le sien propre de se déclarer ouvertement satisfait ou mécontent de l'esprit des pétitions de ses sujets. Finalement, il accepta les fêtes que la municipalité de Breslau lui offrait. Bresson écrivait en septembre 1841 : « Les fêtes ont été très brillantes et l'accueil que Sa Majesté a reçu partout plein d'enthousiasme. Il ne reste plus de traces de la froideur que le roi avait montré à la ville de Breslau. Les habitants lui ont témoigné la confiance la plus entière dans ses intentions bienveillantes et dans son désir d'assurer le bonheur de ses sujets¹. »

Le roi n'était pas responsable de ces mesquineries ; Canitz savait bien à qui s'en prendre : « ... Si la ville s'était montrée aussi maladroite ou méchante que les hauts fonctionnaires qui avaient forgé cette histoire, un scandale en serait né. Le bon esprit l'emporta encore, la chose fut réparée². »

Que Frédéric-Guillaume fût trompé par ses conseillers et qu'il eût de tout autres intentions qu'eux, nous en trouvons la preuve dans ses mesures bienveillantes pour la presse. La censure a toujours été dans les états modernes l'un des signes extérieurs les moins équivoques du despotisme ; en prenant en Allemagne l'initiative de l'adoucir, le roi de Prusse donnait sans aucun doute le gage de ses dispositions libérales.

Frédéric-Guillaume avait sur le régime de la presse des idées bien arrêtées ; dès les premiers jours de son règne, il déclarait autour de lui³ que la liberté d'écrire devait être entière ; amoureux de toutes les productions de l'esprit, il voulait n'y mettre aucune entrave. Pour la presse politique, il ne trouvait à la rendre libre que l'avantage de connaître l'opinion de ses sujets : il est vrai qu'il ne soupçonnait pas encore que ses sujets, à l'exception de quelques mauvaises têtes, pussent avoir une opinion bien différente de la sienne.

La presse était soumise en Prusse à un régime de censure très sévèrement organisé par les lois confédérales de 1819 et de 1834. Le roi ne pouvait à lui seul opérer une transformation radicale : une décision de la diète germanique eût été nécessaire. Mais il demeurait maître d'appliquer plus ou moins rigoureusement les

1. *Corresp.*, 21 sept. 1841.

2. Canitz, *Denkschriften*, t. II, p. 64.

3. Natzmer, *Unter den Hohenzollern*, t. III.

règlements. En novembre 1841, répondant à la pétition des états de Prusse rhénane, le roi déclarait (paragraphe 22 du recès) :

... Dans le dessein de dégager dès aujourd'hui la presse d'entraves qui ne sont pas dans notre pensée, nous avons ordonné à notre ministre, dans les attributions duquel se trouve la censure, de recommander de nouveau aux censeurs d'observer l'article 2 de l'édit de censure du 18 octobre 1819 qui prescrit une grande latitude à une publicité libre, mais convenable et éclairée...

Puis parut dans l'hiver 1841-1842 une série d'ordonnances¹ en vue d'adoucir le régime de la censure. Dans un premier édit du 10 décembre 1841, le roi ordonnait de remplacer par des jurisconsultes les fonctionnaires qui jusque-là occupaient les fonctions de censeurs : garantie contre l'arbitraire administratif. De plus, les ministres, les généraux, les présidents de province, les professeurs d'université pourraient désormais non seulement éditer leurs ouvrages sans avoir à les soumettre à la censure, mais donner eux-mêmes licence d'imprimer. Un deuxième édit du même jour déclarait que le roi voulait « ... la plus grande liberté de discussion possible sur les actes de l'administration dans les feuilles quotidiennes ; mais, par contre, et comme correctif, une juste publicité aux articles officiels, dans les journaux du pays, sur toutes les mesures du gouvernement qui seraient attaquées ».

Le 13 janvier 1842, la *Gazette d'État* publiait un exposé des raisons qui avaient déterminé le roi : « ... La censure ne doit entraver aucune recherche convenable de la vérité, ni gêner d'une manière vexatoire les écrivains, ni empêcher le commerce de la librairie. Son but est de contraindre celui qui méconnaît les vrais principes de la religion à supprimer ce qui offense la morale et les bonnes mœurs, de s'opposer à l'exaltation fanatique apportée dans la discussion des articles sur la foi religieuse et la politique, de porter enfin obstacle à ce qui blesse la dignité et compromet la sécurité de la monarchie prussienne et des autres états allemands de la confédération germanique. La censure ne doit donc en aucun cas être exercée dans un sens mesquin et outrepasser la loi. Le censeur peut même permettre la discussion franche des intérêts du pays. »

Ces ordonnances inaugurèrent un régime de liberté presque

1. Cf. Geigel, *Bettina von Arnim et Fr. W. IV.*

complète de la presse. Les nouveaux censeurs, convaincus des intentions libérales du roi, se montrèrent très tolérants. De nombreux journaux furent fondés, surtout dans l'ouest; la publication d'ouvrages politiques, même à tendances avancées, ne fut pas entravée¹.

Les conservateurs ne cachèrent pas leur inquiétude. Canitz, à l'ordinaire plutôt modéré, blâma vivement Frédéric-Guillaume : « Le scandale des journaux que la censure garantissait contre toute réponse, tandis qu'elle donnait son imprimatur à leurs scandaleux articles, crût à l'excès. Chacun vit que ce pitoyable moyen terme entre la censure et la liberté de la presse ne pouvait exister. » Les libéraux, de leur côté, ne témoignèrent au roi qu'une reconnaissance médiocre; depuis qu'ils voyaient se transformer le vieux régime autocratique, ils portaient bien moins d'attention aux concessions faites qu'aux concessions à faire; les demi-mesures, tout en les encourageant, les mécontentaient néanmoins presque autant qu'une politique de résistance : Frédéric-Guillaume ne satisfaisait donc personne. « ... Le roi n'a plus la popularité du début de son règne », dit Bresson; « tous les partis... ont été déçus dans leurs espérances »². De plus, l'élan d'enthousiasme national de 1840 s'était changé en déception avec le maintien de la paix. « ... Ainsi s'écoula la première année du règne. Le 15 octobre revint et se passa aussi tranquillement que si l'on eût craint de saluer, par une fête, l'anniversaire de l'hommage. Les soucis ou les espérances de guerre étaient dissipés; tout était à peu près resté dans l'ancien état, et ce qui était arrivé de nouveau fut d'autant moins estimé que l'on avait attendu bien davantage³... »

P. DEVINAT.

(Sera continué.)

1. Cf. Falkson, *Die liberale Bewegung in Königsberg*, p. 67.

2. Bresson, 2 déc. 1841. Ruge écrit à Stahr, le 7 nov. 1841 : « Le roi compromet complètement sa popularité... », on remarque « ... une chute de plus en plus grande de l'enthousiasme ». Humboldt écrit à Varnhagen, le 2 décembre 1841, « qu'en fait les dispositions ont empiré de façon effrayante ».

3. Canitz, *Denkschriften*, t. II, p. 47. Quand le roi revint de son voyage à Londres, en février 1842, « il dut être un peu surpris du silence qui l'accueillit à Berlin » (Bresson, 11 févr. 1842).

QUELQUES EXEMPLES
DE
L'APPLICATION DES LOIS
SUR L'ÉMIGRATION

RÉCITS DU TEMPS DE LA TERREUR

(Suite et fin¹.)

II.

RICHARD DE RUFFEY².

Pas plus que Micault le président Richard n'était pour la Révolution un ennemi militant. Acquéreur de biens nationaux, resté sourd aux instances que lui adressaient beaucoup de ses ex-collègues du parlement de Dijon pour émigrer, ayant fait, malgré leurs anathèmes, liquider son office, n'ayant jamais quitté le sol français, il lui avait même donné des gages réels. Il n'en fut pas pour cela plus ménagé. Il dut quitter Dijon après le 10 août et alla passer à Chalon-sur-Saône septembre et la plus grande partie d'octobre 1792. Il revint à Dijon du 25 octobre au 15 février 1793, puis alla se fixer à Beaune et notifia ce changement de domicile à la municipalité de Dijon.

Le 7 août 1793, le district de Dijon ne l'en porta pas moins sur la liste de ses émigrés. Richard se mit aussitôt en devoir de se procurer un certificat de résidence en la forme voulue par la loi du 28 mars, à neuf témoins, et il l'eut le 24 août; mais c'est

1. Voir *Revue historique*, t. CVII, p. 272.

2. Arch. nat., F⁷ 5026. Perrenet, Wallon, ouvrages déjà cités : Recueil des pièces de procédures relatives à l'assassinat commis sur la personne de Richard (an III).

en vain qu'il en demanda le visa à l'administration du district : celle-ci s'y refusa sous prétexte que Richard n'était point sur la liste des émigrés et que les visas ne s'accordaient qu'à ceux qui y étaient inscrits ; toutes ses instances échouèrent contre ce formalisme dont les conséquences devaient être terribles pour lui. Il avait, en outre, à se procurer un certificat de Chalon puisque, étant inscrit, ses certificats antérieurs étaient, « ipso facto », frappés de nullité. Sur ce, un arrêté de la Côte-d'Or ayant ordonné l'arrestation de tous les ci-devant nobles et de tous les ci-devant seigneurs, Richard avait été arrêté, ou plutôt, par décision du district, la ville de Beaune lui avait été assignée pour prison, avec permission d'y circuler, mais avec défense d'en sortir. Il demanda un sauf-conduit pour aller à Chalon faire renouveler son certificat, ne l'obtint pas, se mit quand même en route, et se livra dans cette ville au difficile travail de trouver neuf citoyens qui voulussent bien risquer d'attirer sur leurs propres têtes la suspicion et l'animadversion en témoignant en faveur d'un ci-devant, d'un homme en qui il n'était pas difficile de deviner, dès ce moment, un proscrit. Il réussit néanmoins à se les procurer et eut son certificat, mais il était encore à Chalon occupé à terminer les formalités nécessaires lorsqu'il fut arrêté comme suspect le 15 frimaire ; en même temps, il apprenait que la liste d'émigrés de la Côte-d'Or, sur laquelle il était inscrit, venait d'être affichée le 2 frimaire ; c'est de ce jour que courait le délai fatal d'un mois, à l'expiration duquel, si toutes les justifications nécessaires n'étaient pas faites dans la forme requise, sa perte était certaine.

Courant au plus pressé, Richard envoie le 17 frimaire, de la maison d'arrêt de Chalon, une pétition au district de Beaune pour qu'il veuille bien enfin viser son certificat de Beaune, inutilisable tant que cette formalité n'a pas été faite. La réponse est désespérante ; le district refuse maintenant de viser, sous prétexte que le certificat est suranné, — et cependant la loi du 28 mars ne prescrivait aucun délai entre la délivrance et le visa des certificats, — et aussi parce que la municipalité d'alors était connue pour avoir été beaucoup trop large et beaucoup trop facile à l'égard des aristocrates. La pétition est renvoyée devant le département ; elle y arrive en temps utile et est enregistrée le 27 frimaire. Le département se borne à la communiquer au district de Dijon, qui déclare le 25 nivôse qu'il n'y

a lieu à délibérer, que le certificat présenté par Richard est informe, et que l'incivisme qu'on lui reproche à Beaune est également notoire à Dijon. Le département prend un arrêté conforme le 27 nivôse ; et dès lors la perte de Richard est certaine. La victime était déjà d'ailleurs au pouvoir des bourreaux ; depuis le 7 nivôse, Richard, réclamé par le comité révolutionnaire de Dijon à celui de Chalon et livré par ce dernier, était écroué à la maison de détention du château.

Le 14 ventôse, Richard obtint du conseil général de la commune de Dijon permission de sortir de sa prison, sous bonne et sûre garde, pour aller à Beaune et à Chalon chercher les certificats dont il disait avoir besoin, et eut pour cela un délai de deux décades. Ses ennemis résolurent de mettre à profit cette circonstance même pour achever de le frapper à coup sûr ; terroriser les témoins et l'empêcher de pouvoir obtenir les certificats qu'il venait chercher fut la tactique employée. Voici en quels termes le comité révolutionnaire de Beaune *recommandait* Richard à celui de Chalon dans une lettre du 27 ventôse : « Frères et amis, nous croyons pour le salut public devoir vous prévenir que vous possédez actuellement dans vos murs le sieur Richard, ci-devant de Ruffey, qui cherche à se faire retirer de la liste des émigrés. Veillez cet intrigant ennemi de la chose publique... Il est de la connaissance du comité que ledit Richard a intrigué et fait intriguer dans votre commune pour se procurer les témoins nécessaires pour obtenir son certificat de résidence, et ce envers les patriotes les plus indigents et même d'autres qui sont tarés dans l'opinion publique¹... »

Une campagne énergique fut en effet menée, à Beaune et à Chalon, auprès des témoins de Richard, pour les effrayer, pour obtenir d'eux des réserves ou des rétractations affaiblissant la portée de leurs témoignages précédents ; on les interrogea avec l'appareil le plus intimidant, on ne leur ménagea point les menaces ; on les obligea de convenir qu'ils n'avaient pas la certitude absolue que Richard n'ait pu s'absenter pendant le temps de la résidence certifiée (et qui donc en effet pouvait avoir une pareille certitude, à moins de n'avoir quitté le certifié ni jour ni nuit ?). Le comité de Chalon conclut son enquête en déclarant nul et non avenu le certificat obtenu précédemment par Richard².

1. Arch. nat., F⁷ 5026.

2. Quand les choses eurent changé et que le représentant Calès invita les

La nullité de ce certificat, l'absence de visa pour celui de Beaune, fournissaient contre lui des armes terribles. Réincarcéré le 10 germinal, transféré bientôt dans la maison de justice, il ne tarda pas à être traduit devant le tribunal criminel qui ne put que renvoyer l'affaire au département, souverain en matière d'émigration. Les ennemis de Richard n'ignoraient pas qu'un mémoire de lui se répandait, faisant ressortir la différence avec laquelle les divers départements appliquaient la loi du 28 mars, les uns, comme la Côte-d'Or, en cas de réclamations rejetées, appliquant la peine de mort, en vertu de l'article 79, les autres, et c'étaient de beaucoup les plus nombreux, n'ordonnant que l'expulsion du territoire, en vertu de l'article 62; ce mémoire, sur lequel Richard comptait peu pour se sauver lui-même, mais davantage pour empêcher, après la sienne, d'autres têtes de tomber, allait être entre les mains de la Convention, à qui sa mère l'avait fait parvenir en toute hâte¹, et il pouvait se faire que cette assemblée, émue de cette contradiction en effet trop criante, ordonnât de surseoir à l'exécution de semblables jugements jusqu'à ce qu'elle eût déterminé le véritable sens de la loi du

habitants de Beaune, le 15 brumaire an III, à raconter ce qui s'était passé lors des démarches de Richard pour faire renouveler son certificat, voici quelques spécimens des réponses qui furent obtenues :

Ch. Laligant, père, avoue avoir eu la faiblesse de refuser d'attester la résidence de Richard, qu'il avait précédemment certifiée.

Un membre du Conseil général de la commune aurait dit aux témoins : « Il vaut mieux que ce b...-là soit guillotiné que de vous exposer à être recherchés.

Verry, traître, dit avoir reçu un billet anonyme portant qu'il serait incarcéré s'il attestait la résidence de Richard; il avoue que la terreur lui a fait chercher tous les moyens de se soustraire à l'arrestation et que dans ces vues il a souvent donné à manger à des membres du district, de la municipalité et du comité de surveillance (*Recueil des pièces de procédures*).

1. Le 19 germinal : elle fut pour cela arrêtée comme ex-noble, aristocrate, riche, mère d'émigré, répandant son écrit dans les sections au moment où son fils allait être jugé comme émigré. — Dès le 15 germinal, Richard avait adressé au département une lettre où il prouvait de façon irréfutable qu'il n'était pas un citoyen dont l'interprétation donnée par le département de la Côte-d'Or à la loi du 28 mars ne mit l'existence en danger : « ... Si l'on voulait réfléchir qu'un seul ennemi peut vous faire porter sur la liste des émigrés, qu'il peut en cabalant faire écarter un de vos témoins dans la section, qu'indépendamment du droit qu'a chaque assemblée de faire rejeter les témoins qui lui déplaisent, on peut encore intimider ceux-ci, faire naître des scrupules à ceux-là et les empêcher de déposer; qu'enfin au moyen de ce que la loi rejette les parents, agents, domestiques, débiteurs, créanciers, non seulement du certifié, mais encore de tout autre prévenu d'émigration, il sera bientôt impossible à qui que ce soit ... de justifier de sa résidence, assurément il n'est

28 mars. Quelques jours encore et le « fer assassin »¹ pouvait s'échapper de leurs mains. De là, la précipitation de leurs dernières démarches, racontées comme il suit dans le *Recueil des pièces et procédures relatives à l'assassinat commis sur la personne de Richard*, que sa famille fit imprimer en l'an III à l'appui de sa demande en radiation : « Ligeret (l'accusateur public), devenu plus furieux par le mouvement qu'il voit faire à sa victime, court aussitôt (le 19) demander les exceptions sur lesquelles le département doit prononcer. Le jour de la décade suspend les effets de sa rage ; mais le 21, au moment même où l'on ouvre les bureaux de l'administration, il se rend à celui des émigrés : « Il faut que Richard y passe aujourd'hui, dit-il aux « commis ; son ami Guyard va être aussi jugé ; ils ont fait leurs « classes ensemble, il faut qu'ils partent ensemble. » Ce tigre presse alors son fidèle Delmasse de faire le travail préliminaire. Celui-ci, qui n'a pas besoin d'être stimulé et que la soif du sang dévore également, fait tout quitter aux commis pour mettre l'affaire en état. Le vu des pièces ne se fait que sommairement et les exceptions de Richard ne reçoivent aucun développement. Ligeret, pendant le cours de l'ouvrage, rend plusieurs visites au bureau. Il y développe ses projets homicides. « C'est aujourd'hui le tour de Guyard et de Richard, disait-il avec jubilation ; demain celui de La Fyot et de Chuard ; après je les y enverrai par charretées ».

Quoi qu'il en soit de l'exactitude de tous ces détails et de l'authenticité de tous ces propos (il faudrait, pour avoir le droit de l'affirmer ou de la nier, autre chose que les allégations de ce recueil ou que les dénégations suspectes des intéressés), c'est bien ainsi, au fond, que les choses se passèrent. Un arrêté du département du 21 germinal déclara qu'il n'y avait pas lieu de délibérer sur les exceptions proposées par Richard, le prévenu ne s'étant pas pourvu devant le département dans le délai d'un mois après publication de la liste des émigrés et n'ayant point justifié de ses résidences dans la forme prescrite par la loi. Le

personne qui puisse s'assurer de son existence et ne sente combien il est instant de faire expliquer le législateur sur le vrai sens d'une loi qui met dans le plus imminent danger la vie de tous les citoyens. Tremblez, administrateurs, d'envoyer à la mort des hommes que la loi n'a condamnés qu'au bannissement » (F⁷ 5026).

1. Expression du mémoire de la veuve et des enfants de Richard (F⁷ 5026).

jour même, le malheureux comparut devant le tribunal, qui n'eut qu'à constater l'identité et à prononcer la peine de mort. Deux heures après, le jugement était exécuté.

Moins encore que pour Micault, un semblant de légalité ne peut être allégué pour justifier cette condamnation. Richard, on le savait, n'était jamais sorti de France; il avait fallu la mauvaise volonté d'une administration de district, il avait fallu l'abominable pression exercée sur ses témoins pour l'empêcher d'en fournir la preuve dans les formes exigées par la loi¹; enfin, et surtout, pour affirmer qu'il ne s'était pas pourvu en temps utile contre son inscription sur la liste de la Côte-d'Or, il avait fallu établir une distinction singulière et inattendue entre pétition et réclamation. Delmasse fut l'auteur de ce *distinguo* meurtrier lorsque, interrogé dans la séance du 21 germinal par deux membres du département sur le point capital de savoir si véritablement le prévenu n'avait pas *réclamé* en temps utile, il assura que non, s'abstenant d'ajouter qu'il existait une *pétition* enregistrée le 27 frimaire, avant l'expiration des délais, et enregistrée précisément avec cette mention : tendante à ce qu'il soit tiré de la liste des émigrés. « Silence criminel qui, s'ajoutant à toutes les autres manœuvres abominables pratiquées pour perdre ce malheureux, provoqua de la part du tribunal, dit l'arrêt du comité de législation du 24 thermidor an III, ce jugement qu'une sage lenteur et la réflexion devaient rendre plus légal et moins inique ». Que dire enfin de la précipitation sanguinaire avec laquelle fut conduite, et surtout terminée, une procédure que les plus simples considérations de justice et d'humanité commandaient de suspendre jusqu'à la solution de l'intéressante question de droit soulevée par le prévenu dans ses *Observations*? Quelques jours encore et Richard était sauvé. Dès

1. Arrêté de radiation du comité de législation du 24 thermidor an III (F⁷ 6029) : « Considérant que, quoique les certificats de Richard ne fussent point, à l'époque des arrêtés du département de la Côte-d'Or, revêtus des formes exigées par la loi, sa résidence n'en était pas moins matériellement prouvée, tant par ses certificats que par les démarches connues qu'il faisait pour les rendre conformes aux lois, et qu'une combinaison perfide de la persécution et du crime rendit inutiles... Que l'imposture et l'infidélité occasionnèrent une erreur bien funeste à l'infortuné qui en était l'objet et qu'un mot seul, que sollicitait la justice, aurait pu détruire... » Un arrêté précédent (23 ventôse an III) du même comité portait « qu'on ne saurait trop s'empresse d'arrêter les effets d'un jugement qui paraissait porter avec lui un grand caractère d'iniquité ».

le 23 germinal, en effet, la Convention prenait l'arrêté suivant, qui constitue la condamnation la plus accablante de la conduite des Ligeret et des Delmasse. « La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de législation sur un mémoire tendant à obtenir un décret qui fasse cesser la différence que mettent dans l'exécution de celui du 28 mars ... les tribunaux criminels, dont les uns condamnent à la peine de mort et les autres à la déportation les personnes qui, prétendant n'avoir point quitté le territoire de la République, ont été inscrites sur les listes d'émigrés et n'ont pu obtenir leur radiation, parce qu'elles n'ont point justifié qu'elles eussent rempli les formalités prescrites par ledit décret du 28 mars, décrète le renvoi du mémoire à la commission des émigrés, qu'elle charge d'en faire son rapport sous trois jours; décrète en outre qu'il sera sursis jusqu'après le rapport à l'exécution de tout jugement qui aurait prononcé la peine de mort contre des personnes désignées au présent décret. » Ainsi, encore en pleine Terreur, alors que toute velléité d'indulgence était presque un crime et à coup sûr un danger, la Convention elle-même jugeait excessive cette horrible précipitation à envoyer à la mort de simples prévenus d'émigration et admettait la nécessité d'examiner plus amplement cette loi meurtrière du 28 mars, avec laquelle il n'était aucun citoyen qui, accusé à tort d'avoir émigré, fût assuré de pouvoir justifier de son innocence.

Encore la Convention n'était-elle saisie que d'un point de droit; elle ignorait encore à cette date les terribles pratiques trop souvent employées, spécialement dans la Côte-d'Or, pour enlever aux victimes de cette législation draconienne les faibles chances de salut qu'elle leur laissait. C'est seulement avec la mission de Calès que fut connue la vérité tout entière et que furent dévoilées ces trames abominables : « ... Ils faisaient mettre sur la liste des émigrés, écrit Calès au comité de législation le 4 brumaire an III¹, beaucoup de citoyens qu'ils savaient bien ne

1. Arch. nat., AA 48, n° 2327. Cf. dans le Recueil de M. Aulard les deux lettres à peu près semblables écrites par Calès à la Convention le 11 brumaire (Aulard, t. XVII, p. 739) et au comité de sûreté générale le 23 brumaire (Ibid., t. XVIII, p. 133). Il résulte de ces lettres que l'administrateur Beaupoil (et non Beauport), trouvant une caisse d'argenterie avec une note qui désignait le propriétaire, se serait écrié : « C'est égal, il n'y a qu'à faire émigrer ce b...-là » ;

pas l'être... Lorsque le prévenu se présentait à sa section, on intimidait les témoins par des menaces, on les récusait souvent sans aucun motif; le chef du bureau des émigrés de l'administration du département tâchait d'influencer l'administration pour faire prendre des arrêtés défavorables aux réclamants; lorsqu'il ne pouvait y parvenir, alors il changeait lui-même l'arrêté du département et le présentait à la signature; quand il ne pouvait réussir ainsi, il essayait de violenter l'administration en la menaçant de la dénoncer; ... trois ou quatre jours d'intervalle de la date d'un certificat à l'autre, temps employé à un voyage ou exigé par l'affiche, ou les retards nécessaires et inévitables amenés par les circonstances ont souvent et presque toujours suffi pour faire déclarer un homme émigré. Ajoutez à cela que l'arrêté du département condamnait l'homme, puisqu'on a déclaré au tribunal qu'il n'avait que l'application de la loi et qu'il a été menacé par un représentant parce qu'il avait donné à un prévenu vingt-quatre heures de sursis pour prouver sa non émigration. Cet exposé, que j'affirme vrai d'après les pièces et dénonciations que j'ai entre les mains, vous engagera de suite, j'en suis sûr, à *mettre fin à ces atrocités, qui n'auraient pas dû être connues en France, qu'on ne soupçonnerait pas chez un peuple de cannibales.* » Et la Convention enfin, mais trop tard, éclairée, s'empresse de substituer à la loi épouvantable du 28 mars la loi, rigoureuse encore, mais exécutable et présentant certaines garanties, du 25 brumaire an III¹.

que la loi était exploitée pour prendre telle ou telle classe, telle ou telle personne, qu'on la disait faite pour sacrifier tous les aristocrates à qui on n'aurait aucun crime à reprocher; un administrateur du département était accusé d'avoir délivré un mandat d'arrêt dans ces termes : « Il sera arrêté, et sa femme, s'il en a une. »

1. Ainsi la loi du 25 brumaire an III admet (art. 21 et suiv., section IV) le cas d'impossibilité de transport; elle veut (art. 31) que les assemblées de sections qui rejeteront les témoins donnent leurs motifs; elle interdit (art. 14, section III) de porter aucun citoyen sur une liste d'émigrés dans un autre district que celui de son domicile; elle donne (art. 17, section III) cinq décades au lieu d'un mois pour se pourvoir; elle ordonne (art. 5, section V) de recourir au comité de législation quand un prévenu d'émigration prétendra être encore dans le délai de justifier de sa résidence ou de faire valoir en sa faveur quelques dispositions de la loi, etc.

III.

BENGY-PUYVALLÉE¹.

Pour avoir eu une fin moins tragique, les aventures de la famille Bengy-Puyvallée ne méritent pas moins aussi d'attirer l'attention : elles fournissent un exemple bien frappant encore des procédés employés pour mettre et maintenir sur la liste fatale ceux dont on convoitait les biens ou dont on voulait la perte.

Philippe-Jacques de Bengy-Puyvallée, député de la noblesse du Berry à l'Assemblée constituante, sortit de France en octobre 1791 avec un passeport de la municipalité de Vasselay (Cher), lieu de son domicile, et après déclaration faite du motif de son voyage ; à savoir mener son fils, Claude-Austrégésile, alors âgé de treize ans, au collège d'Heidelberg. Que l'entrée du fils au collège de cette ville ait eu surtout pour but de couvrir l'émigration du père, ainsi que ses ennemis ne cessèrent de l'affirmer, il est possible et même probable ; mais les lois atteignent les actes et non les intentions. Bengy-Puyvallée devait donc échapper à leur atteinte, car il rentra en France en mars 1792, longtemps avant l'expiration des délais légaux ; il n'était donc pas émigré aux yeux de la loi, il devait être simplement soumis à une double contribution pour 1792 ; le département du Cher l'inscrivit en effet, sur la liste qu'il arrêta le 24 août 1792, comme émigré rentré en temps utile et, comme tel, soumis à la double contribution.

L'application de cette taxe à Bengy-Puyvallée donna lieu à quelques contestations. L'intéressé se plaint vivement, dans une lettre du 27 mars 1793 à un ministre, son ex-collègue à la Constituante², qu'on ait voulu exiger de lui le doublement non seulement du principal de ses contributions, mais encore des sols additionnels, et aussi, plainte peut-être plus fondée, qu'on l'ait astreint à payer la double imposition pour des biens qui n'étaient pas à lui, mais à un de ses frères, et pour d'autres biens dont il n'avait que la nue propriété et dont l'usufruitière vivait encore. Il s'était pourvu devant le conseil exécutif contre la manière dont le département du Cher lui avait appliqué la loi du 30 mars

1. Arch. nat., F⁷ 4996 ; arch. du Cher, *passim*.

2. Ce ministre n'est pas nommé : ce doit être Garat.

1792 et avait entretenu pour ce motif une polémique fort vive avec l'administration départementale et notamment avec le sieur Papon, vice-président du directoire et en même temps receveur de l'enregistrement, auquel il reprochait de profiter de ce cumul pour faire prendre des arrêtés rigoureux contre lui comme administrateur et les faire exécuter ensuite avec une précipitation et un éclat affectés comme préposé à la régie. Papon aurait intercepté au passage une pétition de Bengy-Puyvallée au district de Bourges, fait aussitôt délivrer une contrainte et envoyé huissiers et recors pour pratiquer une saisie. — Fondées ou non, ces contestations étaient étrangères à l'émigration ou non émigration de l'intéressé; il est même à remarquer que ces plaintes, que ces pétitions, que ces réclamations, datées de Bourges, donnaient une preuve incontestable de sa résidence en France. Il paya d'ailleurs toute la somme requise quand la contrainte fut exercée contre lui (9 mars) en déclarant seulement qu'il se réservait de répéter le trop payé contre le receveur de l'enregistrement et le directoire départemental.

Cette déclaration, cette résistance prolongée, avaient valu à Bengy-Puyvallée de violentes inimitiés; il était dénoncé comme émigré, comme aristocrate, comme le chef des contre-révolutionnaires berrichons. Des dénonciations, des pétitions pour son arrestation étaient colportées de maison en maison¹; la société populaire de Bourges vota son arrestation. Sa maison fut aussitôt gardée, ses papiers mis sous scellés; averti, il réussit à se cacher, à sortir de Bourges (18 mars 1793) et même à se dérober aux poursuites pendant tout le temps de la Terreur, bien que les représentants en mission, Forestier et Fauvre-Labrunerie, aient pris contre lui, ainsi que contre Bernot Charrand, le 17 avril 1793, un arrêté les traduisant tous deux devant le tribunal révolutionnaire, comme violemment suspects d'être tous les deux chefs de la contre-révolution dans le Cher, d'avoir porté la ci-devant noblesse du pays à l'émigration, d'entretenir des correspondances avec les ennemis de l'État, et de mettre obstacle au recrutement ordonné par le décret du 24 février précédent. Les papiers saisis chez Bengy, soumis à l'examen le plus rigoureux, ne contenaient aucun indice à l'appui de ces inculpations;

1. Lettres de Forestier et de Fauvre-Labrunerie à la Convention, 17 mars 1793 (Aulard, *Recueil des actes du Comité de Salut public*, t. II, p. 411).

plusieurs des dénonciateurs eux-mêmes, par actes des 6 et 17 avril, visés dans l'arrêté des représentants, revinrent sur leur dénonciation; en mai, la plupart des signataires de ces dénonciations se rétractèrent par actes notariés; plusieurs femmes d'émigrés attestèrent que leurs maris, ci-devant nobles, avaient émigré avant que Bengy-Puyvallée fût revenu à Bourges, et qu'il n'avait eu aucune influence sur leur émigration; et quand Bernot Charrand, qui avait été pris, passa devant le tribunal révolutionnaire, — heureusement pour lui ce fut après le 9 thermidor, — il fut acquitté (3 brumaire an III) sur tous les chefs d'inculpation communs à Bengy et à lui. Peu importe, d'ailleurs : tous les faits imputés à Bengy fussent-ils fondés, il n'en résulterait en aucune façon qu'il fût émigré ou qu'on eût le droit de l'inscrire. Peut-être pouvait-il tomber sous le coup de la loi des suspects : à coup sûr, point sous celui des lois sur les émigrés.

Sa non émigration était même si certaine que lorsque le département du Cher arrêta le 2 août 1793 la liste générale de ses émigrés, le nom de Philippe-Jacques de Bengy-Puyvallée n'y fut pas mis, et n'y fut pas mis avec intention; on décida seulement par arrêté du même jour d'écrire à l'accusateur public du tribunal révolutionnaire pour lui demander s'il avait été jugé et s'il tombait par conséquent sous le coup de l'article 14 de la loi du 10 mars 1793, déclarant émigrés les accusés en fuite qui ne se représenteraient pas dans les trois mois de leur jugement. La réponse du 4 septembre fut négative quant au jugement et ajouta seulement qu'on pouvait séquestrer les biens de Bengy comme absent, mais non pas les vendre; en effet, il ne tombait pas sous le coup de la loi, n'ayant pas été jugé. Le département prit un arrêté en conformité le 24 septembre. Mais, entre temps, une main, restée inconnue, avait ajouté le nom de Bengy-Puyvallée sur la liste arrêtée le 2 août; et quand cette liste parut imprimée, en octobre, le nom de Bengy-Puyvallée, ex-député à l'Assemblée constituante, y figurait au dernier rang. « Ayant pris lecture de la liste des émigrés du département du Cher insérée au procès-verbal de la séance du 2 août 1793, déclare le directoire du département dans son certificat de non inscription du 17 fructidor an III, nous avons reconnu que le citoyen Bengy-Puyvallée n'y était pas compris, et en conséquence déclarons qu'il ne nous est pas

possible de concevoir comment son nom se trouve ajouté sur la liste imprimée, ce qui est formellement contradictoire avec les arrêtés portés au même registre aux séances des 2 août et 21 septembre 1793. »

De ce faux bien caractérisé devaient résulter pour Bengy les plus grands malheurs. Ses meubles furent vendus, ses biens de Vasselay, Saint-Éloy-de-Gy, Sainte-Solange, le furent aussi, en vingt-huit articles, en thermidor et fructidor an II. Quand la fin de la Terreur lui permit de sortir de sa retraite et de réclamer contre son inscription et contre l'arrêté des représentants, il fut renvoyé devant les comités de législation et de sûreté générale réunis, qui, par arrêté du 20 thermidor an III, déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à accusation, vu la fausseté reconnue des inculpations à lui faites; quant à sa radiation, il devait produire un certificat de résidence depuis le 9 mai 1792 jusqu'au moment où il s'était caché pour se soustraire aux poursuites dirigées contre lui. Ce certificat, à dix témoins, fut pris à Bourges le 6 fructidor an III et corroboré d'un certificat de non inscription délivré par l'administration départementale le 17 fructidor. Par arrêté du 15 vendémiaire an IV, cette même administration ordonna la mainlevée provisoire du séquestre, le renvoi en jouissance des biens invendus, déclara que l'insertion du nom de Bengy-Puyvallée sur la liste devait être regardée comme nulle et non avenue, et envoya le tout au comité de la législation de la Convention. Les attributions de celui-ci ayant été peu après déferées au Directoire exécutif, ce fut celui-ci qui, par arrêté du 17 messidor an IV, prononça la radiation définitive de Bengy-Puyvallée de toutes listes sur lesquelles il aurait pu être inscrit.

Avec la radiation définitive se terminaient d'ordinaire les tribulations des inscrits. Pour Bengy-Puyvallée, il en fut tout autrement.

Pouvait-il accepter sans mot dire les ventes faites de ses biens, sous prétexte d'une émigration illusoire et grâce à l'insigne perfidie qui avait ajouté son nom à une liste où il ne devait pas figurer? Faut-il s'étonner que ses protestations aient été véhémentes et qu'il ait eu sans doute des propos durs à l'adresse des gens qui s'étaient emparés de ses domaines? Ses dénonciateurs l'ont accusé de les avoir frappés de terreur, de les avoir accablés de menaces, d'avoir fait jurer à ses enfants de nourrir

contre eux une haine immortelle¹; d'après Bengy, seule la conscience de l'irrégularité de leur acquisition les plongeait dans l'inquiétude, seule la présence de l'ancien propriétaire spolié contre tout droit était pour eux un perpétuel sujet d'épouvante et de remords². La vérité n'est pas facile à dégager de ces assertions contradictoires. Mais elle n'est pas non plus indispensable à établir; quand même on voudrait admettre le bien fondé des allégations de ses ennemis, il n'en résulterait en aucune façon qu'ils eussent le droit de se débarrasser de ce désagréable voisinage en faisant remettre l'ancien propriétaire sur la liste fatale; les lois sur l'émigration avaient été faites pour défendre la patrie contre des ennemis redoutables, pas du tout pour permettre à des particuliers de se défaire d'un voisin gênant.

Tel fut, néanmoins, le plan qu'ils ourdirent pour éloigner l'homme qu'ils craignaient, et le 18 fructidor leur en donna le moyen. La cause des ci-devant était bien mauvaise après le coup d'État, et acquéreurs légitimes ou usurpateurs de biens nationaux étaient également sûrs de trouver bon accueil quand ils se plaignaient d'être troublés dans leur possession par les anciens propriétaires. Les radiations antérieures furent systématiquement suspectées. « Aujourd'hui que le gouvernement révolutionnaire a repris toute sa force », écrivait le département du Cher à la municipalité de Bourges le 28 brumaire an VI, « il est bien déterminé à poursuivre les émigrés rentrés et à se mettre en garde contre la surprise qui avait arraché tant de radiations sous le régime réactionnaire. On veut connaître

1. Lettre d'Edme Clerjault (un des principaux détenteurs des biens de Bengy-Puyvallée) à la municipalité de Bourges; lettre de Malfuson au Directoire (1 thermidor an II, F⁷ 4996). Malfuson accuse Bengy d'avoir, dans une pétition à l'administration centrale en dégrèvement de contributions, traité les acquéreurs de ses biens de spoliateurs et d'avoir protesté qu'il ne renoncerait jamais à revendiquer ses propriétés illégalement vendues; il aurait, en outre, laissé entendre, pour épouvanter ses acquéreurs, que plusieurs membres du gouvernement lui étaient tout dévoués.

2. Il y eut quelques restitutions, mais rien ne prouve qu'elles n'aient pas été volontaires. Un sieur Fontaine, des Aix, cessionnaire de deux articles à Sainte-Solange, reconnut que ces deux ventes avaient été nulles dans le fond et illégales dans la forme, renonça à la cession qui lui en avait été faite le 22 ventôse an III et les restitua à l'ancien propriétaire contre remboursement de l'acompte déjà versé par lui sur le prix de son acquisition (arch. du Cher, Q 99). D'autres acquéreurs, et notamment un des principaux cessionnaires, Edme Clerjault, se refusèrent à toute transaction.

aujourd'hui quels sont ceux qui ont trompé la religion du Directoire et les lâches complaisants qui ont donné des certificats de résidence à des hommes notoirement émigrés. Veuillez nous adresser la liste des certificats que vous avez dû enregistrer. » On s'inspira de ces conseils et on sut gagner le concours de Malfuson, commissaire du Directoire exécutif près le département ; on lui dénonça Bengy-Puyvallée, et il le dénonça lui-même, comme ayant réellement émigré, comme un agent actif de contre-révolution, comme un persécuteur des acquéreurs de biens nationaux, lui, ses frères, son gendre Marolle et trois ex-députés du Cher aux Conseils, Dumont-Lacharnaye, Grangier, La Métairie. Une campagne d'intimidation et de menaces fut menée auprès des signataires du certificat de résidence délivré à Bengy en fructidor an III, pour qu'ils s'accusassent eux-mêmes d'avoir été circonvenus, d'avoir signé par complaisance. Quand le terrain eut été bien préparé, on obtint du ministre de la police Sotin l'ordre de faire interroger ces témoins en présence de la municipalité de Bourges (20 et 21 brumaire an VII). On sait ce que pouvaient être ces interrogatoires, quelle constance il eût fallu aux témoins pour ne pas se laisser arracher les rétractions ou les atténuations désirées, l'impossibilité où ils étaient, et où eût été n'importe qui, de déclarer avoir vu le certifié à tout moment, chaque jour de la résidence certifiée, l'usage qui était fait de leur aveu d'impuissance à cet égard. Ce qui s'était passé à Chalon pour Richard se renouvela à Bourges pour Bengy. Deux témoins déclarèrent ne pas avoir communiqué avec le certifié pendant tout le temps entier de la résidence attestée ; deux autres déclarèrent avoir signé de confiance ; c'étaient deux individus placés directement sous la coupe de l'administration, un commis du département et le concierge de la maison commune ; et cependant un d'eux avait, par acte de notoriété publique du 11 juin 1793, attesté avoir connaissance particulière de la résidence constante et ininterrompue de Bengy à Bourges du 9 mai 1792 au 18 mars 1793.

A cette manœuvre, Bengy se hâta de répondre en se procurant aussitôt un nouveau certificat à quinze témoins, revêtu de toutes les formes exigées par la loi, et en l'envoyant au ministre de la police ainsi qu'un procès-verbal de la municipalité de Bourges attestant les rapports constants qu'il avait eus avec elle pendant l'époque incriminée. Efforts inutiles : sa perte était

résolue. Le 7 pluviôse an VII, le Directoire prenait un arrêté¹ qui rapportait celui du 17 messidor an IV, maintenant Bengy sur la liste, — sur cette liste sur laquelle en réalité il n'était pas, — comme n'ayant pas suffisamment justifié de sa résidence et n'étant plus dans les délais de le faire. Réputé désormais émigré, il était obligé par la loi du 19 fructidor an V de sortir de France dans le délai de quinze jours, sous peine de mort. Il fut donc réduit, comme tant d'autres non encore pourvus de leur radiation définitive, à émigrer réellement et à quitter ce sol que la plupart n'avaient jamais quitté, parce qu'il avait plu à une main perfide de l'inscrire sur une liste où sa place n'était pas. Il se rendit à Munster, tandis que le séquestre était réapposé sur ses biens et sa famille réduite de nouveau à l'indigence.

Il n'était pas seul à être poursuivi avec cet acharnement. Son fils, Claude-Austrégésile, sorti de France à treize ans pour son éducation et par conséquent couvert contre l'accusation d'émigration par une disposition formelle de l'article 8, section III, de la loi du 28 mars et de l'article 2 de la section I de la loi du 25 brumaire an III, resté à Heidelberg jusqu'en septembre 1795, puis passé en Suisse, était entré en France aussitôt après avoir obtenu du Directoire, le 17 messidor an IV, un arrêté de radiation définitive confirmatif de celui que le département du Cher avait déjà pris le 15 juillet 1793; car lui aussi avait été inscrit, bien qu'il ne dût pas l'être. Ne tombant pas sous le coup des lois contre l'émigration, rayé en outre de toutes listes sur lesquelles il aurait pu être inscrit, personne ne semblait plus à l'abri que lui d'une accusation d'émigration; en effet, sa tranquillité fut complète, et quand il eut atteint l'âge de vingt ans, en 1798, il fut pris par la conscription, comme citoyen français, et incorporé au 23^e chasseurs à cheval, à Namur. Ici commencèrent ses tribulations.

Les mêmes hommes qui avaient voulu la proscription du père avaient besoin d'éloigner le fils à tout jamais² : ils incrimi-

1. Arch. nat., F⁷ 5835; arch. du Cher, Q 550.

2. « Les mêmes hommes », écrivait-il le 28 ventôse an III au Directoire, « qui m'ont fait refuser un sursis pour partir, malgré l'état d'infirmité dans lequel j'étais réduit (il n'arriva au régiment que pour être envoyé à l'hôpital militaire pour une affection du genou), m'ont présenté à la même époque au ministre de la police générale comme étant resté en Allemagne et n'ayant pas voulu rentrer dans ma patrie après l'arrêté du Directoire qui m'y rappelait... » (F⁷ 4996).

nèrent les certificats de sa résidence au collège de Heidelberg, les attestations que Bengy fils était sorti de France pour son éducation, etc. ; et ils firent si bien qu'ils obtinrent aussi contre lui un arrêté du Directoire du 13 pluviôse an VII¹, le déclarant émigré et lui interdisant l'entrée du territoire français, sous peine d'être traité comme un émigré ayant enfreint son ban. Sa position, de ce fait, était étrange, probablement unique : il était à la fois tenu d'accomplir ses obligations militaires et tenu de quitter au plus vite le territoire français : il pouvait être fusillé comme émigré rentré, s'il restait à son corps, ou comme déserteur s'il n'y restait pas. Laissons-le d'ailleurs exposer lui-même, dans une lettre curieuse du 28 ventôse an VII à son chef d'escadron, la situation bizarre qui lui était faite :

« ... Je suis rentré en France en vertu d'un ordre du ministre des relations extérieures, d'un arrêté du Directoire exécutif du 17 messidor an IV, qui me rayait définitivement de toutes listes d'émigrés sur qui mon nom pourrait avoir été porté, enfin avec un passeport de l'ambassadeur de la République que j'ai fait viser le lendemain de mon arrivée, le 3 vendémiaire an V, par la municipalité de Bourges, où mes parents se trouvaient alors. Depuis cette époque, je suis resté dans le sein de ma famille jusqu'au 1^{er} frimaire an VII que je suis parti de Bourges avec les conscrits du Cher pour me rendre à Liège ; j'en ai été renvoyé à Namur pour être incorporé dans le 23^e chasseurs à cheval et j'y suis encore en ce moment.

« J'ai appris il y a quelques jours que le Directoire exécutif avait annulé son arrêté de radiation et m'avait maintenu sur la liste des émigrés par un nouvel arrêté du 13 pluviôse. Je ne connais cet arrêté que par un extrait informe qu'un ami de ma famille s'est procuré dans les bureaux du ministère de la police... On me marque que l'arrêté du Directoire suppose que je suis hors de France et me défend en conséquence de rentrer sur le territoire de la République.

« Il résulte de cette disposition que si j'abandonne le corps

1. Arch. nat., F⁷ 5835. Le principal considérant de cet arrêté est celui-ci, qui n'a pas besoin de commentaire : « Que le certificat ... annonçant le motif de son départ ... n'a été délivré le 6 prairial an IV que sur le vu de quelques pièces qui ont déterminé l'opinion des membres de cette administration et non pas d'après leur conviction intime et la notoriété publique, comme l'exige la loi du 25 brumaire an III. »

auquel je suis attaché..., je puis être arrêté et fusillé comme déserteur; si au contraire je reste à mon régiment pour y attendre la notification de l'arrêt, je puis également, d'après ce même arrêt, être incarcéré et fusillé comme ayant enfreint mon ban.

« Dans cette alternative cruelle, j'ai adressé au gouvernement mes réclamations respectueuses sur la surprise qui a été faite à la justice du ministre de la Police et du Directoire; j'en ai rendu compte au ministre de la Guerre et l'ai prié de présenter ma pétition au Directoire.

« Après avoir rempli ce premier devoir..., je déclare devant vous, citoyen commandant, que je subirai la rigueur de mon sort et que je m'éloignerai du territoire de la République aussitôt que j'aurai reçu un passeport qui m'autorise à quitter le poste où la loi m'a appelé. En conséquence, je vous invite comme mon supérieur à me procurer les moyens de connaître la volonté du Directoire et de pouvoir y obéir.

« Je vous prie de me permettre également de déposer entre vos mains une copie du mémoire justificatif que j'ai adressé au Directoire afin que mes frères d'armes puissent connaître que, si je suis victime de l'injustice ou de l'erreur, je n'en suis pas moins digne d'emporter l'estime qui est due à un brave soldat et les regrets que doit inspirer un malheureux. »

Il fut fait droit à cette requête et le fils put aller rejoindre le père en Allemagne. Ils durent y rester jusqu'au Consulat. C'est alors seulement qu'autorisé à rentrer à Bourges en surveillance, Bengy-Puyvallée put convaincre le préfet du Cher, de Luçay, des injustices dont il avait été victime. Il eut en lui auprès du ministère de la police générale un avocat zélé, qui prit à cœur de mettre un terme à ses maux; et la radiation définitive fut enfin prononcée par arrêté consulaire du 1^{er} nivôse an X.

IV.

BASTEROT-LABARRIÈRE¹.

L'histoire complète de François-Gabriel Basterot-Labarrière ne serait rien moins que celle de Toulon pendant l'année 1793,

1. Arch. nat., F⁷ 5125; arch. de la Gironde, Q 40, 1221, etc. — Lévy-Schneider, *le Conventionnel Jeanbon Saint-André*, t. I, p. 421 et suiv.

jusqu'au moment du siège fameux soutenu par cette ville contre la Convention. Je n'ai nullement l'intention de la raconter ici et n'en retiendrai que les faits essentiels, indispensables pour donner un nouvel exemple de l'iniquité avec laquelle étaient trop souvent appliquées les lois sur l'émigration.

Le capitaine Basterot commandait, au début de 1793, la frégate *la Melpomène*, à Toulon. Malgré des gages donnés à la Révolution, noble, et, comme tel, mal vu du club jacobin de Toulon, mal vu de son équipage, Basterot se sentait suspect et cette pensée le troublait au point de produire chez lui des dérangements cérébraux reconnus par tous les témoins impartiaux. Chargé en mars 1793 de faire une croisière avec une autre frégate, *la Minerve*, il remplit cependant sa mission, malgré une révolte des équipages, qu'il lui fut reproché précisément de n'avoir pas réprimée avec assez de fermeté et de rigueur¹. Mais différents incidents de cette campagne, une absence de son bord pendant une relâche à Livourne, un coup de canon tiré dans la rade de Bône contre un bâtiment sans pavillon qui paraissait être de construction hollandaise² et qu'on ignorait être une prise algérienne, servirent de prétexte à de violentes attaques contre Basterot³. A la tête de ses ennemis était un homme alors extrêmement redouté à Toulon, Barthélemy, commissaire auditeur de la marine, président du tribunal criminel du Var, orateur influent dans le club jacobin ; il voulait la tête de Basterot et il parvint à le faire traduire, à propos de sa conduite pendant cette expédition, devant une cour martiale, assemblée à bord du *Tonnant*. Les considérants du jugement qui plus tard, lorsque Toulon eut secoué la domination jacobine et se fut insurgé contre la Convention, condamna Barthélemy à mort, donnent une terrible idée de l'acharnement déployé par celui-ci contre sa victime et des moyens horribles employés pour perdre Basterot. Barthélemy aurait fait subir à Basterot des interrogatoires si captieux et si insidieux que celui-ci, dont l'esprit était déjà aliéné, tomba dans la dernière consternation et, sommé de signer

1. « Méfiez-vous de vos chefs, disait Barthélemy aux matelots : lorsqu'ils vous mènent avec douceur et bonté, c'est pour vous séduire et faire de vous ce qu'ils voudront » (considérants du jugement du 7 août : Arch. nat., F⁷ 5125).

2. Donc un ennemi, la guerre venant d'être déclarée à la Hollande.

3. « Tous ces faits, même prouvés », écrivait Chazot au préfet de la Gironde le 13 fructidor an VIII (Q 1121), « n'auraient mérité d'autre châtiment que celui de quelques jours d'arrêts ».

son interrogatoire, s'écria : « Je signerai tout ce que vous voudrez pour ma mort. » Barthélemy aurait immédiatement après lu à la tribune du club, avec une satisfaction non dissimulée, ces réponses compromettantes (et d'ailleurs altérées par lui) : il aurait produit devant le jury sept ou huit témoins à charge, porteurs d'une déposition collective, soi-disant écrite et signée par chacun d'eux, alors qu'il fut prouvé qu'un d'eux ne savait pas même signer ; le jury se disposant à lever la séance parce qu'il n'avait pas toutes les pièces nécessaires pour établir sa décision, il l'aurait requis, du ton le plus impérieux, de rester assemblé jusqu'à achèvement de la procédure et lui aurait signifié que de ce jugement dépendait la tranquillité publique et sa propre sûreté : des officiers de la garnison du fort Lamalgue étant venus déposer sur l'état notoire de démence de Basterot, des clubistes firent tout pour les intimider, disant que le club voulait la tête de Basterot, que ceux qui déposeraient pour lui pourraient s'en repentir, et Barthélemy les aurait empêchés de pénétrer dans la salle du jury, qui prononça sur les seules dépositions des témoins produits par l'accusation : le jury ayant rendu son verdict, Barthélemy l'aurait félicité d'avoir bien jugé : il aurait dit aux clubistes d'un ton de triomphe qu'il y en avait assez pour le faire périr et que c'était une affaire finie : le tribunal en venant aux voix, et les deux premiers opinants ayant demandé la formation d'un nouveau jury, Barthélemy, là présent en violation de toutes les règles, aurait paru fort agité et aurait menacé de noter les opinions et le nom des opinants : après la condamnation, Barthélemy aurait assisté à l'exécution et aurait, aussitôt après, été à la tribune du club en raconter les circonstances avec la joie et l'enthousiasme que lui inspirait la réussite de son projet homicide. — Quoi qu'il en soit de ces circonstances odieuses, qui paraissent vraisemblables, mais dont je ne possède pas la preuve, les faits incontestables sont ceux-ci : Basterot fut condamné à mort par un conseil martial siégeant à bord du *Tonnant* et fusillé sur la grève en présence de l'escadre (28 mai 1793) : l'affaire fit grand bruit et fut une des causes principales qui révoltèrent l'opinion contre la domination du club¹ : peu de temps après le triomphe des sections, un juge-

1. « Le nom de Basterot servit de ralliement aux opprimés » (lettre déjà citée de Chazot).

ment solennel du tribunal populaire (7 août) condamna Barthélemy à mort pour divers abus de pouvoir et actes d'injustice, dont la condamnation de Basterot était un des principaux, et réhabilita en même temps la mémoire de ce dernier. Ainsi, tous ces événements eurent une notoriété considérable et pas un Toulonnais, pour ainsi dire, n'a pu les ignorer.

Et cependant le nom de cet infortuné fut mis sur la liste des émigrés du Var, sept mois environ après sa mort¹ et lorsqu'il était de notoriété publique que cette émigration était matériellement impossible. Or, on sait quelles conséquences terribles résultaient de l'inscription sur la liste fatale. Quand bien même, chose très contestable, le nom de Basterot eût dû être mis sur la liste des condamnés révolutionnaires, les lois des 30 ventôse, 14 floréal et 21 prairial eussent eu de grandes chances de venir assez tôt pour empêcher la vente de ses biens et épargner à sa famille un nouveau malheur après le premier. Mis au contraire sur celle des émigrés, sans aucun moyen de parvenir à une radiation, ses biens restaient sous la mainmise nationale et constamment exposés à une vente ruineuse pour sa femme et ses enfants. Telle fut la vengeance atroce que les jacobins du Var voulurent tirer de la mort de Barthélemy. Ils en auraient certainement tiré une autre si la veuve de Basterot, qui était à Toulon pendant le siège, n'avait trouvé le moyen de fuir à temps et de se réfugier à Carthagène. Celle-ci était donc émigrée, aux yeux de la loi. Mais il ne s'ensuivait en aucune façon que son mari le fût. Quant aux enfants, leur bas âge (l'un avait quatre ans en 1793 et un autre était encore à la mamelle) les mettait à couvert des lois sur l'émigration.

Les biens de Basterot, à Uch et à Valeyrac (Gironde), durent d'ailleurs à un heureux hasard d'échapper à la vente. Mais il fallut longtemps à sa veuve pour en obtenir mainlevée et libre jouissance. En vain intéressa-t-elle à sa cause des protecteurs actifs comme Chazot, commissaire de police de la division des Tuileries, qui encore en fructidor an VIII plaidait chaleureusement pour elle auprès de Thibaudeau, préfet de la Gironde². Ce fut seulement le 24 pluviôse an IX que la jouissance provisoire des biens de Basterot fut accordée à sa veuve par un arrêté du

1. Le 5 nivôse an II.

2. Arch. de la Gironde, Q 1221.

préfet de la Gironde où l'inscription du 5 nivôse an II est formellement déclarée n'avoir été que l'œuvre de la malveillance.

Inscriptions de gens qu'on veut perdre ou qu'on veut spolier; inscriptions de gens que l'on met dans l'impossibilité matérielle de se procurer la preuve de leur non émigration; inscriptions de gens que l'on sait n'avoir jamais quitté la France; inscriptions de gens qu'il a été spécialement délibéré de ne pas inscrire et réinscriptions de gens qu'il a été délibéré de rayer; inscriptions de morts; inscriptions de défenseurs de la patrie; quelle variété d'abus dans l'application des lois sur l'émigration, et quel effrayant dossier apporterait l'historien qui en posséderait la liste complète et qui en connaîtrait tous les exemples! Vit-on jamais pareil arbitraire peser sur la tête des citoyens et fut-il jamais fourni arme aussi dangereuse aux cupidités, aux haines particulières, aux ressentiments de parti? Brandie d'abord, à bon droit, contre des traîtres, cette arme terrible n'avait pas tardé à être maniée avec tant de précipitation, tant de fureur, une si complète absence de précautions et de scrupules, qu'il ne fut pas un Français qu'elle n'ait pu atteindre et qui, en étant atteint, ait pu se tenir pour assurer d'en pouvoir parer les coups.

Marcel MARION.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

QUELQUES OBSERVATIONS

A PROPOS DE

L'ARTICLE DE M. DE GENOULLAC SUR LA CITÉ DE LAGASH.

La *Revue historique* a publié, en juillet-août 1909 (t. CI, p. 241), un article fort original et instructif de M. H. de Genouillac sur *Une cité du Bas-Euphrate au quatrième millénaire*. Tous les candidats au concours d'agrégation de cette année ont dû l'étudier comme moi. Il faut avouer que je n'entends pas un mot de sumérien, ou plutôt n'en lis pas un idéogramme, et suis donc tout à fait incapable de contrôler directement les lectures de textes de l'auteur; mais un ou deux des chiffres qu'il cite m'ayant paru très surprenants, j'ai voulu me rendre compte, par quelques opérations d'arithmétique élémentaire, du degré de vraisemblance des données numériques qu'il a tirées des documents. On jugera si ces données peuvent être admises comme approchant de l'exactitude.

L'échelle des salaires, dans la principauté de Lagash ou Shirpurla et aux environs de 3350 av. J.-C., va de 4 à 24 litres de blé par mois (p. 252). Laissons les rations mensuelles de 4 litres, simples compléments ajoutés pour chaque tête d'enfant au salaire des femmes du palais. Beaucoup d'ouvriers et de manœuvres sont payés 16 ou 12 litres de blé par mois. Et le traitement mensuel maximum, celui dont jouissent les vachers, les âniers, beaucoup de gens de métiers et le premier ministre, est bien de 24 litres. Ainsi, le salaire le plus élevé aurait été fort au-dessous du minimum fixé par la *loi d'airain*; 24 litres de blé n'ont jamais suffi à fournir, même à un célibataire, la nourriture, le vêtement et le logis pendant un mois. Le blé étant un étalon permanent de la valeur à peu près acceptable, on peut dire que la valeur d'échange du salaire mensuel maximum égalait à peu près la valeur actuelle de 24 litres de blé. Au cours actuel de 26 fr. 50 le quintal, qui

revient à 20 francs l'hectolitre, le salaire mensuel des plus favorisés équivalait à 4 fr. 80 de notre monnaie. Les choses se passaient comme si nos vachers et nos premiers ministres touchaient des émoluments de 57 fr. 60 par an, de 0 fr. 16 par jour.

(P. 253.) Le prix d'un hectare de terre, à Lagash et au quatrième millénaire, variait entre un peu plus de 40 grammes et un peu plus de 120 grammes d'argent. Mettons qu'il allait de 45 à 135 grammes d'argent, ou, en sicles de 7 gr. 5, de 6 sicles à 18 sicles. D'autre part, un document « contemporain, mais étranger à Lagash », donne pour deux *gurru* ou un hectolitre de blé la valeur de deux sicles (encore le *gurru* vaut-il un peu moins de 50 litres). En un pays si bien pourvu de voies d'eau et où les douanes étaient inconnues, le prix ne devait pas varier beaucoup d'une ville à l'autre. On voit que la valeur d'un hectare de terre, exprimée en blé, variait entre 3 hectolitres et 9 hectolitres. Je ne sais quel pouvait être le rendement des terres les moins appréciées, qui étaient sans doute des pâturages. Mais les terres de choix, d'après ce qui nous est dit plus loin de la fertilité du sol sumérien, ne pouvaient rendre à l'ordinaire moins de 20 hectolitres de blé par hectare, et peut-être rendaient-elles 30 : dans notre département du Nord, le rendement moyen est évalué à 28 hectolitres. Ainsi le rapport du prix de vente des terres à leur rendement annuel était tout au plus le rapport de 9 à 20 (peut-être de 9 à 30). Est-il croyable que les bonnes terres aient donné un revenu brut moyen de 220 %? Aurait-on cédé pour 100 sicles une terre qui donnait un revenu brut moyen de 220 sicles?

Voici encore (p. 244) trois princes successifs qui « se vantent d'avoir construit ou reconstruit un grand réservoir, alimenté par des canaux, et lui attribuent, à de légères variantes près, une même capacité de 1,840 *gurru*, soit 883 hectolitres ». Ce grand réservoir de 88 mètres cubes 3 (ses dimensions pouvaient être de $11^m, 15 \times 4^m \times 2^m$), rempli pendant la saison des hautes eaux, aurait à peine suffi à irriguer pendant la saison sèche le jardin potager d'une famille. Il n'aurait fourni à un champ d'un dixième d'hectare qu'une tranche d'eau de 8 centimètres 8. Se peut-il que trois princes se soient fait gloire d'avoir construit ou reconstruit ce modeste bassin et de l'avoir alimenté par des canaux? Un seul ouvrier l'eût creusé en un mois.

Le territoire de l'état de Lagash était, nous dit-on, celui d'un gros arrondissement français; deux princes lui attribuent une population de 36,000 habitants, chiffre rond et sans doute exagéré,

mais qu'on peut retenir comme une donnée approximative. La principauté ennemie, qui était celle de Gisuh, avait sans doute une population sensiblement égale, car ses forces balançaient celles de Lagash. Or on voit Eannatum, patési de Lagash, imposer à Gisuh un tribut (annuel, semble-t-il) de 518 millions de *gurru* de blé, ou, en mesure française d'aujourd'hui, de 248,832,000 hectolitres. M. de Genouillac appelle ce tribut « formidable ». Je crois bien : il aurait permis au prince de Lagash, qui avait 36,000 sujets, de servir un traitement de premier ministre (288 litres) à 86,400,000 personnes. La quantité de blé que l'arrondissement de Gisuh devait expédier annuellement à Lagash égalait le double de la production française totale dans les bonnes années. Comment un arrondissement suffisait-il à une pareille production, et comment les 36,000 habitants de Lagash, qui étaient eux-mêmes de gros producteurs de blé, consommaient-ils tout ce blé de Gisuh ? A porter tant de balles de blé ou de farine et à moudre tant de grain, ils auraient tous eu de l'occupation pour l'année entière. Quand même on diviserait par mille le chiffre qui nous est fourni, il resterait évidemment excessif, car de gros producteurs de blé n'auraient eu que faire d'une importation régulière de 8 hectolitres par tête. Que ce tribut et le réservoir de tout à l'heure feraient bien d'échanger leurs chiffres de *gurru* !

On supposera que le blé est ici une manière de monnaie, et que le tribut se payait en denrées diverses ou en métaux précieux. Voyons cela. Ces 248,832,000 hectolitres de blé faisaient une somme qui vaudrait aujourd'hui, au cours de 20 francs l'hectolitre, tout près de cinq milliards de francs. Cinq milliards de tribut annuel, et ces cinq milliards payés par un arrondissement ! Le patési de Lagash n'avait qu'à répartir cette somme entre ses 36,000 sujets, il leur assurait à chacun plus de 130,000 francs de rente. Mais voici que le patési Entéména jugea ce tribut insuffisant ; il l'augmenta, et imposa en outre à l'infortunée population de Gisuh, à titre d'indemnité de guerre, des travaux relatifs au grand canal.

M. de Genouillac pense avoir prouvé qu'au quatrième millénaire « les hommes étaient des hommes ». Il nous ferait plutôt penser le contraire. Ses Sumériens de Lagash manquaient de bon sens, puisqu'ils cédaient des biens-fonds pour moins de la moitié de leur rendement brut annuel ; à en juger par le tarif des salaires, les hauts fonctionnaires de la principauté vivaient de rien, de beaucoup moins que les boys annamites d'aujourd'hui ; à en juger au contraire par le compte du tribut, ces Sumériens mangeaient chacun

plus que cent éléphants. Enfin les proportions du grand réservoir prouveraient qu'ils ne fournissaient guère un travail musculaire supérieur à celui des fourmis. — Que les hommes aient toujours été des hommes, c'est un postulat de toute critique. Ce postulat me force à rejeter tous les chiffres qui viennent d'être rappelés, ceux des salaires, ceux du prix de la terre, ceux du réservoir et ceux du tribut.

Quand on lit de pareilles choses dans les textes, des textes qui ne sont pas suspects d'altération, c'est qu'on lit mal. Est-ce M. de Genouillac qui a appliqué d'une manière inexacte les règles de lecture admises par les assyriologues d'aujourd'hui, ou ces règles elles-mêmes seraient-elles erronées? Les difficultés du déchiffrement de ces vieux textes sont si grandes qu'on peut énoncer l'une et l'autre supposition sans mettre en doute le grand savoir de M. de Genouillac et sans faire injure à l'assyriologie. Comme la seconde supposition a quelques chances d'être la bonne, il m'a paru qu'il valait peut-être la peine de soumettre ces remarques aux lecteurs de la *Revue*, en m'excusant d'en avoir tant écrit sur les choses sumériennes. Le sumérien, c'est très joli, mais il faut encore que ce soit raisonnable.

E.-Ch. BABUT.

OBSERVATIONS

A PROPOS DE

QUELQUES OPÉRATIONS D'ARITHMÉTIQUE DE M. E. BABUT.

Mon intention en adressant à la *Revue historique* l'article qui fait l'objet des critiques de M. E. Babut était d'offrir un aperçu historique aux gens soucieux de connaître la vie des anciens habitants de la Babylonie, et j'avais précisément pensé en l'écrivant aux candidats de l'agrégation et aux élèves de Normale.

Je remercie donc M. Babut, l'un d'entre eux, de me fournir l'occasion de quelques rectifications ayant trait non pas aux chiffres eux-mêmes, mais à leurs équivalences en mesures modernes : le *qa* vaudrait, par exemple, exactement le double de ce que je supposais, soit 0^l,40 au lieu de 0^l,20, et le *gurru* 58 litres au lieu d'un peu moins de 50. Il résulte de ces nouvelles équations quelques modifications aux problèmes de la valeur des salaires et de la jauge du bassin d'Entéména. Les lecteurs trouveront dans un article de M. Fr. Thureau-Dangin paru dans le *Journal asiatique* (1909, I, p. 79) toutes les précisions voulues sur la métrologie assyro-babylonienne : ils n'auront au moins, en étudiant ce travail qui a fixé de nouvelles règles précises pour les calculs des archéologues, la tentation de douter ni de l'assyriologie ni de son représentant.

Je concéderai encore volontiers à l'auteur des observations qui précèdent que le chiffre du tribut de Gisuh soit plus que « formidable », qu'on puisse le regarder comme invraisemblable : un texte historique, un texte de victoire surtout a plus de chance qu'un texte d'intérêt économique de n'être pas tout à fait véridique. Toutefois, je ferais observer que je n'ai point dit du tout que ce tribut fût annuel, qu'il n'est pas très rigoureux comme méthode de l'imaginer puis de le supposer absolument dans la suite des calculs, que des calculs ainsi établis sont très sujets à caution.

On ne m'en voudra pas si j'ajoute que des opérations arithmétiques ayant pour base les valeurs des denrées de nos jours ne sont utilisables qu'avec beaucoup de réserve ; si je fais observer que le chiffre de 3350 av. J.-C. n'est pas plus sorti de ma plume que le mot « annuel » ; si je proteste surtout contre une supposition qui est directement contredite par les textes, à savoir que les salaires en

grain représentent « la nourriture, le vêtement et le logis » des fonctionnaires sumériens : nous avons, en effet, à côté et en outre des salaires en orge (*še-ba*), les salaires en vêtement (*túg-ba*), la gratification en terres, le prêt de bétail, sans parler, bien entendu, des profits non enregistrés. Le salaire en grain représente strictement la subsistance en nature : or, je crains que M. Babut n'ait pas une idée très précise du coût de la vie en Orient.

Je reste sceptique à mon tour sur la valeur de certains raisonnements. Qu'il soit insensé, dans nos pays où les terres sont aménagées et précieuses, de céder un champ pour un prix un peu inférieur à son revenu annuel, il n'est pas permis d'en conclure que dans d'autres circonstances le fait n'a pu se passer : n'est-il pas fréquent en pleine Asie Mineure de voir des propriétaires ne cultiver qu'une partie de leurs terres, faute de temps et d'aide, par inertie aussi ? Dans une plaine en partie soumise au régime des bédouins, le prix infime de la terre n'est-il pas vraisemblable, et serait-il de bonne méthode historique de rejeter un fait, intéressant au contraire pour l'histoire de la propriété privée ? — Que de vieux rois se soient vantés un peu solennellement d'avoir creusé un réservoir et des caniveaux, comme un autre se vantera d'avoir moulé des briques et taillé des pierres et des bois, je ne vois pas encore ici matière à plaisanterie. Ces caniveaux et ce réservoir existent ; le tome I des *Nouvelles fouilles de Tello* en donne le plan et des photographies, un archéologue français a travaillé avec ses ouvriers arabes, — qu'on comparerait mal à propos à des fourmis, — pendant plusieurs semaines à dégager la région des bassins de Lagash, et la chose valait bien l'effort : je ne pense pas qu'il soit indifférent, en effet, de savoir comment et à quelle époque l'homme s'est enhardi à corriger la nature, à amener l'eau là où il la voulait et à lui construire des réservoirs. Dans l'enfant qui construit dans le sable ne devine-t-on pas le génie de l'architecte ?

J'aurais désiré instruire, apprendre quelque chose à quelqu'un, éveiller de la sympathie chez les gens cultivés pour l'assyriologie et les fouilles françaises. J'aime à penser que d'autres lecteurs, moins pressés de discuter des résultats partiels, auront bien voulu s'intéresser à cette page de vieille histoire ; je serais heureux surtout si elle avait pu conquérir à l'assyriologie de jeunes et intelligentes activités.

H. DE GENOUILLAC.

OBSERVATIONS

SUR LA CHRONOLOGIE DES ACTES DE LOUIS VII

(1137-1180).

Dans un important ouvrage¹ publié il y a plus de vingt-cinq ans, M. Luchaire a renouvelé l'histoire de Louis VII en cherchant pour la première fois à former le recueil de ses actes et à en établir la chronologie d'une manière scientifique. Ses conclusions ont été acceptées par la plupart des historiens, même par M. Richard Hirsch, qui a fait des débuts de Louis VII une étude approfondie². Nous voudrions indiquer ici et soumettre au jugement des érudits les raisons pour lesquelles nous ne partageons pas cette confiance³.

Les actes de Louis VII expédiés par la chancellerie royale⁴ sont uniquement datés de l'an de l'incarnation et de l'an du règne, souvent même, et d'une manière régulière dans les derniers temps, de l'an de l'incarnation seul. C'est dire que l'on ne peut songer à les classer dans un ordre rigoureusement chronologique. Mais l'on admet que la combinaison des années du règne et des années de l'incarnation peut, en quelque mesure, parer à cette regrettable imprécision. Et voici comment.

L'année de l'incarnation, dit-on, a été calculée à compter de Pâques, comme elle le fut plus tard à la chancellerie de Philippe Auguste; quant à l'année du règne, elle a été calculée le plus souvent à compter de l'avènement (1^{er} août 1137), parfois aussi, surtout dans les débuts, à compter du sacre (25 octobre 1131) ou de l'association au trône (janvier 1134), peut-être enfin à compter d'une abdication momentanée de Louis VI en novembre 1135. S'il en est bien ainsi, nous sommes en mesure d'ordinaire de dire très exactement à quels mois appartient un acte, quelle qu'en soit d'ailleurs la teneur : daté, par exemple, de 1140, il se place entre Pâques 1140

1. Achille Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*. Paris, 1885, in-4°.

2. Richard Hirsch, *Studien zur Geschichte König Ludwigs VII. von Frankreich (1119-1160)*. Leipzig, 1892, in-8°.

3. Nous comptons revenir plus en détail sur les questions soulevées ici dans le *Recueil des actes de Louis VII* que nous préparons pour la collection des Chartes et diplômes publiée par l'Académie des inscriptions.

4. M. Luchaire a déjà signalé l'existence de quelques actes de Louis VII rédigés en dehors de la chancellerie royale.

et Pâques 1141 (nouveau style), c'est-à-dire entre le 7 avril 1140 et le 30 mars 1141; daté, par surcroît, de l'an 3 du règne, il est antérieur au 1^{er} août 1140, daté de l'an 4, il se place entre le 1^{er} août 1140 et le 30 mars 1141; il est du 25 octobre 1140 au plus tôt s'il est daté de l'an 10, des trois premiers mois de 1141 (nouveau style) s'il est daté de l'an 7, etc. — Le tout est de savoir si ces calculs sont suffisamment assurés pour justifier ces conclusions.

Or, à l'épreuve, il semble qu'il n'en soit rien. Seul, pour le compte des années du règne, le point de départ du 25 octobre 1131 paraît bien établi; mais les actes datés suivant ce système sont si rares¹ et, en général, si peu instructifs que l'histoire de Louis VII ne s'en trouve guère éclaircie. Par contre, rien n'autorise à supposer le point de départ de novembre 1135², et il est permis, en outre, de se demander si la date de janvier 1134, indiquée pour l'association au trône, est elle-même convenablement justifiée. A vrai dire, nous ne voyons pas quelles raisons M. Luchaire a eues de la choisir³, et il serait plus prudent de la placer, sans préciser autrement, entre le milieu d'août 1133 et le 29 mars 1134⁴, peut-être même avant le 1^{er} janvier 1134⁵, sans d'ailleurs qu'on puisse encore absolument garantir l'exactitude de ce calcul.

1. Nous n'en connaissons que neuf où l'emploi de ce comput soit certain. Ce sont les n^{os} 3, 19, 51, 63, 383, 384, 386, 401 et 404 du catalogue de M. Luchaire.

2. M. Luchaire ne l'a lui-même indiqué que sous toutes réserves, et il est manifeste, en effet, que seules des erreurs de comput ou de copie ont pu ici donner le change.

3. Il s'est borné (ouvr. cité, p. 28-30) à dire les raisons décisives pour lesquelles il fallait éliminer celle de juillet 1133 proposée par N. de Wailly. Le choix de janvier 1134, fondé en apparence sur le calcul des années du règne dans les actes postérieurs, étonne d'autant plus que, pour M. Luchaire, l'année commençait alors à Pâques.

4. Les n^{os} 4, 5 et 7 du catalogue de M. Luchaire sont datés de Paris, 1137, an 4 du règne. Louis VII, qui était en Aquitaine quand mourut son père (1^{er} août 1137), n'ayant pas regagné Paris avant le milieu d'août 1137, l'an 1 du règne ne peut avoir commencé avant le milieu d'août 1133. Les n^{os} 55, 57, 71 et 72 sont datés : 1140, an 8. Ils sont, par suite, au plus tard du 29 mars 1141 (n. st.), Pâques étant tombé le 30 mars en 1141. L'an 8 a donc également commencé au plus tard le 29 mars 1141 et l'an 1 au plus tard le 29 mars 1134. L'examen des n^{os} 271, 272, 273, 275, datés 1151, an 19, mène à un résultat identique, Pâques étant tombé le 30 mars en 1152.

5. Toutes les chartes de Louis VI (au nombre de onze) pour l'année 1136, à une exception près, mentionnent l'année du règne de Louis VII. Or l'année qu'elles indiquent est la quatrième (Luchaire, *Louis VI le Gros. Annales de sa vie et de son règne*, n^{os} 565-574). Comme l'a observé M. Luchaire lui-même (*Ibid.*, p. 257), comptée du 1^{er} janvier 1134, elle nous obligerait à reporter tous ces actes dans la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 11 avril 1137, n. st. Il est donc vraisemblable, dirons-nous, que la quatrième année du règne de

Mais c'est touchant le point de départ des années du règne en apparence le plus sûr, celui du 1^{er} août 1137, que le doute est particulièrement légitime. Si on l'accepte, on constate, en effet, que les actes datés suivant ce système, à de rares exceptions près, ont été délivrés soit avant Pâques (et encore, dans ce cas, faut-il admettre aussi que cette fête, et non le 1^{er} janvier, marquait le début de l'année), soit pendant les cinq derniers mois de l'année, aucun ou presque aucun dans l'intervalle qui sépare ces deux périodes, c'est-à-dire au temps où les fêtes de Pâques et de la Pentecôte amenaient à la cour la troupe des fidèles et des quémandeurs. Même en adoptant les leçons de copies sujettes à caution¹, à peine en trouverions-nous de cette dernière espèce 1 sur 13 en 1139, 1 sur 11 en 1142, 1 sur 14 en 1144, 1 sur 20 en 1145, 1 sur 23 en 1146, 3 sur 18 en 1147, 1 sur 10 en 1152, 3 sur 13 en 1153, pas un en 1140, 1141, 1143, 1150, 1151, 1154, pas un de 1157 à 1161, etc.

Autre particularité inquiétante : en 1147, quinze actes sont datés de l'an 11 du règne, ce qui les reporte après le 1^{er} août, si le calcul précédent est juste. Mais comme ils impliquent la présence du roi en France et que Louis VII était parti pour la Terre Sainte dès le mois de juin pour n'en revenir qu'en novembre 1149, force est de supposer soit une erreur vraiment bien prolongée, soit un autre système de comput que celui auquel on se réfère.

Suivi dans les tout premiers temps, il est très vraisemblable, en effet, que ce système fut abandonné dès l'année 1139 et qu'on se borna dès lors à supputer les années du règne d'une manière moins exacte mais plus expéditive en faisant concorder l'an 1 avec l'an 1137, l'an 2 avec l'an 1138 et ainsi de suite, l'an 1 du règne étant censé commencer au même jour (1^{er} janvier ou Pâques ou toute autre date) que l'an 1137 de l'incarnation.

Non seulement cette hypothèse explique la prétendue irrégularité relevée dans les pièces de 1147, mais elle permet de classer les autres d'une manière moins surprenante. Par exemple, toutes celles qui, pour 1141, portent une année de règne manifestement comptée à partir de 1137 (et l'on n'en trouve pas moins de quatorze dans ce cas) sont datées de l'an 5; toutes celles de 1143, au nombre de vingt et une, sont datées de l'an 7. Comment admettre qu'elles soient toutes indistinctement postérieures au 31 juillet 1141 ou 1143? Pas

Louis VII a été comptée ici d'une date antérieure à janvier 1136, d'une date que nous serions disposé à chercher le plus près possible du mois d'août 1135.

1. Il importe toutefois de remarquer que, dans cette statistique, nous n'avons pas tenu compte de quelques actes, d'ailleurs fort peu nombreux, dont des copies ignorées de M. Luchaire permettent de rectifier les dates. Nous avons, par contre, fait usage de quelques actes dont M. Luchaire n'a pas connu l'existence.

de difficulté, au contraire, si le point de départ des années du règne est pris au début de 1137 et non au 1^{er} août.

Mais s'il en est ainsi, l'indication de l'année du règne se confond avec celle de l'année de l'incarnation, et il serait plus utile que jamais de savoir exactement à quelle date les rédacteurs des actes royaux faisaient commencer cette dernière. Était-ce bien à Pâques, comme le dit M. Luchaire? N'était-ce pas au 25 mars¹, ou bien encore soit à Noël soit au 1^{er} janvier², comme on l'a dit aussi?

On ne saurait être affirmatif. Les quelques actes invoqués en faveur du style de Noël ou du style du 1^{er} janvier présentent dans leur rédaction trop d'irrégularités pour qu'on en puisse rien déduire quant aux usages suivis à la chancellerie royale³. D'autre part, deux ou trois des cas allégués par M. Luchaire semblent favorables à l'hypothèse des styles de Pâques ou du 25 mars⁴, sans qu'on soit d'ailleurs en mesure d'opter pour le premier d'entre eux si ce n'est parce qu'il devait prévaloir au temps de Philippe Auguste. Mais nous n'en savons pas assez pour rejeter sans hésitation l'hypothèse des styles de Noël et du 1^{er} janvier : en présence de données aussi peu nombreuses et aussi peu sûres, mieux vaut se résigner à l'ignorance et reconnaître ici encore que les précisions chronologiques apportées par M. Luchaire et généralement acceptées n'ont pas pour elles de garanties suffisantes.

En résumé, pour déterminer la date d'un acte de Louis VII, nous ne pouvons, d'ordinaire, nous guider que sur l'année de l'incarnation, et nous ne saurions dire avec certitude comment celle-ci fut calculée alors à la chancellerie royale. Les dates proposées par M. Luchaire doivent donc être écartées et la chronologie qu'il a établie demande à être revue entièrement.

LOUIS HALPHEN.

1. Hypothèse proposée par M. de Lasteyrie, *Cartulaire général de Paris*, t. I, p. xxxii-xxxv.

2. Cf. Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*, p. 25.

3. Il suffit ici de renvoyer à la démonstration de M. Luchaire, *loc. cit.*

4. Ce sont les nos 198, 199 du catalogue de M. Luchaire et peut-être le n° 341, s'il porte bien le millésime de 1154. Voir Luchaire, p. 26-27, et Lasteyrie, *loc. cit.* — Les autres actes allégués par M. Luchaire ne sont pas probants : le n° 270 est d'une rédaction irrégulière; le n° 269 n'est pas nécessairement contemporain du n° 270 et peut fort bien avoir été donné à la fin de l'année 1151, car Saint-Jean-d'Angély, d'où il est daté, est sur la grand'route que le souverain suivait d'ordinaire aussi bien pour aller en Aquitaine que pour en revenir; le n° 275 n'est reporté par M. Luchaire à 1152 (n. st.), que par suite d'une erreur qui lui fait placer le 13 janvier 1152, et non 1151, la mort de Suger.

UN RÉCIT CATHOLIQUE

DES TROIS PREMIÈRES GUERRES DE RELIGION

LES ACTA TUMULTUUM GALLICANORUM.

I.

Il existe assez peu de récits catholiques des guerres de religion. Quelle que puisse être l'explication de ce fait, les réformés ont beaucoup plus et mieux écrit que leurs adversaires. Secousse présentait déjà cette observation¹, dont les publications de textes faites depuis la grande édition des *Mémoires de Condé* n'ont pas affaibli la portée. Si l'on a pu, non sans vraisemblance, reprocher aux historiens modernes d'avoir puisé leurs idées sur cette époque à des sources unilatérales, ils avaient beau jeu pour répondre qu'on se documente où l'on peut. Le nombre et la valeur des écrits protestants créent en faveur des huguenots un préjugé.

Nous devons donc considérer comme une bonne fortune de pouvoir grossir, fût-ce d'une unité, la bibliographie catholique de ce sujet. Ce n'est pas que le morceau que nous publions aujourd'hui soit absolument inédit, ni même tout à fait inconnu. Il fait partie d'un recueil imprimé à Munich, chez Adam Berg², en 1573, sous le titre de : *Illustria ecclesiae catholicae trophoea*³. Il existe, à

1. *Mémoires de Condé*, t. I, p. ix : il a renoncé à imprimer les réponses catholiques, « soit parce que ces réponses étoient trop diffuses, soit parce qu'il y en a eu peu qui aient paru mériter la réimpression. Il faut en convenir de bonne foi. Presque tous les écrits politiques qui, pendant le xvi^e siècle, sont sortis de la plume des huguenots sont mieux faits et mieux écrits que ceux qui ont été publiés par les catholiques ».

2. Imprimeur connu. On relève notamment, dans le catalogue n° IV de la librairie munichoise Leutner, les deux mentions suivantes : 62, « *Freyheiten... A. Berg, 1568* », et 738, « *New Müntz Buech... München, bey Adam Berg, 1597* ». C'est chez Berg aussi que Vendius imprimera son *Carmen in laudem Alberti ducis Bavariae*. N'a-t-il que le nom de commun avec l'*Adamus de Monte* qui, à cette même date de 1573, donnait, dans une localité mal déterminée (*Oragniae*), une célèbre pièce huguenote, le *Dialogus* d'Eusèbe Philadelphie? Nous reviendrons plus loin sur ce petit problème.

3. ILLUSTRIA | ECCLESIAE | CATHOLICAE | TROPHORA, | ex recentibus Anglicorum | martyrum, Scoticae proditiōis, Galli — | eorumque furorum rebus gestis graviss. | virorum fide notatis. | CHARAE POSTERITATI, | ut nimirum ea de praesentium errorum | natura atque ingenio integrè ac li — | berè tandem iudi-

notre connaissance, au moins trois exemplaires de ce recueil, un à la bibliothèque de l'Université de Cambridge¹, deux à la bibliothèque d'État de Munich². Il est mentionné par Fevret de Fontette, qui a vu qu'une partie des *Trophoea* intéressait l'histoire de France, mais qui ne paraît pas avoir tenu le volume entre ses mains³. Aucun autre bibliographe, semble-t-il, ne l'a signalé, et aucun historien n'a utilisé la partie de ce recueil que nous publions aujourd'hui.

Avant de parler de ce morceau lui-même, il est nécessaire de dire ce que sont, dans leur ensemble, les *Trophoea*. Ils sont dédiés au prince bavarois Ernest, administrateur de l'évêché de Freisingen, fils du duc Albert V de Bavière⁴, par Érasme Fend ou Vent (Vendius), conseiller ducal et archiviste du duc⁵. Dans une épître parénétiqne, datée de Munich, le 31 octobre 1573, sur la situation douloureuse où se débattait l'Église⁶, il a tenu à présenter trois fameux exemples des « fureurs » dont les catholiques ont été victimes : fureurs anglaises, écossaises, françaises. Il ne prétend pas faire œuvre originale ; il a recueilli des œuvres déjà publiées par d'autres, il se contente de les réunir⁷.

cet. | ERECTA. | Anno M. D. LXXIII. Pet. in-8°, signé de quatre astérisques ou fleurons, puis A.-V., sans pagination, 0°145×0°092. Colophon : « MONACHII EXCEDEBAT | Adamus Berg. Anno 1573. »

1. Acton e 22/10. L'existence de cet exemplaire m'a été signalée, il y a un peu plus d'un an, par M. Paul Meyer, à qui M. Jenkinson, *principal librarian* de Cambridge, en avait parlé. M. Jenkinson a bien voulu prêter pendant quelque temps le précieux volume à l'Université de Dijon, et c'est ainsi que j'ai pu l'étudier et en prendre copie. Je ne saurais trop le remercier de sa libérale obligeance.

2. Ainsi qu'il ressort d'une courtoise communication qui m'est faite par cette bibliothèque. La fermeture de cette bibliothèque pendant les dernières vacances ne m'avait pas permis de constater le fait par moi-même.

3. *Bibl. hist.*, 18081 : « *Acta tumultuum gallicorum ab obitu H. II. Regis a. 1559, ad memorabilem Regis Caroli IX victoriam, a. 1569 consecutam*. Ces actes sont imprimés avec le livre intitulé *Illustria...*, 1573, in-8°. » Fevret de Fontette ne mentionne pas la ville où ce livre a été imprimé. On notera l'incorrection de la mention « imprimés avec ». C'est « imprimés dans ».

4. « Reverendiss. ac illustriss. principem D. Ernestum Administratorem Frisingen. Episcopatus, comitem Palat. Rheni, utriusque Bavariae ducem... »

5. La note qui m'est communiquée par la bibliothèque de Munich lui donne cette seconde fonction et renvoie sur ce personnage à *Zeitschrift für Bayern*, 2 J., 2 Bd., 1817, p. 380 et suiv., et à Kobolt, *Baier. Gelehrtenlexikon*, Landshut, 1795, p. 707, et supplément, p. 416 et suiv. Ces deux ouvrages ne m'ont rien donné sur le sujet qui m'intéressait.

6. « De nostrorum temporum statu, ac ultimis Ecclesiae difficultatibus Epistola paraenetica. »

7. « Quarum rerum tria illustria habemus exempla, tres efficacissimas admonitiones, ex Anglorum, Scotorum, Gallorumque furoribus. Haec ab aliis quidem

Cette dernière affirmation est incontestablement exacte en ce qui concerne les deux premières parties du livre. La première est une réimpression, sans nom d'auteur, de l'*Historia martyrum Angliae* de Maurice Chauncy, imprimée pour la première fois à Mayence en 1550, et présentée par deux Chartreux de cette ville, Vitus de Dulken et Guillaume de Sittart. La seconde est la *Proditionis ab aliquot Scotiae perduellibus adversus seren. Reginam ... narratio*, imprimée à Louvain en 1566. Seuls les derniers mots de la *Narratio* ont été modifiés par Fend pour mieux annoncer la troisième partie¹, les *Acta tumultuum Gallicanorum*. Mais le volume ne se termine pas avec les *Acta*. Il comprend encore deux morceaux : 1° une pièce contre Coligny, *Ad perduellionis Admiralijs causas responsio*², qui est, sinon une traduction littérale, du moins une paraphrase latine du pamphlet d'Antoine de Fleury, *Responce à un certain escrit, publié par l'Admiral et ses adhérens*, paru à Paris et à Lyon en 1568 ; 2° une lettre, réelle ou supposée, datée de Constantinople, le 6 avril 1568 et adressée par Aloisius Cucchius à un patricien de Venise, Bartholomaeus de Rodolphis. Cette lettre prétend que l'ambassadeur de France auprès de la Porte, Guillaume de Grantrye, est un huguenot³ ; pour obtenir en faveur de ses coreligionnaires l'appui du Turc, il aurait révélé au grand-vizir que leur religion était à peu de chose près celle des musulmans ; mais on lui aurait répondu que le sultan ne traitait pas avec des traitres et rebelles⁴.

Revenons maintenant aux *Acta* eux-mêmes ou, comme s'exprime avec plus de brièveté le titre courant, aux *Furores Gallici*⁵. Si

jam ante in publicum emissa, colligere volui, subque tuae Celsitudinis patrocinio, Princeps optime, iterum legenda porrigere... »

1. « Atque hoc quidem per Scotiam datum est religioni ac legitimo magistratui vulnus. Subjungamus huic tertium infelicitis hujus seculi exemplum, Galliarum, nobilissimi regni, recens adhuc in religione naufragium. »

2. Signalé par Lelong (18043) comme imprimé chez P. Frémy en 1568, in-8°.

3. La correspondance de Grantrye nous fait malheureusement défaut pour 1568 (voy. Charrière, t. III, p. 91). Il est d'ailleurs exact que Grantrye finit par se faire protestant (*France protestante*, 1^{re} éd.).

4. Ces deux morceaux sont eux-mêmes annoncés par une sorte d'épître *Lectori pio*, où l'on démontre que la religion s'établit « patiendi perferendoque, ... non percutiendo et rebellando ». Que le calvinisme ait servi de couverture aux passions humaines, non seulement cela ressort du récit qui précède, « sed edocent idem quoque ipsi Calvinianorum commentarii », où ils insistent (allusion à la Place et à la Planche) sur la rivalité des Montmorency-Chastillon et des Guises. C'est pour achever de le prouver que l'auteur s'appuie sur ces deux écrits, l'un imprimé l'année précédente (*sic*), l'autre qui démontre que les rebelles ont sollicité le secours des Turcs.

5. Titre déjà utilisé, du côté huguenot, pour le célèbre pamphlet d'Ernestus

Fend a dit vrai, ce récit n'était pas plus inédit que les deux premières parties de cette trilogie catholique. Il n'y avait là, encore, qu'une réimpression. Nous n'avons pas de raison pour mettre en doute, sur ce point, la véracité du collecteur, et si nous n'avons pas trouvé trace d'une édition antérieure et indépendante des *Acta*¹, il apparaît bien que ce texte a dû être rédigé peu de temps après la victoire de Moncontour, qu'il exalte dans son titre même, entre la paix de Saint-Germain, qu'il mentionne pour la déplorer, et la Saint-Barthélemy, à laquelle il serait étrange qu'il n'eût pas fait allusion, s'il était postérieur à cet événement. Que la publication de Fend, à la date de 1573, ait eu pour objet de contre-balancer en Allemagne l'influence des récits protestants du massacre, cela paraît évident. Mais la rédaction des *Acta* eux-mêmes ne semble pas pouvoir être placée au delà de 1570².

Comment se présentent-ils à nous? Ils s'ouvrent par une sorte d'introduction *Ad lectorem pium*, dissertation assez développée sur la légendaire piété des Français, la prospérité dont a joui le royaume tant que la religion y a été respectée, les désastres inséparables de l'hérésie. Cette dissertation nous fait connaître le dessein de l'auteur : il s'agit, pour lui, de répondre aux pamphlets et aux œuvres historiques des adversaires de l'Église. Déjà l'auteur des *Acta* s'était rendu compte du fait que nous signalions en débutant, à savoir que la « presse » était surtout au service des hérétiques. Il faut leur arracher ce dangereux monopole.

C'est surtout en Allemagne que ce monopole s'exerce. — Nous ne pouvons songer à traiter ici, et en passant, cet important sujet des efforts faits par les publicistes français des deux camps pour gagner à leur cause l'opinion publique allemande; c'est une des parties capitales de l'histoire du pamphlet au xvi^e siècle. Toujours est-il que les réformés avaient un intérêt de premier ordre à se concilier l'opinion allemande : l'Allemagne était la grande réserve des reîtres,

Varamundus, attribué, d'une façon assez discutable, à Hotman. Notons ici que, dans son *Réveille-matin* français de 1574, Philadelphie (2^e dial., p. 115) dit qu'un imprimeur catholique a imprimé son premier dialogue et en « a vendu luy mesmes à beaucoup de ses compagnons avec un certain autre livre qu'on nomme des fureurs françaises, qu'un Alleman fit en latin tost après les jours du massacre ». S'agit-il ici non du livre de Varamundus, mais de nos *Furores* à nous, et tenons-nous dans cette phrase la preuve de l'identité d'Adamus de Monte (voy. ci-dessus, p. 59, n. 2) avec Adam Berg? Celui-ci serait-il parent de *magister Adam Ambergau natus*, signalé à Venise et à Rome en 1471-72? Notons simplement que Vend est né, lui aussi, à Amberg.

1. La bibliothèque de Munich n'en a pas trouvé davantage.

2. On a déjà remarqué, sans doute, qu'une des pièces annexes (voy. ci-dessus, p. 61, n. 4) nous est donnée comme datant de « l'année précédente ». Or, cette pièce est parue en 1568.

le grand marché d'hommes du temps; il s'agissait donc de rendre faciles les levées faites au nom de Condé, de démontrer que les levées faites au nom du roi étaient en réalité destinées à servir l'ambition des Guises. Les princes allemands étaient tous plus ou moins hostiles à la maison de Habsbourg; il fallait leur démontrer qu'une France toute catholique romaine serait la proie des influences espagnoles; beaucoup d'entre eux, et parmi les alliés du roi, étaient luthériens: il fallait atténuer à leurs yeux les différences entre la confession d'Augsbourg et celle de Genève, obtenir auprès du roi leur intervention en faveur des persécutés.

A cette campagne de presse, l'auteur des *Acta* veut opposer une campagne catholique. Son récit n'est pas, en effet, un récit quelconque des événements qui se sont produits entre 1559 et 1569, destiné à des lecteurs quelconques. C'est un récit qu'il a écrit à l'intention de « quelques catholiques allemands »; Allemands de marque, puisqu'il les traite de « magnifiques seigneurs ». A l'en croire, c'est même à la sollicitation de ces personnages qu'il a rédigé son travail. Il lui a, dans une certaine mesure, laissé la forme épistolaire, comme s'il l'adressait à des correspondants réels. Ses *Acta* sont donc une œuvre de polémique antiprotestante, qui a pour objet de rectifier les jugements généralement portés par les Allemands sur les guerres religieuses de France. On peut même dire qu'il s'agit de quelque chose de plus précis encore: détourner les princes allemands, catholiques ou même luthériens, de fournir des reîtres aux rebelles. Le récit de la bataille de Moncontour est tout entier construit pour inspirer aux Allemands l'horreur de ces luttes qui deviennent toujours, pour eux, des luttes fratricides, puisqu'on les retrouve dans les deux armées; on fait appel à leur patriotisme; on dénonce cette vénalité qui les pousse à s'offrir à qui paie le plus; on implore leur respect ou du moins leur pitié pour ce royaume de France qui leur a toujours été bienfaisant. Il ne serait pas exagéré d'aller jusqu'à écrire que les *Acta* sont un manifeste destiné à entraver l'action des racleurs protestants en Allemagne.

Il ne faudra jamais oublier, pour apprécier cet ouvrage, que l'objet en est très nettement déterminé.

II.

Sans que le texte des *Acta* soit divisé en chapitres¹, on peut assez facilement y distinguer trois parties:

1° Un exposé, à peu près chronologique, des événements qui se

1. Les titres marginaux sont abondants et souvent très expressifs: *Regina*

succèdent depuis 1559 jusqu'après la rupture de la paix de Longjumeau. On notera dans les dernières pages de ce récit un certain désordre; il semble que l'auteur ait voulu entasser les faits qui n'avaient pas trouvé place dans les pages précédentes;

2° Un exposé des dévastations et des cruautés commises par les huguenots, *horrenda Hugenotorum scelera*. C'est la partie la plus originale des *Acta*;

3° Une reprise de la narration, relatant la campagne du duc d'Anjou en Poitou, jusqu'à la bataille de Moncontour, et se terminant sur une allusion à la paix de Saint-Germain.

Ces trois parties sont de valeur assez inégale. La première est un résumé qui est surtout intéressant par ce qu'il nous révèle des tendances de l'auteur et aussi de ses procédés historiques. C'est ainsi, par exemple, qu'un narrateur catholique des premiers troubles pouvait être embarrassé par le massacre de Vassy; il aurait pu cependant s'en tirer, comme le fit Guise lui-même, en rejetant la responsabilité du tumulte sur les huguenots et en insistant sur le caractère hérétique, aux yeux des luthériens comme à ceux des catholiques, des doctrines calvinistes; notre auteur a préféré une solution plus élégante, encore qu'un peu naïve : il a purement et simplement passé l'événement sous silence. Ailleurs, il a une façon caractéristique de falsifier les faits sans énoncer formellement une contre-vérité, mais en se contentant de ne pas dire toute la vérité : par exemple, en rapportant que le Parlement de Paris refusa l'enregistrement de l'édit de janvier, il n'a garde d'ajouter que cette compagnie finit par céder; ce qui fait que le lecteur (en l'espèce un lecteur étranger) peut supposer que l'édit n'a pas été enregistré. Il accepte des bruits qu'on a pu croire vrais au moment même où ils se sont répandus, mais dont l'on a depuis constaté l'inexactitude. L'hypothèse qui lui est la plus favorable, c'est qu'il n'a pas eu de renseignements directs sur toutes les parties de cette première période et qu'il s'est contenté de travailler sur des plaquettes catholiques contemporaines, sans prendre la peine d'en faire lui-même la critique. Tout fait à la charge de ses adversaires lui semble n'avoir pas besoin d'être démontré.

Sur un point seulement, dans cette partie de son œuvre, il déploie une richesse et une précision de détails qui sembleraient bien indiquer que nous avons affaire ici à un témoin ou à quelqu'un de très

Galliae pestis. — Cancellarij Hospitalis improbitas. — Pax anno 1562 turpis. — Condaeus ab Hugenotis rex creatus. — Regius exercitus Reginae vafritiae (sic) frustra tempus terit. — Altera fœdissima Galliae pax. — Pax iniqua rescissa. — Horrenda Hugenotorum scelera, etc.

bien informé : il s'agit de la vie intérieure de Paris entre la surprise de Meaux et la bataille de Saint-Denis. Il y a là une description, qu'on ne trouvera nulle part aussi vivante, de la panique à laquelle la ville fut en proie et de l'espèce de « terreur » catholique qui s'y installa.

Quant à la seconde partie, aux *horrenda Hugonotorum scelera*, c'est un morceau des plus intéressants. Il prend sa place dans toute une série hagiographique et martyrologique qui commence dès 1562 avec les écrits de Gabriel du Préau, de Saconay, de Claude de Sainctes, qui se continue par le *De tristibus Franciae*, qui se développe à la fin du siècle dans le *Theatrum crudelitatum haereticorum nostri temporis* et qui n'a pas encore, à l'heure actuelle, achevé son évolution¹. Série qui a pour objet de répondre au livre de Crespin², de constituer un *Antimartyrologe*³.

Destructions de sanctuaires, de reliques, d'objets du culte, outrages à la sainte Eucharistie, violences contre les personnes des catholiques, spécialement des prêtres, des moines et des religieuses, sur tous ces points notre auteur a soigneusement repris les détails qu'il trouvait dans Claude de Sainctes. Au besoin, il ne s'est pas fait scrupule d'y ajouter : de Sainctes parle-t-il d'une scène scandaleuse dont Jeanne d'Albret a été le témoin, notre texte dit que tout s'est passé avec l'assentiment de celle-ci. Il se garde bien de dire que les chefs de la réforme réprouvaient ces excès, comme aussi de mentionner les violences commises par les gens de l'autre parti, et qui ont pu provoquer des représailles.

Sur un certain nombre de ces points, les *Acta* ont certainement altéré la vérité, par exemple dans l'histoire du siège de Mornas. Chez l'auteur comme chez de Sainctes, on relèvera une certaine propension à se complaire aux épisodes d'une bestialité particulièrement répugnante et surtout aux détails obscènes : empalements, ventres ouverts, boyaux dévidés, viols, mutilations. Un certain nombre de ces faits ont pu se produire : les armées du xvi^e siècle, à quelque parti qu'elles appartenissent, n'était pas composées de saints, et, même dans les armées modernes, il n'est pas sûr qu'une disparition un peu prolongée de la discipline n'amènerait pas le retour de semblables atrocités. Mais ce que nous devons signaler chez nos auteurs (qui seront suivis en cela par le *Theatrum*), c'est l'espèce de sadisme

1. C'est ainsi que le *Theatrum*, publié en 1587, en 1588, en 1607, a été redonné à Lille, chez Desclée et Brouwer, dans une pensée d'édification (s. d., vers 1884).

2. Dont la première édition remonte à 1554.

3. Titre déjà employé en 1622 par Jacques Severt.

littéraire qui les pousse à entasser les histoires de ce genre. Ce sadisme, joint à la rareté des noms propres et des dates précises, nous met en défiance. Quelques-unes de ces histoires ont servi plusieurs fois, ont été appliquées à des personnages et à des lieux différents. Certaines sont d'une criante invraisemblance. A qui fera-t-on croire que des nonnes échappées du couvent « ultro se porcis violandas immiserunt » ? Vraiment leur lubricité ne pouvait-elle trouver, dans les armées huguenotes, d'autres moyens de se satisfaire ?

La troisième partie, le récit de la campagne de l'année 1569, tranche sur le reste. Ce n'est plus ni le vague de la première, ni le ton uniquement apologétique de la seconde. C'est un récit détaillé des opérations militaires, et dont l'auteur semble bien, au moins à partir de la bataille de Jarnac, avoir suivi l'armée du duc d'Anjou. Sur le siège de Poitiers et sur Moncontour, il est d'une précision remarquable.

III.

Quant à l'esprit dans lequel sont écrits les *Acta*, il va de soi que c'est un esprit violemment antihuguenot. Mais cette constatation ne saurait nous suffire, et il importe de voir contre quels personnages se dirige particulièrement la haine de l'auteur. Peut-être cette étude nous permettra-t-elle de faire avec lui plus ample connaissance.

N'oublions pas que les *Acta* sont une œuvre de propagande destinée à lutter en Allemagne contre la propagande protestante. Or, si quelque chose pouvait, aux yeux des Allemands, légitimer la révolte protestante, si quelque chose pouvait les engager à fournir des secours aux rebelles, c'était la présence à la tête des troupes huguenotes d'un prince du sang. La fiction soigneusement entretenue par les protestants, en vertu de laquelle Condé, fidèle serviteur de la couronne, n'avait d'autre but que de délivrer le roi de la tyrannie des Guises, cette fiction permettait aux princes allemands, en toute sûreté de conscience, d'envoyer leurs sujets servir dans les rangs d'une armée qui s'intitulait, après tout, « l'armée du roi ». Financièrement même, cette fiction avait son importance puisqu'elle ouvrait aux créanciers de Condé la possibilité de se faire rembourser, au besoin, par Sa Majesté Très Chrétienne elle-même.

C'est contre cette fiction que notre écrivain dirige son principal effort. Il faut ruiner le prestige qui, dans l'esprit naturellement hiérarchique des Allemands, s'attache à la personne d'un prince de sang royal. A l'image d'un grand qui n'a pris les armes que pour délivrer son roi et défendre la conscience de ses fidèles, il faut subs-

tituer l'image d'un séditieux et, si possible, d'un usurpateur, pour qui la religion n'est qu'un prétexte et la couronne le but. De là vient l'importance que l'on accorde à l'histoire, probablement inventée de toutes pièces, du couronnement de « Louis XIII » à Saint-Denis. Si cette histoire avait pu se répandre en Allemagne, le même sentiment qui tournait les Allemands vers Condé, le respect des puissances légitimement établies, les aurait poussés à se séparer de lui.

Mais faut-il croire que notre auteur ne prenait pas lui-même cette histoire très au sérieux? Craignait-il qu'on en aperçût très vite la fausseté? Ou bien, puisqu'au moment où il écrivait Condé était mort, trouvait-il préférable de diriger ses coups contre un ennemi plus réel? Toujours est-il qu'après avoir salué dans la mort de Louis de Bourbon l'écrasement de la « tête du serpent », il présente, en faveur du prince, des circonstances presque atténuantes. Si les Allemands ont pu se laisser séduire par l'éclat du nom et de la race de Condé, c'est qu'après tout celui-ci n'était qu'en apparence le chef des rebelles; derrière lui son âme damnée, le véritable organisateur du complot, a tout conduit, tout préparé. La mort du prince a violemment déchiré les voiles; et les raisons fallacieuses que les Allemands pouvaient avoir de soutenir un parti commandé par un prince du sang, ces raisons ne peuvent valoir en faveur d'un simple gentilhomme. De là les attaques violentes contre Coligny et, en général, contre les Chastillon. Il est curieux que, parmi ces attaques, on ne relève jamais l'accusation d'avoir trempé dans l'assassinat du duc de Guise. Sans doute que les justifications répandues en Allemagne, — et en traduction allemande, — par l'amiral rendaient ici la tâche de l'accusateur trop difficile.

Mais Condé et Coligny n'absorbent pas toutes les colères de l'auteur. La reine-mère en a largement sa part. Dans nul autre pamphlet peut-être on n'a si clairement dénoncé les hésitations de Catherine, ses complaisances pour les huguenots. Les historiens protestants n'ont pas dit plus fortement que ce catholique que la reine avait failli se tourner de leur côté; et s'il ne l'accuse pas positivement d'avoir trahi, il laisse entendre qu'il pourrait bien y avoir, dans les bruits qui circulent, quelque chose de vrai. Nous avons là comme une esquisse catholique du *Discours merveilleux de la vie et déportements de la royne*. Les Montmorency sont à peine mieux traités et même la mort du connétable ne lui attire pas la sympathie de ce farouche catholique.

En face des ennemis plus ou moins déclarés, les amis. Au premier rang figurent les Lorrains, et surtout le cardinal. Le silence gardé

au sujet des causes de la conspiration d'Amboise comme au sujet de Vassy et aussi de la querelle des Guises avec les Montmorency en 1565, le récit tendancieux du colloque de Poissy, tout, jusqu'aux attaques contre la reine-mère, permet de dire que les *Acta* ont été rédigés dans l'entourage et sous l'inspiration du cardinal de Lorraine. Il n'est pas jusqu'à une allusion faite à la question des Trois-Évêchés qui ne nous ramène au temps de la « guerre cardinale » et qui n'ait pour objet de montrer dans les Guises des amis de l'Empire.

Ce « guiscard » est en même temps un « espagnolisant ». Non seulement il rappelle que si Catherine l'avait voulu, Philippe II aurait employé ses forces à défendre en France la vraie religion ; non seulement il fait l'éloge du duc d'Albe, mais il mêle à son récit des troubles de France un passage sur les gueux et, en parlant des soldats du roi catholique, il lui arrive de dire les « nôtres ».

Pouvons-nous serrer davantage le problème ? On ne peut ne pas remarquer le soin avec lequel les *Acta* s'étendent sur le rôle joué, dans la lutte contre l'hérésie, par la Compagnie de Jésus, particulièrement durant les événements parisiens de 1567. Il y a là des détails qui ne se retrouvent guère que dans la correspondance des Pères. A côté du cardinal de Lorraine, l'un des personnages les mieux traités est le cardinal de Tournon, l'un des principaux protecteurs de la société naissante. On peut donc conjecturer que notre auteur appartenait à la Compagnie. Ce serait un jésuite qu'il faudrait voir dans celui que le titre des *Acta* appelle « virum quemdam pium et eruditum, luctuosae istius calamitatis testem »¹.

Est-il possible de donner un nom propre à ce jésuite qui, dans notre hypothèse, aurait été chargé par le cardinal de Lorraine d'écrire pour les Allemands une histoire catholique des guerres civiles ? On ne pourrait sans doute trouver de réponse décisive à cette question que dans les archives de la Compagnie. La seule donnée utile que puisse nous fournir le texte lui-même, c'est l'insistance avec laquelle on revient, et deux fois, de la façon la plus imprévue, sur l'éloge des catholiques toulousains. Le jésuite que nous cherchons à identifier a dû vivre à Toulouse et il devait, en 1570, entretenir encore des rapports étroits avec les catholiques de cette ville.

Cet ensemble de présomptions est-il suffisant pour attribuer les

1. Le titre de *Trophoea ecclesiae* paraît être resté en honneur dans la Compagnie. Il est repris (*Trophoea Romana S. Catholicae ecclesiae*) par le P. Vitus Erbermann, S. J., pour un ouvrage de propagande antiluthérienne, à Mayence, en 1672 (Sommervogel, t. III, p. 409).

Acta au célèbre protagoniste de la Compagnie, le P. Emond Auger? C'est lui qui, en 1566, réussit à faire établir dans le palais de Bernuy le collège de Toulouse, et son activité apostolique dans cette ville eut alors le plus grand succès¹. En 1569, il adressait aux catholiques toulousains une longue lettre d'encouragement qui fut imprimée sous le titre de *Sucre spirituel pour adoucir l'amertume des aigres malheurs de ce temps*². Or, le même Emond Auger, au moment où il allait quitter Lyon pour retourner à Toulouse en octobre 1568, avait reçu du roi et de Catherine l'ordre de suivre l'armée du duc d'Anjou³. Le provincial d'Aquitaine a donc été témoin des événements qui se déroulèrent en Poitou en 1569⁴ et dont notre texte nous donne un récit détaillé.

Assurément, cela ne suffit pas pour que nous affirmions que le P. Emond Auger et l'auteur des *Acta* ne sont qu'une seule et même personne. C'est donc sans nom d'auteur que nous publions ce texte à peu près inconnu, et qui n'a jamais été utilisé. Même anonyme, il mérite de prendre place dans notre littérature historique, comme un témoignage des efforts tentés par les catholiques pour ruiner l'œuvre des écrivains protestants, des Pierre de la Place et des Régnier de la Planche⁵.

Henri HAUSER.

Au lecteur pieux.

Ceux qui ont écrit l'histoire du royaume de France depuis ses origines offrent à notre admiration deux faits essentiels : la prospérité des rois, la fidélité du peuple. Et ces deux faits ont pour cause, de toute évidence, la piété traditionnelle des Français envers Dieu et l'Église. Les rois ont mérité jusqu'à ce jour, en ce qui touche la religion et le culte divin, les plus grands éloges. Preuve en soit, outre la sainteté même de leur vie, leur incroyable libéralité à l'égard du clergé. Nulle part peut-être dans tout le monde chrétien n'existent de plus grandes œuvres dues à des princes pieux : nulle part le clergé n'était plus heureux. Aussi,

1. Voy. dans Fouqueray, app. E, p. 658, une requête des chanoines de Toulouse du 1^{er} sept. 1566.

2. Lyon, 1570 (Baudrier, t. II, p. 125). Sommervogel, t. I, p. 637, dit qu'en 1569, Auger avait écrit cette lettre : « La ville de Toulouse la fit imprimer sous le titre de *Sucre spirituel*, la ville de Lyon la fit réimprimer l'année suivante. » Manque à la Bibliothèque nationale, et aussi aux collections de M. Baudrier.

3. Voy. la lettre d'Auger, du 8 oct. 1568, dans Fouqueray, p. 622.

4. Voy. sa lettre datée de Jarnac, 14 mars 1569, dans Fouqueray, app. H, p. 661.

5. Nous avons traduit ce texte intégralement, réserve faite de deux ou trois passages de rhétorique pure.

a-t-on pu dire de la France qu'elle était le paradis des clercs¹. D'autre part, l'amour des sujets et des hommes de tous les ordres pour leurs rois n'avait d'égal chez aucun autre peuple chrétien. La conséquence, c'est que les rois très chrétiens ont toujours été chez eux à l'abri de toute offense, et invincibles au dehors : Dieu récompensait leur piété et leur dévotion, les sujets défendaient avec zèle leur sûreté et leur honneur. Mais voici, dirait-on, qu'ils ont perdu ce lustre d'autrefois : les rois eux-mêmes, dans leur propre maison, sont exposés à tous les dangers par la perfidie des leurs ; les sujets ne sont plus soumis à Dieu et à leurs rois ; ils embrassent avec un tel entêtement les chimères de leur propre cerveau que, rejetant avec la foi toute piété et toute obéissance, ils semblent vouloir plutôt donner les lois que les recevoir ou les subir². Il faut bien qu'une si soudaine révolution ait quelque grande cause. Et l'on n'en peut imaginer d'autre que l'amour de cette nouvelle et fausse religion, pour laquelle on rejette l'antique et sainte foi. Voilà le seul fléau de la France, qui ruine la prospérité des rois, qui enlève le sens à leurs sujets. Couverts du spécieux prétexte de la religion, ils croient servir la cause de Dieu, tandis qu'ils font ouvertement la guerre à Dieu et à ses saints ; et enfin cette folie est cause que ce royaume de France, autrefois si florissant, sera pour la postérité un objet de dérision, un théâtre où le monde viendra chercher les châtiments et les exemples de l'hérésie et de l'impiété. Car la destinée de la France fera l'étonnement de l'avenir ; la fortune de ce royaume attirera les yeux et les pensées de tous ; et le désastre qui suivra cette perversion momentanée semblerait incroyable aux âges futurs, si les ruines de tant de villes, de châteaux, d'églises ne parlaient assez haut, si ne témoignait le malheur même de cette terre jadis illustre.

Les catholiques ont raison de penser que le récit de ces événements est nécessaire à l'Église, pour deux raisons : cet exemple frappant de la colère divine contiendra les hommes pieux dans le devoir, les mettra mieux en garde contre le zèle des novateurs ; ils posséderont un véritable exposé de cette lamentable tragédie, qu'ils pourront opposer aux mémoires des hérétiques. D'une part, les honnêtes gens, les gens de cœur s'accorderont volontiers à haïr et à fuir cette engeance qui, animée d'une fureur titanique et d'une rage pire que celle des fauves, se déchaîne contre toutes les choses sacrées et profanes ; d'autre part, les lecteurs de ce résumé auront l'avantage de pouvoir s'orienter avec plus de sécurité au milieu des œuvres que les écrivains

1. Nous n'avons pu retrouver la source de cette curieuse expression.

2. Cf. une lettre du P. Laynez, 27 mai 1561, citée par Fouquieray (*Hist. de la Compagnie de Jésus en France*, t. I, p. 263) : « Ce royaume qui depuis tant de siècles s'était montré si dévoué au service de Dieu et aux intérêts de l'Église... » D'ailleurs, la doctrine du parallélisme entre la fidélité spirituelle et la prospérité temporelle de la France se trouve dans la péroraison du discours prononcé par Laynez à Poissy.

répandent en faveur de l'impiété calvinienne. On verra clair dans bien des raisonnements dont les fourbes abusent les simples, leur faisant croire que c'est uniquement pour la cause de la religion que la France est actuellement bouleversée. Étrange évangile, qui a besoin de semblables arguments ! On se défendra aisément contre cette ruse, quand on sera muni de cette description sincère et sommaire. On y verra que les troubles et les séditions n'ont pas eu pour cause la religion, qui jamais ne s'est établie de cette manière ; ni la réformation, que l'Église n'a nullement confiée à de pareils chefs ; ni la tranquillité des consciences, qui ne s'obtient point par le meurtre et le pillage ; ni enfin, comme ils ont l'audace de s'en vanter, le salut du roi et du royaume ; ils ruinent si bien ce salut qu'il sera très difficile de le rétablir. Mais plutôt on verra d'autres desseins, celui d'opprimer le roi, d'occuper le royaume, de chasser les bons, de les faire périr par le crime et la cruauté. Mais on verra aussi leur façon d'agir, non celle dont se vantent ces beaux parleurs et qu'ils colorent du titre flatteur d'une juste défense ; mais telle qu'avant la naissance de l'Antéchrist les chrétiens n'en auront pas connu de pareille. Ce ne sont pas des crimes d'hommes, — car on n'y sent ni esprit ni raison, — mais rage de bêtes brutes, rage telle que si ressuscitait aujourd'hui Attila, ce fléau du monde, lui-même la dénoncerait. Cette rage inspire à l'empereur des Turcs tant d'aversion qu'il a refusé de recevoir en sa protection ce ramassis de scélérats¹ ; il a cru peu sûr d'admettre dans sa nation ces hommes qui pensent s'acquitter de leurs serments de fidélité quand ils déclarent permis tout ce qui leur plaît.

Actes des troubles de France depuis la mort du roi Henri, en 1559, jusqu'à la mémorable victoire remportée par Charles IX, en 1569, sur les rebelles ; qui peuvent passer pour un commentaire résumé de cette décade ; adressés par un personnage pieux et savant, témoin de cette lamentable catastrophe, à quelques catholiques allemands.

Vous me demandez, magnifiques seigneurs, de vous renseigner sur les événements qui, en ces temps douloureux, se sont passés dans notre France. J'écrirai donc ce que j'ai observé moi-même et ce qu'ont observé d'autres spectateurs de cette tragédie, ou ce que nous ont transmis des catholiques, partie de vive voix, partie par leurs écrits. Et je n'écrirai pas tout, mais je choisirai quelques détails entre beaucoup, ainsi qu'il convient à mes faibles talents d'écrivain et à la brièveté épistolaire. Je débiterai par la mort du roi Henri : de cette époque

1. Allusion à la lettre de Cucchius qui est imprimée à la fin des *Trophœa*. Cette lettre fait donc corps avec les *Acta* eux-mêmes et devait exister dans la première édition, — indépendante, — de cet ouvrage, si une telle édition a jamais existé.

datent tous ces affreux malheurs, qui ont reçu depuis des accroissements de plus en plus considérables et qui sont venus au dernier point.

Pendant qu'Henri était occupé à de très sérieuses guerres, l'hérésie de Calvin se mit à se glisser en tous sens, quoique d'une marche secrète, à travers la France. Le roi, l'ayant su, créa dans Paris un tribunal extraordinaire pour juger les hérétiques¹. Mais comme la guerre battait son plein, que le roi pensait avant tout à repousser l'ennemi, et qu'il s'était proclamé, — chose peu digne de lui², — défenseur de la liberté germanique, cette institution ne tarda pas à s'affaiblir et les hérétiques allemands à circuler librement par toute la France.

Quelques années plus tard, les calvinistes, expulsés par Marie, reine d'Angleterre, furent reçus dans le royaume, et le roi, obéissant à une funeste inspiration, leur permit de vivre comme ils avaient fait jusque-là en Angleterre³. Il y avait cependant des gens⁴ qui mettaient tout leur zèle à l'avertir que cette maladie intestine de l'hérésie croissait de jour en jour; qu'il y avait danger à ce que de Genève, cette sentine d'hommes perdus, les ministres de Satan vinssent en foule vers la France et que, comme un chancre qui ronge de place en place, ce mal finit par dévaster tout le royaume. C'est pourquoi Henri, après la perte de son armée à Saint-Quentin, fit la paix avec l'Espagnol : car il annonçait en même temps l'intention de consacrer tous ses efforts et toutes ses pensées à extirper du royaume les hérétiques⁵. Aucune paix en effet ne pouvait être pour la France, ni plus heureuse ni plus souhaitable, puisque l'on donnait en mariage à Philippe d'Autriche la fille

1. Voy. N. Weiss, *la Chambre ardente*, p. LXXI : vers le début de 1548. Elle fonctionne dès le 2 mai, et l'édit du 19 nov. 1549 (*Ibid.*, p. LXXII, n. 1) s'exprime ainsi : « Dès nostre nouvel advenement, ... nous aurions pour plus grand et prompt expédition... establi une chambre particulière en nostre Parlement à Paris... »

2. Notez que les *Acta* sont adressés aux catholiques allemands et que la question des Trois-Évêchés, même après 1559, était loin d'être considérée comme vidée. Dans la *Neue Zeitung von Franckreich* de 1568 (Lb³³ 411, titre mal traduit au *Catalogue*), on dit que l'occasion est favorable de reprendre Metz, occasion manquée cinq ans auparavant.

3. Ce passage doit faire allusion à l'asile que la France offrit aux rebelles anglais après l'avènement de Mary. Voy. les réclamations de cette dernière dans son *Calendar*, p. 221 (8 avril 1556), p. 222 (12 avril; ces rebelles ont été reçus secrètement par le roi, qui a donné de l'argent à Dudley), p. 244, 261, 272 (29 oct., Dudley et les autres membres de la bande sont maintenant à Paris, et Wotton apprend que le roi a été très bon pour lui). Voy. surtout (p. 276) cette lettre datée de Poissy, 30 nov. : Dudley continue ses menées à Calais; il a des intelligences secrètes avec quelques marchands de cette ville qui n'aiment pas la façon de religion actuellement suivie en Angleterre.

4. Allusion au cardinal de Lorraine (*Hist. eccl.*, t. I, p. 136, 1557) : « Il feit tant que le roy, persuadé... », consentit à l'établissement de l'Inquisition.

5. Voy. *la Place*, éd. Buchon, p. 13.

du roi, Élisabeth, et à Philibert de Savoie sa fille Marguerite. Tout faisait espérer joie et bonheur, mais les destins en décidèrent autrement : au milieu même des pompes nuptiales, le roi fut blessé en courant une lance contre de Lorges (Mongommery, capitaine des gardes, que les calvinistes appellent leur grand protecteur) et peu après mourut de sa blessure.

François II lui succéda. Dès le début de son règne il condamna à mort tous ceux qui, sous prétexte de religion, avaient osé tenir des assemblées défendues par les antiques coutumes et les lois du royaume. Sans retard, le Parlement de Paris fit brûler le conseiller Anne du Bourg, Auvergnat, violateur de l'édit du roi¹. Mais en mars 1560, plusieurs conjurés, que leur propre perversité et la sévérité des édits avaient armés contre le roi, furent décapités; d'autres furent pris à Amboise quand le roi y fut venu et jetés dans la Loire². François de Vendôme, personnage de haute noblesse, arrêté à Paris, mourut dans sa prison le 30 septembre³.

Louis de Bourbon-Condé, le chef des conjurés, est jeté en prison à Orléans, où les États du royaume se tenaient à cause des affaires religieuses. Au moment où il était absorbé par ces soucis, François, atteint d'une maladie subite, meurt le 5 décembre, au grand dam de la France. Car ce tout jeune roi avait reçu une excellente éducation et, dès ses plus tendres années, il promettait de devenir un prince très chrétien. Après lui Charles-Maximilien, qui règne aujourd'hui sous le nom de Charles IX, monta sur le trône à onze ans; mais le gouvernement du royaume fut remis à Catherine de Médicis, reine-mère, qui s'adjoignit Antoine de Bourbon, roi de Navarre; de ce jour, la France passa du bonheur suprême à l'extrême calamité. Car aussitôt Louis de Condé fut mis hors de prison et déclaré innocent; il se mit à défendre ouvertement la cause des hérétiques et, avec l'aide des frères

1. C'est-à-dire de l'édit de Châteaubriant. Du Bourg, condamné le 24 oct., fut dégradé le 20 nov., supplicié le 23 déc.

2. La Renaudie est tué le 18 mars. Sur la répression, voy. *Hist. eccl.*, t. I, p. 304, ou plutôt la Planche, que ce texte suit.

3. Le vidame de Chartres. Le bruit de cette mort était controuvé. François de Vendôme ne mourut que le 22 décembre 1560, après avoir testé le 18 (L. de Bastard d'Estang, *Vie de Jean de Ferrières*). — Même au lendemain d'Amboise, on doutait de cette mort, puisque, dans la *Briève exposition de la paincture...*, qui doit être de mai-juin (*Mém. Condé*, t. II, p. 655), on lit : « Le vidame de Chartres prisonnier, lequel se monstre en partie dehors et en partie en dedans la porte pour ce que aucuns disent qu'il est mort en prison et autres en liberté. » Bruslard (*Ibid.*, t. I, p. 15) dit simplement : « Le 29^e d'aoust 1560, M. le vidame de Chartres fust, par commandement du Roy, envoyé à la Bastille... » — Par une erreur inverse de celle que commet notre texte, l'*Histoire généalogique* le fait vivre jusqu'au 7 déc. 1562. — Dès le 13 juin 1561, le Parlement (*Mém. Condé*, t. II, p. 391, et lettre de Chantonnay du 1^{er} juill., p. 13) a donné arrêt absolu pour Condé « et deffunct Messire le vidame de Chartres ».

de Chastillon, à espérer l'usurpation du trône. Les Chastillon, en raison des dignités dont chacun d'eux était revêtu, jouissaient d'un très grand pouvoir et d'une très grande réputation : Odet était évêque et se parait de son titre de cardinal¹ (lorsqu'il eut été destitué de ses dignités, son effigie fut brûlée publiquement à Rome par ordre de Pie IV). Le second, Claude (*sic*), était amiral de France. Le troisième, Andelot, était, comme colonel général, un objet de respect pour tous les Français. Puis d'autres s'y ajoutèrent : la Rochefoucauld, Portien, Lorges et de nombreux chevaliers, ouvertement en révolte contre le royaume de France, animés d'une violente haine contre la famille des Guises qui, sous les règnes de Henri et de François son fils, avaient joui à la cour d'une grande faveur. Marie Stuart, l'honneur de son sexe, reine d'Écosse et nièce des Guises, avait été épousée par François. Après la mort du roi, son mari, elle rentra dans sa patrie; elle y subit mille adversités, jusqu'à être mise en prison par ses propres sujets; mais, toute femme qu'elle était, elle sut montrer tout ce qu'il y avait dans la maison de Guise de zèle pour la religion et de constance.

(Sera continué.)

1. Sorbin (Cimber, t. VIII, p. 271 et suiv.) : « Portant, tout hérétique qu'il estoit, sa robe et bonnet rouge, son rochet et camail... » Suivi par Brantôme, t. IX, p. 680. Voy. *Annales ecclesiastici*, t. XXXIV, p. 172, 375, 376. La bulle de déposition est du 31 mai 1563.

FANCAN ET RICHELIEU.

(Suite et fin¹.)

VIII.

AVIS SUR LE CHOIX DU PREMIER PRESIDENT DU PARLEMENT

(un peu après le 16 mars 1627).

(Arch. des Aff. étr., France 787, fol. 30.)

Rien ne relève tant la reputation du souverain que de promouvoir des personnes bien censées et de bonne renommée dans l'administration des charges publiques d'autant que l'heur de gouvernement despend particulièrement du sage choix des hommes, estant impossible de faire reussir aucune chose avantageusement sinon par l'entremise de gens capables de les conduire et qui de plus aient encore les sentimens propres pour cela.

Dans la corruption du temps present, ce n'est pas un choix de peu d'importance que celui que le Roy et MM. ses ministres feront pour remplir la place vacante de la premiere presidence du parlement de Paris, qui est la cour des pairs, le modelle des autres parlemens et le principal apuy de l'Estat.

Il y a long temps que le parlement de Paris a besoin d'un bon chef, capable de porter hautement les choses bonnes et qui puisse hurter puissamment celles qui seroient pour donner des atteintes à l'autorité royale. En telle rencontre on peut dire, par exemple, que le feu president de Harlay a esté un des principaux instrument qui a destruy les effectz de la Ligue et qui a aydé à sauver la monarchie, laquelle court hazard d'estre encore envelopée dans les mesmes pieges, sy le malheur voloit qu'il arriva faute de Saint Honoré par mort ou par disgrace.

Pour revenir à ce choix, qui prendroit une personne hors du Parlement, ce seroit offencer le corps qui est rempli d'hommes de grandes qualitez. Le president d'Osembray est très homme de bien, le president Le Jay personnage de tres bon sens, le president de Believre d'entiere probité et le president de Mesme d'eminent savoir.

Sy le Roy donne la premiere presidence à M. d'Osembray, peu de gens en murmureront. Il est dans l'ordre de l'alphabet cest-a-dire le plus antien et l'esperance d'y parvenir restera aux autres, mais le Par-

1. Voir *Revue historique*, t. CVII, p. 59 et 310.

lement n'en sera pas plus relevé ny le publiq secouru, n'estant autrement capable de soutenir ny de faire une grande action.

Sy on y met le president Le Jay, qui est plus capable de la politique et qui a le bruit de n'estre de grande litterature, le barreau ne sera pas content de ce choix, outre que les presidents de Believre et de Mesme luy seront furieusement contraires, lesquels sont tous deux très puissants dans la compagnie, l'un parmi les gens de probité et l'autre de lettres.

Sy S. M. y promouve le president de Believre, le choix ne sera desagreable ny aux enquestes, ny au parquet, ny au publiq, son intégrité estant reconue par tout, mais sa lenteur semble en quelque chose contraire pour efficacement agir dans les rencontres des affaires importantes.

Sy on remplit la place de la personne du president de Mesme, les antiens presidents se piqueront de ce qu'on aura sauté par dessus eux pour prendre le plus jeune à leur prejudice, mais il est certain que les gens de lettres applaudiront sa promotion comme le plus savant de tous, nourri dans l'intelligence du Palais et dans les bonnes maximes et très puissant soit pour soutenir, soit pour faire une grande action. Reste de s'en asseurer.

Recapitulant tout ce que dessus, on peut conclure que, sy on s'arreste à ne vouloir mescontenter MM. les presidents, la promotion de M. d'Osembray semble estre la plus faisable, mais la chose publique n'en ira pas autrement mieux, et dira-t-on que Saint Honoré l'aura fait nommer par faveur comme son allié, sans avoir esgard à la portée de son esprit et à son indisposition.

Que sy le Roy et MM. ses ministres desirent faire connoistre qu'ilz veulent particulièrement jeter les yeux sur les personnes de probité, et donner quant et quant quelque esperance aux bons François que l'on ne veut abandonner le salut publiq, il n'y a point de doute que la promotion de M. de Believre sera universellement mieux receue, plus glorieux pour ceux qui le feront, plus utile au bien de l'Estat, estant tenu pour incorruptible, bon justicier, hors de toutes factions, qui ne souffrira aucune sordidité dans le Palais et surtout qui vivra dans la candeur et dans la reconnaissance de ceux qui l'auront obligé.

Il semble donc dans ces rencontres et pour aller au plus seur qu'il n'y a que M. d'Osembray et de Believre que l'on puisse promouvoir à la premiere presidence avec moins de mescontentement et plus d'aplaudissement. Reste à dire que y mettant le president d'Osembray on ne fera ni bien ni mal, et en y eslevant le president de Believre, le Roy y aura honte, Saint Honoré en sera loué, le Parlement edifié et le publiq bien servi.

Que ci le Roy avoit agreable d'employer le president Le Jay, il serviroit plus utilement au seau qu'en toute autre charge, d'autant qu'il est homme de bon sens et d'action, et semble mesme que S. M. feroit un coup de grand maistre pour le bien de son Estat d'oster les sceaux

d'où ils sont, en mesme temps qu'il fera un bon premier president et ensuite commander à M. le procureur general de prendre la presidence de celui qui montera, faire recompenser au lieutenant civil la charge de procureur general et celle de lieutenant civil par quelque autre bien affectionné à la France, quoy faisant Saint Honoré aquereroit tout à la fois de puissantz amis et de plus ce seroit un souverain expedient pour renverser en un moment tous les dessins de la caballe estrangere et un acheminement très grand pour remettre dans peu de temps les affaires de S. M. et du public.

IX.

AVIS A RICHELIEU

(entre le 16 mars et septembre 1627¹).

(Arch. des Aff. étr., France 787, fol. 23.)

Estant necessaire de connoistre l'origine des desordres de la France pour sagement y remedier, il faut demeurer d'accord qu'ils procedent tous des guerres civiles dans lesquelles les estrangeres inductions ont jetté les François, ce qui a mis le Roy et ses sujetz de la campagne en l'extrême necessité ou ilz sont à present, en suite de quoy il n'y a aujourd'huy partye de l'Estat qui soit saine, tout estant alteré par les diverses factions qui ont corrompu non seulement les lois de la monarchie, mais encore les espritz, et tout cela par un abandon general que l'on a fait durant quelques années des maximes solides du gouvernement.

De plus, qui aprofondira la disposition presente du royaume, il trouvera que tous les corps des communautez sont malcontentz, la Sorbonne, les Parlements, les Universitez, les officiers et la plupart des grands, pareillement les princes du sang esloignez de la cour, OO en jalousie d'Herman et en assez mauvaise inteligence avec H², les ministres de l'Estat peu amis, peu unis en leurs sentimentz et une bonne partye d'iceux assez incapables de leurs charges, tous les bons François estonnez, les catholiques ligueurs comme aussy tous les huguenots entierement ulcerez et les peuples incertains si la paix subsistera ou s'ilz retomberont en guerre. Ainsy de tous cottés les desordres sont visibles et pressans. Voilà pour ce qui regarde le dedans.

Qui considerera le deshors, il trouvera que nous ne sommes pas

1. Date de la mort du premier président Nicolas de Verdun et de la nomination de son successeur Osembray. Cette pièce ne porte aucune indication chronologique. Elle est classée en 1627. C'est avec cette date qu'elle figure dans l'inventaire de Keikelhaus, n° 334.

2. Ou P? La lettre, quelle qu'elle soit, a été barrée.

mieux. Chacun sait ce que le Roi a fait pour le Saint Siege et combien il a relâché pour lui complaire. Nonobstant tout cela, Saint Honoré n'est pas bien avec le Pape et S. S. n'est pas bien satisfaite de nous.

Encore que dans les necessitez d'Espagne, la France n'aye voulu prendre ces avantages pour ne rompre entierement avec les Espagnolz, pour toutz noz bienfaits, ilz n'ont pas d'envy de mieux vivre avec nous et ne sont pas contentz de nous.

Venise n'est pas aussy content de nous, ny le duc de Savoye, ny Gennes. L'infante n'a nulle inclination pour cette couronne, ny le duc de Lorraine non plus, quelque grande obligation que sa maison aye à cest Estat.

L'Empereur ne nous ayme point, encore que la France l'aye aidé à se relever de sa totale ruine.

La ligue catholique d'Allemagne n'a aucune bonne volonté pour nous et nous garde une dent en temps et lieu.

L'Angleterre est très mal avec la France et les Holandois semblent se vouloir accorder à nostre prejudice.

Tous les princes protestans et les villes anseatiques se plaignent de ce que nous les avons abandonnez au lieu de les secourir et de ce que on a rompu les anciennes alliances que la France avoit avec eux.

Gabor s'est accommodé avec l'Empereur voiant qu'il ne pouvoit rien esperer des François et le Roy du Dannemarc fera de mesme au premier jour s'il n'est assisté plus puissamment que par le passé. Ainsy cette couronne est mal avec tous et n'est bien avec personne. Voilà l'estat du dehors.

Or, de penser que la France puisse subsister estant reduitte en extremes necessité, plaine de mescontentz et abandonnée d'alliés, il est certain qu'elle ne le sauroit faire, et tous ces malheurs ne lui sont survenuz que pour avoir trop vacillé en ses resolutions à prendre parti et pour avoir un peu trop presté l'oreille aux advis du Saint Siege, estant à remarquer sur ce point que, tant que la France, au fait du gouvernement politiq, prendra pour la conduite de ses affaires la bousole de la chambre de la propagation de la foy, asseurement elles eschouront et feront naufrages, d'autant que l'institution de lad. chambre n'est en partye que pour faire passer plus subtilement les interestz du Saint Siege soubz le voile de conscience, et affin que Rome ne surprenne sy facilement les esprits des François, il est bon encore de noter que la monarchie du Pape consiste en grande partye à faire redresser ses interestz dans le pretexte de la religion, et celle de France depend de porter hautement l'autorité royale à maintenir les lois de l'Estat et les libertés de l'Eglise gallicane.

Il faut encore considerer que les caballes plus dangereuses ne sont pas celles que les François font d'eux mesmes, mais bien celles que Rome et Espagne font parmi nous à diverses fins, assavoir le Pape

pour introduire puissamment son autorité et le roy Philipe en fomentant des preparatifz à nos divisions; pour exemple, le Saint Siege ne pense qu'à s'establir dans l'Alemagne et Angleterre, qu'à nous porter à ruiner les Huguenots, affoiblir les parlements et à establir un conseil de conscience près du Roy, par le moyen duquel il puisse exclurre et introduire telles personnes qu'il voudra, et ainsy, soubz pretexte de religion, gouverner toutes choses au pied de ses interestz, sans se soucier, non plus qu'Espagne, des dommages qui en peut arriver au Roy et à la France, et le roy Philippe n'a l'œil apresent qu'à nourrir les espritz des Anglois en aigreur contre les François et de reduire les affaires à la necessité de sieger (*sic*) la Rochelle, affin que de noz guerres civiles il puisse tirer ses avantages et renverser le dessin du restablissement de notre navigation, à quoy il sait que beaucoup de malcontentz contribueront encore volontiers de leur cotté, partant c'est aux François à prevoir les pieges que l'on nous dresse et à faire connoistre hardiment que nous savons separer les interestz de l'Estat d'avec la religion, sans confondre et reduire, comme on fait aujourd'hui, toute chose en cas de conscience au grand prejudice de ce royaume.

Or, dans l'occurence de toutes ces questions et dans la rencontre où se trouve apresent la France d'estre quasi mal avec tous ses voisins, il semble qu'il est grand temps que Saint Honoré se resoude ou d'espouser tout à fait les interestz de Rome, apuiant le parti des catholiques bigots, ou qu'il embrasse à bon escient celui des catholiques royaux avec les interestz de la couronne.

De ces deux partys, le premier est prejudiciable au repos du royaume et à l'autorité du Roy, d'autant que Rome, de la façon qu'elle agit pour l'heure, ne butte qu'à establir sa monarchie, laquelle elle accroist tous les jours, sous pretexte de religion, aprouvant et rejetant les choses parmi nous, selon qu'elle prevoit lui estre prejudiciables ou avantageuses, et tout ministre sera blasmé de ne prevoir les inconveniens qui peuvent arriver à la fin à cette couronne soubz telz specieux stratagemes et encore plus d'abandonner les interetz de son prince pour proteger ceux d'autrui.

Quant au parti des bons François, il est sans hazard et tout plain de gloire, c'est celui des gens de bien qui savent aimer leur religion, leur Roy et leur patrie conjointement, dans lequel nul ne peut perir qu'avec l'Estat et ou chacun se peut rendre recommandable, quand par prudence, fidelité et courage il conserve son prince et sa patrie contre ceux qui, pour leurs seuls interestz, imbuent les François de fauces maximes par le moyen desquelles ils nous font abandonner nostre propre conservation et celle de nos alliés.

Voilà ce qui se peut succinctement représenter en l'estat present des affaires de ce royaume, et d'autant que la premiere maxime de la prudence politique est non de vaciller, mais de prendre genereuse-

ment parti dans les rencontres des diverses factions, il semble que Saint Honoré ne peut faillir d'apuiier celui des bons François, qui est veritablement celui du Roy et de l'Estat.

Or, pour faire un coup qui porte esclat et qui releve promptement la reputation de cette monarchie, il faudroit que le Roy se resolust d'aller du blanc au noir, c'est à dire de prendre le contrepied des voyes que la France a tenu depuis le deced de Henri IV et, pour cest effet, reprendre en bon escient les erres du deffunt Roy son pere, remettant les choses à peu prez en mesme assiette qu'elles estoient de son vivant, particulierement pour ce qui regarde les alliances de cest Estat, et surtout enjoindre au Parlement de hurter puissamment tout ce qui choquera tant soit peu l'autorité royalle.

Et d'autant que les parolles ne sont que vent si les effets ne s'en ensuivent et qu'il est imposible de faire rien reussir sy on n'est secondé de personnes de mesmes sentiments et volontés, Saint Honoré doit au plustost fortifier le conseil de personnes qui lui soient confidentes et nourries de longue main dans les bonnes maximes, par le moyen desquelles il puisse faire executer tout ce qui sera jugé necessaire pour le bien de l'Estat et par leur aide renverser les dessins formez de la caballe en destruisant les fondemens du mal qu'elle a jetté dans les esprits du peuple et dans le royaume, qui n'est pas un petit œuvre et toutesfois très facile à faire reussir, pourveu qu'on y marche de bon pied et avec les precautions necessaires.

Pour ce qui est du conseil, Saint Honoré se doit fortifier de deux facons, assavoir en l'augmentant et en abaissant ceux qui lui sont contraires. Pour humilier Sanguin qui est hay de tous, on pourroit rappeler Cirus, contre lequel peu de gens ont aversion, et, pour reculer Tiroir, il faudroit le faire preceder par quelqu'un plus antien que lui et, pour faire approuver l'introduction de quelqu'un, faut prendre le pretexte que ce n'est que pour un temps, affin d'entretenir les Marabaiz au service du Roy et leur donner confiance que S. M. les veut employer toutesfois et quantes qu'il s'en trouvera quelques-uns de fidelles et capables.

Cela fait, il faut puissamment travailler à la paix du dedans, faire entendre aux ecclesiastiques la necessité d'icelle, oster le plus que faire se pourra les sujetz de defiance aux Huguenotz, affin de tant mieux disposer les choses au repos publiq, estant à noter que, sans la paix, il est imposible de restablir ny les affaires du dedans, ny de pourvoir à celles du dehors et en vain sans cela travaillera on à faire reussir aucune action utile ni genereuse, tenir la main à l'execution des edits de pacification, enjoindre aux parlements et aux gouverneurs de provinces d'y avoir l'œil.

Commencer à accoustumer Rome à souffrir que le Roy, pour le restablisement de ses affaires, coupe, rongne, aproche, esloingne, desmette et change dans son Estat tout ce qu'il jugera necessaire pour

l'avantage de sa couronne, union de ses sujets et entretien de ses alliés.

Ne s'amuser à contester avec le Saint Siege, ains oposer simplement les loix du royaume à toutes les nouveautés ou entreprises de Rome et laisser agir les parlements pour l'exécution.

Ne pratiquer aucune voye lache et trainante quand il est question du bien de l'Estat et de deffendre les loix d'iceluy. Venise a hürté Rome en la conservation de l'autorité de la Republique sans que le Saint Siege puisse dire qu'elle soit pour cela heretique. La France peut faire de mesme, voire faire conoistre en se deffendant qu'elle a reellement et d'effet plus de religion et de pieté que ceux qui le voudroient accuser.

Tesmoigner au Saint Siege toute sorte de respect, mais faire conoistre à Mr^s ses nonces une extresme jalousie de ne plus souffrir qu'il soit donné la moindre atteinte du monde contre l'autorité royalle et les loix de la monarchie.

Dire aux Jésuites qu'on les aime tous en particulier, mais qu'on n'approuve ny leurs maximes, ny leurs procedures, tenir aussy ce mesme langage à tous les couvents nouveaux qui s'entremeslent trop dans les affaires du siecle et ainsy reprimander un chescun avec des termes de bienveillance, lesquelz neanmoins ne laisseront de donner crainte et advis de se contenir en devoir.

Deffendre au grand prevost de l'hostel de laisser entrer dans le Louvre aucun religieux, sinon ceux que le Roy appellera et desquelz S. M. se voudra servir et par un mesme ordre travailler à les renfermer tous dans leurs cloistres.....

Tenir promptement la main à ce que Spadacini¹ ne fasse reussir aucune affaire de tout ce qu'il entreprendra de negotier en cette cour et, quoy qu'il y en puisse avoir de très justes, les remettre à son successeur, affin de le contraindre à s'en retourner avec confusion pour ses violences passées.

Les parlements estans les plus seures colonnes de l'Estat, Saint Honoré doit tenir pour principale maxime de se bien mettre avec eux, pour cest effet les bien accueillir et favoriser le plus qu'il pourra, leur faire savoir ses bons sentimens aux affaires publiques et s'estudier d'acquérir en chaque parlement un amy, voire en chaque chambre, s'il est possible.

Avoir soing de mettre pour premier president² du Parlement de Paris une personne confidante, nourrie aux bonnes maximes et puissante pour opiner hautement les affaires du Roy et de l'Estat contre les entreprises estrangeres et surtout empescher que la caballe n'y mette un homme choisy de sa main.

1. Le nonce Spada.

2. En face de la ligne qui renferme les mots *Sanguin* et *Cirus*, on lit en marge : *Force*.

Se remettre bien dans la Sorbone et avec l'Université, apuier ceux qui sont de bonnes mœurs et de saine doctrine et qui ont les sentimens à la conservation de l'autorité royale, les promouvoir aux chaizes (sic)¹ et dans les charges.

Faire gratifier de pensions secretes une demye douzaine des principaux du clergé, affin de les contenir et ramener au point que l'on desirera pour le bien des affaires du royaume, mettre un confesseur près de S. M. autre que jesuite, bon ecclesiastique, instruit aux bonnes maximes ou quelques religieux des ordres dont les chefs sont residents en France.....

Mettre les affaires etrangeres es mains d'un homme qui les entende et qui ayt pareillement les sentimens portés au bien de l'Estat.

Avoir l'œil sur ceux qui aprochent Monsieur et d'autre cotté luy donner le plus que faire se pourra tout sujet de contentement licite.....

Franchir le saut à l'alliance avec l'Angleterre², telle que l'avoit Henri IV approuvée par le feu cardinal d'Ossat et telle que la France l'a encore aujourd'hui avec les Estats de Holande, puisqu'elles sont toutes deux esgallement necessaires pour le bien de ce royaume.

Et, affin de mieux faciliter le restablissement de la navigation de France, faudroit proposer par lad. ligue un dessin soit imaginaire ou reel entre les roys de France, de la Grande Bretagne, de Dannemarc, de Suede et les Holandois pour conjointement aller attaquer le roy d'Espagne dans les Indes, et, soubz ce pretexte ou autrement, S. M. se pourroit fortifier bien aisement de tout ce qui lui sera necessaire pour la marine.

Resoudre, si faire se peut la ligue d'Angleterre, par l'advise et consentement de Bourgeois, affin de le destacher des inteligences qu'il a avec la Chambre de *propaganda fide* et l'engager quant et quant à soustenir la necessité de lad. ligue et mesme celle de la paix du dedans.

Rabattre l'orgueil de Cacofin, qui seul est aujourd'hui capable de nouer partye et de la conduire, l'exemple d'un grand ayant plus de force pour contenir les brouillons en devoir que le chastiment de mille petits.

Ne promouvoir d'un an ou deux aucun François au cardinalat affin de tenir Rome et les prelates de ce royaume en devoir, outre que c'est la seureté de Saint Honoré et le moyen de se rendre plus considerable dans le royaume et à Rome mesme.

Empescher tout doucement que l'on ne batisse plus de nouveaux monasteres ny que les Jesuites establisent davantage de colleges dans le royaume, la multiplicité des estudiants ruinant le trafic et les armes.

1. *Lisez* : chaires.

2. *En marge* : Gay [Le Jay]. De Mesme.

Reculer accortement des emplois tous ceux qui sont soupçonnez estre de la chambre de la Propagation sans en faire néanmoins conoistre le sujet, estant à considerer que les principaux vents qui mettent la France en tourmente procedent de ces gens là comme emissaires de la faction estrangere.

Et, d'autant que la cabale estrangere est plaine de subtilité et prevoiance, il ne lui faut donner loisir de s'establir davantage, en ce que par le temps elle nous sape tousjours, n'ayant jamais esté renversée que par les soudaines hourvaries des François, lesquels par leurs changemens subits ont continuellement fait perdre l'escrime et rompre la trame de tous les dessins de lad. faction, c'est pourquoi, considerant que cette caballe est aujourd'hui très grande et que son plus fort apuy consiste en la personne de Sanguin, il semble que le plus court et seur chemin de la ruiner seroit d'oster Sanguin tout à coup, soit en rapellant Cirus, soit en établissant un autre en la place. Ce faisant, Saint Honoré remettrait la caballe à son alphabet et auroit tout loisir de restablir les choses à sa commodité. S'il ne le fait de la sorte, il court hazard que tous ses labeurs seront vains, ses dessins tousjours traversez et son mal continuel.

Et, pour donner un prompt sujet d'entretienement aux esprits de la cour et des Parisiens, Saint Honoré doit proposer de faire la place devant le Louvre en razant une partie des Petit-Bourbon et le logis où est le grand conseil, tout cela coustera fort peu, servira de grand embellissement et commodité à l'abord de la maison du Roy et, cependant que l'on parlera de ce dessin à l'honneur de Saint Honoré, cela divertira les mauvais discours que ses ennemis sement contre lui parmi le peuple.

X.

AVIS AU ROI

(entre le 16 mars et septembre 1627⁴).

(Arch. des Aff. étr., France 787, fol. 22.)

Ce qui a reduit la France au point où elle est aujourd'hui ne provient d'autre chose que d'avoir donné trop de credit à ceux qui, soubz aparence de religion, ont embarassé la religion et l'Estat tout ensemble, avec telle confusion que, s'il n'y est bien tost pourveu, on arrivera à tard pour y apporter les remedes necessaires.

Pour ruiner cette caballe qui infatue les sujets du Roy de fauces maximes contraires au bien et repos du royaume et qui empesche que

1. *En marge* : La ligue doit estre offensive et deffensive entre la France, Angleterre et Holande pour hurter Espagne.

S. M. ny son conseil ne peuvent prendre ny executer aucun advis salutaire, il faudroit premierement que Saint Honoré, dans un prudent concert, eust pris une ferme resolution de la vouloir dissiper, puis aussy tost commencer à faire clairement connoistre à Leurs Majestez quelle est cette caballe, les biaiz qu'elle tient pour s'introduire et autoriser, les mauvais effetz qu'elle produit, le tout au destriment de ses affaires et à l'avantage de l'estranger.

Le Roy et la Royne sa mere seulz estans deuement esclairez et instruis des menées et desportemens de lad. caballe, il faut que Leurs Majestez trouvent bon d'esloingner peu à peu d'auprès d'elles les principaux de ceux qui sont reconus pour agentz et supotz d'icelle et introduire en leur place des bons François de probité reconue.

Dissiper accortement la chambre de la Propagation de la foy qui est establee en France et dans Paris au desceu du publiq. Pour en venir aisement à bout, ne la faut hurter de plain sault, mais peu à peu, en refusant tout ce qu'elle demandera et recullant des employs tous ceux qui en sont les supotz, d'autant que c'est par l'entremise d'iceux et soubz pretexte du tiltre de lad. chambre que tous les dessins de la caballe estrangere sont escoutez et executez, outre que c'est une secrette et dangereuse inquisition qui persecute les serviteurs du Roy, les descredite soubz ombre de pieté et, soubz le mesme voile, ruinent et traversent toutes les bonnes affaires et tous les bons dessins qui se pourroient faire pour l'Estat.

Gagner ceux qui se sont mis dans lad. Propagation non par conscience et foiblesse, mais pour leurs seulz interests et pour s'avancer, telz gens estans faciles à retirer, il faut laisser les autres et les faire observer seulement.

Reduire les Jesuites à prier Dieu et à fermer leurs coleges, ainsy que les Estatz generaux de la Polongne ont fait depuis peu pour leur dangereuse doctrine, outre que le grand nombre des estudians introduit la faineantise, ruinent le trafic, le trop de coleges ne servant qu'à faire des pepinieres de pauvres pretres, de religieux, d'avocat, de procureurs, nothaires, chicaneurs, solliciteurs, sergens, le nombre excessif desquelz retourne à la foule du peuple et diminution des forces du royaume qui seroient plus utiles d'estre employez aux armes, à la navigation, à la marchandise et au labourage, estant de plus à noter que ceux qui ont l'instruction de la jeunesse peuvent en cinquante ans faire changer les peuples. C'est pourquoi les souverains ont grand interest de prendre garde à ce que leurs sujets ne soient imbuz d'autres maximes que celles qu'il veut qu'on leur enseigne et non à la discretion des estrangers, lesquelz gattent aujourd'hui toute la France par l'introduction de leurs nouveautez.

Apuier la vieille Sorbonne tant celebre par la Crestienté, aux bons docteurs d'icelle leur procurer les chaises (*sic*) publiques, les avances aux charges et laisser comme indifferentz ceux qui sont de sentimens

et de faction contraire, cette procedure en fera revenir la plupart avec les autres et sans bruit.

Donner à M. le Nonce un autre logis que celui de Clugny, à cause de sa proximité à la Sorbonne, et le loger à l'ostel de Sens ou de quelque lieu esloigné.

Faire observer l'ordonnance de l'assemblée des notables touchant la deffense de voir les ambassadeurs ny led. s^r Nonce sans permission particuliere de S. M. et ainsi que la Republique de Venise le pratique en ses Estatz.

Introduire un autre confesseur près de Leurs Majestez, quand ce ne seroit que pour donner crainte à la caballe, luy faire sentir qu'on la connoist et qu'on ne se fie d'elle, mettre un bon chartreux en cette place ou quelque autre religieux dont les chefs de l'ordre soient residents en France.

Mettre les affaires etrangeres es mains d'une personne qui en aye la connoissance et les sentimens propres pour les conduire au bien de l'Estat.

Pour executer la plupart de ce que dessus, faut laisser agir les parlementz sans que le Roy s'en mesle, et, pour cest effet, S. M. doit surtout remplir la place de premier president de Paris d'une personne de bonne odeur au publiq, capable de maintenir les droitz de la couronne et nourry dans les anciennes maximes de l'Estat, comme aussy remettre les sceaux es mains d'une personne qui aye les mesmes sentimens et qualitez susd., affin que le cours de la justice ne soit traversé.

Et d'autant qu'il y a peu d'espritz qui se portent naturellement et genereusement aux bonnes choses, la plupart se laissant aller selon le cours où ilz pensent trouver leurs interestz, l'unique moyen de contenir tels espritz et de les ramener au bien seroit de ne donner doresnavant aucun employ ny commission à ceux qui sont notoirement reconus pour fauteurs et affides de lad. caballe, cette pratique fera faire aux corrompus les choses bonnes, tout ainsy qu'ils font quelquefois les mauvaises contre leur propre sentiment.

Ne faut hurter la caballe avec timidité, d'autant qu'elle en prendroit ses avantages par conseil et pratique, mais avec justice et generosité, lui donnant de la terreur et de l'aprehension et pis, si elle ne se content dans le devoir et dans l'obeissance qu'elle doit au Roy et à sa patrie, par cette voye on la rangera facilement à la raison, le proverbe estant veritable *timentibus leo, audentibus lepus*.

XI.

ORDRE POUR UN MINISTRE D'ESTAT¹.(Arch. des Aff. étr., France 801², fol. 255.)

Tout ministre d'Estat, pour se rendre recommandable et faciliter l'expedition des affaires, doit estre curieux de s'asujettir entierement dans l'ordre et pour cest effet partager reglement les heures du jour selon les despendances de sa charge. Ce faisant, il mesnagera son repos, le Roy et le publiq en seront mieux servi et evitera les importunitiez et mescontentemens des particuliers, en ce que ceux qui auront à faire à lui estans accoustumez aux heures de son ordre ilz s'y assujettiront et ne perdront le temps en vaines attentes, ce qui cause ordinairement les plaintes et mescontentemens contre les ministres.

Les soirs ne doit voir personne, sinon quelques siens familiers et domestiques et, avant se coucher, doit faire lire les lettres et resoudre les responcez pour les signer le lendemain matin.

Après l'expedition des despesches, il doit tous les matins lire l'agenda des affaires qui concernent le service de Roy et de son Estat.

Ayant pourveu aux susd. affaires, s'il a du loisir, il doit pourvoir à celles des particuliers les plus pressantes, dont il tiendra aussy un agenda à part, affin que l'oubli ne donne sujet de plaintes à ceux qui sont recommandables, à quoy le ministre doit prendre garde le plus qu'il lui sera possible.

Pour l'effet que dessus, s'accoustumera de tenir deux memorialz journaliers d'une main de papier chacun, dans lesquels il escrira ou fera escrire toutes les affaires qui se presenteront des natures susd. durant le moys, à la fin duquel il fera des nouveaux memorialz et resserrera les vieux qui serviront pour y avoir quelquesfois recours et se rafreschir la memoire des choses passées et quelquesfois oubliées, qui est une pratique de grande consideration à un ministre.

Il doit aussy accoustumer les poursuivans à bailler leurs demandes par escrit, lesquelles le ministre examinera le lendemain et mettra la responce et apostile que lesd. poursuivans retireront de celui qui sera commis pour les rendre.

Pour eviter confusion, celui qui aura cette charge mettra tous les memorialz ou requetes par ordre de l'alphabet, selon la lettre du surnom du poursuivant, pour y avoir recours à point nommé.

1. Dates de la mort de Nicolas de Verdun, premier président du parlement, et de la nomination de son successeur, Osembray. M. Wiens place la composition de cette pièce, comme de la précédente, en février ou mars. Elle n'est accompagnée d'aucune indication chronologique et est classée en 1627.

2. Porté à l'*Inventaire* sous le n° 398.

Le ministre ne se laissera communiquer les matinées qu'à ceux auxquels il voudra avoir à faire, l'après diner il donnera audience aux particuliers et prendra une heure deux fois la semaine, à l'issue de son diner pour se pourmener dans la sale, pour escouter indifferement ceux qui se presenteront, à quoy il ne doit manquer que le moins qu'il pourra, affin de se communiquer à un chacun, estant l'une des choses qui rend le ministre plus recommandable que d'estre communicable et expeditif.

Distribuera à ses secretaires et officiers certaine nature d'affaires, affin qu'ils se rendent plus instruits et que les poursuivans sachent à qui ilz se doivent adresser.

Sur toutes les demandes et requetes des poursuivans, le ministre doit s'accoustumer à dire franchement ses advis et sentimens, tant sur les choses qui sont contre l'ordre, la justice, service et bien des affaires de Roy que du publiq, cette franchise de parler estant une marque de preudhomie et de generosité qui garantit le ministre de l'envye, pourveu qu'il face ses responce sans aigreur ny animosité. Du surplus, il doit s'accoustumer à estre bienfaisant, obligeant et expeditif tant qu'il lui sera possible, afin de ne laisser consommer en despences ceux qui auront à faire à lui.

Il doit aussi aquerir cette reputation que de n'avoir autre but que le service de Roy et le tesmoingner en effet en s'oposant hardiment à tout ce qui peut hurter l'autorité de S. M. et le bien de ses affaires. Vivant de la sorte, le ministre doit estre asseuré que le prince et le publiq embrasseront sa protection.

Le ministre doit aussy avoir quelques gens bien censez et affidez pour lui faire rapport des choses importantes qui se passent dans le monde et ce qui se dit dans le publiq et mesme trouver bon qu'ilz ne lui desguisent rien de tout ce qu'ils apprendront.

Au dos, de la même écriture : Ordre pour un ministre d'Estat.

G. FAGNIEZ.

BULLETIN HISTORIQUE

NÉCROLOGIE.

ÉMILE LEVASSEUR

(1828-1911).

Émile Levasseur est mort le 10 juillet dernier, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il était né à Paris en 1828, dans une de ces familles de petits artisans, demi-ouvriers, demi-artistes, qui ont été longtemps l'un des éléments caractéristiques de la grande ville. Il aimait à rappeler, avec le franc et légitime orgueil du bon travailleur, qu'il avait de ses doigts martelé l'or avant d'étudier le rôle social de la monnaie. Et il résumait ainsi en 1900 (préface de la 2^e édition de l'*Histoire des classes ouvrières depuis 1789*) ce qu'il devait aux divers milieux qu'il avait traversés : « Enfant, j'ai été élevé dans un atelier de bijouterie. A vingt ans, j'ai commencé à m'intéresser aux questions politiques et sociales, après la Révolution de février, et j'ai embrassé alors, avec l'ardeur de la jeunesse, l'idée républicaine. » — Il contait avec verve, à l'une des assemblées de la *Société de la Révolution de 48*, comment il avait entendu, — ou presque, — le coup de pistolet de Lagrange.

En 1854, Levasseur présentait ses thèses sur les sujets suivants : *Recherches historiques sur le système de Law et De pecuniis publicis apud Romanos*. C'était une grande nouveauté. La Sorbonne de ce temps-là n'était pas accoutumée à entendre dissenter sur les actions, les billets, les émissions, l'agiotage et les impôts. Augustin Thierry, Michelet surtout avaient déjà fait rentrer ces questions dans le cadre de l'histoire, mais la thèse de Levasseur était bien (*Questions industrielles...*, p. v) « la première thèse de doctorat en France sur une matière économique ».

Dès lors, sa voie était tracée. En 1858, il écrit sur la *Question de l'or* un travail pénétrant (c'est l'or, à cette date, qui était menacé de démonétisation). Un concours académique lui fournit l'occasion de publier, en 1859, l'*Histoire des classes ouvrières en France*

de Jules César à 1789, en 2 vol. in-8°. Non seulement le sujet était neuf, mais la méthode était neuve. Aux matières économiques, Levasseur appliquait non plus les règles du raisonnement, mais celles de la critique historique. C'est sur des textes, sur des pièces d'archives qu'il entendait fonder l'histoire du travail et des travailleurs de l'industrie. On peut aujourd'hui dédaigner ces deux volumes, leur reprocher leur documentation trop exclusivement parisienne, leur méconnaissance du rôle joué par le travail non juré. Ce livre n'en est pas moins l'origine de tout le labeur qui s'est accompli depuis, en France du moins, dans cette direction. Levasseur a été, dans toute la force du terme, un ouvrier de voies.

Avec cette puissance de travail dont il donnera des preuves jusqu'au terme de sa vie, il publie en 1867 (la première esquisse avait été tracée pour le concours de 1864) l'*Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, en 2 vol. in-8°. Entreprise peut-être plus hardie encore, puisqu'il ne craignait pas d'appliquer « à l'étude des faits contemporains la méthode sévère de l'érudition et à leur appréciation la lumière de la science économique ». Ainsi se précisait la figure très originale que l'auteur prenait à côté des économistes de l'école libérale : c'était un économiste, et qui était un historien.

Le ministre réformateur à qui l'on doit tant d'heureuses initiatives, Victor Duruy, comprit qu'il y avait là une force à ne pas laisser perdre. Tandis que les professeurs d'économie politique se complaisaient dans la discussion des théorèmes ou donnaient le nom d'histoire au pur exposé des doctrines, Duruy confiait à Levasseur, au Collège de France, un cours complémentaire d'*Histoire des faits et doctrines économiques*. C'est seulement en 1871 que le cours fut transformé en chaire. Et l'esprit public était encore si peu préparé qu'on imposa d'abord à cette chaire le titre inexact d'*Histoire des doctrines économiques*, pour l'appeler dans la suite *Géographie et histoire économiques*. — Ce que fut cet enseignement, Levasseur l'a dit lui-même dans un article de la *Revue internationale de l'enseignement* (1900, t. II. Sur son enseignement, à partir de 1871, au Conservatoire des arts et métiers, voy. *Ibid.*, 1901).

On en vit sortir des livres nouveaux : l'*Histoire de la population française* (1889-92, 3 vol. in-8°); des livres de géographie, même de géographie scolaire, car Levasseur avait été, après le désastre de 1871, l'un des réorganisateurs de l'enseignement géographique dans notre pays. Puis en 1900-1901, à plus de soixante-dix ans, Levasseur eut cette chance, unique peut-être dans la vie d'un érudit, de pouvoir reprendre, après quarante années écoulées, —

grande aevi spatium, — l'œuvre de sa jeunesse. Avec une laborieuse modestie, Levasseur profita de tout le travail accumulé par ceux dont il avait été l'initiateur; chacun eut sa note, son tribut de remerciements dans la grosse édition en deux volumes in-4°. Cette fois, à sa documentation parisienne et aux imprimés, Levasseur avait joint des pièces recueillies, au cours de visites, nécessairement hâtives, dans les dépôts locaux. — Des dilettantes peuvent préférer l'essai de 1859 à l'énorme collection de faits de 1900-1901; je les mets au défi, pour leurs travaux, de s'en passer désormais.

Depuis 1859, Levasseur avait acquis cette conviction que l'histoire de la technique est partie intégrante de l'histoire de l'organisation du travail. C'est pourquoi son édition nouvelle s'intitulait *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie*. Il en fut de même des deux in-quarto qui reproduisirent, en les élargissant (en 1903-1904), les deux in-octavo relatifs aux temps postérieurs à la Révolution. Ces deux volumes étaient bien plus difficiles à refaire que ceux de la première série, étant donnée surtout la conception infiniment complexe que Levasseur avait de l'histoire industrielle; il y faisait rentrer les questions de population, de crédit, de commerce, d'enseignement, etc. De là, dans ces deux volumes, un certain abus du découpage en compartiments, un certain papillement et quelque sécheresse. Défauts encore plus sensibles dans les *Questions ouvrières et industrielles en France sous la troisième République* (1907).

L'infatigable et alerte vieillard parlait (*Questions*, p. xi) d'une « troisième édition » de son *Histoire*, car « l'auteur qui cherche à s'instruire pour instruire les autres a toujours à apprendre ». Et vraiment, quand il vous recevait, avec une familiarité cordiale, dans son cabinet d'administrateur du Collège de France, on avait le sentiment qu'il préparait cette troisième édition. L'oreille et l'esprit aux aguets, il saisissait dans votre conversation un détail intéressant, sur une famine, une grève, une invention, etc., vite il écrivait une note ou bien il cherchait sur les rayons une brochure ou un dossier pour vous prouver, avec une joie vraiment juvénile, qu'il avait déjà consigné ce menu fait. — Aussi attentif aux événements économiques actuels qu'à ceux du passé, il donnait à la *Revue économique internationale*, en novembre 1910, une série d'observations précises sur le *Coût de la vie* en France depuis 1880. C'est seulement dans sa toute dernière œuvre, *Histoire du commerce de la France*; 1^{re} partie : *Avant 1789* (1911), que les amis de Levasseur purent relever les traces de l'âge. Il s'était d'ailleurs rendu la tâche difficile en faisant, par avance, une trop belle place au commerce dans ses autres ouvrages. Ce livre

exécuté avec une hâte fébrile par un vieillard qui se savait au bout de sa carrière n'en rendra pas moins, par tout ce qu'il y a accumulé de faits et de réflexions, des services appréciables.

Levasseur n'a pas seulement conservé jusqu'au bout toute sa vigueur intellectuelle. Il avait gardé aussi, chose rare chez les vieillards, un esprit jeune. S'il se distinguait des économistes en ce qu'il était un historien, il savait aussi garder sa liberté en face de l'orthodoxie.

Bien que fermement attaché aux doctrines de l'économie politique dite libérale, il était exempt de toute intolérance et de toute étroitesse. Il savait comprendre et juger avec impartialité les tendances opposées aux siennes et rendre justice aux mérites de ceux dont il combattait les idées. Il ne s'effrayait pas devant les faits, quand les faits semblaient donner une entorse à ses doctrines. Il n'écrivait pas seulement, en 1907 (p. viii des *Questions*) : « L'histoire économique qui expose des faits n'est pas la science économique qui démontre des principes », il écrivait aussi (p. xvii) : « Karl Marx est au nombre des écrivains qui ont signalé l'importance de cet ordre de faits », et il ne craignait pas d'esquisser une sorte de doctrine du matérialisme historique modéré.

Telle était la souplesse de cet octogénaire. Il est mort après avoir honnêtement accompli un grand et utile labeur. S'il n'eut pas les dons exceptionnels qui font le grand écrivain ou l'artiste créateur, il fut un probe et loyal ouvrier et, à bien des égards, un initiateur et un maître.

Il faut ajouter à ce que nous disons ici du savant et du professeur qui a, tant d'années, supporté sans faiblir le poids d'un triple enseignement au Collège de France, à l'École des sciences politiques et au Conservatoire des arts et métiers, que Levasseur n'a pas laissé seulement l'exemple d'une activité prodigieuse et d'une inépuisable fécondité, mais aussi d'un caractère admirable. Il joignait à un charme de relations et à une délicatesse de cœur incomparables, une droiture, une fermeté, un désintéressement qui font de sa vie un modèle.

Henri HAUSER.

HISTOIRE GRECQUE.

PUBLICATIONS ÉTRANGÈRES.

(1910-1911)¹.

GÉOGRAPHIE. — Le grand atlas de KIEPERT s'est enrichi de la carte V (Mésopotamie, Syrie et Arménie). On a beau attendre avec impatience l'achèvement de cette œuvre monumentale; quand on constate la somme de travail fournie d'année en année, on ne songe pas à qualifier de lenteur une pareille conscience².

C'est précisément en Arménie que LEHMANN-HAUPT a fait un voyage d'exploration de 1898 à 1899. La description qu'il donne aujourd'hui de la région comprise entre Tiflis et la frontière turco-persane éclaire la retraite des Dix-Mille et les guerres qui ont eu pour théâtre les environs de Tigranocerte. Il n'y a pas de meilleur commentaire pour les chapitres de l'*Anabase* (III, 3, 6; IV, 6, 4) qui racontent le passage du Centritès³.

Comme toujours, les descriptions de fouilles fournissent d'utiles contributions à la géographie. On pourra consulter, par exemple, pour les régions voisines de Cyzique, la monographie rédigée par Hasluck (voir plus loin, p. 95).

FOUILLES. — Le préhistorique continue à bénéficier largement des fouilles exécutées en Grèce. De Crète, l'effort semble se porter sur le continent. C'est que le grand problème qui commence à se poser d'une façon pressante, c'est celui des rapports, au moins de synchronisme, qui ont existé entre les périodes préhistoriques de la Crète, du Péloponèse et de la Grèce Septentrionale. Depuis quelques années, les éléments de comparaison se multiplient en dehors de la grande île et de l'Argolide. Sous les ruines d'Olympie (voir t. CI, p. 117) les Allemands ont déterré tout un village. A Karatasi, PHILADELPHÉUS a trouvé une forteresse avec des tombes et des vases égéens. Le tumulus d'Élatée a permis à SOTIRIADIS de confirmer les résultats qu'il avait obtenus à Chéronée. La Thessalie, admirable terrain

1. Voir *Rev. hist.*, t. CI, p. 114-144; t. CIV, p. 330-357.

2. Kiepert, *Formae orbis antiqui*. N° V : *Syria, Armenia major*. Berlin, Reimer, 1910, avec 9 p. de texte.

3. C. F. Lehmann-Haupt, *Armenien einst und jetzt*. Reisen und Forschungen. I. Bd. : *Vom Kaukasus zum Tigris und nach Tigranokerta*. Berlin, Behr, 1910, in-8°, XII-544 p., 117 fig., 1 pl. et 1 carte.

de parcours pour les peuples migrants, immense pacage pour les tribus de pasteurs, champ illimité pour les laboureurs sédentaires, a renfermé un grand nombre de sites habités depuis la période néolithique jusqu'à l'arrivée des Thessaliens. Ils ressuscitent l'un après l'autre. Naguère, c'était Dimini et Sesclo, Lianokladi et Tsani-Maghoulia (voir t. CI, p. 117; t. CIV, p. 331). Maintenant c'est Pagases, où, par-dessous un temple du IV^e siècle, ARVANITOPOULLOS va chercher un établissement préhistorique; ce sont les tumulus de Tsangli et de Rachmani, où A. J. B. WACE et M. S. THOMPSON continuent une collaboration déjà si féconde (voir t. CIV, p. 331). Les heureux explorateurs distinguent aujourd'hui en Thessalie quatre couches préhistoriques : le Néolithique I^{er}, le Néolithique II (représenté à Dimini); le Subnéolithique, qui ne possède pas encore de métal, mais a déjà le figuier et le blé; le Chalcolithique, contemporain du Minoen Récent II et III (voir *Rev. arch.*, 1910, t. II, p. 430).

SEAGER a publié les résultats des fouilles qu'il dirigea en 1907 dans l'îlot de Psira, sur le littoral septentrional de Crète, non loin de Gournia. Ces roches désertes et arides, où il faut aujourd'hui faire venir l'eau de la côte voisine, ont été habitées au temps de la civilisation minoenne par une population assez nombreuse et aisée. Le site a été occupé à deux reprises, du Minoen Ancien II au Minoen Moyen I et du Minoen Moyen III à la fin du Minoen Récent. Les maisons forment plusieurs groupes sur des terrasses superposées. Elles ont généralement plusieurs étages où l'on accède par des escaliers intérieurs. Les plus belles poteries sont des jarres et des vases en cornet datant des deux premières périodes du Minoen Récent. Avec les fragments d'un relief peint qui représente une reine ou une déesse, avec des vases et des lampes en pierre, avec des taureaux en terre cuite, ces poteries montrent qu'il y avait là, aux siècles de la thalassocratie crétoise, une acropole qui dominait un port enrichi par la pêche et le commerce¹.

La Grèce archaïque aussi livre peu à peu ses secrets. Dans leurs fouilles de Rhitsona en Béotie (voir t. CIV, p. 331-332), BURROWS et URE ont découvert des tombes du IX^e et du VIII^e siècle avec des vases « proto-corinthiens ». Des vases géométriques ont été découverts au pied de la colline Sikéla, entre Athènes et Mounychie. Les fouilles anglaises de Sparte permettent de suivre le développement

1. Richard B. Seager, *Excavations on the island of Psira* (University of Pennsylvania, The Museum, Anthropological publications, vol. III, n° 1). Philadelphia, University Museum, 1910, in-4°, 38 p., 19 fig. et 9 pl.

de la ville depuis l'occupation doriennne jusqu'à la période historique¹. Près de Kakovatos, la vieille Pylos de Nestor, à Kombothekra, Kurt MÜLLER et Fr. WEEGE ont déblayé un petit Artémision du v^e siècle, avec des objets dont la date varie du viii^e au iv^e siècle. A Corfou, la découverte fortuite d'un haut-relief en tuf figurant une scène de la Gigantomachie a déterminé des fouilles que la coïncidence d'une villégiature qui ne saurait passer inaperçue et l'ardeur archéologique d'un néophyte impérial ont fait connaître au monde entier par la voix retentissante des journaux. VERSAKIS a exhumé des pièces colossales, une Méduse haute de 2^m80, avec la tête et la poitrine hérissées de serpents, des lions qui avaient 3^m30 de long, de quoi reconstituer tout un fronton de temple, de quoi mettre Coreyre sur le rang de Sélinonte dans l'histoire de l'art archaïque, de quoi se représenter la prospérité de la colonie corinthienne au commencement du vi^e siècle.

Mais de tous les pays fouillés depuis quelques années, il en est peu qui promettent d'aussi beaux résultats pour l'histoire de la période archaïque que la Grande-Grèce. Le plan des travaux a été adopté par le gouvernement italien en 1907; l'exécution a commencé dès l'année suivante. Orsi a exploré l'emplacement de Locres. Dès à présent, ses efforts apparaissent remarquablement féconds, ainsi qu'en témoigne un compte-rendu des deux premières campagnes qu'il publie dans les *Saggi* présentés en hommage à Beloch. Nous commençons à connaître les populations qui occupaient le pays lorsqu'arrivèrent les pirates et les commerçants grecs, précurseurs des colons. Polybe et Thucydide voient dans ces indigènes des Sicules. Ils pourraient bien n'avoir pas tort. En 1908, Orsi a dégagé un groupe de chambres sépulcrales qui rappellent la III^e période sicule. En 1909, il a trouvé vingt-sept tombes, presque toutes intactes. Elles renfermaient, avec des quantités considérables de lances et de javelots, des amphores pareilles à celles de Villanova et des vases grecs à décor géométrique d'un type qui ne se rencontre pas encore dans les nécropoles les plus archaïques de Sicile. Tout indique qu'aux ix^e et viii^e siècles les Grecs furent là en relations avec un peuple belliqueux dont la civilisation mêlait des éléments siciliens à des éléments italiotes. Quant à la période de la colonisation grecque, elle est largement représentée. Chaque fois qu'on découvre un temple sur l'emplacement de Locres, on a l'espoir de voir surgir le fameux temple de Perséphoné. Orsi a des chances d'être arrivé au but : il a trouvé un sanctuaire à côté d'une énorme fosse (longueur :

1. *Annual of the British school at Athens*, t. XV, p. 1-157.

plusieurs dizaines de mètres; largeur : 57, 50 mètres; profondeur moyenne : 5 mètres) où sont accumulés par milliers et par milliers les débris d'ex-voto; il a pu tout de suite reconstituer des tablettes où sont représentés Haidès, Cora et Perséphonè, et mettre à part un casque attique et un bassin de marbre dédiés τᾷ θεῷ¹.

Bon nombre de fouilles enfin intéressent la période classique. On a trouvé de nouveaux restes du mur d'Athènes. BRUECKNER a continué ses travaux au cimetière du Dipylon. HILL a reconnu que le Parthénon antérieur à celui d'Ictinos est un périptère à six et seize colonnes. Au sud de l'Acropole ont apparu des maisons romaines. Les fouilles de TSOUNTAS et KOURONIOS sur la colline de la Pnyx ont dégagé en partie le mur intérieur et le mur extérieur; mais, fait troublant, les poteries amenées au jour sont toutes du v^e et du iv^e siècle, ce qui semblerait convenir à des terres rapportées vers la fin du iv^e, c'est-à-dire en un temps où les assemblées se tenaient dans le théâtre de Lycurgue. Entre Athènes et le Pirée on a trouvé des tombes romaines. STAIS a déblayé le sanctuaire des Nymphes à Phalère et l'enceinte de Poseidon à Sounion. A Corinthe, HILL, avec l'École américaine, a dégagé l'agora. A Messénie, OIKONOMIS a continué d'explorer le stade et l'agora, auprès desquels il a reconnu le bou-leutérion. En Thessalie, on a fait de bon travail à Pagases, à Larissa : on a trouvé un beau trésor consistant en bijoux, poteries et verres de l'époque alexandrine. PHARMAKOWSKY a publié une dizaine de vases d'argent ciselés aux iv^e et iii^e siècles et découverts en Tauride, près de Nicopol².

Dans une bonne monographie, HASLUCK a résumé tout ce qu'on sait sur Cyzique et le territoire adjacent. Longtemps on n'avait opéré de ce côté que des fouilles clandestines, exception faite pour Lord Eastnor, dont les notes, écrites en 1844, furent perdues dans un naufrage. Après Frank Calvert, Tito Carabella en 1876, de Rustafjaell en 1901-1902, enfin depuis 1902 Henderson et Hasluck lui-même purent, par leurs excavations et leurs voyages, enrichir d'un domaine nouveau l'archéologie et l'histoire. C'est le résultat de tous ces efforts que nous avons sous les yeux. La première partie est une étude de topographie archéologique. L'auteur ne nous guide pas seulement à travers les ruines de la ville principale; il décrit longuement le pays qu'il a parcouru de 1903 à 1906, la presqu'île de l'Arctonnèse avec les îles voisines, la côte de Propontide de Priapos à Tri-

1. *Saggi di storia antica e di archeologia* a Giulio Beloch nel xxx dell' insegnamento nell' Ateneo romano. Roma, Loescher, 1910, in-8°, x-370 p. P. 155-168 : Paolo Orsi, *Appunti di protistoria e storia locrese*.

2. Pharmakowsky, *Archæol. Anzeiger*, t. XXV (1910), p. 215-226, fig. 15-25.

glia, Apollonia et son lac, la vallée de Rhyndacos avec Milétoupolis et les autres vallées jusqu'aux rives du Granique. Après avoir résumé rapidement l'histoire de Cyzique depuis l'apparition légendaire des Argonautes jusqu'à la conquête turque, il étudie d'assez près les cultes de cette ville où le commerce attirait les divinités exotiques, et donne des indications précises sur le gouvernement¹.

ÉPIGRAPHIE. — L'année qui vient de s'écouler n'a vu paraître ni volume ni fascicule nouveau des *Inscriptiones graecae*. Mais le travail avance. On aura bientôt les inscriptions d'Eubée (XII, 9) par Ziebarth, celles de Laconie et Messénie (V, 1) par Kolbe, celles de Samos et Chios (XII, 6) par Rehm. Hiller von Gaertringen a parcouru l'Arcadie pendant l'été 1910 pour préparer le tome V, 2.

Signalons l'index méthodique et analytique dressé pour les inscriptions de Cyzique par Hasluck dans l'ouvrage dont nous venons de parler. Tant qu'on n'aura pas les *Tituli Asiae Minoris*, il sera utile d'y recourir. C'est un véritable plan de *Corpus*, avec toutes les références. Il est dommage qu'en attendant mieux, nous n'ayons pas un grand nombre de travaux semblables.

La *Prosopographia attica* de Kirchner, achevée en 1903, avait déjà besoin d'un supplément, tant les découvertes épigraphiques se succèdent avec rapidité! SUNDWALL vient de publier une liste nouvelle de plusieurs milliers de noms avec indications biographiques et tableaux généalogiques. C'est une partie des matériaux avec lesquels il se propose d'écrire un ouvrage, qui sera le bienvenu, de démographie athénienne².

PAPYROLOGIE. — Quoique privé de son admirable collaborateur Grenfell, HUNT est parvenu à publier en 1910 un volume de papyrus d'Oxyrhynchos. Pour l'histoire de la littérature, il est très important, ce volume VII, puisqu'il donne des œuvres inédites de Callimaque, quatre-vingts vers des *Ætia* et plusieurs fragments des *Iambes*. Il apporte aussi des documents précieux sur l'époque romaine. Il présente beaucoup moins d'intérêt pour l'histoire proprement dite de la Grèce indépendante³.

1. F. W. Hasluck, *Cyzicus*. Being some account of the history and antiquities of that city, and of the district adjacent to it, with the towns of *Apollo-nia ad Rhyndacum*, *Miletupolis*, *Hadrianotherae*, *Priapus*, *Zeieia*, etc. Cambridge, University press, 1910, in-8°, xii-326 p., 24 fig., 1 pl., 1 vignette et 3 cartes en pochette.

2. J. Sundwall, *Nachträge zur Prosopographia Attica* (extrait des *Finska Vetenskaps-Societeten Förhandlingar*, LII, 1909-1910). Helsingfors, Akademiska Bokhandeln, 1910, in-8°, 177 p.

3. *The Oxyrhynchus Papyri*, part VII. Edited with translations and notes by Arthur S. Hunt. London, Office of the Egypt Exploration Fund, 1910, in-8°, xii-270 p. et 6 pi.

SCHUBART continue la publication des papyrus d'Abousir-el-Melek dans les *Griechische Urkunden* de Berlin (voir t. CIV, p. 335-336). Les 9^e et 10^e cahiers du t. IV contiennent encore des actes notariés qui datent du règne d'Auguste : ce sont surtout des contrats de prêt et des quittances¹.

Deux nouvelles collections de papyrus ont commencé à paraître en Allemagne. Les papyrus de Giessen, dont plusieurs revues nous avaient déjà montré d'intéressants échantillons, ont fourni la matière de deux fascicules, édités l'un par E. KORNEMANN et O. EGER, l'autre par P. MEYER. Les pièces les plus remarquables sont des édits de Caracalla et surtout de précieux fragments de la *constitutio Antoniniana*; mais on peut signaler aussi quelques documents de la période ptolémaïque : n° 2, un contrat de 173 avant J.-C., par lequel une Macédonienne, assistée de son père, se donne elle-même en mariage; n°s 36-39, traduction grecque d'actes démotiques (copie du registre des *συγγνωστεις*, contrats, etc.)². Le premier fascicule des papyrus de Hambourg, déchiffré encore par P. MEYER, ne donne que des pièces postérieures à l'ère chrétienne³.

Sur deux feuilles de papyrus trouvées il y a vingt ans par Flinders Petrie, U. WILCKEN a déchiffré, avec sa pénétration ordinaire, des fragments d'une description de l'Attique composée par un périégète qui vivait au commencement du III^e siècle avant notre ère. Des mots épars, des lettres isolées suffisent, grâce à d'habiles restitutions, à nous donner d'intéressants détails sur le Pirée, sur Munychie et particulièrement des mesures exactes sur les murs de Conon⁴.

Il était bon de dégager de l'immense quantité de papyrus exhumés depuis une trentaine d'années les morceaux les plus intéressants pour les mettre à la disposition des étudiants et du public instruit. Déjà Witkowski avait fait paraître un recueil de lettres privées, et Deissmann avait commenté les principaux documents qui éclairaient la vie

1. *Ägyptische Urkunden aus den kgl. Museen zu Berlin*, hrsg. von der Generalverwaltung. *Griechische Urkunden*. IV. Bd., Heft 9, 10. Berlin, Weidmann, 1910 (p. 257-288, 289-320).

2. *Griechische Papyri im Museum des oberhessischen Geschichtsvereins zu Giessen*. Im Verein mit O. Eger hrsg. und erklärt von Ernst Kornemann und Paul M. Meyer. Bd. I. Leipzig, Teubner, 1910, in-8°. Heft 1 : 91 p. et 4 pl. Heft 2 : 104 p. et 2 pl.

3. *Griechische Papyrusurkunden der Hamburger Stadtbibliothek*. Bd. I, hrsg. und erklärt von Paul M. Meyer. Heft 1. Leipzig-Berlin, Teubner, 1911, in-4°, 100 p. et 7 pl.

4. *Genethliacon* Carl Robert zum 8. März 1910 überreicht von der Græca Halensis. Berlin, Weidmann, 1910, in-8°, 246 p. P. 189-225, avec 1 pl. : Ulrich Wilcken, *Die attische Periegesis von Hawara*.

morale et sociale de l'Orient à l'avènement du christianisme. MILLIGAN a voulu faire plus que Witkowski, sans viser à faire œuvre originale comme Deissmann. Il a choisi les textes les plus caractéristiques dans tous les genres, sauf les actes juridiques, jugés d'un ordre trop spécial. Il les accompagne de traductions et de commentaires linguistiques et historiques. Le choix est bon. Lettres privées qui nous révèlent la vie de famille; lettres d'introduction, de recommandation, de consolation; billets d'invitation, faire part de naissance et de mort; contrats de mariage et d'apprentissage, actes de divorce, testaments; plaintes et pétitions, feuilles de recensement, registre des pauvres, engagements de danseuses; récits de songes, questions à l'oracle, formules et incantations magiques : tout est représenté par les meilleurs morceaux. Il faut seulement regretter que Milligan ait cru devoir suivre l'ordre strictement chronologique; il eût mieux valu grouper les textes par catégories de sujets¹. Remercions Milligan; mais quand aurons-nous la *Chrestomathie* promise par Mitteis et Wilcken?

NUMISMATIQUE. — Le catalogue des monnaies de la Grèce Septentrionale, qui doit faire partie du *Corpus nummorum* et qui est publié sous la direction d'Imhoof-Blumer, a pris une forte avance. B. PICK a rédigé la partie relative aux monnaies d'Odessos; K. REGLING s'est chargé de Tomis².

En attendant l'achèvement du *Corpus*, les catalogues du British Museum restent d'utiles instruments de travail (cf. t. CI, p. 127). Le vingt-cinquième de la série vient de paraître. Il est consacré à la Phénicie par HILL. On y trouvera une bonne étude sur le monnayage des cités phéniciennes, depuis Carné, au nord, jusqu'à Dora, au sud, et depuis la fin du v^e siècle jusqu'à la suppression du monnayage grec sous l'empereur Gallien, à l'exception des monnaies alexandrines, séleucides et ptolémaïques, qui sont écartées conformément au plan général de la publication. Les recherches sont facilitées par de nombreuses planches, des séries d'index, des tables de concordance pour les poids et mesures et une table des différentes ères employées en Phénicie³.

1. Georg Milligan, *Selections from the Greek papyri*. Edited with translations and notes. Cambridge, University press, 1910, in-8°, xxxiv-152 p., avec frontispice.

2. *Die antiken Münzen Nord-Griechenlands*, unter Leitung von F. Imhoof-Blumer hrg. von der kgl. Akad. der Wissensch. Bd. I : *Dacien und Mædien*, bearbeitet von Behrendt Pick und Kurt Regling. II. Halbband, Abth. I : *Die Münzen von Odessos und Tomis*. Berlin, Reimer, 1910, in-4°, p. 519-920, avec 1 pl.

3. *Catalogue of the Greek coins of Phoenicia*, by George Francis Hill.

Le manuel que Barclay HEAD avait fait paraître il y a vingt-cinq ans était épuisé. Le vétéran de la numismatique en a donné une deuxième édition, pour laquelle il s'est adjoint des collaborateurs éminents. Sous sa nouvelle forme, l'œuvre est tout à fait remarquable. Ce sera le vade-mecum des spécialistes, et les historiens n'ont qu'à le feuilleter pour s'apercevoir à chaque page que la numismatique est vraiment pour eux une science auxiliaire¹.

C'est précisément pour l'historien qu'une tentative comme celle de L. ANSON pourrait avoir le plus d'intérêt. Cet auteur a classé ingénieusement un certain nombre de médailles grecques par ordre de matière. Il nous présente ainsi des planches de documents numismatiques sur l'industrie, la guerre, l'agriculture, la religion, l'architecture et la marine².

HISTORIOGRAPHIE. — Il y a deux ouvrages différents dans l'ouvrage que GRUNDY présente comme une étude préliminaire à une édition historique de Thucydide et qu'il intitule *Thucydides and the History of his age*. On y trouvera un long travail sur Thucydide, avec une étude sur sa vie, la nature de son œuvre et la transmission de son texte (p. 1-57), avec un commentaire sur les causes de la guerre du Péloponèse et la stratégie des belligérants jusqu'à la paix de Nicias en 421 (p. 315-383), enfin avec un volumineux appendice sur la composition de l'œuvre (p. 384-534). On y trouvera aussi, insérés au milieu de ce travail qui pourrait faire un tout, trois mémoires « sur le fond économique de l'histoire grecque » (p. 58-211), sur la politique de Sparte (p. 212-239) et sur l'art de la guerre pendant la première moitié du v^e siècle (p. 240-314). Ces mémoires, nous les rejetons plus loin, à la place qui leur convient, en faisant remarquer que nous n'assujettirions pas aussi violemment les études de Grundy au plan de ce *Bulletin* si elles présentaient plus d'unité : ce n'est pas notre faute, si elles se disloquent ainsi. Dans la partie relative à Thucydide, on se demande pourquoi, si le commentaire sur les faits militaires est utile, il s'arrête à l'an 421. Mais on est pleinement satisfait par l'appendice. Grundy adopte les conclusions de Kirchhoff en les précisant. Il distingue, lui aussi, dans

London, British Museum, 1910, in-8°, CLII-361 p., avec une carte, une table de l'alphabet phénicien et 45 pl.

1. *Historia nummorum*. A Manual of greek numismatics. New and enlarged ed. by Barclay V. Head, assisted by G. F. Hill, George Macdonald and W. Wroth. Oxford, Clarendon press, 1911, in-8°, LXXXVIII-967 p., 5 pl.

2. L. Anson, *Numismata græca, Greek coin-types classified for immediate identification*. Part I : Industry (27 pl.). Part II : War (25 pl.). Part III : Agriculture (30 pl.). Part IV : Religion (21 pl.). Part V : Architecture, Naval and Marine (25 pl.). London, chez l'auteur, 1910, in-4°.

l'œuvre de Thucydide la partie qui précède le § 20 du livre V et la partie qui commence par ce paragraphe. D'après lui, l'historien réunit ses premiers matériaux en 431 et continua jusqu'en 421 : quand fut conclue la paix de Nicias, il crut à la fin des hostilités et écrivit une histoire de la guerre de Dix ans. Dès le début de l'expédition de Sicile, il résolut d'en faire le sujet d'une œuvre nouvelle : après le siège de Syracuse, il vint dans cette ville pour y recueillir les informations nécessaires et commença d'écrire en 412. Il n'avait pas achevé, que la reprise générale des hostilités lui suggéra l'idée d'un troisième récit. C'est seulement au cours de ce troisième récit qu'il discerna l'enchaînement des faits qui reliait la guerre de Décélie, par delà les années de paix, à la guerre de Dix ans : il résolut de raconter ces deux guerres dans une seule œuvre et de compléter l'histoire de l'expédition de Sicile sous forme de monographie. Ce n'est qu'après son retour à Athènes (quelle qu'en soit la date, avant, pendant ou après l'an 404) que ses réflexions aboutirent à une troisième conception : il considéra définitivement les trois guerres comme n'en formant qu'une, la guerre de vingt-sept ans. Par la complexité même de cette théorie, Grundy explique bien des choses et fait disparaître bien des difficultés ; pourtant il est le premier à reconnaître que, dans une question aussi ténébreuse, il y aura toujours des coins où la lumière ne pénétrera pas¹.

La documentation de Polybe a fait l'objet de recherches habilement menées par A. SCHULTE. L'historien a souvent consulté les inscriptions et les pièces d'archives. Il signale lui-même les inventaires consignés par ordre d'Annibal sur une table de bronze qui fut placée dans le temple du cap Lacinien, un rapport d'amiral conservé dans le prytanée de Rhodes, les tables déposées sous la protection de Jupiter Capitolin dans le trésor des édiles. Mais il y a bien des passages où il ne donne pas ses références, lors même qu'il n'a pu se renseigner qu'à une source officielle : c'est ainsi qu'il a dû consulter dans les archives romaines les traités conclus avec les Étoliens et avec Antiochus, le sénatusconsulte en faveur des fils d'Antiochus IV ; il a connu des papiers conservés dans les archives de Rhodes, dans celles de la ligue achéenne, dans celles des rois de Macédoine. Le vocabulaire même de Polybe présente des rapports constants avec les formules des décrets honorifiques, des lettres officielles et des actes diplomatiques².

1. G. B. Grundy, *Thucydides and the History of his age*. London, John Murray, 1910, in-8°, xix-553 p., avec des cartes.

2. Augustus Schulte, *De ratione quæ intercedit inter Polybium et tabulas publicas (Dissertationes philologicæ Halenses, vol. XIX, pars 2)*. Halis Saxoniæ, Niemeyer, 1910, in-8°, p. 169-244.

On sait combien il importe de déterminer les sources où a puisé Plutarque pour sa *Vie de Lycurgue*, le document le plus complet que nous ayons sur les institutions de Sparte. KESSLER étudie cette *Vie* avec le plus grand soin. Chapitre par chapitre, paragraphe par paragraphe, il y relève les citations, il en scrute les tendances. Et voici ses conclusions. Une des sources principales de Plutarque, c'est l'œuvre d'Hermippos, un compilateur qui ramasse toutes les anecdotes trainant dans la tradition. Il s'est beaucoup servi aussi de Phylarque, historien-rhétteur épris d'égalité sociale. Mais il n'a probablement pas consulté Phylarque directement; il a dû lui faire des emprunts par l'intermédiaire de Sphairos le Borysthénite, conseiller du roi Cléoménès, qui composa une bibliographie de Lycurgue. Enfin on relève toutes sortes de rapports entre Plutarque et Xénophon. Les deux auteurs sont généralement d'accord; mais, comme il y a des passages de Xénophon qui ne se comprennent qu'avec l'aide de Plutarque, il faut admettre qu'ils ont puisé tous deux à une source commune¹.

L. PARETI pose encore une fois la question de l'origine attribuable à la *Périégèse* du pseudo-Scymnos. Ce poème géographique passe généralement pour avoir été composé en Bithynie par un habitant d'Héraclée Pontique. D'après Pareti, il a été écrit entre 130 et 110, probablement entre 121 et 114; peut-être a-t-il été dédié à Nicomède II Épiphane ou à Nicomède III Evergète, mais plutôt au premier².

MÉTHODE ET HISTOIRE GÉNÉRALE. — PÖHLMANN vient de donner une seconde édition du recueil qu'il avait intitulé *Aus Altertum und Gegenwart*. Cette seconde édition est profondément remaniée quant à la forme. On regrette de n'y plus trouver telles études qui comptaient parmi les plus originales, par exemple le mémoire sur la communauté agraire dans Homère; mais l'auteur en a fait passer la substance dans ses grands ouvrages. Il les a remplacés par des articles de pédagogie et de méthode historique. Le fond des idées n'a pas changé. Pöhlmann est convaincu que l'histoire ancienne est capable de se rajeunir indéfiniment, qu'elle a ce don d'*Unerschöpflichkeit* que lui reconnaissait Niebuhr. Par là, il répond victorieusement aux théoriciens qui prétendent que notre siècle « technique » n'a que faire de se tourner vers l'antiquité (ch. XII). Il se permet même de discuter les maximes pédagogiques tombées de lèvres

1. Ernst Kessler, *Plutarchs Leben des Lykurgos* (*Quellen und Forschungen zur alten Geschichte und Geographie*, hrsg. von W. Siezlin, Heft 23). Berlin, Weidmann, 1910, in-8°, VIII-132 p.

2. *Saggi...*, a Giulio Beloch... P. 133-153 : L. Pareti, *Quando fu composta la Periegesi del Pseudo-Scimno*.

impériales et recueillies dans un ordre de cabinet : il défend l'humanisme accusé de ne pas protéger suffisamment l'ordre social dans l'État moderne (ch. 1). Il a parfaitement raison de déclarer qu'on renouvellera l'histoire ancienne en insistant sur le caractère économique que les luttes politiques ont eu de tout temps. Peut-être même cherche-t-il trop à introduire certaines préoccupations du présent dans l'étude du passé : à notre goût, c'est humilier quelque peu une science que de plaider en sa faveur les circonstances atténuantes à la façon d'un bon et fidèle sujet allemand, de faire valoir les gages que donne au loyalisme monarchique le spectacle d'une lutte de classes enfin apaisée par le sabre du roi macédonien. Est-ce la peine d'exercer notre critique avec tant de rigueur sur les vieux textes à tendance moralisatrice, pour rassurer ensuite le pouvoir en lui garantissant qu'il n'a rien à craindre de nos études, vu qu'elles s'assignent d'elles-mêmes un but d'édification politique? Non, la bonne méthode est bonne indépendamment des services pratiques qu'elle rend. Pöhlmann est, d'ailleurs, le premier à l'opposer aux préjugés. A Grote, le doctrinaire toujours fidèle à l'école de Manchester, il reproche de ne voir dans l'histoire grecque que les formes politiques, le libre développement de l'individualisme dans les sociétés autonomes, l'accroissement de la richesse, abstraction faite de sa répartition (ch. vi). Il blâme Kautsky de chercher dans l'histoire des arguments favorables aux théories extrêmes et de se crever les yeux en traitant les historiens « bourgeois » d'aveugles (ch. xi). Entre le libéral et le socialiste, Pöhlmann prend une position qui est inattaquable à condition de rester exclusivement scientifique¹.

Dans la collection *Die Kultur der Gegenwart* a paru un volume sur l'État et la société des Grecs et des Romains, dont la partie grecque a pour auteur WILAMOWITZ. Nul n'était mieux désigné par son passé pour communiquer à tous les idées essentielles que laisse à un esprit large ouvert le spectacle continu de la civilisation hellénique. Résumer un livre pareil, qui résume lui-même toute une vie de travail, est impossible. Chaque ligne y témoigne d'une lecture immense, d'une intelligence admirablement limpide et fine, d'une sensibilité qui tour à tour sait se contraindre et vibre. En un abrégé de ses connaissances, Wilamowitz nous a donné la quintessence de ses qualités. Et, comme il a voulu exposer sous une forme systématique une histoire aussi certaine que possible, les juges les plus sévères ne pourront même pas, cette fois, lui repro-

1. Robert von Pöhlmann, *Aus Altertum und Gegenwart*. Gesammelte Abhandlungen. 2. umgestaltete und verbesserte Auflage. München, O. Beck, 1911, in-8°, v-438 p.

cher la pointe de paradoxe que d'aucuns trouvaient ailleurs trop piquante à leur goût. Certaines pages sont réservées aux anthologies futures, comme celles où est analysée l'influence qu'exercèrent sur l'art la gymnastique des Doriens et leurs idées sur le nu (p. 189-190), ou bien celles qui décrivent avec le coloris d'un peintre orientaliste le grouillement du bazar athénien (p. 121-122). Les travailleurs mêmes feront bien de consulter à chaque instant un compendium qui indique pour tant de problèmes une solution à la fois originale et sage, une œuvre qui évoque et illustre sans cesse les textes qu'elle ne cite pas. L'aperçu sur le développement de l'agriculture à Thèra (p. 63) est un exemple saisissant d'histoire économique et vaut une longue dissertation. Clithènes apparaît en pleine lumière comme un politique doublé d'un mathématicien, dont le radicalisme est une émanation des doctrines pythagoriciennes (p. 97-98). Tous les traits de la civilisation hellénistique sont rendus dans une esquisse qui ne pâlit pas auprès du tableau signé par Kaerst. Les *Altertümer* de Schoemann sont enfin remplacés ! J'oserai, pour conclure, prononcer le mot de chef-d'œuvre¹.

Paulo minora... BASSI et MARTINI ont publié dans la collection Hoepli un bon manuel à l'usage des lycées italiens. Ils ne pouvaient viser à l'originalité. Le programme officiel leur interdisait même de faire une histoire grecque. C'est la civilisation grecque qu'il s'agissait de faire connaître à de jeunes élèves. Ils se sont acquittés de cette tâche avec succès. Chaque chapitre est accompagné d'un appendice qui donne de nombreux extraits d'auteurs anciens d'après les traductions italiennes les plus réputées. Les figures, bien choisies, abondent².

Dans le nouveau demi-volume, le XIII^e, de la *Real-Encyclopädie* signalons, comme intéressant la Grèce, les articles suivants : histoire locale, *Galatia* (BÜRCHNER et BRANDIS), *Gela* (ZIEGLER), *Gelon* (NIESE) ; balistique, *Geschütze* (Rudolf SCHNEIDER) ; origines de la monnaie, *Geld* (REGLING) ; agriculture, *Geflügelzucht*, *Gemüsebau*, *Gerste*, *Getreide* (ORTH), *Gartenbau* (OLCK) ; mythologie, *Gaia* (EITREM), *Glaukos* (WEICKER) ; mœurs, *Γενέθλιος ἡμέρα* (W. SCHMIDT) ; astronomie, *Γαλαξίας* (GUNDEL) ; archéologie, *Gemmen* (ROSSBACH), *Glass* (BLÜMNER)³.

1. U. von Wilamowitz-Moellendorff und B. Niese, *Staat und Gesellschaft der Griechen und Römer (Die Kultur der Gegenwart)*, hrsg. von Paul Hinneberg, Teil II, Abt. IV, 1). Berlin-Leipzig, Teubner, 1910, in-8°, vi-280 p.

2. Domenico Bassi e Emilio Martini, *Disegno storico della vita e cultura greca (Manuali Hoepli)*. Milano, Hoepli, 1910, in-16, xvi-791 p., 107 grav. et 13 pl.

3. Paulys *Real-Encyclopädie der classischen Altertumswissenschaft*. Neue

Ed. MEYER a réuni en volume une série de travaux publiés précédemment dans les périodiques et les dictionnaires ou sous forme de brochures. C'est une bonne fortune pour le grand public d'Allemagne; c'est aussi une commodité pour les historiens de tous les pays. On retrouve avec plaisir les beaux articles sur le « développement économique de l'antiquité » et sur « l'esclavage dans l'antiquité », ainsi que la communication faite en 1905 au congrès des philologues allemands sur « Alexandre le Grand et la monarchie absolue »¹.

HISTOIRE PARTICULIÈRE. — Nous commencerons par la période « minoenne », et que RIDGEWAY nous pardonne d'employer ce terme. D'après lui, Minos ne parut en Crète qu'en 1400 : il n'est pas le représentant de la civilisation crétoise, mais bien au contraire le chef du peuple qui détruisit le palais de Cnossos, le fondateur de la dynastie achéenne. Peut-être Ridgeway n'a-t-il pas tort; mais jusqu'à ce qu'on ait prouvé qu'il a raison, le mot « minoen » est bien commode et ne fait de mal à personne².

Sur la civilisation crétoise ou « minoenne », nous avons déjà signalé (t. CI, p. 133) l'ouvrage de Mosso. Il a été immédiatement traduit en anglais et en voilà, au bout de trois ans, la seconde édition italienne. Beau succès dont l'auteur a pu jouir avant d'être prématurément enlevé à l'anthropologie et à la préhistoire. Succès mérité; car parmi les ouvrages d'ensemble publiés sur la Crète minoenne, c'est celui qui, par l'abondance des idées, la vivacité du style et la richesse de l'illustration, convient le mieux aux lecteurs curieux d'une civilisation naguère inconnue, en même temps qu'il apporte des renseignements précieux aux historiens et aux archéologues avertis. Succès durable, on peut le prédire; car l'auteur a voulu consigner dans le texte et dans les gravures de la seconde édition les principaux résultats des fouilles les plus récentes, de celles dont il a été le spectateur et parfois le directeur, à Phaistos, comme de celles qu'ont opérées les Anglais et les Américains, à Cnossos, à Gournia, à Pseira. Il a même ajouté à l'ouvrage trois chapitres entièrement nouveaux sur la chaussure minoenne, sur les origines

Bearbeitung. Unter Mitwirkung zahlreicher Fachgenossen hrsg. von Georg Wissowa und Wilhelm Kroll. XIII. Halbband (*Fornax-Glycon*). Stuttgart, Metzler, 1910, in-8°, 1472 col.

1. Eduard Meyer, *Kleine Schriften zur Geschichtstheorie und zur wirtschaftlichen und politischen Geschichte des Altertums*. Halle, Niemeyer, 1910, in-8°, vii-555 p.

2. W. Ridgeway, *Minos the destroyer rather than the creator of the so-called « Minoan » culture of Cnossos* (from the *Proceedings of the British Academy*, vol. IV). London, Frowde, 1910, in-8°, 33 p.

de l'écriture et sur la diffusion de la civilisation crétoise et la chronologie étudiées à l'aide de la céramique. Feuillerez ce livre pour voir les images ou lisez-le la plume à la main, vous en tirerez toujours un bon profit¹.

Sur la période homérique, Andrew LANG a fait paraître un ouvrage conçu dans le même esprit et aboutissant aux mêmes conclusions que ses travaux antérieurs : *Homer and the Epic* (1895) et *Homer and his age* (1906). Les découvertes faites en Crète n'ont pas ébranlé son opinion ; elles l'obligent seulement à la préciser en traçant une démarcation plus tranchée entre le monde épique et les siècles précédents. Pour Lang, tous les arguments lancés depuis Wolf contre l'unité des poèmes homériques, contre cette espèce de dogme monothéiste ne sont que blasphèmes d'athées. Le plan de l'*Illiade* est si net, les nuances de caractères y sont si bien observées, les mœurs y sont tellement identiques d'un bout à l'autre qu'un seul artiste a pu élever un pareil monument. Les épopées ne s'étendent pas sur plusieurs périodes ; elles n'en dépeignent qu'une. Mais laquelle ? Celle qui suit la civilisation minoenne et qui précède la civilisation du Dipylon ; celle qui se caractérise par l'emploi de la langue grecque, le costume à fibule, l'emploi simultané du fer pour les instruments ordinaires et du bronze pour les armes, la crémation et l'ensevelissement de l'urne cinéraire sous un tumulus. Soit ; mais entre la ruine de Cnossos vers 1400 et les poteries du Dipylon, fabriquées au VII^e siècle, il y a place pour bien des invasions, bien des bouleversements, bien des transformations, même pacifiques ; et alors, si nous trouvons dans l'*Illiade* comme dans l'*Odyssée* le souvenir des palais crétois en même temps que des signes avant-coureurs de la civilisation proto-historique, il est bien possible, n'est-ce pas, que la mention d'armes en bronze et en fer, de boucliers en cuir et en métal nous mette sous les yeux des faits successifs et non pas simultanés².

On a vu plus haut (p. 99) que, sous prétexte de dépeindre l'arrière-plan des événements décrits par Thucydide, GRUNDY a introduit dans son gros ouvrage trois mémoires sur l'histoire économique, militaire et politique de la Grèce. Le même défaut de composition qui a fait introduire ces mémoires dans un travail critique sur un historien reparait parfois dans le corps même de ces études. Il

1. Angelo Mosso, *la Preistoria, I. Escursioni nel Mediterraneo e gli Scavi di Creta*. Nuova Edizione. Milano, Treves, 1910, in-8°, xu-355 p., 176 illustr., 2 pl. hors texte et 1 pl. coloriée.

2. Andrew Lang, *The World of Homer*. London, Longmans, Green and Co., 1910, in-8°, xx-306 p., avec frontispice et 13 pl.

est bien gênant dans la première. L'auteur veut montrer que l'Athènes du v^e siècle n'a pas vécu de pur idéal, qu'en tout temps les intérêts matériels ont mené les Grecs. D'une part, l'augmentation incessante de la population, l'insuffisance de la récolte annuelle, par conséquent la nécessité d'importer régulièrement des céréales; d'autre part, l'extension de l'esclavage et l'écrasement du travail libre : voilà les phénomènes dont Grundy montre la répercussion sur l'art militaire et la diplomatie de toutes les cités, comme sur la politique intérieure des démocraties socialisantes. Mais pourquoi nous arrêter d'abord devant Isocrate et Démosthènes (p. 93 et suiv.) pour nous faire revenir sur nos pas jusqu'au vi^e siècle (p. 111 et suiv.)? Pourquoi, dans la période 510-462, les luttes politiques qui précédèrent la bataille de Marathon (p. 133 et suiv.) sont-elles présentées avant les réformes de Clisthènes (p. 137 et suiv.)? Pourquoi, au beau milieu de développements sur les projets de Thémistocle, une dissertation sur le traité des *Revenus publics* attribué à Xénophon (p. 148-153)? Ce désordre est profondément regrettable, en raison même de l'intérêt qu'offrent très souvent les idées de l'auteur. Elles obtiendront difficilement auprès des historiens la faveur qu'elles méritent. On devra pourtant le consulter sur bien d'autres questions que l'histoire contemporaine de Thucydide. On peut partager ses idées sur la politique agraire de Pisistrate (p. 117 et suiv.), sans croire avec lui que le tyran ne voulût rien faire pour le commerce par rancune contre les Paraliens. L'histoire intérieure d'Athènes pendant les guerres médiques et les institutions militaires sont traitées avec la supériorité qu'on pouvait attendre de l'auteur de *The great Persian war*. Le personnage de Thémistocle est remarquablement campé (p. 141 et suiv.). Les essais de statistique (par exemple p. 213 et suiv.) marquent une juste réaction contre les chiffres trop uniformément bas de Beloch. Je veux enfin signaler les belles pages (p. 109-111) où Grundy, après avoir analysé les conceptions juridiques dont s'arment en tout temps les possédants et les pauvres, le droit social de propriété et le droit naturel de vivre, insiste sur l'embarras qu'éprouve l'historien consciencieux en face de ces deux conceptions et sur l'obligation qui lui incombe de s'interdire tout jugement moral pour se borner à un exposé aussi exact que possible des faits.

Dans ses recherches sur la fin du v^e siècle et sur la plus grande partie du iv^e, KAHRSTEDT examine quatre questions : la révolution oligarchique de 411 (p. 235-268), le moment de l'entrée en charge des navarques spartiates (p. 155-204), les symmories athéniennes (p. 205-233) et la politique de Démosthènes (p. 1-154). Il aime la

précision, et les problèmes de chronologie l'attirent. Il discute volontiers les solutions proposées par les savants allemands ; il conserve à leur égard, même envers ses maîtres Ed. Meyer et Lehmann-Haupt, une indépendance absolue. Quant aux étrangers, il les ignore ; en tous cas, il ne les cite, pour ainsi dire, jamais. On est un peu surpris de voir traiter la question des navarques spartiates sans lire le nom de Pareti (voir t. CIV, p. 346) ; on ne s' imagine pas qu'une discussion sur l'εἰσφορά et les symmories puisse être complète, si elle reste muette sur les travaux de Paul Guiraud ; enfin, quand on emploie une centaine de pages à rectifier d'après Didymos et les inscriptions les dates communément admises depuis Arnold Schäfer pour l'époque de Démosthènes, on n'a vraiment pas le droit de cacher que, quatre ans auparavant, P. Foucart a publié en 200 pages in-4° une *Étude sur Didymos* qui a le même objet et avec laquelle on se rencontre à maintes reprises. Kahrstedt n'avait cependant pas besoin de ces prétéritons pour se faire valoir davantage : ses recherches, quoique souvent discutables, présentent un grand intérêt. En ce qui concerne l'an 411, il dénie toute origine officielle aux documents insérés dans la Πολιτεία d'Aristote (§§ 30-31) et dans Thucydide (65, 3). Ce sont, d'après lui, de simples programmes élaborés par différentes fractions du parti révolutionnaire, des projets de constitution qui n'ont jamais été adoptés. Ils nous renseignent donc sur les idées du temps, mais non sur les institutions, et il ne faut pas être surpris de les voir en contradiction soit avec Lysias et les inscriptions, soit avec le contexte d'Aristote et de Thucydide eux-mêmes. — La question des symmories est une des plus compliquées qui se posent au IV^e siècle. D'ailleurs, dès qu'il s'agit des finances athéniennes, il faut se tenir sur la réserve ; car des documents nouveaux peuvent à chaque instant ruiner les opinions qu'on croyait les plus sûres, comme le prouve en ce moment même l'exemple de la caisse militaire, qui paraissait bien créée par Démosthènes en 339 et qui est mentionnée maintenant dans une inscription antérieure de quatre ans. On ne peut pas dire que Kahrstedt soit resté fidèle à cette règle de prudence. L'εἰσφορά pèse sur tout le capital, et c'est la somme des capitaux tant fonciers que mobiliers existant en Attique qui est estimée par le recensement de 378 à 5,750 talents : il n'y a pas de distinction à faire entre le capital réel et le capital imposable, l'οὐσία et le τίμημα. La προεἰσφορά a été imaginée dans la seconde moitié de 374, ainsi que la classe des Trois-Cents chargés de faire l'avance de l'impôt à l'État. Voilà les deux points sur lesquels Kahrstedt insiste le plus. Mais le premier, souvent affirmé, n'est jamais démontré, à moins qu'on appelle

démonstration le renvoi obstiné d'une affirmation à une autre. Le second soulève toutes sortes d'objections. La base même des calculs est fautive, puisqu'ils supposent que l'*εἰσφορά* était un impôt régulier, permanent. Ensuite, si la mission d'Androton, chargé de faire rentrer les arriérés, est antérieure à toute *προεισφορά*, la voilà placée au plus tard en 375/374, et cependant Démosthènes la critique, dans un procès de 355, en des termes qu'il ne pourrait pas employer pour une affaire vieille de vingt ans. — La plus considérable et vraiment la plus importante des études publiées par Kahrstedt est celle qui se rapporte à l'époque de Démosthènes. Il est malheureusement impossible de l'analyser. C'est la fatalité de ce genre de recherches, et il faut avouer que l'auteur ne facilite pas la tâche du lecteur. Mais qu'on prenne la peine de dresser le tableau des dates qu'il assigne aux événements de 357-339 et qu'on compare ce tableau à la liste qui accompagne l'ouvrage de Schäfer; on se rendra compte de l'effort méritoire qu'il a fait pour approcher davantage de la vérité. En nous faisant passer au même moment de l'Égypte à la Thrace, de l'Hellespont à la Phocide, de la Thessalie au Péloponèse, il nous présente des synchronismes d'où il tire toujours, sans se lasser, la même conclusion : Démosthènes, depuis son entrée dans la vie politique jusqu'à la guerre qui éclate en 339, n'a pas cessé de soutenir la politique des Perses; il n'est pas devenu partisan d'Artaxerxès par haine de Philippe, mais ennemi de Philippe par amour pour Artaxerxès. On ne s'attend pas ici à une discussion sur un pareil sujet¹.

Comme Kahrstedt, comme tous les Allemands d'aujourd'hui, KESSLER « philippise ». Il ne s'en prend pas à Démosthènes; il décerne une couronne d'or et élève une statue à Isocrate. D'après lui, comme d'après Ed. Meyer, le fameux rhéteur aux périodes cadencées est un des plus profonds politiques qu'ait produits la Grèce. Il consacra toute sa vie à la propagande de l'idée panhellénique. Longtemps il crut que son rêve pourrait être réalisé par Athènes. En 380, dans le *Panégérique*, il préconisa la fondation d'une nouvelle confédération athénienne qui réunirait les forces de toute la Grèce contre les Perses. La confédération se fit (378). Quand l'impérialisme renaissant déchaina la guerre sociale (357-355), Isocrate s'efforça encore, par le *Discours sur la paix* (356) et l'*Aréopagitique* (355), de ramener ses concitoyens à une politique plus modérée. Il échoua, et la confédération fut brisée. Alors il chercha hors d'Athènes un homme capable d'accomplir la grande œuvre : il avait déjà songé à Jason de Phères, à Denys de Syracuse (367), à Archi-

1. Ulrich Kahrstedt, *Forschungen zur Geschichte des ausgehenden fünften und des vierten Jahrhunderts*. Berlin, Weidmann, 1910, in-8°, vi-283 p.

damos de Sparte (356) ; son choix s'arrêta définitivement sur Philippe. Il essaya de réconcilier Athènes et le roi de Macédoine en leur proposant d'unir la Grèce contre Artaxerxès. Le *Philippos* (346), la *deuxième lettre à Philippe* (346), le *Panathénaique* (339), la *troisième lettre à Philippe* (338) eurent pour but de prévenir la guerre ou d'arrêter les hostilités. Mais le désastre de Chéronée fit perdre tout espoir à Isocrate : il se laissa mourir. Quelques mois après, ses projets obtenaient une consécration suprême au congrès de Corinthe¹.

Les études d'histoire locale parues cette année ont ceci de commun qu'elles font surtout connaître des populations réduites à une condition inférieure, périèques et serfs. C'est ce qu'on va constater en passant de l'Élide par l'Argolide en Thessalie.

B. NIESE a tenté de dissiper les ténèbres qui enveloppent encore l'histoire de l'Élide. La population n'est pas homogène dans la Périokis : les périèques de la frontière arcadienne et de la côte septentrionale sont parents ; mais ceux de la Triphylie sont d'une race différente, d'où leur perpétuelle turbulence et les efforts faits par les Arcadiens ou les Spartiates pour les arracher aux Éléens. Durant les temps homériques, la prospérité de l'Élide Creuse a fait prévaloir le nom des Éléens sur celui des Épeiens ; mais le pays ne s'étendait pas encore au delà de l'Alphée, qui le séparait du territoire pylien. Les longues luttes entre Éléens et Pisates sont une invention tardive ; car avant 364 le nom même de Pisa ne désignait que la plaine éléenne d'Olympie².

DE SANCTIS établit que ce sont bien les Gymnètes, les serfs de la glèbe, que les Argiens ont armés et gratifiés du droit de cité entre 493 et 490, lorsqu'ils ont voulu réparer les pertes que leur avaient infligées les Spartiates. La disparition des serfs ne laisse plus désormais en présence dans l'Argolide que les citoyens et les périèques³.

La publication des inscriptions de Thessalie en 1908 a donné lieu immédiatement à quelques bons travaux. Il était utile, pour encadrer toutes les recherches particulières, d'avoir un aperçu général du pays, de ses habitants et de ses institutions. La dissertation de G. KIP est donc la bienvenue. L'auteur, se plaçant dans la période antérieure à la conquête macédonienne, détermine les territoires

1. Josef Kessler, *Isokrates und die panhellenische Idee* (Studien zur Geschichte und Kultur des Altertums hrsg. von Drerup, Grimme und Kirch, IV. Bd., 3. Heft), Paderborn, Schöningh, 1910, in-8°, 86 p.

2. *Genethiacon* C. Robert überreicht... P. 1-47 : Benedictus Niese, *Drei Kapitel eleischer Geschichte*.

3. *Saggi...* a Giulio Beloch... P. 235-239 : Gaetano de Sanctis, *Argo e i Gimnète*.

occupés tout autour des Tétrades thessaliennes par les peuples sujets ou périèques (Perrhèbes, Magnètes et Achéens de Phthiotide) et par les peuples vassaux (Enianes, Eléens et Maliens séparés par le Spercheios, Dolopes). Il étudie les institutions fédérales et communales, en distinguant avec soin les magistratures de l'une et de l'autre catégorie. Grâce à cette méthode, appliquée avec précision et prudence, on se rend compte pour la première fois de la façon dont fonctionnait la constitution fédérale des Magnètes¹.

La période hellénistique tient une large place dans les *Saggi* offerts à Beloch. V. COSTANZI y étudie la guerre démétrique; G. NICCOLINI, l'institution des patronomes créée par le roi de Sparte Cléomènes III; G. CORRADI, la charge de l'ἐπι τῶν πραγμάτων, premier ministre des Séleucides; G. CARDINALI, la mort d'Attale III et la révolte d'Aristonikos².

INSTITUTIONS ET DROIT. — Les publications de papyrus ont pour résultat de faire un peu délaïsser les institutions politiques et économiques, ainsi que le droit, de la période classique.

Ed. MEYER a publié un mémoire solide et brillant sur les *Travaux* d'Hésiode et la fiction des cinq âges. Il y a là des développements ingénieux et profonds sur les conceptions du vieux poète, sur le besoin de justice qu'il exprimait avec la vigueur des prophètes juifs, sur sa croyance à l'obligation morale du travail³.

PHILLIPSON a consacré deux volumes à la loi et à la coutume internationales de l'antiquité. Ce n'était pas de trop pour examiner de la façon large qui convient une partie aussi considérable des institutions grecques et romaines. L'auteur commence par poser les principes : autonomie et souveraineté des cités fermées aux étrangers; difficulté de donner à la loi une portée internationale. Puis il montre comment l'hostilité primitive s'est adoucie peu à peu dans la pratique et dans le droit lui-même; il parcourt ainsi l'échelle des privilèges qui améliorent la situation de l'étranger; il définit l'isopolitie, la proxénie, la condition des métèques, l'isotéleia, jusqu'à ce qu'il arrive au privilège suprême qui fait disparaître la tare naturelle, au droit de cité. Jusqu'ici, nous en sommes restés aux relations

1. Gerhard Kip, *Thessalische Studien. Beitrag zur politischen Geographie, Geschichte und Verfassung der thessalischen Landschaften*. Diss. inaug. de Halle. Hannover, Neuenhaus, 1910, in-8°, 143 p., 2 cartes.

2. *Saggi*... a Giulio Beloch... P. 59-79 : V. Costanzi, Δημητριακὸς πόλεμος. — P. 1-18 : G. Niccolini, *Questioni intorno al re di Sparta Cleomene III*. — P. 169-183 : G. Corradi, Ὁ ἐπὶ τῶν πραγμάτων. — P. 269-320 : G. Cardinali, *la Morte di Attalo III e la rivolta di Aristonico*.

3. *Genethliacon* C. Robert überreicht... P. 157-187 : Eduard Meyer, *Hesiods Erga und das Gedicht von den fünf Menschengeschlechtern*.

de la cité avec les individus venus du dehors, à la loi unilatérale; le moment est venu d'étudier les relations entre cités. Le droit d'asile s'oppose aux excès de la force et met des limites aux abus de l'ex-tradition. Les ambassadeurs sont revêtus d'un caractère sacré qui leur assure des droits et leur impose des devoirs : par eux les groupes d'ennemis naturels peuvent nouer des rapports pacifiques, engager des négociations, conclure des traités, en un mot substituer l'état de paix à l'état de guerre par des formalités religieuses et des serments échangés. Les cités peuvent même être liées les unes aux autres d'une façon durable, soit par la communauté religieuse d'une amphictionie, soit par la parenté qui unit la colonie à la métropole, soit par les clauses d'une alliance militaire et politique, soit par des conventions d'un caractère spécialement commercial; les cités peuvent même s'unir d'une façon permanente au moyen d'une confédération ou d'une sympolitie. A la longue, les intérêts se croisent, s'étendent, et la conception d'un équilibre des puissances complique, en la rehaussant, la tâche des diplomates. Enfin, l'idée se fait jour qu'un conflit entre cités peut être réglé comme un conflit entre particuliers, par l'intervention d'un tribunal, et la Grèce reconnaît l'autorité de l'arbitrage international. La guerre elle-même ne se soustrait pas complètement à l'influence du droit. Elle doit se justifier par des motifs valables, être déclarée selon des règles constantes, se conformer aux lois de l'humanité. Il faut respecter la propriété de l'ennemi et même sa vie, dès qu'il n'est plus à craindre, garder la foi jurée pendant les trêves. Le droit de représailles, intermédiaire entre le droit de vengeance privée et la guerre, est restreint par les traités; des institutions variées assurent la liberté des mers; la guerre de corsaires est soumise à des lois précises. — Le sujet, comme on voit, est vaste. L'auteur connaît en général les faits et les textes essentiels. Il tient un peu trop à le faire savoir dans sa Bibliographie, où les mentions des auteurs anciens sont absolument inutiles (exemples : Demosthenes, avec la liste de vingt-trois discours; Isidore of Seville, *Origins*; Petronius, *Satyricon*; Theocritus, *Idylls*; Theophrastus, *Characters*; Thespis, *Fragmenta*) et où personne n'a intérêt à lire : J.-B. Bossuet, *Sermon sur la justice* (in *Œuvres*); Sir R. Jebb, *Antigone*, etc., etc. Cependant, le chapitre xvi ne mentionne pas la constitution des Béotiens, dont les papyrus d'Oxyrhynchos nous ont donné une analyse si remarquable, la meilleure description que nous ayons d'une constitution fédérale. L'exposition est claire et les matières se suivent presque toujours dans un ordre naturel. Mais là encore il faudrait faire quelques réserves : nous les avons indiquées implicitement en nous

écartant quelquefois ci-dessus du plan adopté par l'auteur. Tout compensé, Phillipson nous a donné un répertoire commode à consulter, avec les éclaircissements nécessaires¹.

DEMISCH a examiné dans les orateurs attiques et les inscriptions du IV^e siècle une des questions les plus propres à faire ressortir les principes juridiques d'une société, la question de l'hérédité des dettes au cas de succession universelle. Avec un réel talent et une grande sûreté d'investigation, il a montré que l'héritage grevé de dettes privées pouvait être accepté sous bénéfice d'inventaire par les collatéraux et répudié par eux si le passif dépassait l'actif, mais que les dettes envers le fisc entraînaient une atimie héréditaire et une responsabilité illimitée sans faculté de répudiation².

Et c'est tout pour la période classique. C'est sur la période hellénistique que se concentrent les efforts.

Rien ne démontre mieux l'importance qu'elle prend dans les études d'histoire ancienne que le bel ouvrage de ROSTROWZEW sur les origines du colonat romain. L'auteur s'est rendu compte que la solution de ce grand problème ne se peut trouver que dans les provinces orientales, et que là les institutions romaines sont ou la continuation pure et simple ou du moins la fidèle copie des institutions hellénistiques. La constitution d'une classe de colons attachés au domaine public, l'intervention de l'État fortement centralisé dans les faits économiques et particulièrement dans le droit agraire, même ce phénomène qui précipita les événements, l'écrasement des petits paysans par la grande propriété : toutes les causes qui contribuèrent à un résultat universel se révèlent d'abord, et plus clairement que partout ailleurs, dans les royaumes des Lagides et des Séleucides. — En Égypte, le roi est théoriquement le propriétaire de toutes les terres ; mais il ne les cultive pas en régie. Il en concède une part aux dieux ou à des particuliers. C'est la *γη ἐν ἀφέσει*, qui comprend : les terres des temples (*γη ἱερᾶ*), les concessions des vétérans (*γη κληρουχική*), les bénéfices octroyés aux grands de la cour, de l'administration et de l'armée (*γη ἐν θωρεᾷ*), enfin les terres en friche louées par emphytéose ou vendues à des cultivateurs. Sur la terre *ἐν ἀφέσει*, le roi réalise son droit théorique sous la forme d'un loyer payé en nature ou en numéraire ; mais il y laisse vivre à l'aise une classe de bourgeois hellénisés qui est l'appui du trône et qui fournit

1. Coleman Phillipson, *The international law and custom of ancient Greeks and Romans*. London, Macmillan, 1911, 2 vol. in-8°, xxiv-419, xvi-421 p.

2. Edwin Demisch, *Die Schuldenerbfolge im attischen Recht. Ein Beitrag zur Entwicklungsgeschichte der Universalsukzession*. Diss. inaug. Borna. Leipzig, Noske, 1910, in-8°, x-62 p.

à l'État ses fonctionnaires et ses fermiers d'impôts. Tout autre est la condition du domaine, de la γῆ βασιλική. Le roi la fait cultiver par les fellahs. Tantôt il leur impose un contrat léonin qui détermine la redevance (ἐκφύριον) et n'engage à rien l'État; tantôt il distribue les tenures et fixe les redevances aux paysans d'un village par un acte administratif (μίσθωσις ἀνευ συναλλάξεων). Ces tenanciers, les βασιλικοὶ γεωργοί, sont la grande ressource du fisc; mais, taillables et corvéables, surveillés et battus par les fonctionnaires, ils sont les victimes d'un régime fondé sur leur travail. — Sous les Séleucides, héritiers de τοῖς οἰκονομία στρατικῇ, on distinguait en Asie Mineure : 1^o le domaine royal (χώρα βασιλική), soumis à une redevance en nature (φύρος); 2^o la terre libre, comprise dans une cité et soumise à l'impôt en numéraire (σύνταξις). Le domaine fut continuellement réduit par des donations et des ventes; car, s'il ne comportait pas de propriété privée en principe, on pouvait toujours en détacher des parcelles, pour les englober dans les cités existantes ou les constituer en cités nouvelles. Mais, d'autre part, les rois grecs combattirent énergiquement les seigneurs féodaux, détruisirent leurs châteaux-forts et agrandirent le domaine à leurs dépens, ce qui compensait les aliénations. Les terres de toutes catégories étaient en grande partie cultivées par des serfs (λαοί), serfs du roi (λαοὶ βασιλικοί), serfs des cités, serfs des temples, serfs des particuliers (κατοικοῦντες ou παροικοῦντες); mais on connaissait d'autres modes d'exploitation, tels que le fermage et l'emphytéose. La politique des Séleucides consiste à maintenir et à unifier le domaine royal par la suppression des fiefs, à développer la propriété privée par l'extension donnée au territoire des cités, à favoriser l'exploitation du sol au moyen du servage¹.

C'est une heureuse idée qu'a eue PLAUMANN d'étudier l'influence grecque en Égypte depuis les Lagides, en montrant les effets qu'elle produisit dans une ville de province. Et c'est une heureuse fortune que l'état de nos documents l'ait obligé, pour faire cette démonstration, de se placer à Ptolémaïs, dans la Haute-Égypte, aux avant-postes de l'hellénisme vers le sud. L'auteur suit les destinées de cette ville jusqu'à la conquête arabe qui la détruisit; nous nous bornerons ici à la période des Lagides. Fondée par Ptolémée I^{er} Sôter sur l'emplacement d'une localité sans importance, Ptolémaïs fut, avec Alexandrie et Naucratis, un de ces centres où l'on voyait, au-dessus

1. M. Rostowzew, *Studien zur Geschichte des römischen Kolonates* (I. Beiheft zum *Archiv für Papyrusforschung*). Leipzig-Berlin, Teubner, 1910, in-8°, xii-432 p.

d'une populace fidèle aux mœurs et aux traditions de la vieille Égypte, une aristocratie de Grecs mêlée de quelques indigènes convertis aux mœurs grecques : en somme, une ville d'un aspect bien spécial. Les citoyens étaient répartis dans des tribus et des dèmes ; ils se réunissaient à l'assemblée. Mais les affaires communales étaient traitées dans le Conseil. L'administration municipale était aux mains des six prytanes. Une large autonomie permettait à la cité de se donner des lois et des juges en dehors de toute intervention de l'épistratège. Le pouvoir central avait pour garantie une garnison permanente. Les Grecs adoraient leurs divinités nationales, les Égyptiens avaient un temple d'Isis hors de la ville ; à tous s'offraient les cultes officiels. Plaumann distingue le culte de la dynastie et celui de Ptolémée Sôter : l'un, établi par Philopator, avait pour représentants des prêtres nommés par le roi et reconnus comme éponymes sur tout le territoire de la Haute-Égypte ; l'autre s'adressait spécialement au fondateur de la ville. Mais on peut se demander si cette distinction apparaît avec certitude dans les textes. Dans l'histoire sociale de Ptolémaïs il faut remarquer la grande place tenue par la confrérie des acteurs et, pendant la majeure partie du II^e siècle, par le chef de cavalerie Drytôn le Crétois¹.

L'organisation du crédit dans des établissements publics a toujours été considérée comme une des institutions les plus remarquables de l'Égypte grécisée. Mais l'étudier à fond pouvait passer pour une rude entreprise. Il fallait connaître jusque dans le plus menu détail la littérature énorme des papyrus et en même temps être rompu, non pas seulement à la théorie, mais à la pratique d'une grande administration où les intérêts de l'État seraient en contact perpétuel avec les intérêts privés. Un homme s'est trouvé qui avait fait ses preuves dans l'érudition, capable d'éditer les papyrus de l'Université de Strasbourg et de présenter un tableau des magistratures urbaines dans l'Égypte romaine, et qui en même temps avait blanchi sous le harnais à la tête de l'administration des télégraphes en Alsace : Friedrich PREISIGKE. Il s'est enfoncé dans une étude qui faisait reculer les plus braves et revient, avec un volume de près de 600 pages qui restera de longues années un ouvrage capital sur les opérations de banque et la vie économique dans l'antiquité. L'Égypte ptolémaïque sut faire un usage admirable des virements. Chaque bourgade dans les nomes pauvres, chaque village dans les nomes fertiles avait son grenier public, son *θησαυρός*

1. Gerhard Plaumann, *Ptolemais in Oberägypten. Ein Beitrag zur Geschichte des Hellenismus in Ägypten* (Leipziger historische Abhandlungen, Heft XVIII). Leipzig, Quelle und Mayer, 1910, in-8°, xii-137 p.

administré par un sitologue. Partout le moindre village avait sa banque publique, sa *τράπεζα*, que l'État mettait en adjudication. Grâce à ces deux sortes d'établissements, on imagina les combinaisons les plus ingénieuses pour opérer les virements sous toutes les formes, en nature, en monnaie et en papier. Les greniers publics recevaient, outre le produit des impôts perçus en nature et les revenus du domaine, les dépôts des particuliers : les cultivateurs y apportaient leur blé qui, moyennant une légère redevance, était garanti contre tous les risques. Les greniers devenaient ainsi des banques dont le capital était constitué par des richesses naturelles. Chaque sorte de blé y avait sa valeur fixe : le blé indigène était coté selon l'année; le blé exotique, selon la qualité. Les comptes-courants de dépôts permettaient d'effectuer tous les paiements nécessaires sans déplacement de marchandises, par un simple jeu d'écritures. Le système facilitait le versement des impôts et des loyers. Il suggérait les transactions les plus complexes. Avec les reçus du sitologue, le contribuable ou le débiteur pouvait payer n'importe où une somme qui était finalement portée au débit de son compte dans son village. Chaque dépositaire pouvait mettre en circulation des chèques en proportion de sa provision. Dans les métropoles, où étaient vérifiés les comptes des sitologues, fonctionnaient en somme de véritables chambres de compensation. Les banques publiques jouaient le même rôle que les greniers, avec la monnaie comme moyen d'action. C'étaient avant tout des bureaux de perception dépendant de l'administration centrale; mais ils recevaient les dépôts métalliques des particuliers, leur ouvraient des comptes-courants et mettaient à leur disposition des mandats et des chèques. Enfin, on parvint à rendre négociable, même sans dépôt préalable ni de blé ni d'argent, tout titre authentique de propriété. Les actes notariés étaient conservés dans les archives des temples, à la façon égyptienne, ou dans les archives du *συγγραφεύλαξ*, à la façon grecque; ils furent mis en circulation par des virements scripturaux. La *βεβλητοθήκη ἐγκτησέων* n'était pas un cadastre où dût s'inscrire obligatoirement la situation juridique de tous les biens-fonds; c'était une institution à laquelle on demandait librement une garantie aussi bien pour les objets mobiliers que pour les propriétés foncières. Il est dommage tout de même que l'administration des Lagides n'ait pas trouvé le moyen de convertir en chèques les obligations d'ordre moral : les lecteurs de Preisigke sauraient du moins comment s'acquitter envers lui¹.

1. Friedrich Preisigke, *Girwesen im griechischen Ägypten, enthaltend Korngiro Geldgiro Girobanknotariat mit Einschluss des Archivwesens. Ein*

Les juristes de Leipzig continuent d'exploiter les papyrus dans leurs recherches sur le droit privé. Ad. BERGER a étudié les clauses pénales en droit gréco-égyptien. L'ouvrage est excellent. Il commence par fixer le sens des termes et des formules en distinguant ceux qui se rapportent aux peines conventionnelles privées et ceux qui désignent les amendes dues au fisc. Puis il fait un exposé historique et dogmatique des conceptions sur lesquelles se fondent les clauses pénales. Dans un troisième chapitre, il passe en revue les différentes espèces de contrats : prêt, vente, louage de choses, louage d'ouvrage et de services (y compris l'apprentissage et le nourrissement d'enfants), partage et liquidation, contrat libératoire, promesse d'indemnité, obligation de séjour, compromis, contrats de mariage et de divorce, confection de testament. C'est dans ce troisième chapitre que l'auteur déploie le mieux son aptitude à l'analyse méthodique. Il faut mettre hors de pair les pages (103-115) sur le contrat de prêt en nature et les peines stipulées dans ce cas, à savoir l'ἡμίελιον (50 % en sus), la conversion de la dette naturelle en dette monétaire, la combinaison des deux peines précédentes, une somme forfaitaire : il y a là une belle page d'histoire économique et sociale¹.

Ce livre de Berger a pour complément un mémoire de H. LEWALD sur l'exécution personnelle. Varron (*De re rustica*, I, 17, 2) parlait de la condition faite en Illyrie, en Asie et en Égypte aux *obærarii* : cette condition, Lewald la retrouve dans les contrats où des débiteurs insolubles s'acquittent en engageant à leur créancier les services d'un fils, d'un frère, d'un esclave, et dans les clauses pénales où est prévue la contrainte par corps (ἀγώγιμος), telle que la décrit Denys d'Halicarnasse. Il conclut ainsi à l'identité des *obærarii* et des *nexi*².

RELIGION, FÊTES ET JEUX. — Par la publication des 61^e-63^e fascicules, le *Lexicon* de Roscher est arrivé à l'article *Sibylla*³.

PERNIER attribue au culte de Rhéa un sanctuaire découvert à

Beitrag zur Geschichte des Verwaltungsdienstes im Altertume. Strassburg, Schlesier und Schweikhardt, 1910, in-8°, xvi-575 p.

1. Adolf Berger, *Die Strafklauseln in den Papyrusurkunden. Ein Beitrag zum gräko-ägyptischen Obligationsrecht*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1911, in-8°, vi-246 p.

2. Hans Lewald, *Zur Personalexekution im Recht der Papyri*. Leipzig, Veit, 1910, in-8°, 76 p.

3. *Ausführliches Lexicon der griechischen und römischen Mythologie*, hrsg. von W. H. Roscher. Leipzig, Teubner, in-8°, 1910, 61. Lieferung (*Sandros-Satyros*), col. 321-480; 62. Lief. (*Satyros-Seirenen*), col. 481-640; 1911, 63. Lief. (*Seizomnia-Sibylla*), col. 641-800.

Phaistos et une série de monuments figurés qui appartiennent au VIII^e et au VII^e siècle¹.

Obstinément particulariste et cependant ouverte de toutes parts au souffle des civilisations étrangères, la Sicile offre dans l'antiquité un curieux mélange de cultes indigènes et de religions importées. CIACERI a voulu faire le départ entre ces éléments divers. Son livre est bon. Nous y voyons successivement les divinités nationales s'offrir aux adorations sous leur forme primitive, puis se déguiser sous des rites et des mythes orientaux, enfin faire une large place à côté d'elles aux divinités helléniques, apportées surtout par les Doriens, mais venues aussi d'Athènes et de Mégare².

Ernst SCHMIDT a étudié du point de vue politique les légendes relatives à l'importation des cultes décidée par les pouvoirs publics. Il a choisi trois exemples : l'arrivée de Sarapis à Alexandrie, d'Esculape et de la Grande-Mère à Rome. 1^o La religion de Sarapis a été créée par un acte réfléchi de Ptolémée Sôter. En fondant une dynastie, le fils de Lagos voulut réunir dans un seul culte ses sujets égyptiens et grecs : le dieu nouveau fut un Alexandre aux attributs hétérogènes et au nom égyptien. 2^o Lorsqu'en 291 les Romains dédièrent un temple à Esculape et y logèrent le serpent ramené d'Épidaure par une ambassade solennelle, ils connaissaient ce dieu depuis longtemps. Toutes les légendes répandues à ce moment avaient pour objet de relever les courages abattus par la peste. 3^o Le temple élevé en 191 à la grande déesse d'Asie, la Mère ou Cybèle, n'a pas été commencé en 204, pendant la guerre contre Annibal, mais en 194, à l'époque où le Sénat romain songeait pour la première fois à envoyer les légions en Asie Mineure : il s'agissait à la fois d'entraîner la plèbe vers la politique nouvelle et d'en préparer le succès dans la patrie de la déesse. Sur la première de ces thèses, je ferai quelques réserves ; la seconde me semble fortement critiquable, la troisième est aussi claire et juste que riche de conséquences³.

En classant les noms « théophores » conservés dans les recueils d'inscriptions, SITTIG n'a pas seulement amassé les matériaux pour un chapitre intéressant de la vie privée. Comme les particuliers

1. *Saggi...* a Giulio Beloch... P. 241-253 : L. Pernier, *Memorie del culto di Rhea a Phaistos*.

2. Emanuele Ciaceri, *Culti e miti nella storia dell' antica Sicilia*. Catania, Battiato, 1911, in-8°, xii-330 p.

3. Ernst Schmidt, *Kultübertragungen (Religionsgeschichtliche Versuche und Vorarbeiten)*, hrsg. von R. Wünsch und Ludw. Deubner, VIII. Bd., 2. Heft). Giessen, Töpelmann, 1910, in-8°, iii-124 p.

donnaient à leurs enfants des noms empruntés aux grandes divinités de la cité, aux patrons de confréries, aux dieux étrangers, ces catalogues de noms classés ville par ville nous donnent souvent des renseignements, qu'il ne faut pas négliger, sur l'histoire religieuse de la Grèce. Il suffit, pour voir l'intérêt de cette étude, de jeter un coup d'œil sur le tableau qui la résume aux dernières pages¹.

Il serait très intéressant, pour bien connaître l'état moral d'Athènes au v^e siècle, de savoir quelle valeur attribuer aux plaisanteries d'Aristophane sur les choses de la religion. Carlo PASCAL rassemble donc et commente tout ce que le poète a dit sur Dionysos et ses fêtes, sur Zeus, Héracles, Hermès et Prométhée, sur les mystères et les oracles, les superstitions populaires, les théogonies traditionnelles, les cosmogonies à prétention scientifique. Aristophane essayait-il de combattre les préjugés? Préférait-il épurer la religion des ancêtres et s'opposer à l'introduction des cultes étrangers? Mais, au fait, est-il bien nécessaire qu'un poète comique ait un système religieux? Peut-être lui suffit-il de faire rire².

Depuis trente ans, Paul STENGEL avait dispersé dans un grand nombre de revues et de *Festschriften* une longue série d'articles relatifs au rituel grec des sacrifices et des libations. Il a bien fait de réunir ces travaux en un recueil où l'ensemble met chaque partie en pleine valeur. Il n'a, d'ailleurs, pas limité son effort à une réimpression. Les articles les plus récents sont rafraîchis; les plus anciens sont complètement transformés et aboutissent parfois à des conclusions toutes nouvelles. Il ne faut pas demander à Stengel les hardiesses de la méthode comparative, les illuminations d'une théorie grandiose et fortement originale. Il fait œuvre de philologue. Il réunit les textes et en donne l'interprétation unilatérale. Mais, par cela même, il rend un très grand service aux savants qui étudient la religion grecque ou l'histoire comparée des religions. Sans imposer une opinion, il met à la disposition de chacun les ressources nécessaires pour s'en faire une³.

Dans la collection de Wünsch et Deubner, WÄCHTER étudie les différentes sortes de souillure que l'homme doit éviter pour se mettre en présence de la divinité, c'est-à-dire les différentes variétés

1. Ernestus Sittig, *De Græcorum nominibus theophoris (Dissertationes philologicæ Halenses*, vol. XX, pars 1). Halis Saxonum, Niemeyer, 1911, in-8°, xii-167 p.

2. Carlo Pascal, *Dioniso. Saggio sulla religione e la parodia religiosa in Aristofane*. Cattania, Battiato, 1911, petit in-8°, xvi-259 p.

3. Paul Stengel, *Opferbräuche der Griechen*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1910, in-8°, ii-238 p., 6 fig.

de démons qui cherchent à le mettre à mal. Il énumère ainsi, non sans quelque désordre, un grand nombre de prescriptions et d'interdictions. Il laisse de côté à dessein l'impureté résultant des relations sexuelles¹.

C'est que cette question rentrait dans un sujet plus général : la chasteté cultuelle, sujet traité à fond dans la même collection par FEHRLE. Fehrle ramène la chasteté cultuelle à deux principes : 1^o la femme qu'un dieu juge digne de son amour doit renoncer à tout commerce avec un homme ; 2^o les relations charnelles font contracter une souillure contraire aux pratiques religieuses. De là les règles d'abstinence qui s'imposent aux prêtres et prêtresses, à leurs acolytes, aux simples assistants ; de là le mariage mystique qui se célèbre dans les temples de certains dieux ; de là enfin la croyance en des déesses vierges et mères qui réalisent l'idéal même de la chasteté cultuelle, la fécondité par la pureté. On voit combien cette étude, fortement poussée, apporte de lumière sur les origines helléniques du christianisme².

KIRCHER examine les emplois rituels du vin et leur signification. Il remonte ainsi à l'époque primitive où le vin ne s'était pas encore substitué au sang et il s'arrête au moment où le christianisme recueille le rite de la communion par le calice. L'ouvrage aurait plus de valeur si l'auteur avait mieux connu la bibliographie de son sujet et n'avait pas souvent cru découvrir ce qui était dans le domaine public³.

La danse étant un rite, les études sur la danse grecque intéressent l'histoire de la religion. De tout temps, la reconstitution du *kordax*, cette danse burlesque qu'on dirait exécutée par des rustres avinés, a tenté les amateurs d'orchestique. SCHNABEL, à son tour, a essayé de décomposer les mouvements représentés sur les vases peints et de les identifier aux termes usités par les auteurs. A-t-il réussi ? Je regrette d'être trop incompetent pour en juger. Mais j'apprécie l'effort fait par l'auteur pour expliquer l'origine du *kordax*. Tous ces gestes devenus obscènes par la suite étaient primitivement, chez les populations pré-doriennes du Péloponèse, des charmes magiques qui

1. Theodor Wächter, *Reinheitsvorschriften im griechischen Kult* (Religionsgeschichtliche Versuche..., IX. Bd., 1. Heft). Giessen, Töpelmann, 1910, in-8°, 144 p.

2. Eugen Fehrle, *Die kultische Keuschheit im Altertum* (Religionsgeschichtliche Versuche..., VI. Bd.). Giessen, Töpelmann, 1910, in-8°, xii-250 p.

3. Karl Kircher, *Die sakrale Bedeutung des Weines im Altertum* (Religionsgeschichtliche Versuche..., IX. Bd., 2. Heft). Giessen, Töpelmann, 1910, in-8°, viii-102 p.

avaient pour objet de stimuler la fécondité. Le *kordax*, dont le nom n'est pas plus hellénique que celui de toutes les danses analogues, sollicitait les faveurs de la grande déesse mère par une mimique expressive. Après la conquête doriennne, les hilotes continuèrent d'exécuter devant leurs maîtres leurs danses d'ivrognes. C'est relativement tard que le rite fut transmis par le culte d'Artémis à celui de Dionysos, et la farce mégarienne en fit connaître la forme laïcisée et réaliste à la comédie attique¹.

Sur l'athlétisme grec, on n'avait jusqu'ici comme travail d'ensemble que l'ouvrage de Krause, publié en 1841. Cependant quantité de documents nouveaux avaient été découverts à Olympie, à Delphes, à Épidaure, à Priène, à Pergame. Ils avaient été partiellement mis en œuvre, et bien des problèmes insolubles pour Krause avaient été plus ou moins élucidés par les publications de fouilles, comme celle d'Olympie, ou par les études récentes sur la gymnastique, comme celles dont Jüthner a fait sa spécialité. Le moment était venu de jeter encore une fois un coup d'œil général sur les jeux et concours. GARDINER était bien préparé à la tâche par une série d'articles sur tous les exercices de la palestre, sauf le pugilat. Son livre n'est donc pas seulement un ouvrage de vulgarisation, un de ces beaux manuels dont l'Angleterre a le secret; c'est encore en grande partie un travail original. Plaisant à l'œil avec ses gravures nettes et jolies, qui sont un commentaire perpétuel du texte, il se prête aux recherches avec sa bibliographie méthodique et ses index. Tout y est d'une clarté parfaite et l'on peut, pour ainsi dire, l'embrasser d'un regard. Première partie : histoire de l'athlétisme grec et des fêtes athlétiques depuis les temps les plus reculés jusqu'à la suppression des jeux olympiques par l'empereur Théodose (393 après J.-C.). Cette histoire comprend : 1° la période homérique; 2° l'origine de la fête athlétique, en 776, à Olympie; 3° l'âge des fêtes athlétiques, le VI^e siècle (fêtes Pythiques et Isthmiques en 582, Néméennes en 573, Panathénées en 566); 4° l'âge de l'idéal athlétique (500-440); 5° l'âge des professionnels et spécialistes (440-338); 6° le déclin de l'athlétisme (338-146); 7° la période romaine. Les chapitres d'histoire sont suivis de descriptions qui font connaître le caractère propre à chacune des grandes fêtes panhelléniques et athéniennes. Seconde partie : les exercices athlétiques des Grecs, le matériel, les locaux. Le livre de Gardiner doit attirer tout ensemble ceux que l'amour du

1. Heinz Schnabel, *Kordax. Archäologische Studien zur Geschichte eines antiken Tanzes und zum Ursprung der griechischen Komödie*. München, Beck, 1910, in-8°, iv-66 p., avec fig. dans le texte et 2 pl.

sport tourne vers l'antiquité et ceux que l'étude de l'antiquité induit aux questions de sport¹.

Une étude sur les amphores décernées en prix aux vainqueurs des Panathénées peut être une utile contribution, non pas seulement à l'archéologie grecque, mais encore à l'histoire de fêtes qui ont joué un si grand rôle dans la vie publique d'Athènes, ainsi qu'à l'histoire de l'agonistique, du costume et même du commerce. C'est ce que vient de prouver BRAUCHITSCH. Il a classé par ordre chronologique 130 vases ou tessons portant l'estampille officielle τῶν Ἀθηνῶν ἀθλῶν; il a négligé les pièces dépourvues de cette mention, parce qu'elles sont, d'après lui, de simples imitations à l'usage du commerce. Même dans les limites qu'il s'est tracées, l'auteur ne pouvait avoir la prétention d'être complet. Il signale lui-même les 200 fragments découverts sur l'Acropole et qui attendent d'être publiés. J'ajoute que, depuis l'apparition de son ouvrage, la série des amphores datées par le nom de l'archonte s'est notablement allongée : Brauchitsch en connaissait vingt et une, distribuées entre treize archontes; Breccia (appendice au *Rapport* sur le Musée d'Alexandrie en 1909, Alexandrie, 1910, p. 18-20) en signale cinq nouvelles, avec au moins deux archontes nouveaux, et Robinson (*American Journal of Archaeology*) nous en fait connaître deux, dont une amphore datée d'Asteios en 373/372, c'est-à-dire antérieure de six ans au plus ancien des archontes mentionnés dans Brauchitsch. L'auteur (p. 166) calcule que son étude porte sur 21 % des vases donnés en prix au vi^e siècle (72 sur 339) et qu'avec ceux de l'Acropole (60) on arrivera à 39 %. Quant à ceux du iv^e siècle, il en a étudié 55 sur 572, c'est-à-dire 9 1/2 %; avec les 90 de l'Acropole, on atteindra une proportion de 25 % et avec celles que signalent Breccia et Robinson 27 %. Du classement établi par Brauchitsch résultent déjà les faits suivants : 1° les amphores panathénatiques furent décernées durant une première période d'environ soixante-cinq ans, depuis l'époque de Pisistrate jusqu'au début du v^e siècle; 2° l'hostilité générale de la démocratie contre les institutions de la tyrannie les fit complètement disparaître; 3° la politique qui poussa les Athéniens à créer la seconde confédération les décida, vers 378, à rehausser de nouveau l'éclat des Panathénées par la distribution des célèbres amphores; 4° enfin, vers 311, le gouvernement de réaction oligarchique, de recueillage et de parcimonie

1. E. Norman Gardiner, *Greek athletic sports and festivals* (Handbooks of archaeology and antiquities). London, Macmillan, 1910, in-8°, xxvii-533 p., 190 fig.

qui fut incarné en Démétrius Poliorcète en décréta la suppression définitivement. On voit comme l'histoire de ces vases est intimement liée à celle de la cité elle-même. L'Athèna Promachos représentée sur le devant de l'amphore, sa position (à droite depuis 341/340 et non 340/339, voir Breccia), son costume, son casque, l'épisme de son bouclier, les emblèmes placés sur les colonnes qui l'encadrent (coqs ou statuettes) fournissent toutes sortes d'indices chronologiques qui sont fixés avec certitude par le nom de l'archonte depuis 373/372. Le fait que les 4/5 des amphores archaïques proviennent d'Étrurie et que celles du IV^e siècle sont fournies en quantités à peu près égales par la Grèce propre et par la Cyrénaïque (p. 163) pose un problème intéressant. Brauchitsch n'en cherche pas la solution dans les relations commerciales d'Athènes, en quoi il semble avoir tort. Mais on doit lui savoir gré d'avoir montré par maints exemples combien la céramique grecque donne de précieux renseignements à l'historien¹.

Gustave GLOTZ.

HISTOIRE DES PAYS-BAS.

Depuis plusieurs années on attendait un album de paléographie néerlandaise; grâce à MM. BRUGMANS et OPPERMAN l'ouvrage a enfin paru². Il contient cinquante-six spécimens, du XII^e siècle au XVIII^e: manuscrits de bibliothèques et documents d'archives, diplômes, actes, comptes, lettres ou protocoles de notaire, etc. Les reproductions sont bonnes, claires et nettes. Mais la transcription des documents n'est pas tout à fait irréprochable; souhaitons que bientôt la nécessité d'une nouvelle édition permette aux éditeurs de corriger les erreurs qui leur ont échappé.

M. HULSHOF, chargé par le gouvernement de rechercher dans les dépôts de Rostock les documents relatifs à l'histoire des Pays-Bas, nous donne dans son rapport³ plusieurs renseignements intéressants. Les relations commerciales, ecclésiastiques et littéraires entre cette ville et les Pays-Bas étaient fréquentes pendant les XV^e et XVI^e siècles

1. Georg von Brauchitsch, *Die Panathäischen Preisamphoren*. Leipzig-Berlin, Teubner, 1910, in-8°, IV-180 p., 37 fig. et 1 pl.

2. H. Brugmans et O. Oppermann, *Atlas der Nederlandsche palaeographie*. 's Gravenhage, A. de Jager, 1910, XVI-28 p.

3. A. Hulshof, *Verslag van een onderzoek te Rostock*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1909, in-8°, x-90 p.

et une partie du xvii^e. M. Hulshof a signalé nombre de documents plus ou moins intéressants et en a donné d'assez larges extraits.

L'évêché d'Utrecht a une importance capitale pour l'histoire médiévale des Pays-Bas septentrionaux. Ayant perdu, au cours du xii^e siècle, son ancienne prépondérance politique, il a conservé jusqu'à la Réforme son influence religieuse, juridique, littéraire et scientifique. Il comprenait à peu près le territoire plus tard occupé par les sept Provinces-Unies; dans tous ces pays, la justice ecclésiastique était du ressort de l'évêque d'Utrecht et de son chapitre. Comme partout ailleurs, les conflits de compétence entre les autorités civile et ecclésiastique y étaient nombreux; les justiciables préféraient, dans certains cas, la justice de l'official à celle du juge laïque. M. JOOSTING¹ a puisé dans plusieurs archives une collection de 284 documents relatifs à la délimitation de la compétence des deux justices; ils s'étendent de 1233 à la fin de 1548 et offrent un vif intérêt. Il s'y trouve des conventions, des protestations et doléances, des dépositions de témoins, des privilèges en matière de justice, des règlements émanés du pouvoir civil pour les juges ecclésiastiques. L'histoire du droit profitera largement de cette publication importante et très soignée, qui montre aussi les abus inhérents à une justice, qui constituait une source de revenus pour le juge aux dépens des justiciables.

M. POSTHUMUS², l'auteur d'une étude très remarquable sur la draperie à Leyde (voyez cette *Revue*, t. CII, p. 171), a commencé une publication volumineuse qui, en cinq ou six volumes, donnera les sources principales de l'histoire de l'industrie textile de cette ville, de 1333 à 1795. Les 537 documents du tome I, dont 458 sont inédits, vont de 1333 à 1480. Vers la moitié du xiv^e siècle, les métiers divers qui collaborent à l'industrie drapière s'étaient établis à Leyde, et bientôt, après une quinzaine d'années, on peut constater qu'une transformation s'est accomplie; à la petite industrie qui produit pour les besoins des citoyens se substitue de plus en plus cette nouvelle forme de la draperie, où les drapiers, marchands de laine et de drap, constituent la richesse de la ville et font travailler à leur

1. *Bronnen voor de geschiedenis der kerkelijke rechtspraak in het bisdom Utrecht in de Middeleeuwen* (*Bronnen van oud-vaderlandsch recht*). *Tweede afdeeling. De begrenzing der wereldlijke en kerkelijke rechtspraken tegenover elkander*, door J.-G.-C. Joosting. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1910, in-8°, x-806 p.

2. *Bronnen tot de geschiedenis van de Leidsche textielnijverheid*, verzameld door N.-W. Posthumus. *Eerste deel: 1333-1480*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1910, in-4°, xxiv-717 p. (*Rijks geschiedkundige publicatiën*).

service les artisans qui dépendent d'eux pour la matière première, la laine. A la fin du xiv^e siècle, l'introduction de la laine anglaise, que les drapiers vont acheter à Calais, donne un essor nouveau à l'exportation; les draps de Leyde sont fort recherchés, surtout par les marchands des villes hanséatiques qui viennent les acheter aux Pays-Bas; plus tard, dans la seconde moitié du xv^e siècle, les drapiers vont offrir leurs marchandises dans les villes de la Baltique. A mesure que se développe l'industrie de la draperie, on voit s'accroître les règlements, soit de contrôle, soit de protection. Souvent l'industrie fut troublée par des luttes sociales. La population ouvrière s'étant fortement augmentée, les foulons, les tisserands, les teinturiers s'efforçaient d'obtenir de meilleures conditions de travail, soit en se mettant en grève, soit en quittant la ville. Mais la politique protectionniste ne réussit pas à maintenir la prospérité de la draperie de Leyde, et, vers la fin du xv^e siècle, une première période de décadence s'ouvrit.

M. BLOK a débuté dans la carrière scientifique par une étude sur l'histoire de la ville de Leyde au moyen âge (1883), bientôt suivie d'un tome second sur l'histoire de cette ville pendant la domination bourguignonne. L'auteur avait annoncé que deux autres volumes donneraient l'histoire de Leyde au $xvii^e$ et au $xviii^e$ siècle; cependant, d'autres études, surtout son Histoire du peuple néerlandais, l'ont empêché d'exécuter ce projet. Mais, aussitôt fini son grand ouvrage, il est revenu à ses premières amours. Depuis plusieurs années, l'édition première des deux volumes parus se trouvait d'ailleurs épuisée. M. Blok a donc préparé une nouvelle édition du livre de 1883; et, bien que le sujet ne soit plus aussi neuf qu'il l'était en 1883, en raison de toutes les études parues sur l'origine et le développement des institutions urbaines, la nouvelle édition sera accueillie avec un vif intérêt¹, car elle est revue et augmentée au point de ne plus ressembler à la première que par la division des chapitres. Une partie du livre a une importance plutôt locale, par exemple les chapitres qui s'occupent de l'origine et de l'histoire la plus ancienne de Leyde (on en sait peu de chose et il faut se contenter d'hypothèses), de la topographie de la ville, de la fondation de ses églises, des hospices pour les pauvres, etc.; d'autres, au contraire, offrent un intérêt général (je signale celui qui étudie les relations entre le prince et les villes). M. Blok y a ajouté deux cartes et quatorze pièces justificatives. Nous souhaitons vivement que M. Blok puisse mener à bien l'histoire de Leyde jusqu'à 1848.

1. P.-J. Blok, *Geschiedenis eener Hollandsche stad. I. Eene Hollandsche stad in de Middeleeuwen*. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1910, in-8°, xviii-343 p.

Tandis que M. Blok étudie l'histoire d'une seule ville, MM. BRUGMANS et PETERS s'occupent des villes anciennes des Pays-Bas en général¹. Ils se sont partagés la tâche : M. Peters s'est chargé de l'étude du plan et de la construction des villes et de leurs édifices les plus remarquables ; la valeur des deux volumes publiés par lui consiste dans les descriptions techniques et l'abondance des reproductions. Dans le tome troisième, M. Brugmans donnera une histoire générale de l'origine et du développement des villes néerlandaises.

MM. VAN SCHEVICHAVEN et KLEYNTJENS ont entrepris la publication des comptes de la ville de Nimègue jusqu'à 1543². Le tome I contient les comptes de 1382, de 1414 et de 1420 à 1427 ; dans l'introduction, les éditeurs ont donné une esquisse rapide de la condition et de l'organisation de la ville pendant ces années et un aperçu des articles les plus importants du compte de 1382. La publication de la série offrira sans doute beaucoup d'intérêt ; les éditeurs pourront l'accroître encore, semble-t-il, en multipliant leurs explications trop brèves.

La bibliothèque du musée Teyler à Haarlem possède depuis longtemps une partie des papiers de Jean Hotman, sieur de Villiers Saint-Paul, fils du célèbre publiciste François Hotman. En 1867, M. Sybrandi avait commencé à publier quelques lettres de cette collection, mais, après sa mort, les manuscrits oubliés s'égarèrent quelque temps. Les directeurs de la fondation Teyler, les ayant retrouvés, prièrent M. Blok de les examiner et de les publier s'il y avait lieu. M. BLOK en a tiré un recueil de 130 lettres³. Dans une préface, il a retracé ingénieusement la manière dont ces documents sont arrivés à la bibliothèque de la fondation Teyler et restitué l'héritage manuscrit, si l'on peut dire, de Jean Hotman. Celui-ci avait été le secrétaire de Robert Dudley, comte de Leycester, de 1582 à 1585 et de 1586 jusqu'à la mort du comte en septembre 1588. Voilà pourquoi on trouve nombre de lettres à Leycester dans les papiers de Hotman. Le nombre des correspondants étant très grand, il est

1. H. Brugmans en C.-H. Peters, *Oud-Nederlandsche steden in haar ontstaan, groei en ontwikkeling*. 1 : *De Nederlandsche stedenbouw*, door C.-H. Peters. Leiden, Sythoff, 1909-1910, 2 vol. in-4°, viii-327 et 498 p.

2. *Rekeningen der stad Nijmegen, 1382-1543*, uitgegeven door H.-D.-J. van Schevichaven en J.-C.-J. Kleyntjens, S. J. Deel I : 1382-1427. Nijmegen, Malmberg, 1910, in-8°, LII-420 p.

3. *Correspondance inédite de Robert Dudley, comte de Leycester, et de François et Jean Hotman*, publ. par P.-J. Blok. Archives du musée Teyler, série II, t. XII. Publiée aussi séparément, Haarlem, Erven-Loosjes, 1911, in-4°, xv-203 p.

impossible de les énumérer; les lettres à Leycester sont de 1582, 1583, 1586-1588; parmi celles à François Hotman, qui s'étendent de 1580 à 1589, il y en a neuf de Henri de Navarre, sept de Duplessis-Mornay; les lettres à Jean Hotman vont de 1586 à 1593 et de 1604 à 1623. Bien que la collection ne soit pas de la première importance, on y trouve plusieurs détails intéressants, par exemple dans les lettres sur les écrits de François Hotman. Les annotations de M. Blok sont excellentes et pleines de renseignements.

Bien que d'une importance capitale, la grande bataille navale des Dunes de 1639 n'avait pas encore donné lieu à une étude spéciale. M. DE BOER a comblé cette lacune¹. Ayant complété les données des sources imprimées assez abondantes par des recherches dans les Archives royales à Bruxelles, il y a puisé beaucoup de renseignements précieux dans les correspondances espagnoles et a mis en œuvre, de manière critique, tous ces matériaux. Les intentions du gouvernement espagnol, la conduite peu honorable du roi d'Angleterre, les manœuvres de l'armada, les mesures du gouvernement de la République, les dispositions de l'amiral hollandais Tromp, les premiers combats, la retraite de l'armada aux Dunes, sa défaite définitive, la tactique nouvelle appliquée par Tromp, tout cela est expliqué clairement par l'auteur de cette monographie substantielle.

Le caractère de la publication des actes des synodes de la Hollande méridionale a été expliqué dans les bulletins précédents; il suffit ici de constater que le tome III de ce recueil nouvellement paru embrasse l'époque de 1646 à 1656².

A l'ouverture du congrès international des éditeurs, réuni à Amsterdam en 1910, le président, M. VAN STOCKUM, a prononcé un discours sur le rôle que la presse hollandaise a joué pendant plusieurs siècles. Depuis, il a publié un recueil intéressant de documents³ pour servir à l'histoire des relations internationales de la librairie, l'imprimerie et la presse en Hollande; on y trouve des reproductions de lettres, fragments, titres, etc., accompagnés de renseignements précis.

Au premier rang des défenseurs de l'orthodoxie calviniste aux

1. M.-G. de Boer, *De Armada van 1639*. Groningen, P. Noordhoff, 1911, in-8°, 76 p.

2. *Acta der particuliere synoden van Zuid-Holland*, uitgegeven door W.-P.-C. Knuttel, Derde deel : 1646-1656. 's Gravenhage, M. Nyhoff, in-8°, 585 p. (*Rijks geschiedk. publicatiën*).

3. W.-P. van Stockum, *la Librairie, l'imprimerie et la presse en Hollande à travers quatre siècles*. La Haye, van Stockum, 1910. Sans pagination (il y a 218 documents).

Pays-Bas pendant le XVII^e siècle, on trouve Gisbertus Voetius. C'est à lui que M. DUKER a consacré depuis de longues années des études patientes et solides. Elles aboutissent à un livre définitif sur cet homme remarquable, dont l'influence fut profonde sur l'histoire religieuse de son siècle. Le tome I a paru en 1897. Il raconte la jeunesse de Voetius, ses études à l'Université de Leyde, sa vie comme pasteur à Vlijmen et à Heusden, son activité infatigable en faveur de l'orthodoxie dans la controverse de Gomar et d'Arminius, son âpreté à attaquer les « témérités papistes », sa polémique contre Jansenius. Le tome II, nouvellement paru¹, le met en scène comme professeur de théologie à l'Université, où il fut nommé en 1634. A l'aide d'une documentation très riche, l'auteur nous montre Voetius dans ses fonctions universitaires, où il cherchait et trouvait, outre la satisfaction de former des pasteurs d'après son cœur, l'occasion de monter sur la brèche pour défendre l'orthodoxie contre les dangers divers qui la menaçaient : la philosophie de Descartes trouvait en lui un adversaire résolu ; il attaquait aussi avec une ardeur non moins sincère la tendance de Coccejus et d'autres qui voulaient modérer la rigueur puritaine ; à cette dispute, l'auteur a consacré les chapitres si intéressants qui exposent les idées de Voetius sur la toilette, le théâtre, le diner, le jeu, la danse, etc. D'une impartialité admirable, le livre de M. Duker nous fait connaître aussi bien le point de vue de ses adversaires que celui de Voetius lui-même et, grâce aux annotations abondantes et aux nombreuses pièces justificatives, il est une mine de renseignements sur la vie intellectuelle et religieuse de ce siècle.

Le commerce néerlandais, considérablement accru au cours du XVI^e siècle, n'a pénétré dans la Méditerranée que vers 1590. Il fut circonscrit au début à la partie occidentale et aux côtes de l'Italie, mais bientôt les vaisseaux néerlandais visitèrent aussi les pays du Grand Seigneur, d'abord sous le pavillon français (Henri IV favorisait beaucoup le commerce néerlandais), ensuite, depuis 1613, en vertu des capitulations que Haga, l'envoyé des États-Généraux, avait conclues avec la Porte. Sans doute, le commerce néerlandais n'atteignit jamais dans la Méditerranée l'importance qu'il avait dans la Baltique ; il y devint néanmoins en peu de temps très considérable, malgré les pertes que lui infligèrent les corsaires barbaresques. Il avait cependant un besoin pressant de protection. A défaut de l'état occupé par la lutte contre l'Espagne, les intéressés eux-mêmes

1. A.-C. Duker, *Gisbertus Voetius. Eerste en tweede deel*. Leiden, E.-J. Brill, 1897, 1910, in-8°, III-535 et 477.

organisèrent la défense. M. HEERINGA¹, chargé de la publication des sources de l'histoire du commerce néerlandais dans la Méditerranée, a recueilli dans le tome I les documents sur les années de 1590 à 1660 et en a formé six chapitres : 1° la naissance de la navigation néerlandaise dans la Méditerranée et le commerce avec les pays chrétiens de l'Europe méridionale; 2° les Pays-Bas et la Turquie; 3° le commerce du Levant; 4° les mesures pour protéger la navigation et les relations des Néerlandais avec les deys d'Alger et de Tunis jusqu'à la fin de la trêve de douze ans; 5° suite de ces relations jusqu'à l'établissement du collège des Directeurs pour la protection du commerce; 6° suite jusqu'à 1660. Les relations avec le Maroc ont été laissées de côté parce que M. de Castries a entrepris une publication très complète des sources inédites de l'histoire du Maroc. La plus grande partie des pièces publiées par M. Heeringa est tirée des archives néerlandaises; cependant, il a fait aussi des recherches à Londres, à Paris, à Marseille et dans plusieurs dépôts italiens, notamment dans ceux de Florence. Bien qu'il n'ait pas réussi à trouver des données précises sur l'étendue du commerce et de la navigation, les documents publiés et annotés par lui forment une base solide pour l'étude du commerce néerlandais.

Le tome I de la cinquième série des Archives de la maison d'Orange-Nassau, publié par M. KRÄMER, embrasse les années de 1766 à 1779². C'est l'époque assez tranquille où le duc Louis de Brunswick qui, pendant la minorité du stadhouder Guillaume V, avait été revêtu de la régence de 1759 à 1766, continue à exercer une influence dominante sur la conduite de son ancien pupille, bien qu'exempt de toute responsabilité par l'acte fameux, dit Acte van Consulentschap, passé entre lui et Guillaume le 3 mai 1766. De même que pour la quatrième série, une partie considérable des documents de ce volume est puisée dans les papiers de Guillaume Bentinck, mort en 1774. Bientôt, cependant, les annotations de Bentinck se rempissent de plaintes amères contre le duc de Brunswick; les relations entre ces deux hommes, très intimes autrefois, refroidies peu à peu depuis 1759, deviennent en effet de plus en plus hostiles. Les documents publiés ne sont pas favorables au duc de Brunswick, mais le prince gagne plutôt à cette publication. Il semble souvent comprendre

1. K. Heeringa, *Bronnen tot de geschiedenis van den Levantschen handel*. Deel I (en deux parties) : 1590-1660. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1910, in-4°, xxxi-1175 p. (*Rijks geschiedkundige publicatiën*).

2. *Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau*. 5^e série, publ. par F.-J.-L. Krämer. T. I : 1766-1779. Leyde, A.-W. Sythoff, 1910, in-8°, xxi-718 p.

et bien juger la situation; la bonne volonté ne lui fait pas défaut. Les relations extérieures pendant cette époque ont peu d'intérêt; ce n'est que vers la fin, lorsque le soulèvement des colonies anglaises en Amérique a posé des problèmes d'une importance capitale pour le commerce de la République, que la question des relations avec les autres puissances devient de plus en plus pressante. Pour une époque dont on connaissait les lignes générales, le volume publié apporte beaucoup de matériaux qui permettent d'en préciser les traits et d'apprécier mieux le rôle des divers acteurs.

Les complications amenées par le soulèvement des colonies anglaises causèrent la rupture entre la République et l'Angleterre, rupture funeste pour la République qui n'était pas du tout préparée à soutenir une guerre. Le stadhouder aurait voulu l'éviter, les patriotes, c'est-à-dire les régents hostiles au pouvoir stadhoudérien, et le parti des démocrates y poussèrent. La guerre, déclarée par l'Angleterre en 1780, eut des suites désastreuses pour le commerce néerlandais; le conflit intérieur entre les partis n'en fut que plus aigu. Le tome III des mémoires ou plutôt des notes de G.-J. van Hardenbroek, publié par M. VAN DER MEULEN¹, — les tomes I et II sont dus à M. Krämer, — nous font assister aux embarras de la République depuis octobre 1781 jusqu'à juillet 1782. On n'y trouvera pas des données nouvelles sur les événements principaux de ces mois agités, mais l'éditeur a expliqué judicieusement dans sa préface que ces mémoires donnent une impression très vive des difficultés extraordinaires où se débattait la République et qu'ils nous font connaître de plus tout un groupe de personnes, dont van Hardenbroek lui-même faisait partie, qui n'étaient ni orangistes, ni patriotes, ni anglomanes, ni partisans de l'alliance française, mais très mécontents, sans savoir au juste ce qu'ils voulaient, et balançant toujours sous l'impression momentanée des événements. Enfin, van Hardenbroek, à côté de beaucoup de bruits peu sûrs donne souvent des détails caractéristiques sur un grand nombre de personnes. Il faut savoir gré à M. van der Meulen de ses annotations instructives, fruit de longues et laborieuses recherches.

M. COLENBRANDER, continuant la vaste publication de documents sur l'histoire des Pays-Bas de 1795 à 1840, a réuni dans le tome cinquième² les matériaux pour l'époque de 1806 à 1810, c'est-

1. *Gedenkschriften van Gijsbert Jan van Hardenbroek*, uitgegeven en toegelicht door A.-J. van der Meulen. Deel III : 1781-1782. Amsterdam, Johannes Müller, 1910, in-8°, x-639 p. (*Werken van het Hist. Genootschap te Utrecht*).

2. *Gedenkstukken der algemeene geschiedenis van Nederland van 1795 tot 1840*, uitgegeven door H.-T. Colenbrander. Vijfde deel (en deux parties) :

à-dire pour l'histoire du royaume de Hollande sous Louis, roi par la grâce de son frère Napoléon. Il va sans dire que M. Colenbrander a recueilli à Paris la plus grande partie des documents; dans les archives des Affaires étrangères, il a puisé les correspondances entre le gouvernement impérial et ses ministres à La Haye; dans les Archives nationales, les papiers du roi Louis, transportés à Paris après son abdication forcée en 1810, où on trouve la correspondance entre le roi et ses ministres et conseillers; presque tous ces documents sont en français. Il en est de même du chapitre v qui contient les lettres relatives à la maison d'Orange; quelques-unes cependant, tirées du Record Office à Londres, sont en anglais, les autres se trouvent soit à Berlin et à Charlottenbourg, soit dans des archives néerlandaises. Il n'y a que le chapitre iv, composé de notes, de projets, de lettres échangées entre les hommes d'État néerlandais, où le hollandais tient la première place. C'est une collection de la plus grande importance; pour la première fois, elle nous donne les matériaux indispensables à l'étude de cette époque malheureuse, période de transition vers l'annexion, de lutte pénible du roi qui ne veut pas sacrifier les intérêts de ses sujets et ne comprend pas qu'il faut choisir entre l'obéissance absolue aux exigences de son frère et l'abdication; époque aussi de souffrances croissantes du peuple qui doit payer chèrement un simulacre d'indépendance. Outre les lettres, il y a des rapports qui offrent un grand intérêt; signalons les notes sur la Hollande de mai 1806 (p. 210); le mémoire, en réponse à des questions que le roi avait posées, sur les moyens de mettre en culture les bruyères (p. 235); un mémoire sur le commerce des Hollandais de septembre 1806 (p. 246); les documents relatifs à l'état des Juifs en Hollande (p. 268, 406); le mémoire sur les relations manufacturières du royaume (p. 311); le rapport sur l'état du commerce, de l'industrie et de l'agriculture dans le département de Hollande (p. 606), etc. Les documents relatifs à la maison d'Orange montrent clairement la situation pénible du prince d'Orange avant et après la catastrophe du royaume de Prusse. Il y a lieu d'espérer que M. Colenbrander, en mettant en œuvre les documents précieux qu'il a recueillis, nous donnera bientôt sur cette époque le livre qui nous manque.

Il faut signaler le tome VI du catalogue des pamphlets de la Bibliothèque royale à La Haye, publié et annoté par M. KNUITTEL; ce volume, embrassant l'époque de 1796 à 1830, contient à peu

Koning Lodewijk. 's Gravenhage, M. Nyhoff, 1910, in-4°, Lxi-847 p. (Rijks geschiedkundige publicatiën).

près 3,600 titres qui portent sur toute sorte de matières. Il ne s'y trouve presque rien pour les années de 1810 à 1813; mais après la bataille de Leipzig, la peur, qui faisait taire la voix publique, commençant à cesser, on se dédommage amplement en prose et en vers. Le catalogue ne contient que quarante numéros pour le temps de l'annexion à l'empire, il en comprend 130 environ rien que pour les deux derniers mois de 1813.

Th. BUSSEMAKER.

HISTOIRE DE FRANCE.

ÉPOQUES FRANQUE ET DES CAPÉTIENS DIRECTS.

I. HISTOIRE GÉNÉRALE. — Une bonne partie des livres dont nous avons à parler cette fois sont des livres d'histoire religieuse; et nous ne saurions mieux commencer qu'en signalant à nos lecteurs la seconde édition, revue et corrigée, que Mgr DUCHESNE a donnée récemment du tome II de ses *Fastes épiscopaux*¹, relatif, on s'en souvient, aux provinces ecclésiastiques de Bourges, Bordeaux, Auch, Lyon, Rouen, Tours et Sens. Les changements que Mgr Duchesne a apportés à son exposé sont, en général, de minime importance : presque partout il a maintenu ses positions contre ses contradicteurs (MM. Krusch, Levillain, Lot, Babut, etc.) et s'est contenté d'écarter leurs thèses en quelques notes, concises comme à l'ordinaire. Malheureusement, Mgr Duchesne n'a pu discuter que quelques-unes des conclusions auxquelles M. Lot est parvenu touchant le démembrement de la province ecclésiastique de Tours au IX^e siècle², et il a sans doute aussi connu trop tardivement pour les pouvoir utiliser la dernière édition des *Regesta* de Böhmer-Mühlbacher et plusieurs bonnes études de détail³ qu'il eût su mieux qu'un autre apprécier à leur juste valeur.

1. L. Duchesne, *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*; tome II : *l'Aquitaine et les Lyonnaises*; 2^e édition revue et corrigée. Paris, Fontemoing, 1910, in-8°, 488 p. — Sur la 2^e édition du t. I, cf. *Rev. hist.*, t. XCV (1907), p. 205. Le tome III est toujours en préparation. Espérons qu'il ne tardera plus à voir le jour.

2. Mgr Duchesne n'a utilisé que pour les dernières pages de son livre les *Mélanges d'histoire bretonne* (Paris, 1907, in-8°), dont il a connu néanmoins, pour les débuts, quelques chapitres déjà parus sous forme d'articles, et il n'a pas tiré parti du *Règne de Charles le Chauve*, t. I (Paris, 1909, in-8°).

3. Urseau, *Cartulaire noir de la cathédrale d'Angers* (Paris, 1908, in-8°),

Dans les *Archives de la France monastique* a paru le troisième volume d'un ouvrage qui se présentait à l'origine comme une simple édition annotée et mise au courant d'un travail écrit il y a fort longtemps et très arriéré de dom Beaunier sur les *Abbayes et prieurés de l'ancienne France*¹. Il semble que dom Besse ait fini par comprendre qu'il y avait mieux à faire que de publier un texte dont il fallait ensuite, dans les notes, souligner les erreurs et les confusions et, — chose étrange, si l'on considère le titre de son livre, — c'est cette fois à lui seul que sont dues toutes les notices sur les abbayes et les prieurés des provinces ecclésiastiques d'Auch et de Bordeaux : de dom Beaunier, nous n'avons plus que quelques pages, assez inexactes et d'intérêt bien médiocre, sur les évêchés de ces deux provinces. Les notices de dom Besse ont gagné en précision : pour toutes les abbayes, pour tous les prieurés, il nous donne de brefs renseignements accompagnés d'une bibliographie qui pêche seulement par excès de richesse (car le superflu y abonde et risque de cacher l'utile) et aussi par un défaut de clarté qui pourra gêner plus d'un lecteur. Ajoutons que les fautes d'impression y sont innombrables².

Peu de textes offrent pour l'histoire mérovingienne du VII^e siècle autant d'intérêt que les pieux récits composés jadis à la gloire des saints personnages, évêques, abbés ou abbesses ou même simples clercs, qui illustrèrent alors l'Église; mais peu de textes sont d'une critique aussi délicate et d'un usage aussi difficile. En s'appliquant à les éditer correctement, à en déterminer l'âge et la valeur, M. KRUSCH et son collaborateur M. LEVISON rendent donc d'éminents services à la science historique. Les textes qu'ils ont publiés et étudiés, dans la collection des *Monumenta Germaniae*³, au tome V des *Scriptores rerum merovingicarum*, sont les suivants :

avec une liste critique des évêques d'Angers de 770 à 1175; J. de la Martinière, *Saint Cybard, étude critique d'hagiographie* (Paris, 1908, in-8^e), renfermant plusieurs pages sur les anciens évêques d'Angoulême, etc. P. 417, Mgr Duchesne n'a pas tenu compte des observations de M. Levison relatives à la Vie de saint Vulfran.

1. *Abbayes et prieurés de l'ancienne France, recueil historique des archevêchés, évêchés, abbayes et prieurés de France*, par dom Beaunier; tome III : *Provinces ecclésiastiques d'Auch et de Bordeaux*, par dom J.-M. Besse. Paris, Poussielgue, 1910, in-8^e, 347 p. (*Archives de la France monastique*, t. X).

2. Pour le tome IV de son ouvrage, dom Besse fera bien de vérifier l'orthographe du nom de Potthast, qu'il écorche, on peut dire à chaque page.

3. *Monumenta Germaniae historica. Scriptorum rerum merovingicarum* t. V : *Passiones vitaeque sanctorum aevi merovingici*, éd. B. Krusch et W. Levison. Hannover et Leipzig, Hahn, 1910, in-4^e, VIII-834 p. et 22 pl.; prix : 40 mark.

« Vies » de sainte Salaberge et des saints Wandrille, Germain, abbé de Münster (Suisse), Frobert, abbé de Montier-la-Celle, Remacle, Viance (*Vincentianus*), *Meneleus*, Nivard, Faron, Amand, Ouen, Filibert, Lambert, abbé de Fontenelle, Ansbert, évêque de Rouen, *Condedus*, Errembert, évêque de Toulouse, Vulfran, évêque de Sens, Erbland, Omer; « Passions » des saints Rambert, Prix, Léger, Kilien; « Invention des restes » de l'évêque de Châlons Memmius; « Vision » de Barontus; « Histoire » du roi Wamba. En dépit des apparences, il s'en faut de beaucoup qu'on puisse faire remonter tous ces documents au VII^e siècle : seules les Vies des saints Wandrille, Germain, Prix, Léger (la rédaction anonyme seulement), Ouen (la première rédaction), l'Histoire de Wamba, la « Vision » de Barontus et l'*Inventio Memmii* ont paru à MM. Krusch et Levison des œuvres contemporaines; les autres ne sont, à leurs yeux, que des remaniements ou même des fabrications d'époque tardive (surtout carolingienne). Ces conclusions, qui semblent bien établies, sont sur quelques points tout à fait neuves et amèneront les historiens à reviser plus d'un jugement : c'est ainsi que les Vies de sainte Salaberge, de saint Viance, de saint Amand, abbé de Saint-Amand-en-Pévèle et évêque de Maastricht, de saint Ansbert, considérées d'ordinaire comme mérovingiennes, sont attribuées ici à des imposteurs du IX^e siècle, qui ont voulu se faire passer pour des témoins, suivant une habitude chère aux hagiographes. La place nous manque pour signaler toutes les nouveautés de ce volume : disons au moins qu'on y trouvera éditées pour la première fois d'une manière vraiment critique les Vies de saint Léger, conformément aux conclusions de l'étude bien connue que M. Krusch inséra il y a vingt ans dans le *Neues Archiv*; relevons aussi d'excellentes dissertations sur les Vies de saint Faron, de saint *Meneleus*, de saint Vulfran, de saint Erbland (les éditeurs ont découvert que l'auteur de cette dernière s'appelait *Donatus*) et sur d'autres documents de basse époque, caractérisés d'ordinaire par l'empressement avec lequel sont vantées non pas tant les vertus d'un saint homme souvent oublié que ses reliques toujours présentes. Les textes, dressés avec tout le soin qu'on peut attendre de savants comme MM. Krusch et Levison, sont précédés de remarquables notices biographiques sur les personnages auxquels ces textes sont consacrés et accompagnés de notes et de discussions dont les érudits apprécieront l'importance¹.

1. A signaler notamment, p. 175, les conclusions radicales de M. Krusch sur la prétendue cantilène du VI^e siècle dont la Vie de saint Faron nous aurait conservé le souvenir. M. Krusch croit à une imposture.

La *Vita Filiberti*, que MM. Krusch et Levison ont comprise dans leur recueil et qu'ils n'ont pas considérée comme antérieure au milieu du VIII^e siècle, a fourni à elle seule la matière d'un gros volume¹ où M. l'abbé JAUD, curé de Noirmoutiers, s'est proposé, lui aussi, d'apporter au patron de son église un juste tribut de pieuse admiration. Pour « étoffer » son sujet, M. Jaud a puisé sans méfiance soit dans des travaux d'ordre très général et de très inégale valeur relatifs au VII^e siècle, soit dans son esprit, fertile en hypothèses : disons, à titre d'exemple, que des conjectures aussi nombreuses que fragiles lui ont permis d'écrire tout un chapitre de trente pages sur les voyages de saint Filibert, auxquels la *Vita Filiberti*, sa source unique, consacre juste quelques lignes assez imprécises. Au point de vue critique, le livre est d'une extrême faiblesse.

En composant un volume sur sainte Fare, sœur de saint Faron et fondatrice de Faremoutiers, M^{me} DELSART² a surtout, comme M. l'abbé Jaud, voulu élever un monument d'admiration et de piété. Elle a paraphrasé d'une manière agréable la Vie écrite dès le VII^e siècle par Jonas de Bobbio, sans s'interdire de faire de très larges emprunts à des récits légendaires de basse époque et à des recueils de miracles dont elle s'est prudemment bornée à ne pas garantir l'authenticité. Disons toutefois qu'elle est au courant des difficultés que soulèvent les textes dont elle se sert, qu'elle en connaît les meilleures éditions, qu'elle sait même, au besoin, prendre parti dans les discussions dont ils ont été l'objet³. Mais pourquoi alors s'être complue à narrer si longuement des faits qu'elle est la première à trouver inconsistants?

L'Académie des inscriptions a donné un nouveau volume du recueil des Obituaires français si bien inauguré en 1902 par M. Auguste Molinier⁴. Ce volume, dû à MM. VIDIER et MIROT et qui est relatif aux diocèses d'Orléans, d'Auxerre et de Nevers,

1. L. Jaud, *Saint Filibert, fondateur et abbé de Jumièges et de Noirmoutier. Sa vie, son temps, sa survivance, son culte. Étude d'histoire monastique au septième siècle*. Paris, Gabalda, 1910, in-8°, xxx-569 p. et 7 pl.; prix : 6 fr.

2. *Une fondatrice d'abbaye au VII^e siècle. Sainte Fare, sa vie et son culte*, par H.-M. Delsart. Paris, Gabalda, 1911, in-12, xvi-372 p. et 12 pl.

3. M^{me} Delsart a consacré une partie de son livre au culte de sainte Fare depuis le moyen âge jusqu'à nos jours.

4. *Recueil des historiens de la France. Obituaires de la province de Sens*, t. III, publié par Alexandre Vidier et Léon Mirot, sous la direction et avec une préface d'Auguste Longnon. Paris, C. Klincksieck, 1909, in-4°, xlviii-641 p.; prix : 25 fr.

n'égale peut-être pas en intérêt les deux précédents, la plupart des obituaires qui y sont compris ayant, malheureusement, été compilés à une époque assez tardive. Quelques-uns d'entre eux méritent néanmoins de retenir l'attention des érudits, et, plus que tout autre, l'obituaire de l'église cathédrale d'Auxerre, dressé au début du *xⁱ* siècle et utilisé jusque vers l'an 1200. Fort curieux à plus d'un égard pour l'histoire des temps carolingiens et capétiens, cet obituaire, rapproché des *Gesta pontificum autissiodorensium*, fournit une base solide à la chronologie des évêques d'Auxerre, comme l'a montré M. LONGNON dans sa substantielle préface. A signaler aussi, principalement pour l'histoire locale, les « livres de distributions » de la cathédrale d'Orléans, des *xiv^e* et *xvi^e* siècles, et l'obituaire de Saint-Martin de Clamecy (*xiv^e* siècle). Les textes sont reproduits conformément à la méthode déjà employée dans les tomes antérieurs et suivis d'un volumineux *index nominum* et d'un *index rerum*.

Nous signalions récemment l'excellente étude de M. Kroell sur l'*Immunité franque*¹. Un érudit allemand, M. STENGEL, s'est attaqué au même sujet et a fait paraître presque en même temps que M. Kroell le premier volume d'un ouvrage, qui sera sans doute fort compact, relatif à l'*Immunité en Allemagne jusqu'à la fin du XI^e siècle*². Ce premier volume n'est encore qu'une introduction : l'auteur a pensé que pour arriver à des résultats vraiment sûrs, au moins pour le *ix^e*, le *x^e* et le *xi^e* siècle, un travail critique préalable s'imposait, qui consisterait à déterminer le formulaire ou les modèles d'après lesquels les diplômes d'immunité ont été rédigés et, par suite, la valeur, la portée réelle, pour une date donnée, de chaque formule, de chaque terme employé par les notaires royaux. C'était là une entreprise fort délicate, dont M. Stengel semble s'être très bien tiré, et qui intéresse au plus haut point l'histoire de l'immunité en France pour toute la période antérieure au milieu du *ix^e* siècle.

Le *Charlemagne* de M. KAMPERS³ est un bon livre de vulgarisation, qui ne vise pas à l'originalité; mais on peut le recommander

1. *Rev. hist.*, t. CVI, p. 343.

2. Edmund E. Stengel, *Die Immunität in Deutschland bis zum Ende des 11. Jahrhunderts*; 1^{re} partie : *Diplomatik der deutschen Immunitäts-Privilegien vom 9. bis zum Ende des 11. Jahrhunderts*. Innsbruck, Wagner, 1910, in-8°, xxxviii-751 p.

3. *Die Grundlegung der mittelalterlichen Kultur und Weltanschauung. Karl der Grosse*, par Franz Kampers. Mainz, Kirchheim, 1910, in-8°, 128 p., 75 grav. (de la collection *Weltgeschichte in Charakterbildern*); prix, cartonné : 4 mark.

à ceux qui voudront comprendre comment l'idée d'empire a pu se présenter à l'esprit des hommes du VIII^e siècle et comment elle a été appliquée. Peut-être cependant trouvera-t-on excessive la place faite par l'auteur aux préliminaires et aux à-côté du sujet et un peu restreinte celle qu'il a réservée à l'histoire même du grand empereur.

Bien qu'elle remonte parfois jusqu'aux Mérovingiens et descende jusqu'à la fin de l'ancien Régime, c'est surtout d'après des textes de l'époque carolingienne et des XI^e-XIV^e siècles qu'est écrite l'étude juridique de M. SCHREUER sur le couronnement des rois de France¹. On y trouvera une très minutieuse description de toute la cérémonie et d'instructifs aperçus sur le rôle de plus en plus effacé joué en ces circonstances par le peuple ou ses représentants. Les documents où l'auteur a puisé ne sont pourtant pas tous d'égale valeur, et l'on peut se demander, entre autres, s'il n'a pas, à diverses reprises (notamment pour le IX^e siècle), un peu trop sollicité certains récits de chroniqueurs dont les termes manquent de précision. Par contre, nous ne pouvons qu'applaudir aux conclusions qu'une analyse fort délicate lui a permis de dégager touchant l'âge et la valeur respective des plus anciens « cérémoniaux » pour le couronnement des rois capétiens².

Tel n'est pourtant pas l'avis de M. BUCHNER, qui a prétendu non seulement écarter quelques-unes de ces conclusions, mais bouleverser l'histoire du XII^e siècle, pour établir qu'un cérémonial indûment attribué au temps de Louis VII était bien de ce temps et ne laissait aucune prise au soupçon³. Sa « démonstration » témoigne d'une naïve assurance, mais tombe malheureusement à faux d'un bout à l'autre. On peut dire qu'elle repose tout entière sur un énorme contresens⁴, qu'explique, sans l'excuser, l'imparfaite connaissance

1. Hans Schreuer, *Die rechtlichen Grundgedanken der französischen Königskronung mit besonderer Rücksicht auf die deutschen Verhältnisse*. Weimar, H. Böhlau, 1911, gr. in-8°, xiv-180 p. — M. Schreuer avait déjà publié dans divers recueils quelques fragments de ce travail. Nous avons parlé de l'un d'eux ici même (*Rev. hist.*, t. CVI, p. 185-186).

2. Il en a fait l'objet d'un travail spécial dont il a été rendu compte dans la *Rev. hist.*, t. CIII, p. 401.

3. Maximilian Buchner, *Zur Datierung und Charakteristik altfranzösischer Krönungsordnungen mit besonderer Berücksichtigung des « angeblichen » Ordo Ludwigs VII.* Weimar, H. Böhlau, 1910, in-8°, extrait du *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte; germanistische Abteilung*, t. XXXI, p. 360-423.

4. La traduction du XVI^e siècle (qui seule nous a conservé le texte de ce cérémonial) porte ces mots : « Je promets au nom de Jésus Christ au peuple chrestien sujet à moy ces choses : ... — Que toute l'assistance responde aux promesses qu'aura fait le roy tant aux églises qu'au peuple : Ainsi soit-il. —

que l'auteur a de notre langue, et sur une assertion inexacte, échappée jadis à M. Luchaire, mais que celui-ci avait lui-même corrigée il y a vingt-cinq ans¹. Quant à nous, nous tenons pour indéniable le rapport que M. Schreuer a établi entre ce « cérémonial de Louis VII » et le cérémonial de Sens publié par Martène; nous serions même disposé à le considérer comme un cérémonial authentique, contemporain de ce dernier, et composé par conséquent au XIV^e siècle².

Dans un mémoire sur *Roscelin, philosophe et théologien*³, M. PICAVET a repris avec plus d'ampleur les idées qu'il avait émises il y a une quinzaine d'années sur la vie et les doctrines du célèbre nominaliste (né vers 1050, † vers 1121). Il s'est appliqué avec beaucoup de minutie à combattre toutes les erreurs modernes ou anciennes dont son histoire était jadis encombrée, à dégager des textes, qu'il a reproduits en appendice, les quelques renseignements certains dont nous disposons à son sujet. On pourra sans doute arriver encore à quelques précisions nouvelles sur la valeur de tel ou tel de ces textes, comme l'*Historia francica*, qui a déjà maintes fois été étudiée⁴, ou sur les rapports de Roscelin et d'Abélard⁵; mais l'opuscule de M. Picavet fournira aux chercheurs un solide point de départ⁶.

Puis le roy derechef adjoustera : *Toutes les choses susdites je confirme par serment.* » M. Buchner (p. 376) traduit en latin : « Promitto ... plenam assistentiam respondere promissionibus quas rex tam ecclesiis quam populo fecerit. Amen. »

1. Nous voulons dire une prétendue vacance de l'office de chancelier à la cour de Louis VII en 1171. Voir Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*, p. 524. — Notons aussi que M. Buchner corrige arbitrairement les textes pour les besoins de sa cause : ainsi p. 394-395, il imprime « église de Reins » et « église Saint Remy » pour « église Saint Denys » et en tire des déductions erronées (p. 381-382).

2. La mention relative aux « François, Bourguignons et Aquitaniens » est peut-être une correction archaïsante de Du Tillet, comme le suppose M. Schreuer (*Über altfranzösische Krönungsordnungen*, p. 34). Il est certain que Du Tillet s'est permis bien d'autres changements ou gloses et que sa traduction est une traduction très libre.

3. François Picavet, *Roscelin, philosophe et théologien, d'après la légende et d'après l'histoire. Sa place dans l'histoire générale et comparée des philosophies médiévales*. Paris, F. Alcan, 1911, in-8°, xvi-157 p.; prix : 4 fr.

4. Qu'il suffise de renvoyer à Molinier, *Sources de l'histoire de France*, t. II, n° 974.

5. Voir, entre autres, le livre de M. G. Robert, *les Écoles et l'enseignement de la théologie pendant la première moitié du XII^e siècle* (Paris, 1909, in-8°), que M. Picavet ne semble pas connaître.

6. En tête de son opuscule, M. Picavet a placé une bibliographie où l'on trou-

Depuis nombre d'années, M. LANGLOIS s'attache à mieux faire connaître aux historiens et au public lettré non seulement l'histoire politique et sociale de la France sous saint Louis et ses premiers successeurs, mais aussi les mœurs du temps, la manière dont les gens d'alors vivaient et pensaient. C'est de leurs idées sur la nature, sur le monde extérieur, de leurs conceptions courantes en matière scientifique qu'il a voulu cette fois nous instruire, et il a pensé que la meilleure façon d'y parvenir était d'analyser quelques-uns des ouvrages de vulgarisation scientifique en langue française qui furent au XIII^e siècle et au début du siècle suivant le plus souvent lus et relus¹. Cinq encyclopédies nous sont ainsi présentées tour à tour : l'*Image du monde* de Gossuin de Metz, le *De proprietatibus rerum* de Barthélemy l'Anglais, en sa version française du XIV^e siècle, la *Fontaine de toutes sciences* ou *Roman* du pseudo-Sidrach, le *Dialogue* de Placides et Timeo ou *Livre des secrets aux philosophes*, le *Livre du trésor* de Brunetto Latino, — à quoi M. Langlois a cru devoir ajouter deux ouvrages plus spéciaux et plus anciens, le *Lapidaire* et le *Bestiaire* composés vers le milieu du XII^e siècle par Philippe de Thaan. L'ensemble ne nous donne pas une idée bien haute des connaissances du moyen âge. Toute sorte de fables et d'absurdités, que nos auteurs se sont du reste presque toujours bornés à aller ramasser ailleurs, s'entassaient dans ces œuvres décousues, verbeuses, encombrées de sottes considérations soi-disant morales ou théologiques, dont il faut quelque courage pour affronter la lecture directe. M. Langlois, qui en a fait l'épreuve, le confesse à maintes reprises sans ambages. Cependant tout n'y est pas absurde et telle de ces encyclopédies, comme l'*Image du monde*, pourrait en plus d'un endroit étonner par sa relative rigueur scientifique, si l'on ne se souvenait que le fond en est entièrement ou presque entièrement emprunté aux anciens. Tel quel, le livre de M. Langlois est infiniment curieux et instructif, — au point de vue historique, s'entend. Ajoutons qu'aux analyses, qui en constituent l'essentiel, sont jointes des études critiques, pénétrantes et parfois mordantes, sur chacune des œuvres et sur leurs auteurs.

Avec des prétentions peut-être excessives à la nouveauté et à la

vera indiquées « les œuvres indispensables à l'étude de Roscelin », — voire même quelques autres.

1. Ch.-V. Langlois, *la Connaissance de la nature et du monde au moyen âge d'après quelques écrits français à l'usage des laïcs*. Paris, Hachette, 1911, in-16, xxiv-401 p.; prix : 3 fr. 50.

profondeur, M. KERN¹ a voulu retracer les débuts de la politique d'expansion qui, depuis l'époque carolingienne, ne cessa de pousser la France vers l'est et l'amena de bonne heure à revendiquer comme sa frontière naturelle la ligne des Alpes et du Rhin. En réalité, le fond de son livre est, plus modestement, l'histoire des démêlés entre la France et l'Empire au temps de Philippe III le Hardi et de Philippe IV le Bel jusqu'en 1308. Il y a cousu en guise d'introduction quelques pages, qu'il eût été facile de rendre plus précises², sur les rapports franco-allemands depuis le ix^e siècle. Pour l'histoire des entreprises de Philippe III et de Philippe IV au delà de la Meuse et du Rhône, notamment dans le territoire des Trois-Évêchés, en Franche-Comté, en Lyonnais, en Vivarais, dans le comté d'Arles, comme aussi pour l'histoire des fameuses conférences de Quatrevaux entre Philippe le Bel et Albert d'Autriche (1299) ou des négociations menées après la mort de ce dernier, en 1308, par le roi de France pour faire triompher en Allemagne la candidature de son frère Charles de Valois, on trouvera d'utiles détails dans l'ouvrage très documenté de M. Kern, bien qu'il n'ait pas été amené, semble-t-il, à modifier très sensiblement ce que nous savions jusqu'alors sur la plupart de ces événements.

La thèse³ qui a valu à M. LIZERAND le titre de docteur ès lettres traite, elle aussi, de faits déjà bien connus dans leur ensemble et souvent étudiés en ces dernières années : procès des Templiers, procès à la mémoire de Boniface VIII, concile de Vienne, sans compter, ici encore, la succession à l'Empire et la candidature Charles de Valois en 1308. M. Lizerand a fait quelques recherches parmi les documents inédits, mais n'y a rien découvert de vraiment neuf ; il s'est attaché avant tout à mettre en œuvre les travaux d'autrui, dont certains, tout récents, comme ceux de M. Finke, ont projeté de vives lumières sur plusieurs points de cette sombre histoire. M. Lizerand, — guidé d'ailleurs par les livres et les articles de M. Ch.-V. Langlois, auquel il a fait plus d'un emprunt, — en a tiré les éléments d'une synthèse claire et vivante, où nous suivons sans peine les péripéties de la politique, cependant tortueuse et embarrassée, du roi de France et du pape dans les années 1305-1314. Au total, livre sérieusement

1. Fritz Kern, *Die Anfänge der französischen Ausdehnungspolitik bis zum Jahr 1308*. Tübingen, Mohr, 1910, in-8°, xxxii-375 p. et 1 carte.

2. Nous n'en pouvons faire ici la critique. Notons toutefois, à titre d'exemple, que M. Kern n'a utilisé ni les livres de M. Parisot, ni *la Diplomatie carolingienne* de M. Calmette.

3. Georges Lizerand, *Clément V et Philippe IV le Bel*. Paris, Hachette, 1910, in-8°, XLVIII-511 p.

préparé, bien construit, et auquel nous n'aurions guère que des éloges à décerner si l'auteur n'avait marqué un excessif dédain de la forme et de la pureté du style.

II. HISTOIRE LOCALE. — Les fêtes du « Millénaire de la Normandie » ont valu une belle floraison de livres et d'articles relatifs à l'histoire normande. Quelques-uns ont déjà été signalés ici même. Il nous suffira de rappeler le volume substantiel de M. PRENTOUT¹, dont on connaît les conclusions² : il faut nous résoudre à ignorer tout ou presque tout des origines du duché normand³; des Normands eux-mêmes on ne saurait dire avec certitude s'ils étaient danois, ou norvégiens, ou suédois, encore que les hommes du ix^e siècle les aient traités de « danois » et que M. Prentout, pour des raisons spécieuses, mais bien fragiles, soit disposé à voir en Rollon plutôt un Norvégien. L'histoire de leurs pirateries est connue dans ses traits essentiels, surtout depuis les travaux de M. Vogel, en Allemagne, et de M. Ferdinand Lot, en France⁴; mais on voudrait des données précises sur leur établissement définitif en France, et nous n'avons guère pour nous guider sur ce point qu'un chroniqueur fantaisiste et tendancieux, Dudon de Saint-Quentin, qui écrivait un siècle après le prétendu traité de Saint-Clair-sur-Epte qu'on vient de commémorer avec éclat. M. Prentout a fort sagement, selon nous, rejeté toutes les fables auxquelles Dudon s'est tant complu. Il a établi que le doyen de Saint-Quentin n'avait guère eu entre les mains d'autres éléments d'information que ceux-là mêmes que nous possédons aujourd'hui (Flodoard, entre autres) et que les détails particuliers qu'avait pu lui fournir Raoul d'Ivri étaient vraiment fort peu de chose, en sorte que nous ne saurons jamais avec certitude ni s'il y eut une convention à Saint-Clair-sur-Epte, ni la date de cette convention (qui pourrait, en tout cas, être aussi bien de 912 que de 911), ni l'étendue exacte des domaines

1. Henri Prentout, *Essai sur les origines et la fondation du duché de Normandie*. Paris, Champion, 1911, in-8°, 294 p.; prix : 5 fr.

2. Cf. le compte-rendu de M. Monod, *Rev. hist.*, t. CVII, p. 400-402.

3. A propos des établissements saxons, M. Prentout (p. 75) eût bien fait de laisser de côté le diplôme de Louis le Pieux pour Banzlegbe (Böhmer-Mülbacher, *Regesta*, 2^e éd., n° 972), qui n'a jamais été comte du Mans.

4. Dans le résumé qu'il en a présenté, M. Prentout, si bien informé d'ordinaire, a commis quelques erreurs : ainsi, p. 109-110, il place en 855 des événements que M. Lot rejette en 856 et donne un récit qui devrait être rectifié sur plusieurs points ; p. 121, n. 1, faute d'avoir utilisé une édition vraiment critique des *Annales de Saint-Vaast*, il reproduit une vieille erreur sur le monastère d'« Inguerochs » ; p. 105, n. 1, M. Prentout rend M. Lot responsable d'une opinion qu'il faut attribuer à l'un de ses collaborateurs.

concedés alors par Charles le Simple, ni le rôle et le vrai caractère de Rollon¹.

L'ouvrage de M. LEGRAS, *le Bourgage de Caen*², est une contribution très intéressante à l'histoire de la propriété foncière dans les villes du moyen âge. L'auteur y montre comment sur le territoire des trois bourgs qui ont constitué Caen (Bourg Royal, Bourg-l'Abbé, Bourg-l'Abbesse) le sol a passé des mains du seigneur à celles des bourgeois par une série de lentes concessions ou de lentes usurpations : d'abord attirés, au XI^e siècle, par quelques garanties contre l'exploitation seigneuriale, les bourgeois réussirent à obtenir peu à peu, du XII^e au XV^e siècle, la libre disposition de leurs tenures et à se débarrasser de presque toutes les charges (y compris les droits de mutation) qui originairement les assujétissaient au suzerain. Dans une deuxième partie (on pourrait presque dire un deuxième ouvrage), M. Legras étudie la forme des baux fonciers passés entre bourgeois du XII^e au XV^e siècle. Il donne à ce sujet d'amples détails, d'un caractère malheureusement trop juridique pour que nous puissions nous y attarder ici.

Nous avons reçu deux nouveaux fascicules de la *Bibliothèque d'histoire du droit normand*. Dans l'un, M. PISSARD³ a consigné le résultat d'une consciencieuse enquête sur l'origine et le caractère de cette forme de procédure connue en Normandie sous le nom de « clameur de haro ». Il s'agit là, somme toute, d'une procédure très simple : en cas de danger (et, par extension, dans le cas où l'on voit son bien menacé), on pousse un cri d'alarme, auquel les voisins sont, par solidarité, tenus d'accourir ; dès lors il y a flagrant délit et le procès peut s'instruire rapidement. Rien là de très particulier à la Normandie : l'originalité de cette procédure, de toute façon, si elle existe, est purement formelle.

1. Voici encore quelques chicanes. La « chronique de Tours » dont parle M. Prentout, p. 190, est bien connue : c'est celle de Pierre Béchîn, qui a été publiée en dernier lieu par Salmon. — Dudon n'est pas seul à appeler Franco l'évêque qui baptisa Rollon : les *Annales dites de Renaud* donnent le même nom (*Recueil d'annales angevines et vendômoises*, p. 84). — P. 194, plusieurs chroniques sont citées de manière très inexacte. — P. 227-229, M. Prentout disserte sur les titres officiels des ducs normands d'une manière qui n'est peut-être pas décisive.

2. Henri Legras, *le Bourgage de Caen. Tenure à cens et tenure à rente (XI^e-XV^e siècles)*. Paris, Arthur Rousseau, 1911, in-8°, 525 p. et 1 plan.

3. H. Pissard, *la Clameur de haro dans le droit normand*. Caen, Jouan, 1911, in-8°, 132 p. (*Bibliothèque d'histoire du droit normand*; 2^e série : *Études*, t. I, fasc. 1). — Nous avons déjà signalé un fascicule de cette collection dans la *Rev. hist.*, t. CIV, p. 107.

Dans un autre fascicule de la même *Bibliothèque*, M. GÉNESTAL¹ a expliqué en quoi consistait l'institution du « parage » en Normandie : elle avait pour but de concilier la pratique du partage avec le principe de l'indivisibilité du fief et d'« assurer la cohésion de la famille, qui est à la fois un groupe de personnes et un groupe de biens ». En vertu du parage, l'héritage passe à l'ainé, qui en reste le seul propriétaire théorique, tout en le partageant, conformément à certaines règles, avec ses cadets, auprès desquels il remplace le chef de famille disparu.

M. GALLION² a cru devoir consacrer plus de cent pages à rechercher comment s'étaient formées à Paris les corporations de métier jusqu'à la fin du règne de Philippe Auguste et à éprouver, à ce propos, une théorie qu'on croyait cependant définitivement morte, suivant laquelle l'organisation corporative dérive directement de l'organisation domaniale. Nous n'avons sur ces matières que quelques textes, connus et étudiés depuis longtemps; M. Gallion n'en a pas augmenté le nombre et, après avoir justement remarqué que le *Livre des métiers* d'Étienne Boileau ne pouvait pour ainsi dire pas éclairer l'époque de Philippe Auguste, s'est en grande partie contenté de paraphraser ce document. Il aurait pu, croyons-nous, trouver de plus utile sujet d'étude³.

M. DE LESPINASSE a fait paraître le tome II de son histoire des comtes de Nevers⁴. C'est le récit, dans l'ordre chronologique, de tous les événements, grands et petits, auxquels les comtes ont été mêlés au XIII^e et au XIV^e siècle. Successivement nous voyons défiler Hervé de Donzy, le contemporain de Philippe Auguste, qui prit part à la guerre des Albigeois et à la cinquième croisade, puis sa veuve Mahaut († 1257), puis Eudes de Bourgogne († 1266), mari de Mahaut de Bourbon, petite-fille de la précédente, puis leur gendre Jean Tristan, fils de saint Louis, mort avec le roi devant Tunis, en

1. R. Généstal, *le Parage normand*. Caen, Jouan, 1911, in-8°, 49 p. (même *Biblioth.*, 2^e série, t. I, fasc. 2).

2. Wilhelm Gallion, *Der Ursprung der Zünfte in Paris*. Berlin et Leipzig, Walther Rotschild, 1910, in-8°, VIII-120 p. (fasc. 24 des *Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte*); prix : 4 m. 20.

3. La bibliographie est souvent très arriérée : pour l'œuvre de Philippe Auguste à Paris, M. Gallion en est encore à Capefigue (p. 43). Cette bibliographie est d'ailleurs souvent de seconde main, témoin le renvoi de la p. 9 pour l'histoire de Hugue Capet.

4. René de Lespinasse, *le Nivernais et les comtes de Nevers*; t. II : *Maisons de Donzy, de Bourbon, de Flandre (1200-1384)*. Paris, Champion, 1911, in-8°, VI-548-VI p.

1270, et dont la veuve épousa presque aussitôt Robert de Béthune, fils du comte de Flandre Gui de Dampierre. A partir de ce moment, avec Robert, puis avec ses fils, petit-fils et arrière-petit-fils Louis I^{er}, dont on connaît les démêlés avec Philippe le Bel, Louis II et Louis III de Male († 1384), qui réussirent à joindre le comté flamand à leur fief nivernais, les comtes de Nevers se trouvent mêlés de près aux affaires de Flandre et, par suite, à toute la politique générale du royaume. Il y avait certainement là de quoi composer un volume neuf et intéressant. M. de Lespinasse (qui s'arrête à la mort de Louis de Male) nous donne une lourde compilation, où sont utilisés parfois de précieux documents inédits, mais où l'on retrouve à peu près tous les défauts que nous signalions il y a deux ans à propos du tome I^{er}¹ : erreurs matérielles², information arriérée³ (encore qu'il y ait quelque progrès à ce point de vue), rédaction obscure et incorrecte.

L'histoire des premiers comtes de Savoie est pour les érudits une mine inépuisable. Une fois de plus M. RENAUX revient sur les ancêtres présumés de Humbert aux Blanches-Mains, comte au début du XI^e siècle, et, dans un mémoire très confus⁴, cherche à établir, si nous avons bien compris sa pensée, que le comté de Belley, qui aurait fait dès l'origine partie de la *Sapaudia* des Romains, était depuis longtemps déjà rattaché au comté de Savoie et ne cessa d'y être rattaché sous le comte Humbert, qui dut l'hériter de son père le comte Aimon. Nous laisserons de côté ici le système généalogique très contestable sur lequel M. Renaux appuie ses raisonnements; nous ne discuterons pas non plus une argumentation, dont on a d'ailleurs peine à suivre tous les détours : faisons observer seulement que M. Renaux a une fâcheuse tendance à se contenter des traditions les plus vaines dès qu'elles semblent

1. *Rev. hist.*, t. CI, p. 338.

2. P. 9 : « Saint-Léger en Iveline, près Étampes »; p. 18 : « Jean, évêque de Casemare »; p. 22 : « maître Robert de Corzon »; p. 242 : « Agnès avait eu deux enfants, une fille Yolande, qui mourut très jeune en 1226, ainsi que Guy son (?) mari tué dans la guerre des Albigeois, etc. Yolande, mariée vers 1235, à Archembaud de Bourbon... », etc.

3. M. de Lespinasse ignore à peu près tous les ouvrages récents sur l'histoire belge (notamment ceux de M. Pirenne) et sur l'histoire générale de la France (ceux de M. Langlois, entre autres).

4. Camille Renaux, *le Comté humbertien de Savoie-Belley, ses origines et ses variations jusque dans les premières années du XII^e siècle*. Belley, impr. Chaduc, 1911, in-8°, 67 p. et 1 carte (extr. du *Bulletin* de la Société « Le Bugey »). — M. Renaux a déjà publié deux mémoires sur les origines du comté de Savoie. Cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 103, et t. CII, p. 449.

favorables à sa thèse¹ et que les limites qu'il indique pour la primitive *Sapaudia* sont fort loin d'être certaines².

M. DE FAUCIGNY-LUCINGE³ a sur M. Renaux l'avantage de la clarté, sinon de la brièveté : car il ne lui faut pas moins de 144 pages pour arriver à établir que le comte Thomas I^{er} de Savoie (1177-1233) a épousé, non Béatrice de Genève, mais Marguerite de Faucigny, ainsi que tous les documents déjà connus suffisent à le prouver. En dépit de ce qu'il annonce sur la couverture de son livre, M. de Faucigny n'a utilisé aucun document nouveau, aucunes « archives de famille » et ne s'est même pas reporté aux parchemins originaux de Turin et de Genève ; il n'a connu les chroniques qu'il cite que par de vieilles éditions qui l'ont à plus d'une reprise induit en erreur ; mais il semble avoir vu juste dans la question, et c'est évidemment l'essentiel.

Le livre où M. RÉGNÉ⁴ a étudié la vie et l'administration d'Amauri II, vicomte de Narbonne (1260?-1328), surpasse en intérêt la majorité des monographies locales, car il permet de saisir sur le vif les procédés grâce auxquels les derniers Capétiens directs parvinrent à insinuer leur autorité dans les fiefs les plus lointains et à tirer parti des moindres conflits pour entamer chaque jour davantage les prérogatives de leurs vassaux. Philippe le Bel joua le principal rôle en cette affaire, et il est peu d'actes aussi tristement comiques que celui où le malheureux vicomte déclare s'incliner devant les raisons d'intérêt public qui lui ont fait imposer par le bon roi un contrat de pariage, dont l'injustice devait soulever à Narbonne un tollé général. Et comme, dans la vicomté, le pouvoir est étrangement morcelé et que la discorde est partout, entre l'archevêque et le vicomte, entre le vicomte et la commune narbonnaise, entre les diverses fractions de cette commune, les occasions ne manquent pas au roi et à ses officiers d'intervenir et de parler en maîtres au milieu de la confusion universelle. A cet égard, on trou-

1. Témoin tout ce qu'il dit des invasions sarrasines dans le Bugey (p. 45).

2. En sens contraire, voir P.-E. Martin, *Études critiques sur la Suisse à l'époque mérovingienne* (Paris, 1910, in-8°). — P. 11, nous ne comprenons pas comment le texte de saint Avit pourrait prouver que Vienne faisait partie de la Savoie.

3. Le prince de Faucigny-Lucinge, *le Mariage de Thomas I^{er}, comte de Savoie, avec Marguerite de Faucigny*. Paris, Daragon, 1911, in-8°, xii-163 p., 2 tableaux généalogiques et 1 portrait ; prix : 8 fr.

4. Jean Régné, *Amauri II, vicomte de Narbonne (1260?-1328) ; sa jeunesse et ses expéditions, son gouvernement, son administration*. Narbonne, impr. Caillard, 1910, in-8°, 501 p. (extr. du *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. X et XI).

vera dans l'ouvrage de M. Régné une foule de faits infiniment curieux et suggestifs, qu'on eût aimé voir davantage groupés et mis en valeur. On y trouvera aussi des renseignements très neufs, — dont on voudrait, là encore, que l'auteur eût mieux dégagé la signification, — sur l'organisation même de la vicomté et sur la biographie d'Amauri. Ce dernier, à vrai dire, n'en ressort pas très glorieux : choisi, dans sa jeunesse, comme capitaine de la ligue toscane¹, il semble n'avoir personnellement rien fait pour justifier cet honneur ; et, dans la suite, son rôle fut d'ordinaire celui d'un vassal soumis à son souverain jusqu'à l'abnégation. M. Régné a réuni, sans nous faire grâce d'un seul détail, tout ce qu'il a pu découvrir sur son compte dans les actes et les chroniques de l'époque et nous a donné, en somme, un travail solide, bien conduit, où l'on regrette pourtant que les choses ne soient pas prises d'un peu plus haut² et présentées d'une façon plus élégante, souvent même plus correcte³.

Les sociétés savantes de province continuent, avec une louable activité, à imprimer les chartes des anciennes églises et des anciens monastères de France, et l'on a plaisir à constater que les méthodes et la science des éditeurs sont, dans l'ensemble, chaque jour en progrès. C'est ainsi que le recueil formé par le P. DE MONSABERT des documents relatifs à l'abbaye de Charroux, en Poitou, du VIII^e au XVIII^e siècle⁴, se distingue de beaucoup de recueils similaires par le soin qu'a pris l'auteur d'établir toujours la filiation des copies dont

1. Notons, à ce sujet, que M. Régné, qui cite, p. 6, les *Forschungen* de M. Davidsohn, semble ignorer totalement la *Geschichte von Florenz* du même auteur.

2. On aimerait trouver au début du livre quelques éclaircissements sur l'état de la vicomté en 1260 ; p. 46, on ne nous dit pas ce que fut « la campagne de 1285 » ; p. 168, le chapitre sur les rapports du vicomte et des consuls devrait être précédé de quelques pages sur le régime municipal de Narbonne ; la conclusion du volume est enfantine. Les raisonnements de M. Régné sont d'ailleurs parfois un peu fragiles et naïfs : voir, entre autres, ce qu'il dit, p. 44, à l'appui de la date de 1280 environ qu'il propose pour le mariage d'Amauri, et surtout, p. 277 : « Le vicomte ne semble pas être toujours resté fidèle à sa femme. Il la trompa au moins une fois puisqu'il eut un fils naturel, Bernard de Narbonne » (et si ce bâtard est né avant le mariage?). — Pourquoi M. Régné imprime-t-il partout Guillaume de *Plasian* ?

3. On s'étonne de rencontrer des expressions comme celles-ci : « Nous en dirons de même du sieur Besse... » (p. 3), « l'œuvre des bénédictins a doublé de sa valeur... grâce aux additions et corrections d'Auguste Molinier » (p. 41), « le roi de France manda à tous ses justiciers de ne pas pousser, ni de ne pas permettre qu'on poussât le vicomte à rembourser... » (p. 101).

4. *Chartes et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Charroux* publiés par D. P. de Monsabert, tome XXXIX des *Archives historiques* du

il s'est servi, par la sagesse de ses conclusions sur la valeur et l'authenticité des textes reproduits, enfin par la conscience avec laquelle il a dépouillé les collections de documents étrangers à sa province pour y chercher des suppléments d'information. Son recueil est d'ailleurs fort curieux. Il y a compris un groupe d'anciennes notices historiques sur les origines de l'abbaye, dont on connaît deux copies du ^{xv}^e siècle, conservées l'une à la bibliothèque de la Société éduéenne à Autun, l'autre à la Bibliothèque nationale, ms. lat. 5448. Ces notices, en grande partie légendaires, sont apparentées étroitement à l'œuvre d'Adémar de Chabannes. Les autres chartes du volume sont intéressantes à plus d'un égard : nous y relevons de nombreux privilèges royaux et pontificaux, des chartes de coutumes (n^{os} 46, 91), un acte conciliaire inédit du ^{ix}^e siècle (p. 20 : 30 avril 869), de très instructives pièces de procédure, notamment une pièce des années 1124-1129 (n^o 33) qui permet d'étudier la procédure de l'appel, etc. Est-ce à dire que le livre du P. de Monsabert ne laisse place à aucune critique? — Nous regrettons, pour notre part, que les textes n'aient pas été établis suivant une méthode plus sévère encore, avec relevé de toutes les variantes; que l'éditeur se soit même trop souvent contenté, au lieu de revoir les manuscrits, de recourir à une édition antérieure, parfois médiocre, parfois mauvaise; qu'il nous ait livré trop souvent aussi des textes incorrects, remplis d'abréviations non résolues¹; enfin, — puisqu'il faut toujours revenir sur ce point, — qu'il nous ait donné une table très incomplète² et où les noms de lieux sont insuffisamment identifiés³.

Prieuré fondé en 1303, près de Compiègne, par les moines du Val-des-Écoliers, Royallieu n'a joué dans l'histoire qu'un rôle modeste. Ses anciens titres, détruits par un incendie en 1334, ne

Poitou. Poitiers, Société française d'imprimerie et de librairie, 1910, in-8°, VI-XLVIII-624 p.

1. Au hasard, notons p. 138, l. 10 du texte, *Petri* pour *Petro*; p. 139, l. 12, virgule à supprimer après *auctor*; p. 166, *Willelmus de Lgum Constāb*, *Stephanus de Turn*, pour *Willelmus de Hum[eto]*, *constabularius*, *Stephanus de Tur[o]n[is]*, et, même page, *Joisberto de Reissuns*, sans doute pour *Joisberto de Prissiniaco*; p. 220 et suiv., texte en vieux français où foisonnent les mots estropiés, etc.

2. On y cherche vainement, par exemple, le nom latin de Marmoutier, *Majus Monasterium*, et sous l'article Marmoutier on ne trouve pas de renvoi à la page 98; le connétable Guillaume de la p. 166 est omis; Maurice de Craon et Joubert de Reissuns (?) de la p. 166 ne sont relevés qu'à Craon et à Reissuns, etc.

3. On ne peut se contenter d'identifications comme celles-ci : « Fresnoy, Oise », « Frethun, Pas-de-Calais », « Bredenarde, Pas-de-Calais », surtout lorsqu'il s'agit, comme pour ce dernier nom, d'un village aujourd'hui disparu.

sont plus guère connus que par un cartulaire exécuté en 1358 d'après des copies et aujourd'hui conservé à la Bibliothèque nationale (ms. lat. 5434). C'est ce manuscrit que M. GUYNEMER¹ reproduit à son tour en le corrigeant au besoin ou en le complétant, surtout d'après les registres du Trésor des chartes et les transcriptions de la Collection Moreau. Il semble s'être acquitté convenablement de ce travail, mais a eu le tort de ne pas indiquer en général les passages où il a corrigé le texte du cartulaire et de ne pas rechercher avec plus de soin les éditions déjà données des pièces qu'il publie². La table alphabétique qui termine le volume est à la fois fort incomplète³ et riche en renseignements erronés⁴.

LOUIS HALPHEN.

1. Paul Guynemer, *Cartulaire de Royallieu*. Compiègne, impr. du Progrès de l'Oise; Paris, H. Champion, 1911, gr. in-8°, xxxvi-316 p. et 2 pl. (publication de la Société historique de Compiègne).

2. Ainsi, il ne dit pas que deux actes de Louis VII, p. 52 et 72, ont été déjà publiés, l'un dans Luchaire, *Études sur les actes de Louis VII*, p. 444, l'autre dans le *Recueil des ordonnances*, t. VII, p. 697 (d'après une copie qu'il ne cite pas; cf. Luchaire, *op. cit.*, n° 733). Pour les lettres pontificales, M. Guynemer n'a pas recouru à Potthast.

3. M. Guynemer en a exclu systématiquement toute une série de noms, notamment tous les noms de rois (même ceux qui ne paraissent que deux ou trois fois). On y cherche en vain le *Paganus* de la p. 53, l. 6, l'église Saint-Sulpice de Corbeil de la p. 183, l. 3, etc.

4. P. 293, pour Gui de Senlis, il s'agit de Gui III, bouteiller depuis 1149; p. 299, « Jehanne de Navarre » était femme de Philippe le Bel, non de Philippe Auguste; p. 301, lire : Marmoutier, *près de* Tours, et non *à* Tours; p. 302, corriger en 1151-1155 les dates 1139-1176 indiquées pour Mathieu, grand chambrier de France; p. 308, corriger en 1164-1193 les dates 1158-1193 indiquées pour le connétable Raoul; p. 309, Renaud fut chambrier de France dès 1175; p. 314, au lieu de Thomas de *Courbeaulieu* (en latin *Thomas de Corbatio*), lire Thomas de *Corbeil*, etc.

CORRESPONDANCE.

LETTRE DE M. J. THOMAS.

Monsieur le Directeur,

Un écrivain, dont j'ignore l'adresse, M. Bourdon, ayant publié dans votre *Revue*, mai-juin 1911, p. 172-177, sur mon ouvrage *le Concordat de 1516, ses origines, son histoire au XVI^e siècle*, un article plein de personnalités et d'erreurs, je vous prie de vouloir bien insérer la réponse suivante dans cette même *Revue*.

I. — M. Bourdon m'attaque personnellement. Il a pris à tâche de dénigrer mon travail, parce qu'il en prépare un, dit-il, sur le même sujet, et que le mien, suivant lui, ne valant rien, le sien ne sera pas superflu. Il rappelle que nous avons été concurrents l'un et l'autre, c'était en 1906, à un prix proposé sur ce sujet par l'Académie des sciences morales et politiques. Nous avons repris et complété, paraît-il, tous les deux notre premier travail, en profitant des observations que le rapporteur M. Picot nous avait faites.

Mon ancien concurrent me reproche à ce sujet de n'avoir pas instruit le lecteur de ce qui a été dit de ma première rédaction. Il veut, sans doute, parler non des éloges qui m'ont été adressés, mais des critiques dont j'ai été l'objet. Tout en constatant que j'avais vécu dans une bibliothèque de Bénédictins et que, sur plus d'un point, mon travail était supérieur à celui de M. Bourdon, M. Picot indiquait les recherches d'archives que je n'avais pas encore faites et regrettait que j'eusse trop pris à cœur la défense de l'Église.

J'ai tenu compte dans mon ouvrage imprimé en 1910 de ce qu'il avait dit au sujet des recherches, mais non de ce qu'il appelait un plaidoyer en faveur du Saint-Siège, ce qui n'a pas empêché M. Bourdon de me traiter de gallican. Mais arrivons maintenant à son compte-rendu. Pour mettre quelque clarté dans cette réponse, j'examinerai : 1^o ses allégations générales ; 2^o ses critiques de mots ; 3^o celles où il s'attache à relever de prétendus *lapses* d'auteur et de prétendues fautes typographiques.

Il trouve incomplète la *bibliographie* par laquelle je commence. J'avais pourtant pris soin de dire que je n'ai pas voulu faire une énumération détaillée de toutes mes sources, suivant en cela l'exemple des plus récents et des plus érudits de nos auteurs français, comme

MM. Noël Valois, Imbart de la Tour, Louis Madelin, Olivier Martin qui m'ont servi de guides.

L'introduction juridique que j'ai mise en tête de mon travail n'a pas eu l'heur de lui plaire. Je le regrette pour lui, parce que de hautes personnalités en ont jugé autrement.

Il m'adresse le reproche que M. Picot lui a fait d'avoir rédigé une œuvre hâtive et incomplète. Il n'a pas remarqué que j'avais eu quatre ans pour remanier mon premier travail et pour y mettre les renseignements qui m'avaient été demandés.

Mon plan serait, d'après lui, arbitraire et décousu. Mais j'ai suivi l'ordre chronologique, en rattachant aux mêmes chapitres les divers sujets de cette étude, afin de les présenter les uns et les autres dans leur évolution historique.

Il m'accuse d'avoir coupé en deux, sinon en quatre, les négociations du Concordat. Il n'a donc pas vu que je les ai toutes réunies, celles de Bologne et celles de Rome. Il ne s'est donc pas aperçu que les discussions du V^e concile de Latran et celles du Parlement n'étaient point destinées à fixer le texte du traité qui était déjà publié et que, dès lors, il n'y avait pas lieu de les réunir aux négociations du Concordat.

Il affirme faussement que je ne suis pas au courant des travaux français et allemands et que je n'ai pas la moindre notion sur la cour romaine au XVI^e siècle. Il aurait pourtant dû voir que j'ai mis à profit les récents travaux de M. Noël Valois, de M. O. Martin et de M. L. Madelin, et de plus, en ce qui concerne mon travail, que je me suis constamment inspiré des ouvrages en cours de publication de M. Pastor et de M. Imbart de la Tour qui ont renouvelé la science historique sur les pratiques de la curie au XVI^e siècle.

Il ose dire que mes définitions sont vagues, sans exemples et sans date : c'est en souvenir sans doute de la leçon que M. Picot lui a faite à lui-même à peu près dans les mêmes termes. Il oublie que mes définitions sont les mêmes que celles des canonistes anciens et modernes et que les dates et les exemples les suivent de près.

Il affirme sans raison que je n'ai pas défini exactement le Concordat en l'appelant un accord conclu entre l'Eglise et l'État sur des matières mixtes et que je n'ai pas bien déterminé la nature des concessions faites de part et d'autre. Il ne sait pas que pour les juger, dans un pareil traité, il faut les comprendre toutes et s'élever jusqu'aux principes qui les dominent. Il n'a pas compris la répartition que j'ai faite à chaque article du Concordat des avantages qu'en tirait l'un ou l'autre des deux pouvoirs, et il n'a pas lu le résumé général que j'ai présenté de ces avantages respectifs à la fin de l'ouvrage.

Il assure que je n'ai pas saisi l'importance des décrets disciplinaires qui sont entrés dans le Concordat. Quelle erreur ! N'ai-je pas montré dans le premier volume avec quelle insistance ils étaient réclamés par

les conciles, tandis que son manuscrit était resté muet sur ce point? N'ai-je pas consacré une grande partie du second volume à présenter ces décrets réformateurs sous leurs différents aspects? Le but principal du troisième volume n'est-il pas l'exposé de l'application, bonne ou mauvaise, qui en a été faite dans tout le cours du XVI^e siècle? N'ai-je pas montré, comme a bien voulu le remarquer M. Picot, quelle opportune sanction leur vint du concile de Trente, chose dont M. Bourdon n'avait point parlé non plus?

D'après lui, j'aurais analysé très imparfaitement les remontrances du Parlement : il n'a donc pas vu que j'ai reproduit mot à mot tous les procès-verbaux du Parlement, que j'ai consacré, de plus, tout un chapitre aux doléances que les délégués de la Cour portèrent à Amboise, et encore tout un chapitre à la réponse qu'y fit le chancelier? Il se vante ici d'avoir découvert une seconde réponse de Duprat. Voilà beau temps qu'elle a été signalée par les érudits et que les *Mémoires du clergé* l'ont résumée!

Enfin j'aurais fait, tout comme lui (puisque M. Picot les lui reproche), des hors-d'œuvre et des remplissages. Il cite comme tels les définitions qu'il attaquait tout à l'heure comme trop laconiques; l'étude des règnes des successeurs de Charles VII, que M. Picot lui a reproché d'avoir présentés d'une manière superficielle; les milieux où le Concordat dut évoluer, dont, au contraire, de bons juges ont signalé l'importance; enfin, des sujets multiples qui lui ont échappé, comme les restrictions de la juridiction ecclésiastique, l'envahissement de la justice coercitive de l'Église, la spoliation des biens du clergé, la conservation de la foi malgré les attaques du protestantisme et la rénovation religieuse de la France, grâce à l'accord des deux pouvoirs.

II. — Non content d'accumuler les erreurs générales que je viens de relever, M. Bourdon descend dans les menus détails des mots. Mais la passion qui l'aveugle le sert ici tout aussi mal. Reprenons le premier volume :

Ce que j'appelle le *textus integer* du Concordat lui paraît une expression bizarre. Je ne l'ai pas inventée : il la trouvera dans les magnifiques collections des conciles de Labbe, d'Hardouin et de Mansi qui les ont toutes employées sans que personne, avant M. Bourdon, leur en ait fait un reproche.

Il m'attribue des solécismes parce que j'ai traduit par *officiaux* du Saint-Siège, par *collations bénéficiales* et par *prébendes consistoriales* les expressions latines correspondantes. Il n'a qu'à consulter les auteurs que j'ai cités à ce sujet pour voir que j'ai parlé comme eux.

Il s' imagine que j'ignore ce que l'on entend par *mandats apostoliques*. Je le renvoie aux chapitres que j'ai donnés sur ce point et tout spécialement aux traductions que j'ai faites des diverses sortes de mandats, en le prévenant qu'il ne les trouvera point ailleurs. Sur ce point, comme sur tant d'autres, hélas! il a besoin d'étudier encore.

J'ai donné les noms de Conseil des grands et de Grand Conseil aux institutions auxquelles la Pragmatique les donne et j'ai mis les mots entre guillemets pour indiquer que je parlais comme elle. C'est donc à tort que M. Bourdon m'accuse d'avoir personnellement confondu ces deux institutions sous Charles VII.

Il se trompe de même lorsqu'il me fait un grief d'avoir confondu l'appel du procureur général Jean de Saint-Romain avec les remontrances du Parlement à Louis XI. Ici je le renvoie aux textes publiés par M. Vilevault et je le prie de remarquer que je n'ai point fait la confusion qu'il me reproche, par l'excellente raison que je n'ai point parlé de l'appel de Jean de Saint-Romain.

Pour le second volume, la critique verbale de M. Bourdon n'est pas meilleure :

Il me jette à la face d'avoir fait un contresens, p. 73, lignes 13-14. Pure calomnie ! Il n'y a pas de contresens en cet endroit, par ce motif qu'il n'y a pas de texte traduit. J'y donne une explication juridique qui ressort d'un autre passage du Concordat et qui est admise par les canonistes qui en parlent.

Il prétend que je n'ai pas assez mis en relief les capitales innovations du traité. Il ne dit pas lesquelles ; il veut parler sans doute de la suppression des élections et de leur remplacement par les nominations royales. Il n'a donc pas lu les chapitres que j'ai consacrés à ces innovations d'une suprême importance ? Il n'a pas lu les réflexions que j'y ai faites précisément pour les mettre en relief ?

Il soutient sans broncher que tout ce que je dis des annates est radicalement erroné ! Comme si je n'étais point absolument d'accord sur ce point avec les anciens et les nouveaux auteurs mieux instruits que M. Bourdon de cette affaire ! Comme si je n'avais pas cité textuellement les documents originaux ! Comme si je n'avais pas spécialement donné et expliqué la bulle relative aux annates !

Le passage d'un ambassadeur vénitien qu'il déclare étranger à ce sujet s'y rapporte, au contraire, directement, puisqu'il y est question des déclarations des intéressés qui formèrent, après 1516, la nouvelle base des annates.

A l'entendre, je n'aurais pas une notion suffisante des temps dont je parle ni des règles de la chancellerie apostolique ! Mais il se contredit lui-même, car il dit, d'une part, page 174, cinquième ligne de son article, que j'ai fait de fréquentes erreurs d'interprétation du Concordat ; et il reconnaît, dans les deux dernières lignes de la page 172, que mon commentaire des décrets bénéficiaux et disciplinaires est le *plus souvent exact comme explication littérale* (il est vraiment ici bien bon !).

Il assure que j'avance sans aucune preuve (p. 175, n. 2) que d'autres universités que celles de Paris demandèrent à être entendues par le Parlement contre le Concordat. Je lui répondrai par le trait qu'il me

décochait tout à l'heure : s'il connaissait mieux les temps dont il parle, il y aurait trouvé la preuve qu'il demande.

Dans le troisième volume, il faut que M. Bourdon se paie d'audace pour affirmer que je passe très rapidement sur l'opposition universitaire, lorsque j'y consacre quatre chapitres. Je me borne, dit-il encore, à analyser l'appel de l'Université et à le comparer très superficiellement à celui de Luther. M. Bourdon ne s'est pas aperçu que mes longues analyses de l'appel correspondaient trait pour trait à la réfutation que les bulles adressées à Bibiena ont magistralement faite de toutes les allégations des appelants. Comment expliquer qu'il ne s'est pas aperçu davantage que Luther a calqué, non pas dans un, mais dans deux appels, les formules de celui de l'Université de Paris et que j'ai mis les deux textes en regard sur deux colonnes en y consacrant six pages? M. Bourdon n'a pas lu les appels de Luther!

Sa témérité n'est pas moindre quand il annonce que tous les cas d'application du Concordat que j'ai relevés d'après le *Gallia christiana* sont sujets à caution. Il semblerait, d'après lui, que cette grande histoire de notre Église de France est entièrement dépourvue d'esprit critique! Les érudits, ne lui en déplaise, font encore quelque crédit aux doctes bénédictins qui l'ont composée.

Il affirme, contre toute vérité, que mes références à cet ouvrage ne sont souvent indiquées que par le mot *passim*. Les lecteurs apprécieront. J'ai indiqué les références par le tome et par la page, et quand le mot *passim* s'y rencontre, c'est pour ne pas surcharger les volumes de renvois inutiles, parce que j'ai eu soin de dire que le lecteur pourrait se reporter aux noms qui se trouvent alors cités et qui sont trop nombreux pour être chacun l'objet d'une référence spéciale.

Il insinue que l'Académie des sciences morales et politiques s'est trompée en imposant aux concurrents l'étude de l'application du Concordat à tout le XVI^e siècle. Il faut dire ici que M. Bourdon n'avait point achevé ce travail. Suivant lui, l'année 1550 serait une bonne date terminale. Il ne réfléchit point que les heureux effets du Concordat se manifestèrent surtout après le concile de Trente et que le traité lui-même subit ses plus grandes crises en 1560 et après 1589.

Il dénigre enfin la comparaison que j'ai faite, à la fin de mon travail, entre les concordats de 1516 et de 1801. De bons esprits cependant trouvent cette comparaison bien placée et même opportune, sinon nécessaire.

Comme toutes les accusations plus générales, ces dernières, qui sont plus détaillées, se retournent, elles aussi, contre leur auteur. Il ne réussit pas mieux en ce qu'il prend pour des *lapsus* ou pour des fautes typographiques. Nous allons le constater en suivant la même méthode :

III. — Dans le premier volume, je lui accorde la faute qu'il signale page 298 où il faut lire 278. Mais il n'est pas heureux en relevant

deux fois *Batavie* pour *Britannie*. Les manuscrits lui donnent tort. La leçon *Bonaccursius* qu'il propose ne répond ni à l'une ni à l'autre des deux pièces parallèles du chartiste qui les a vérifiées.

J'ai noté, en le transcrivant, l'obscurité du texte où il est dit que *IIII* (abréviateurs peut-être) devront être chargés de faire l'expédition du Concordat. La leçon que donne M. Bourdon ajoute à l'obscurité, parce que le sujet du verbe manque dans sa transcription.

Dans les corrections de la même pièce, pages 422 et 428, il s' imagine que mon copiste a ajouté quelques mots. Il faudrait avoir le texte des Archives nationales sous les yeux, la copie que j'ai entre les mains me paraît meilleure que la sienne, et mon excellent chartiste mérite autant de crédit que M. Bourdon.

Les leçons *omniaque singulis in parlamentis legi et ejusdem tenoris*, qu'il critique aussi dans mes transcriptions des manuscrits Torrigiani, pages 433 et 437, sont bien celles de mes copies, et j'ai lieu de les trouver préférables aux siennes pour l'intelligence des textes.

Quant à la note marginale dont il signale faussement l'omission, il n'a pas vu que c'était un renvoi du premier copiste et qu'elle est entrée dans mon texte.

Les fautes typographiques qu'il relève dans le deuxième volume n'ont pas plus de fondement. Au lieu de Symon Lecoup, il faudrait lire au procès des appelants Simon Lehoux et Raimbolt, au lieu de Cambol ou Cambolt. Je lui oppose ici les manuscrits eux-mêmes, comme je l'ai fait tout à l'heure.

Il se trompe encore en disant que « du dossier des négociations de 1530 contre les privilèges d'élection je n'ai connu qu'une seule pièce ». J'en ai indiqué une seconde tirée comme la première des manuscrits de la Bibliothèque nationale et je l'ai analysée. J'ai raconté de plus, avec pièces à l'appui, les négociations qui précéderent la bulle; j'ai transcrit la bulle elle-même et les lettres patentes qui la suivirent. Tout cela, je pense, fait plus d'une pièce.

Encore avance-t-il que cette prétendue pièce unique que j'ai donnée tout au long dans l'appendice « est absolument défigurée par des fautes de lecture ». M. Bourdon, dites-nous quelles sont ces fautes? Voici sa réponse : « Le mot *textus* introduisant les citations du décret a été lu partout *Sex.* ou *Lex.* » Pauvre M. Bourdon, autant d'erreurs que de mots : j'ai mis *Sex.* pour *Sex[tum]* (le Sixte des Décrétales) où il y avait *Sex[tum]*; j'ai mis *Lex* où il y avait *Lex*. Quant à *tex[tus]*, qui, d'après M. Bourdon, ne se trouve point dans ma copie, puisque je l'ai remplacé partout, j'ai mis *textus* où il y avait *text[us]*. Ainsi, par exemple, page 401, cinquième ligne, *per textum*; page 402, première ligne, *ut dicit textus*; même page, troisième ligne; enfin, page 405, huitième et dixième lignes. Et voilà comment cette pièce est absolument défigurée par des fautes qui n'existent pas!

La réflexion qui suit ce passage de M. Bourdon mérite d'être rele-

vée : « Références et citations (celles qu'introduit, non ma copie, mais la pièce elle-même) sont inintelligibles. » Puisqu'il parle ici pour lui, je lui renvoie le compliment qu'il m'adresse à ce sujet : « M. Bourdon n'est pas familier avec le *Corpus juris canonici*. »

Dans le troisième volume, il me reproche d'avoir écrit Tervane (!) pour Théroüanne. Deux erreurs de plus au compte de M. Bourdon. J'ai dit, page 33, Tarvanne, et j'ai dit aussi que l'évêché de cette ville avait été remplacé par celui de Boulogne-sur-Mer et non par celui de Théroüanne qui n'a jamais existé.

La page 98 porte une faute typographique : Convenans pour Cominges (ou Comminges), *civitas Convenarum*, comme on le voit ailleurs dans mon livre. Mais, ici même, M. Bourdon est en défaut quand il identifie cette ville avec Conserans, *civitas Conseranorum*.

Il fait une faute de plus en indiquant, à la page 102, François de la Rovère pour François du Roure, qui fut évêque de Mende. D'abord, François du Roure ne se trouve pas à cette page; ensuite, François de la Rovère ne fut pas évêque de Mende au XVI^e siècle; enfin, aucun François de la Rovère ne figure comme évêque en France à cette époque.

M. Bourdon me fait la grâce d'admettre « que j'ai eu connaissance » d'une bulle adressée au cardinal Bibiena avec celle qui a été publiée par le cardinal Hergenrœther. La vérité est que j'ai trouvé ces deux bulles aux Archives nationales et que je les ai données dans leur propre teneur, sans y ajouter des crochets qui n'y sont pas et que M. Bourdon voudrait y voir. J'ai fait observer que la seconde bulle était la reproduction de la première, avec un certain nombre de différences dont j'ai indiqué l'origine et la portée.

Ces différences, je les ai publiées à part, page 456. Un changement de mise en pages a reporté les références à quelques pages en avant. C'est ce qui a fait dire charitablement à M. Bourdon que mes renvois à mon propre ouvrage sont très souvent erronés : il a commis là, en concluant du particulier au général, une faute de raisonnement.

Les comptes-rendus des autres revues ne ressemblent pas à celui de M. Bourdon. L'une d'elles, l'*Historisches Jahrbuch* de Munich, dit par exemple¹ : « L'auteur a tiré avec un soin merveilleux ses documents des archives françaises et italiennes, et il a mené, avec patience, à bonne fin des recherches qui rendront les plus grands services. Son ouvrage restera pour l'histoire du Concordat français de 1516 une œuvre de la plus haute importance. »

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments très distingués.

J. THOMAS.

1. 1911, 2^e livraison.

RÉPONSE DE M. BOURDON.

Monsieur le Directeur,

J'ai pris connaissance de la réponse de M. l'abbé Thomas. Je renvoie les lecteurs à mon compte-rendu, dont, après les avoir vérifiées, je ne puis que maintenir toutes les affirmations. Elles s'appuient sur des preuves et sur des références précises. Les prétendues rectifications de l'auteur ne sont pas toujours claires ni pertinentes et ne m'ont point convaincu¹. Généralement, d'ailleurs, il ne discute pas, il se borne à louer son œuvre : son plan est excellent, ses théories approuvées par d'éminents théologiens ! J'ai averti que ses pièces justificatives contenaient des fautes de lecture excessivement nombreuses, j'en ai donné des exemples et indiqué de bonnes leçons à leur substituer ; M. Thomas répond en vantant l'excellence des *copies* qui furent faites pour lui ; je maintiens toutes mes corrections et observations². Sans attendre l'édition des documents, un exemple permettra au lecteur de prendre parti : M. Thomas s'obstine à lire, dans les articles de Bologne, *in ducatu Batavie* au lieu de *Britannie*. Qu'on en soit assuré, dans ces articles, conclus entre Léon X et François I^{er}, il est question de la Bretagne, mais non pas de la Batavie, c'est-à-dire de la Hollande ! Quand je signale à M. Thomas (dont j'ai lu et relu tout l'ouvrage) des erreurs, des documentations incomplètes, des études superficielles, il m'oppose la longueur de ses citations et de ses chapitres ! Quand j'observe, sans parler de découverte, que tel manuscrit, comme celui de Duprat, lui est resté inconnu, il se dit satisfait par des résumés. Les plus légères critiques l'ont trouvé intraitable. Je croyais à un simple *erratum* au sujet de Théroüanne ; il maintient sa lecture : Tarvanne, et nous déclare que l'évêché de Théroüanne n'a jamais existé³ ! Après une

1. J'ai pu dire, sans aucune contradiction, que son commentaire était *le plus souvent exact*, et ensuite qu'il contenait un contresens, qu'il était trop abstrait et mal proportionné. — Au tome I, p. 59 *en bas* et 60, le mot Grand Conseil n'est pas entre guillemets, cette institution est présentée comme identique sous Charles VII, Louis XI, Charles VIII et Louis XII ; p. 248, les remontrances du Parlement sont attribuées à Jean de Saint-Romain, procureur général ! Celui-ci n'est l'auteur que d'un appel, qu'en effet M. Thomas n'a pas connu. — Quant aux universités, autres que celle de Paris, qui seraient intervenues, la seule réponse valable eût été de les faire connaître.

2. Dans la pièce de 1530 que j'ai collationnée sur l'original, toutes les citations sont *introduites* par le mot : *textus*. Les mots *Lex* ou *Sex* n'y figurent jamais ; quand il s'agit du Sexte, les références sont *suivies* du chiffre : in 6^e.

3. Au tome III, p. 98, il s'agit en effet d'un chanoine de Comminges, *Convenans* n'est pas une faute d'impression, mais un barbarisme. — Rien n'est plus connu que la possession du siège de Mende par des *della Rovere*, parents de Jules II.

énormité semblable, est-ce seulement sur la curie romaine que l'auteur s'avère mal informé¹?

M. Thomas me prête de la passion; je n'ai parlé ici qu'à raison de ma compétence, après de nombreuses années d'étude (dont trois à l'École française de Rome) et plusieurs publications sur ce sujet, après un long travail personnel de recherche et de collation des documents originaux. Quant au rapport de M. Georges Picot sur le concours de 1906, M. Thomas, dans son livre, le passait sous silence (ainsi que le concours lui-même), c'est pourquoi j'ai dû le rappeler. Aujourd'hui, il en fait grand usage, semblant en reproduire les termes, mais d'une façon plus osée que fidèle. Ce rapport, fort équitable pour l'un et l'autre concurrent, constatait l'inachèvement de mon travail et lui adressait quelques critiques, dont je tiendrai compte. Cependant, j'y renvoie le lecteur avec confiance, car il ne contient pas que des critiques et celles-ci n'ont pas la gravité, ni toujours le sens, que leur attribue M. Thomas. Sinon, comment expliquer que l'Académie, conformément aux conclusions de son regretté secrétaire perpétuel, ait partagé le prix entre nous et m'en ait décerné les trois quarts?

Le lecteur aura sans doute constaté une différence de ton entre ce que j'avais écrit et la réponse de M. Thomas. Mon compte-rendu était aussi impersonnel que possible, il était toujours courtois. Que M. Thomas veuille bien s'y référer : je n'ai pas dit que son livre ne valait rien, c'est lui qui me le fait dire.

Je vous prie, Monsieur le Directeur, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

Pierre BOURDON.

1. Oui, c'est un solécisme que de traduire *officiales S. Sedis* par officiaux du Saint-Siège : les officiaux sont des auxiliaires des évêques, il n'y en avait pas à la Curie. Une collation n'est pas une provision; il n'y a jamais eu de prébendes consistoriales, c'est-à-dire conférées en consistoire.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Maurice VERNES. **Histoire sociale des religions. I : Les religions dans leur rapport avec le progrès politique et social** (judaïsme, christianisme, religion gréco-romaine, islam, catholicisme, protestantisme). Paris, V. Giard et E. Brière, 1911. In-8°, 539 pages.

Voilà un ouvrage que son auteur nous présente comme le résultat d'une enquête longue de six ou sept ans et conduite sur les « documents authentiques et officiels » ; comment ne pas lui faire confiance ? Pour peu qu'on y réfléchisse, le sujet dont il traite apparaît gros de questions capitales et, pour la plupart, à peine effleurées jusqu'ici (notons que ce premier volume n'aborde point la période moderne et contemporaine) ; puisque c'est un savant expérimenté qui prétend nous en dire son avis, comment ne pas compter sur une étude solide, méthodique, précise et personnelle ? J'ai le regret de dire que le livre a trompé mon espérance et que je n'y ai rien trouvé de ce que je comptais y rencontrer. Tout d'abord, il est visible que M. Vernes a trop embrassé pour bien étreindre : au lieu de demander « aux documents authentiques et officiels ce que les grandes religions intéressées dans l'évolution des sociétés modernes ont pensé et professé en ce qui touche : 1° le droit public, 2° les libertés personnelles, 3° les réformes sociales, 4° l'instruction et les sciences », de se disperser sur des objets différents, de s'exposer à se laisser déborder par un dessein trop vaste et de refaire hâtivement une histoire politique et intellectuelle des religions faite déjà dans son ensemble, pourquoi ne pas s'en être tenu à leur histoire proprement sociale ? Si M. Vernes avait porté sa recherche et sa réflexion sur cet objet unique, encore assez compliqué pour mériter son effort, son livre aurait plus d'unité ; on saurait mieux où il va ; on le suivrait avec plus de sécurité et moins de fatigue, par des voies mieux tracées. Un auteur est libre de choisir le cadre qui lui plait. Je n'y contredis pas, à la condition qu'il y laisse en place convenable ce qu'on est en droit de considérer comme l'indispensable. Or, cherchez dans le livre de M. Vernes un exposé méthodique, *en fonction des religions*, des véritables problèmes sociaux : régime de la propriété, répartition de la richesse, organisation du travail, condition des personnes, lutte des classes, vous ne l'y découvrirez pas. De plusieurs de ces questions, pas un mot ; des autres, une étude superficielle, dont les éléments dispersés s'épar-

pillent parmi les hors-d'œuvre et les développements incapables de rien apprendre, je ne dis pas à un savant, mais à un lecteur tant soit peu instruit. Je lis le premier chapitre, consacré au judaïsme, que M. Vernes connaît particulièrement bien; ce que j'attends, c'est un tableau de l'évolution sociale d'Israël dans son rapport avec son évolution religieuse; c'est au moins, puisque les opinions critiques de l'auteur lui imposent de grandes réserves sur la valeur historique de la Bible, une comparaison instructive entre la loi théocratique et le fait social réel, depuis la Restauration; c'est, toujours du point de vue social, une étude du prophétisme; et ce que je trouve, c'est une analyse de la Loi, qui n'est pas assez *tendancieuse* pour être instructive et dont je ne vois pas bien ce qu'elle prouve, sinon que M. Vernes, avec une persévérance digne d'un meilleur sort, maintient intégralement ses thèses sur la composition de l'Hexateuque et la modernité des prophètes; c'est un rappel des faits les plus connus de l'histoire politique d'Israël sous les dominations perse, grecque et romaine. Du rêve de justice des prophètes, rien qu'une pauvre petite page, sans relief et sans profondeur, rejetée tout au bout du chapitre (p. 125). De même, le chapitre sur le christianisme primitif, où nous voudrions voir se dessiner les divers milieux sociaux dont les réactions successives expliquent la naissance, la durée et l'évolution de la religion nouvelle, où il faudrait que fussent *socialement* caractérisées la formation, l'organisation, la vie de ses communautés premières, ce chapitre essentiel se passe tout en remarques, les unes très justes et pas neuves, les autres originales et contestables, mais toutes, ou à peu près, à côté des vraies questions, en tous cas mal organisées pour les éclairer. De même encore dans le chapitre intitulé *Christianisme et paganisme*, comment ne pas observer que si les idées principales, et depuis longtemps connues, touchant les rapports *politiques* de l'État romain et du christianisme, sont assez bien indiquées, le côté proprement *social* de ces rapports est entièrement négligé? C'est à peine si M. Vernes paraît entrevoir (p. 315) que le triomphe de l'Église au IV^e siècle présente une face sociale. Je m'arrête : les autres chapitres donneraient lieu à des observations du même ordre : le vrai sujet n'est pas traité. De la bibliographie, mieux vaut ne rien dire; superficielle et incohérente, elle ne nous renvoie, en dehors des autres écrits de M. Vernes lui-même, qu'à des livres connus de tout le monde, d'âge déjà respectable et qui, à une ou deux exceptions près, appartiennent au genre « vulgarisation scientifique ». Je n'insiste pas non plus sur un procédé fatigant, cher à l'auteur et qui consiste à n'exposer son opinion qu'en discutant celle d'un autre : que peut bien nous faire un avis suranné de J. Denis, vieux de cinquante-cinq ans, sur l'esprit du gouvernement romain ou de la société romaine? C'est l'avis et la science de M. Vernes qui nous importent. Malheureusement, à partir du troisième chapitre, il nous faut lui faire crédit quand il nous parle (p. 415) de son « commerce prolongé avec les principaux

textes, personnages et faits », car son livre se réduit à n'être plus guère qu'un florilège d'extraits, raccordés par des réflexions encore bien souvent nourries d'analyses. Si M. Vernes puisait à des livres rares ou d'accès difficile, sa regrettable modestie aurait du moins son utilité, mais il sacrifie sa pensée et son information personnelle à des écrivains dont n'importe qui peut feuilleter les ouvrages et qui s'étonneraient à juste titre de l'honneur qui leur est fait. *L'Histoire du christianisme* de Chastel, dont, d'ailleurs, je ne nie pas les honnêtes mérites, et les petits manuels publiés naguère par *Pages libres* sont traités par M. Vernes avec une faveur vraiment excessive. Je n'ai pas compté, mais je mets en fait qu'une bonne moitié du texte et, en plusieurs parties, les deux tiers sont, à partir de la page 236, composés de citations *intégrales* des ouvrages que je viens de nommer, parfois à raison de deux, trois et même quatre pages de suite! Je ne m'explique pas pareille façon de faire, car, en définitive, nul n'est tenu de publier un livre quand il n'a pas envie de l'écrire. Ai-je besoin d'ajouter que M. Vernes n'emprunte à ses guides ordinaires aucune idée qui n'ait pu gagner à passer par sa plume? Je n'entends pas qu'il n'y ait rien à prendre dans ce gros volume : si discutables qu'en paraissent les conclusions (p. 415 et suiv.), elles valent qu'on s'y arrête et, de-ci de-là, une remarque suggestive relève l'attention du lecteur; ce n'est pas assez, et, dans son ensemble, j'ai le pénible devoir de le dire, le livre me semble entièrement manqué. Je n'arrive à le comprendre que comme l'erreur, heureusement réparable, d'un homme de science et de talent.

Ch. GUIGNEBERT.

S. KRAUSS. *Talmudische Archäologie*. II. Band mit 35 Abbildungen im Text. Leipzig, Fock, 1911. In-8°, 722 pages.

Nous avons parlé du premier volume de cet ouvrage dans le numéro de mars-avril (p. 380-381) et nous avons dit tout le bien que nous en pensions. L'espoir que nous exprimions de voir paraître bientôt le second volume s'est vite réalisé et nous en félicitons l'auteur. Pour ne pas nous répéter, nous nous bornerons à en indiquer sommairement le contenu. Les quatre chapitres dont se compose cette seconde partie sont intitulés : Vie familiale (famille, rites de deuil, esclaves et salariés, animaux domestiques, vie pastorale et chasse); Vie agricole (climat et géologie, travaux agricoles, sylviculture, jardinage, culture de l'olivier et de la vigne); Industrie (métiers en général, travaux du cuir et du bois, de la terre et de la pierre, des métaux); Commerce (moyens de transport, lieux et conditions du commerce, mesures, poids et monnaies, calendrier).

M. L.

K.-J. NEUMANN. *Entwicklung und Aufgaben der alten Geschichte*. Strassburg, Heitz, 1910. In-8°, 103 pages.

Un coup d'œil sur le travail accompli jusqu'à présent dans le domaine de l'histoire ancienne et un aperçu de ce qu'il reste à faire, voilà, en peu de mots, le contenu du discours rectoral de M. Neumann. De ces deux parties, l'orateur a surtout développé la première. Historien, il ne pouvait pas faire de l'exposé rétrospectif une simple justification du programme proposé à ses confrères.

M. Neumann s'applique à caractériser les phases par lesquelles l'étude historique de l'antiquité a passé depuis un siècle et demi. Bien qu'il ne le dise pas expressément, il est facile de voir qu'à ses yeux, les états successifs de cette discipline ne se sont pas engendrés les uns les autres; ils sont en relation soit avec les préoccupations générales du moment et du milieu, soit avec les tendances personnelles des chefs d'école. Nous n'avons donc pas là une évolution proprement dite, mais plutôt une diversité d'influences qui se sont fait sentir les unes après les autres. Ainsi, c'est l'intérêt politique qui a surtout inspiré un Mitford et un Gibbon. Plus tard, entre les mains de Niebuhr, de Böckh, de Grote, l'histoire devient essentiellement critique de la tradition; nous pouvons reconnaître, dans ce trait, l'action puissante de l'école philologique issue de Heyne et de Wolf. M. Neumann retrouve la trace de la philosophie hégélienne dans les œuvres d'un Schlosser, d'un Vatke, d'un Droysen. Avec Th. Mommsen, l'histoire se fait juridique: les institutions et les lois apparaissent comme le facteur décisif entre tous dans la vie des sociétés. Grâce au progrès des études orientales, les liens de la Grèce avec l'Asie et avec l'Égypte se révèlent de plus en plus nombreux, et les deux peuples classiques ne se détachent plus du reste du monde dans un superbe isolement: Max Duncker, Ed. Meyer. Enfin, on tend à demander à l'économie politique la solution des problèmes du passé; au premier rang des pionniers travaillant dans cette direction se trouve M. Neumann lui-même.

Le collectionnement et la critique des matériaux; une intelligence plus profonde et plus extensive de la vie antique; les origines éclairées par places; l'idée hégélienne de l'évolution dominant les conceptions historiques, voilà ce que nous devons au passé. Parmi les tâches qui s'imposent maintenant aux érudits, M. Neumann insiste, — et combien c'est naturel! — sur celles qui sont dans la ligne de ses propres travaux.

Il demande qu'on se mette à cette histoire de l'empire romain devant laquelle Mommsen lui-même avait reculé, mais qui pourrait être menée à bien par la collaboration des philologues, des théologiens et des historiens proprement dits. Sur cet article, tout le monde sera d'accord avec l'auteur de *l'État romain et l'Église universelle jusqu'à Dioclétien*.

Il voudrait aussi que, d'une manière plus générale, on fit passer au premier plan les relations économiques des peuples de l'antiquité. Comme il craint pourtant qu'on ne l'accuse d'emboîter le pas aux disciples de Marx, il fait observer que l'étude « économique » s'écarte tout à fait d'une vue matérialiste de l'histoire; pour celle-ci, les conditions alimentaires sont l'unique cause des phénomènes; la première reconnaît aussi la grande importance des autres causes, en particulier des besoins de l'ordre intellectuel et moral. Fort bien! Mais l'histoire ne cesse-t-elle pas d'être économique dès qu'on fait intervenir les « intérêts spirituels »?

Le discours de M. Neumann est suivi de très nombreuses notes, quelques-unes simplement bibliographiques, d'autres biographiques ou critiques. Il en est de fort développées, qui ont même les allures d'articles de revue. Je signale en particulier, à propos de Gibbon et de Niebuhr, des morceaux qui ne manquent pas de saveur.

En somme, l'adresse et ses annexes seront lues avec fruit et avec intérêt. Il est regrettable cependant que M. Neumann ignore un peu trop les travaux de ses confrères non allemands. J'ai cherché vainement dans la foule des noms cités par l'auteur, ceux de Renan, — qui pourtant s'est beaucoup occupé des rapports de Rome et du christianisme; — de G. Ferrero, — qui, certes, ne méconnaît pas l'influence du facteur économique; — et même, ce qui paraîtra incroyable, de Fustel de Coulanges. Le savant professeur de Strasbourg n'a-t-il donc jamais entendu parler de la *Cité antique*?

Paul OLTRAMARE.

Henri Osborn TAYLOR. *The Mediæval Mind. A history of the development of thought and emotion in the middle ages.* London, Macmillan, 1911. 2 vol. in-8°, xvi-614 et viii-590 pages.

Le médiévisite qui reçoit un livre nouveau sur l'histoire du moyen âge ne s'y intéresse guère qu'à proportion de ce qu'il peut ou plutôt de ce que les érudits peuvent y apprendre, c'est-à-dire de ce qui s'y trouve de neuf. Il se méfie *a priori* des ouvrages très généraux, car, par la force des choses, les auteurs de pareils ouvrages sont condamnés à ne faire « avancer la science », comme on dit, sur aucun point précis. Il est même rare, en fait, qu'ils soient correctement au courant, sur chaque point, des résultats déjà acquis. En conséquence, l'homme du métier les considère d'instinct, et d'office, comme de la littérature : une littérature peu appétissante. C'est ainsi que Barthélemy Hauréau, qui fit tant de belles découvertes dans le domaine de l'histoire des lettres latines au moyen âge, n'avait jamais lu l'*Histoire de la littérature du moyen âge en Occident* de A. Ebert, la grande autorité de son temps sur des sujets dont il s'occupait; il s'en vantait volontiers. S'il vivait encore, et qu'il eût consenti à se tenir

au courant de la production étrangère, il apprécierait infiniment plus, sans doute, dans les derniers arrivages d'Amérique, les brèves, mais substantielles monographies de Charles H. Haskins (*The Sicilian translators of the twelfth Century...*; *The translations of Hugo Sanctelliensis*; etc.) que la monumentale « Histoire générale du développement de la pensée et de l'émotion au moyen âge » de M. Taylor.

Tous les livres de M. Taylor (*Ancient Ideals...*; *the Classical Heritage of the middle ages*, et le présent ouvrage) s'adressent en effet au grand public qui, lui, ne saurait s'intéresser aux monographies des spécialistes parce que les sujets en sont trop particuliers, et pour qui tout est neuf.

Malgré l'instinct professionnel (dont je ne prétends pas être plus exempt qu'un autre), je ne suis pas de ceux qui écartent les entreprises du genre de celles de M. Taylor par un *non legitur* sans nuances. Mais il est certain qu'un talent de premier ordre est requis pour les justifier.

M. Taylor a entrepris, cette fois, de « suivre à travers les dédales (*footless mazes*) du moyen âge le développement de l'énergie intellectuelle et les progrès de l'émotion » (p. VIII). Il semble que l'idée lui en soit venue en admirant la cathédrale de Chartres. Ce chef-d'œuvre nous émeut. Mais pourquoi? Pour le comprendre, il faut « entrer dans les profondeurs du moyen âge » en pénétrant simultanément « son *Rationale*, son *Doctrinale* et son *Emotionale* », les modes successifs de son intellectualité et de sa sensibilité. L'auteur précise (p. 3, en note) cette définition de l'œuvre qui l'a tenté en ajoutant qu'il ne s'occupera pas des « brutalités » de la vie médiévale; quand il parlera du « génie du moyen âge », c'est *the more informed and constructive spirit of the mediæval time* qu'il entend signifier.

Si je ne me trompe, ce point de départ n'est pas très clair; et l'on est d'autant plus inquiet d'abord que, « pour arriver à une présentation régulière du développement intellectuel et émotionnel du moyen âge », l'historien américain annonce dans sa préface l'intention de retrancher, comme à la serpe, toute sorte de détails. — Heureusement, après quelques chapitres de considérations vagues et banales (comment ne le seraient-elles pas?) sur « la genèse du génie médiéval », commencent¹ à s'en enfilier d'autres qui, sous des titres encore généraux, ne sont guère que des essais sur des personnages ou des textes célèbres, coupés de citations et d'extraits. Il est alors question, d'après cette méthode, de Gerbert, d'Odilon, de Fulbert, de Bérenger, d'Othloh, de Pierre Damien, de saint Bernard, de saint François, du Registre d'Eudes Rigaud, de la Chronique de Salimbene, de la Correspondance d'Héloïse, de Walther von der Vogelweide, d'Honorius d'Autun (*sic*),

1. *It is better not to generalize further...* (t. I, p. 21).

de Bonaventure, d'Albert le Grand, de saint Thomas, de Roger Bacon, de Duns Scot et d'Occam, de Dante..., etc., etc. Quelques pages seulement pour chacun, cela va sans dire; mais l'ensemble du défilé fournit aisément matière à deux volumes compacts.

Certes, la méthode qui consiste à projeter de la sorte, comme sur un écran, des physionomies et des textes caractéristiques vaut mieux que celle qui consiste à dissenter en l'air (ce qui revient souvent à parler pour ne rien dire). Mais, pour que le public tirât un profit sérieux de ces exhibitions, il faudrait que les « clichés » ne se succédassent pas trop vite devant l'objectif. Or, il me semble que l'opérateur agit ici comme si, ayant trop à montrer, il était forcé de précipiter le mouvement. J'ai lu, dans l'ouvrage de M. Taylor, ce qui est dit de personnages et de textes que je connais, et constaté par là l'insuffisance du compte qui en est rendu; j'ai lu ce qui est dit de personnages ou de textes que je connaissais mal ou que je ne connaissais pas du tout (Walther von der Vogelweide, Othloh); et j'ai maintenant le sentiment que je ne les connais pas assez.

C'est dommage. L'auteur a beaucoup lu. Il est d'ordinaire assez bien informé des travaux récents¹. Il a le sens droit. Presque tout ce qu'il dit — en une langue assez laborieuse dès qu'il croit devoir se livrer à des considérations abstraites — est très acceptable. Mais le sujet est trop mal défini, le plan trop vaste ou la réalisation trop sommaire. Et la grande dextérité littéraire manque qui dissimulerait par un certain prestige de style les indigences de l'exposé.

Ch.-V. LANGLOIS.

Max Manitius. Geschichte der lateinischen Literatur des Mittelalters; 1^{re} partie : Von Justinian bis zur Mitte des zehnten Jahrhunderts. München, O. Beck, 1911. In-8°, xiv-766 pages. Prix : 15 mark. (Fait partie du *Handbuch der klassischen Altertumswissenschaft* publié par Iwan von Müller.)

L'ouvrage dont M. Manitius vient de publier le premier volume est moins un manuel d'histoire littéraire qu'un répertoire critique des principaux représentants de la littérature latine, au moyen âge, de leurs écrits et des études dont ils ont été l'objet. Les vues d'ensemble tiennent en quelques pages d'introduction, d'ailleurs judicieuses; le corps du livre est composé d'une série de monographies réparties par grandes époques dans un ordre logique et à travers lesquelles un excellent index permet de s'orienter facilement.

Dans le tome I, on distingue deux périodes : de Justinien à Charle-

1. Excepté au livre IV (*Feudalism and Knighthood, etc.*).

mage, de Charlemagne au milieu du ^xe siècle. En tête de chacune de ces sections sont placés les polygraphes, puis viennent les théologiens, les philosophes et les savants, les philologues et les grammairiens, les poètes, les historiens et les géographes. De substantielles notices sont consacrées à chacun d'eux, retraçant leur biographie, avec l'indication des sources et des travaux d'érudition à consulter, puis donnant l'analyse et la date de composition des œuvres, enfin l'état de la critique à leur égard.

En toutes ses parties, le volume de M. Manitius donne une impression de rare solidité; il repose sur une étude personnelle et très minutieuse de chaque œuvre tant au point de vue du fond qu'au point de vue de la forme. La recherche des sources, en particulier, a été menée avec un soin dont ne s'étonneront pas ceux qui connaissent les travaux insérés depuis nombre d'années par M. Manitius dans le *Neues Archiv* et dans d'autres recueils.

Saluons donc avec reconnaissance l'apparition de ce beau volume qui, s'il ne nous apporte pas précisément une histoire de la littérature, est du moins appelé à rendre aux historiens des services inappréciables.

Louis HALPHEN.

Raoul BLANCHARD. Grenoble. Étude de géographie urbaine.
Paris, A. Colin. In-8°, 162 pages.

C'est un heureux essai de géographie urbaine que M. Blanchard vient de réaliser. L'auteur, bien connu pour son étude sur la plaine flamande, était particulièrement désigné pour le tenter. Il a pleinement réussi dans son objet qui était d'expliquer l'origine et le développement de la ville de Grenoble « en fonction des conditions physiques de son emplacement ».

L'étude de cet emplacement, le « cadre de la ville », forme le premier chapitre du livre. Grenoble est une ville de confluence. Au contact de régions naturelles différentes, plaines et montagnes, elle se trouve au point de réunion du Drac et de l'Isère. Ce fait, à vrai dire, semble, au premier abord, n'avoir eu pour elle que des inconvénients, le débit irrégulier des deux fleuves peu navigables constituant pour la ville, dont le sol imperméable est peu élevé au-dessus de l'Isère, un danger permanent. Mais Grenoble était jadis le seul point où la route de Lyon aux Alpes put franchir la rivière : tous les désagréments du site de la ville s'effacent devant l'intérêt de sa position. Et si Grenoble est le seul endroit de la vallée où un pont put facilement franchir l'Isère, c'est que là le cône de déjection du Drac resserre en un seul bras le fleuve qui, partout ailleurs, se divise en méandres. Ainsi, Grenoble est une ville de confluent; confluent de rivières bien plus que confluent de vallées. La jonction des vallées devait assurer sa fortune, mais c'est la rencontre des rivières qui a déterminé sa naissance.

De ce fait résulte tout le développement de la ville, que M. Blanchard se propose ensuite d'étudier. Des origines à la fin du ^{xvi}^e siècle, Grenoble a été une tête de pont et une forteresse, un site d'étapes et un lieu d'échanges.

Contrairement à l'opinion des historiens de Grenoble, l'auteur place l'antique *Cularo* sur la rive gauche de l'Isère; il nous montre les premières constructions de la ville se groupant le long du chemin qui venait aboutir au point de passage du fleuve. La route antique « via vetus », qui va de la porte viennoise à la porte romaine, fut la première artère et comme l'axe de Grenoble. Fortifiée dès le temps des invasions, dès le ⁱⁱⁱ^e siècle (comme toutes les villes de Gaule), la ville forte, sans cesse assiégée, devait, jusqu'au ^{xi}^e siècle, tenir à l'aise dans l'étroit espace de ses murailles romaines. Dans la seconde moitié du ^{xiii}^e et au début du ^{xiv}^e siècle, Grenoble participa à la prospérité générale alors en France; sa population augmentant, le quartier de la rive droite fut annexé à la ville; le pont sur l'Isère, reconstruit après l'inondation de 1219, se trouva au centre de la ville agrandie; des bourgs neufs se développèrent hors de l'enceinte. La décadence survint au ^{xv}^e siècle. Mieux informé, l'auteur l'aurait vu commencer dès la fin du ^{xiv}^e siècle, alors que les compagnies ravageaient le Dauphiné comme toute la France du Midi. Au ^{xvi}^e siècle, les guerres continuaient. Lieu de passage sans cesse dévasté, la ville n'était guère plus grande qu'à l'époque romaine; depuis le milieu du ^{xiv}^e siècle, elle n'avait fait aucun progrès. Recroquevillée aux époques sombres, elle allait s'élargir à la fin du ^{xvi}^e siècle avec Lesdiguières qui fit bâtir une nouvelle enceinte, englobant tous les faubourgs. Pendant le ^{xvii}^e siècle, la population de la ville doubla; à son expansion matérielle, on peut mesurer sa prospérité économique.

Ce développement, arrêté par la révocation de l'édit de Nantes puis par la Révolution, reprit au ^{xix}^e siècle; il se poursuivit de nos jours avec une rapidité foudroyante. L'essor commença en 1815 avec la paix et la reprise des affaires. La population, de 21,000 habitants en 1806, était de 24,888 en 1831. De cette époque date la nouvelle enceinte Haxo. C'est vers l'ouest, dans la vaste plaine du Drac, où un pont fut établi, que se fit l'extension de la ville. Et ce fleuve, comme le remarque M. Blanchard, se trouve ainsi au terme comme à l'origine de son évolution. Après avoir fixé le site de Grenoble en resserrant le passage de l'Isère « qui isole l'emplacement privilégié de la ville romaine », il a préparé à l'ouest le champ sur lequel le développement urbain moderne a pu se donner libre carrière. En 1856, l'emplacement de la gare dans le nouveau quartier vint en accroître encore le développement. La population ayant doublé de 1801 à 1872, la ville de l'ouest fut vite peuplée.

Au ^{xix}^e siècle, Grenoble est devenue une grande ville industrielle. A côté de la ganterie, industrie vitale dès le ^{xviii}^e siècle, d'autres industries se sont créées, notamment, grâce à l'utilisation des forces

hydrauliques, une puissante industrie métallurgique. Grenoble est aussi une vraie capitale régionale. Capitale politique, bien qu'en décadence depuis le temps où Lesdiguières y résidait et où elle faisait figure de Versailles, elle est le siège des tribunaux et des grandes administrations; capitale militaire, elle est toujours un point stratégique de premier ordre; capitale intellectuelle, c'est un centre universitaire dont le rayonnement est remarquable; enfin, capitale économique, elle est pour toute une région montagneuse (celle de l'est et du sud, où elle ne subit pas la concurrence de Lyon), la ville d'où viennent les directions, où sont les capitaux, par laquelle se font les transactions, où vient aboutir le commerce de toutes les industries régionales.

Tel est, en résumé, le petit livre de M. Blanchard. En 150 pages, il nous apprend plus de choses intéressantes que beaucoup de pesants volumes. Pour son étude, l'auteur, géographe de profession, s'est fait historien. Il s'est beaucoup servi de l'histoire de Prudhomme et des ouvrages publiés sur Grenoble par les érudits locaux; il n'a pas dédaigné non plus les riches archives de la ville et du département. Remercions-le de nous avoir donné quelques anciens plans et quelques vues modernes de la ville, dont plusieurs prises de ballon. On se rend compte ainsi du parti que l'on peut attendre, pour une étude de géographie urbaine, des renseignements les plus anciens comme des découvertes les plus récentes.

L'intérêt de cet essai est très grand à notre sens. Il peut et doit servir de modèle¹; il fera école. Bien d'autres villes de France réclament une étude analogue. Retracer l'évolution d'une cité vieille de plus de vingt siècles est un sujet digne que les historiens s'y attachent. L'étude attentive des faits d'ordre géographique leur sera d'un puissant secours. C'est grâce à elle, — M. Blanchard nous l'a montré, — que l'histoire d'une ville s'anime et devient vraiment intelligible².

Robert MICHEL.

Abbé Auguste HUMBERT. Les origines de la théologie moderne.

I : la Renaissance de l'antiquité chrétienne (1450-1521).

Paris, Lecoq-Gabalda, 1911. In-12, 358 pages. (Bibliothèque théologique.)

Les origines de la théologie moderne se trouvent dans la grande révolution religieuse du ^{xvi}^e siècle qui, donnant aux esprits une orien-

1. Peut-être l'étude des anciens monuments et surtout de l'emplacement des premières églises de la ville eût-elle pu aider M. Blanchard à nous retracer avec plus de précision les diverses étapes du développement urbain. L'archéologie peut rendre des services en matière de topographie urbaine. J'espère le montrer dans une prochaine étude sur Avignon.

2. Je me permets de relever dans le livre de M. Blanchard, écrit avec force

tation nouvelle, créa comme un nouveau mode de croire, détermina la position des problèmes théologiques, la direction des recherches et le sens des solutions. L'abbé Humbert étudie ici ce qui prépara cette révolution : la désagrégation lente du système scolastique, la « nouvelle science » théologique de la Renaissance, la théologie d'Érasme et celle de Wittenberg avant 1517.

Il recherche le lien qui unit les réformateurs aux théologiens du moyen âge, les divers degrés par lesquels s'accomplit l'évolution qu'achevèrent Staupitz, Karlstadt et Luther. L'affirmation que l'Écriture est la seule règle de foi n'est point une invention de la Réforme. Le principe de la *Sola Scriptura* est celui de tous les scholastiques de la grande époque qui voient dans la Bible la source unique de la science sacrée, la source inépuisable d'où les docteurs tirent les applications particulières nécessaires à la vie chrétienne. Mais chez Luther, qui rétrécit les assises patristiques des doctrines traditionnelles, ce principe prend un sens spécial et plus étroit qui opposera l'autorité de l'Écriture à celle de l'Église.

Dans son chapitre des *Précurseurs*, l'auteur veut prouver que la doctrine de Wycliffe et des Lollards, que le biblisme de Goch et de Wessel ne sauraient réellement prétendre vis-à-vis de la Réforme au titre ancestral, qu'ils ne favorisèrent en rien les formes nouvelles de la pensée théologique et qu'ils se rattachent si étroitement aux principes de leur temps qu'on les dénature en les comparant avec la théologie de l'Humanisme et de la Réforme. Ce sont les humanistes qui détruisirent l'œuvre du moyen âge, en voulant renouveler un système théologique épuisé (chapitres III et IV). L'érasmanisme fut la démolition du passé. En ce sens, il favorisa la théologie de Wittenberg, puisqu'il lui permit l'essai de reconstruction qui devait aboutir à la Réforme. Mais les humanistes ne furent alliés des réformateurs qu'en apparence. L'unité d'impression que produit, avant 1520, sur les esprits le mouvement qui, d'Oxford et de Paris, d'Erfurt, de Bâle et de Wittenberg, pousse les intelligences dans une direction encore obscure, mais nettement opposée au passé, n'est que superficielle. Les principes d'une prompte désunion sont déjà posés, bien qu'ils échappent à la plupart (chapitre V : *Saint Jérôme contre saint Augustin*). Ce fut donc moins affaire de caractère que d'idées si Érasme ne suivit point Luther jusqu'au bout.

Il semble inutile de donner, comme le fait l'abbé Humbert, le texte original que l'on vient de traduire mot à mot. Il serait préférable de citer la référence exacte de ceux que l'on résume.

G. CONSTANT.

et clarté, quelques expressions fâcheuses, telles que celles-ci. « L'industrie grenobloise se trouve handicapée » (p. 107); « la ganterie dans le marasme » (p. 116).

Ambroise LEDRU. **Dom Guéranger, abbé de Solesmes, et Mgr Bouvier, évêque du Mans.** Paris, H. Champion; Le Mans, A. de Saint-Denis, 1911. In-8°, 383 pages.

L'intérêt du livre que M. Ledru a composé sur Dom Guéranger et Mgr Bouvier peut sembler un peu local à ceux qui ignorent le rôle qu'a joué Dom Guéranger dans l'histoire du catholicisme français au milieu du XIX^e siècle. Dom Guéranger a été, en effet, le restaurateur de l'ordre bénédictin en France au XIX^e siècle; il a contribué très activement au triomphe de l'ultramontanisme dans l'église de France, notamment en y faisant remplacer les liturgies autonomes par la liturgie romaine.

M. Ledru s'est surtout attaché à étudier les rapports de l'abbé de Solesmes¹ avec l'évêque du Mans, Mgr Bouvier; son « principal objectif », dit-il dans son avant-propos, a été « la réhabilitation d'un évêque du Mans, injustement décrié par un religieux qui paraît oublier la reconnaissance qu'il devrait avoir à l'égard du premier bienfaiteur de son abbaye »². Ce religieux, c'est Dom Delatte, auteur d'une biographie, — ou d'un panégyrique, — de Dom Guéranger. Le volume de M. Ledru a paru peu après cette biographie; c'en est la contre-partie et la critique. Il est même presque évident que le livre de M. Ledru n'aurait pas été écrit si Dom Delatte n'avait pas publié le sien.

De là ses imperfections et ses qualités. De longues recherches bibliographiques n'en ont pas précédé la rédaction. On souhaiterait que M. Ledru eût consulté un peu mieux les journaux et les pamphlets du milieu du XIX^e siècle. Mais on lui saura gré d'avoir utilisé, non sans malice d'ailleurs, un petit registre manuscrit intitulé *Mgr Bouvier-Solesmes*, formé de soixante-deux pièces peu favorables à la mémoire de Dom Guéranger, dont le biographe bénédictin n'a pas fait état. Puis M. Ledru a fait appel à ses souvenirs personnels, qui sont souvent piquants, à son érudition qui est de bon aloi, comme le montre particulièrement un intéressant chapitre sur l'exemption monastique.

Il serait, d'autre part, exagéré de prétendre que M. Ledru est complètement impartial. Il est de nature combative et ne s'en cache pas; mais le livre y gagne en intérêt et en vie, et du reste M. Ledru est sincère et a du bon sens. Il juge avec une juste sévérité les travaux historiques de Dom Guéranger (p. 87, n. 1, et 186); il raille Montalembert du zèle inutile avec lequel il défendait les légendes hagiographiques (p. 132); il regrette l'abandon des liturgies locales et l'adoption de la liturgie romaine (p. 234); il se moque des défenseurs actuels de l'inquisition (p. 74, n. 4); il aime à étudier les dessous des affaires et

1. Cant. de Sablé (Sarthe).

2. P. VII.

à fournir des détails curieux et pas toujours édifiants sur le monde ecclésiastique du milieu du XIX^e siècle.

Cette vivacité de langage, rare chez un ecclésiastique, rend la lecture du volume attrayante. Si la composition en est un peu décousue, le style prime-sautier a de l'allure et de la verve. Somme toute, livre curieux, plein d'anecdotes, — d'un intérêt inégal, il est vrai, — que les amateurs d'histoire religieuse ne devront pas négliger et qu'ils feuilletteront sans ennui.

R. LATOUCHE.

Joaquím MIRET Y SANS. I : **Notes biographiques d'en Pere Salvatge y Fr. Romeu Sa Bruguera ab mostres de la biblia catalana rimada de la XIII^a centuria.** Barcelona, Francesch X. Altés, 1909. In-8°. (*Estret del volum de treballs del congrés d'història de la corona d'Aragó, dedicat al rey en Jaume I, celebrat en la ciutat de Barcelona en lo mes de juny de 1908*, p. 147-171.) — II : **La tomba del escriptor català Fra Anselm Turmeda en la ciutat de Tunij.** Barcelona, tipografia « L'Avenç », 1910. In-8°, 29 pages, 2 plans et 2 grav.

I. — Le troubadour catalan Pere Salvatge fut le poète favori du roi d'Aragon Pedro III. M. Miret y Sans a recueilli aux Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone, un certain nombre d'actes royaux relatifs à ce poète. Pere Salvatge serait originaire du Vallès. Pensionné par le roi, le troubadour catalan participa probablement à la campagne de 1285 contre Philippe le Hardi. Il continua à bénéficier de la faveur royale sous le règne du successeur de Pedro III, Alfonso III. Ce dernier roi lui confia même les fonctions douanières de garde du passage de Canfranch sur la cime des Pyrénées aragonaises. Les dernières années du poète furent assombries par le rapt dont sa fille fut victime. Il dut mourir peu après 1287.

Traducteur connu d'un psautier en prose catalane, Fr. Romeu Sa Bruguera naquit à Majorque dans la seconde moitié du XIII^e siècle. Après son entrée dans l'ordre des Frères Prêcheurs, Fr. Romeu vint étudier à l'Université de Paris, où il obtint le titre de maître en théologie. Nommé provincial d'Aragon en 1312, l'écrivain catalan mourut au couvent de Barcelone le 9 août de l'année suivante. Pendant son séjour à Paris, Sa Bruguera entretenait une correspondance active avec le roi d'Aragon Jaime II au sujet du procès des Templiers; c'est sans doute ce qui lui valut l'octroi d'une pension royale. D'après M. Miret y Sans, la Bible rimée catalane, qui se trouve à la bibliothèque Colombine de Séville et qui renferme précisément la traduction catalane faite par Sa Bruguera du Psautier, serait tout entière l'œuvre du dominicain. Cette traduction rimée fut faite entre 1282 et 1307.

M. Miret y Sans nous donne une description détaillée de la Bible rimée. Il publie à la suite la traduction entière du livre de Tobie et seulement quelques extraits du Psautier. Le secrétaire de l'Académie des belles-lettres de Barcelone est un éditeur consciencieux. On pourrait seulement lui reprocher une sobriété de ponctuation vraiment excessive. M. Miret y Sans semble redouter que l'emploi de virgules et de capitales n'altère la physionomie du texte original.

II. — C'est une histoire bien curieuse que celle de cet écrivain catalan dont M. Miret y Sans a découvert la tombe dans le *souk* des Selliers à Tunis. Né vers 1355 dans l'archipel des Baléares, Anselm Turmeda séjourna quelque temps à Lérida, puis à Bologne, en Lombardie. Ses études terminées, le jeune Majorquin entra dans l'ordre de saint François, à Montblanch. En 1391 ou 1392, le frère franciscain s'embarqua pour Tunis. Après une entrevue avec le sultan, Fra Anselm se convertit à l'islamisme et se maria; pour le récompenser de sa conversion, le souverain le nomma directeur des douanes. M. Miret y Sans ne pense pas que Fra Anselm Turmeda, bien qu'il ait bénéficié en 1423 de la part d'Alfonso IV, roi d'Aragon, de l'octroi d'une charte de guidage, soit retourné dans sa patrie et ait abjuré l'islamisme. Abdallah ibn Abdallah, — c'était l'appellation musulmane de l'ancien frère mineur, — mourut à Tunis peu avant 1433.

Dans un récit plein d'humour et de pittoresque, M. Miret y Sans nous raconte à la suite de quelles péripéties comiques il réussit à découvrir le tombeau du franciscain renégat. Se trouvant de passage à Tunis, M. Miret y Sans y reçut une lettre du président de l'« Institut d'Estudis catalans », M. Rubió y Lluch, le priant de rechercher ce tombeau dans le *souk* des Selliers, quartier situé sur l'emplacement d'un ancien cimetière. M. Miret y Sans se mit en campagne aussitôt. Victime d'une mystification mauresque, M. Miret y Sans identifia d'abord la sépulture de Fra Anselm avec une sorte de catafalque placé au milieu du *souk*, alors que le véritable tombeau du franciscain se trouvait être une petite *kouba* située sur une place toute voisine. M. Miret y Sans explora ensuite les bibliothèques de Tunis dans l'espoir d'y découvrir quelques manuscrits des œuvres de Turmeda; mais ces bibliothèques ont passé par tant de vicissitudes que M. Miret y Sans ne put réussir à y retrouver les manuscrits originaux du Turmeda. Après sa conversion à l'islamisme, Fra Anselm devint un panégyriste convaincu du Coran et un détracteur passionné de ses anciennes croyances. Le style de ses ouvrages arabes se ressent de son origine chrétienne. La plus curieuse de ses œuvres est sa propre autobiographie, où, sous la forme fantaisiste et imagée chère aux écrivains orientaux, il nous a narré le récit merveilleux de sa conversion et les épisodes caractéristiques de son existence musulmane.

Jean RÉGNÉ.

Guerre russo-japonaise. 1904-1905. Historique rédigé à l'État-major général de l'armée russe. Paris, Chapelot, 1910. In-8°, t. I, 1^{re} partie, 663 pages; 2^e partie, 360 pages.

Notre État-major de l'armée publie la traduction du premier volume paru et qui se rapporte aux événements d'Extrême-Orient avant la guerre et à la préparation à la guerre. Comme le reconnaissent, dans leur préface, les officiers russes chargés de ce travail, nombre de documents leur ont manqué, non seulement des documents officiels égarés ou perdus pendant la campagne, mais encore les impressions et les jugements de ceux qui ont pris une part active aux événements.

Les auteurs examinent d'abord les conséquences du traité de Simonoseki qui termina, en 1895, la guerre entre la Chine et le Japon. Les Japonais, s'installant en effet dans le Liaotoung et consolidant leur influence en Corée, remplaçaient aux frontières des possessions russes l'immense mais impuissante Chine. Mais à la suite de la protestation de la Russie, appuyée par l'Allemagne et la France, le Japon renonça à la presqu'île de Liaotoung, et peu après les Russes, qui cherchaient depuis longtemps un port libre de glaces, occupèrent Port-Arthur dans le Liaotoung, ce qui froissa vivement les Japonais, frustrés de leur plus beau trophée.

L'influence russe se développant ensuite en Corée provoqua au Japon un grand mécontentement, puis la question de la Mandchourie vint se greffer là-dessus. Sur ces entrefaites, le Japon contracta une alliance avec l'Angleterre par laquelle les alliés s'obligeaient à se porter mutuellement secours dans le cas où, pour la défense de leurs intérêts, soit en Corée, soit en Chine, l'une des nations contractantes entrerait en conflit avec une tierce puissance soutenue par une ou plusieurs autres. C'était un puissant appui donné au Japon. Puis naquit « l'affaire du Yalou », provoquée par une immense concession forestière dans le nord de la Corée et mise entre les mains de M. Bezobrazov. Cette affaire, a-t-on dit, fut la source d'énormes concussions jusque dans les plus hautes sphères; bien entendu, l'historique reste muet sur ce sujet brûlant. Les premières propositions des Japonais pour régler les difficultés pendantes furent repoussées par les Russes. Dans leurs propositions, les Japonais traitaient au même titre de leurs droits et intérêts en Corée que des droits et des intérêts russes en Mandchourie, tandis que les Russes, dans leurs contre-propositions, tout en renonçant en fin de compte à la Corée, demandaient au Japon de reconnaître que le territoire et le littoral de la Mandchourie étaient situés, sous tous rapports, hors de la sphère des intérêts japonais. Les négociations traînèrent, propositions et contre-propositions s'entre-croisèrent. Mais, dans les pourparlers, le dissentiment fondamental subsistait : le Japon demandait que la Mandchourie fût comprise dans la discussion de l'accord avec lui, tandis que les Russes maintenaient avec opiniâtreté que dans la question de la Mandchourie « elle n'a

jamais toléré et ne tolérera jamais l'immixtion du Japon ». La guerre devenait inévitable. Sous le voile de la phrase où, dans la dernière note de l'ambassadeur du Japon à Saint-Pétersbourg, il était question d'un « acte indépendant », les Japonais attaquèrent à l'improviste l'escadre russe embossée dans la rade extérieure de Port-Arthur et la mirent hors de combat, ce qui leur donna l'empire de la mer dès l'ouverture des hostilités. A cet acte, la Russie répondit par la déclaration de la guerre.

L'historique poursuit en examinant la préparation politique des deux partis à la guerre. Tandis que le Japon s'était lié avec l'Angleterre par une alliance en vue des événements d'Extrême-Orient, la Russie n'en avait préparé aucune. Puis vient une description géographique du théâtre des opérations militaires qui gagnerait à être abrégée.

Les auteurs donnent ensuite les plans pour le déploiement stratégique des troupes russes en Extrême-Orient et les plans de campagne. Le premier fut élaboré en 1895 à la suite de la paix de Simonoseki, un autre en 1898 à la suite de l'occupation de Port-Arthur, un autre en 1900 à la suite du bruit qui avait couru que la Russie voulait occuper de force une portion du territoire près du port coréen de Mozampo et qui fit prendre les armes au Japon. Dans tous ces plans, malgré la plus grande préparation de l'ennemi, malgré la dispersion des forces russes du Baïkal à Vladivostok, on prévoyait une action offensive et l'invasion de la Corée. C'était bien mal juger de la situation et surtout du temps nécessaire pour amener des renforts suffisants en Extrême-Orient. Le plan de 1901 fut plus sage ; il prévoyait de laisser provisoirement le Japon occuper la Corée, s'il n'attaquait pas les possessions russes et la Mandchourie. Dans ce dernier cas au contraire, on devait engager la lutte, mais rester sur la défensive jusqu'à l'arrivée des renforts. Le nouveau plan élaboré en 1903 reproduisait le précédent dans ses grandes lignes et envisageait toujours la liaison de la défense de Port-Arthur et des autres possessions. Un plan du général Sakharov, chef du grand État-major russe, consistait à abandonner Port-Arthur à ses propres forces et à se concentrer dans la région de Kharbine, dans le nord de la Mandchourie. Ce plan, qui eût été le plus judicieux, ne fut pas adopté ; l'historique le donne sans aucune remarque. Quoi qu'il en soit, le plan élaboré en 1903, par l'État-major du vice-roi en Extrême-Orient, fut soumis au ministre de la Guerre, général Kouropatkine, devenu par la suite l'exécuteur de ce plan. Ce qui ressort de tous ces plans et des notes du général Kouropatkine, c'est la méconnaissance de la véritable force du Japon, l'illusion de croire qu'avec les faibles troupes qu'on avait en Extrême-Orient on pouvait arrêter l'offensive japonaise jusqu'à l'arrivée des renforts de la Russie d'Europe et une confiance invincible dans le succès final.

L'historique étudie ensuite l'armée japonaise et reconnaît que les Russes commirent une grave erreur en décomptant d'une façon inexacte l'ensemble des forces que le Japon pouvait mettre en œuvre

contre eux et en appréciant faussement l'effort total qu'il était capable de produire.

En résumé, la guerre était impopulaire en Russie; au Japon, au contraire, elle avait pour elle toute la nation. En Russie, la préparation militaire était tout à fait insuffisante; au Japon, elle avait été amenée à un grand degré de perfectionnement.

Dans la 2^e partie, l'État-major général russe examine la préparation des services techniques.

Au point de vue des travaux du génie, les Russes ont fait très peu de chose dans les six années qui ont précédé la guerre russo-japonaise. Les travaux de défense de Port-Arthur avaient été, il est vrai, assez améliorés pour donner une sécurité relative du côté de la mer, mais la ville restait très vulnérable du côté de la terre. La cause en réside, quoi qu'en pense l'État-major russe, dans les lenteurs qui ont présidé à l'examen des divers projets de réfection, dans l'amplitude de celui qui fut finalement adopté et dans l'indécision du commandement. Quant aux travaux de défense de l'isthme de Tsintchéou, on s'y décidait à l'improviste, après les coups déjà portés à la flotte russe, alors qu'ils auraient dû être terminés bien avant le début de la lutte. A Dalni, port voisin de Port-Arthur, où l'accostage simultané de plusieurs grands transports était facile, rien n'avait été fait. Aussi les Japonais y trouvèrent-ils une base excellente pour les opérations qu'ils dirigèrent contre Port-Arthur. Vladivostok était mieux organisé.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'examen de la préparation relativement à l'artillerie, aux vivres et aux moyens de communication. Ce qui ressort de cette énumération très longue et très détaillée, c'est l'insuffisance de la préparation.

Ce premier volume, qui donne un grand nombre de documents importants, sera un instrument de travail précieux pour ceux qui entreprendront l'étude critique de la guerre russo-japonaise.

A. D.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— A. GOBAT, conseiller national suisse. *Le cauchemar de l'Europe* (Paris, H. Le Soudier, 20 p. in-8°). — C'est un éloquent plaidoyer « pour l'Alsace-Lorraine, pour le désarmement, pour la paix ». L'auteur y étudie les origines de la question d'Alsace-Lorraine, « question européenne, à laquelle correspond comme effet et comme cause un fléau, la paix armée » ; il y développe les avantages d'une franche autonomie. Faite par un Suisse, spectateur désintéressé et impartial, cette démonstration de la nécessité d'un effort libérateur n'en est que plus forte et plus convaincante. Ch. S.

— SCHEIL. *Les fouilles et l'histoire de la Babylonie, de l'Assyrie et de l'Élam* (Paris, au siège social du Comité de l'Asie française, 1911, in-8°, 28 p.). — Tirage à part d'une très intéressante et instructive conférence faite le 8 mars 1911 et insérée dans l'*Asie française* d'avril 1911, avec une carte. Excellent résumé des fouilles et des résultats qu'elles ont donnés, l'auteur étant, comme on sait, un de ceux qui se sont les plus illustrés par leurs recherches et leurs découvertes sur ce sol fécond en surprenantes révélations. Ch. B.

— A. FIERENS. *De geschiedkundige oorsprong van den aflat van Portiunkula, met een aanhangsel over de wereldbrieven van Sint Franciscus* (Gand, A. Siffer, 1910). — L'Académie royale flamande de Gand a publié cette volumineuse dissertation de M. A. Fierens, attaché à l'Institut historique belge de Rome. C'est un ouvrage de XIX-300 pages, consacré à une question d'assez mince importance à première vue : l'examen critique de toutes les sources de la légende qui entoure l'origine de la célèbre indulgence dite de la *Portiuncula* à Assise.

Mais, comme l'auteur le dit dans son introduction, le problème a son importance, ne fût-ce que par ses rapports avec la grande figure de saint François.

La question est, du reste, depuis longtemps un sujet de polémiques et de controverses, surtout depuis le beau livre de M. P. Sabatier (1894). En Allemagne, Mgr N. Paulus, P.-A. Kirsch, Ph. Lemmens, H. Holzapfel l'ont discutée itérativement jusque dans ces derniers temps ; en Belgique, le P. Jésuite P.-F. van Ortroy s'en est occupé aussi dans les *Analecta Bollandiana* ; et en Danemark, J. Jørgensen,

dans son livre déjà célèbre sur saint François (1908), y a consacré aussi quelques pages.

La dissertation de M. Fierens a été élaborée dès 1907 dans le séminaire historique, dirigé à l'Université catholique de Louvain par M. le chanoine A. Cauchie, le chef bien connu de la rédaction de la *Revue d'histoire ecclésiastique*. M. Fierens ne s'est pas borné à discuter les sources imprimées, mais il a consulté et critiqué de nombreux manuscrits des bibliothèques et des archives de Padoue, Pérouse, Plaisance, Venise, Assise, Sienne, Rome, Florence, Vienne, Oxford, Berlin, Bruxelles, Budapest, etc., sans parler de quelques incunables. Il nous étale complaisamment tous ses extraits, toutes ses fiches, toutes ses notes avec ce naïf plaisir qui caractérise le débutant qui croit devoir tout dire et tout montrer. Ce n'est pas un examen critique, mais une sorte de déballage de textes où le lecteur finit par ne plus se retrouver du tout. A force de vouloir tout tirer au clair, M. Fierens fait l'effet d'avoir encore embrouillé davantage la question déjà peu claire avant sa grosse dissertation. Paul FREDERICQ.

HISTOIRE DE L'ART.

— H. A. KÖSTLIN. *Geschichte der Musik im Umriss*; 6^e édition, entièrement refondue par Wilibald NAGEL (Leipzig, Breitkopf et Härtel, 1910, in-8^e, xvi-746 p.; prix : 10 mark). — Voici une nouvelle édition, soigneusement mise à jour, du manuel bien connu publié pour la première fois en 1874 par Köstlin. L'éloge de ce livre n'est plus à faire. Il se distingue, on le sait, par sa solidité, tout allemande, et par sa scrupuleuse documentation; ces qualités se retrouvent dans l'édition actuelle, comme déjà dans l'édition remaniée de 1898. La partie la meilleure de beaucoup est celle qui concerne les origines, la Renaissance, l'époque classique, et qui va jusqu'au milieu du XIX^e siècle, bien que les publications françaises soient trop souvent restées ignorées de M. Nagel, continuateur de Köstlin : notons seulement que M. Romain Rolland n'est cité qu'une fois et d'une manière inexacte (on ne mentionne même pas son *Histoire de l'opéra en Europe avant Lully et Scarlatti*), que les travaux de M. Gastoué, sur la musique grégorienne, sont passés sous silence, que la biographie de Lully est à revoir, et plus encore celle de Gluck. — Les chapitres consacrés aux temps les plus rapprochés de nous sont moins satisfaisants. Disons d'abord qu'ils se présentent trop comme un recueil de notes biographiques, bonnes tout au plus pour un dictionnaire, sans vues d'ensemble, sans rien qui fasse saisir les grandes directions du mouvement musical contemporain, souvent même sans rien qui donne une idée du génie propre à chaque musicien. De plus, il est étrange de ne voir, pour ainsi dire, pas paraître le nom de Wagner dans le chapitre relatif à l'histoire générale de la musique depuis Beethoven jusqu'à nos jours et d'être obligé de l'aller chercher

au milieu d'un chapitre spécial tout à la fin de l'ouvrage. Ajoutons que, pour la France en particulier, ce ne sont pas toujours les musiciens les plus représentatifs qui ont été choisis comme exemples, que dans un chapitre où M. Théodore Dubois a les honneurs de cinq lignes, — alors que César Franck en obtient tout juste quinze et M. Debussy huit, — on est surpris de ne pas même trouver les noms de Reyer ou de Lalo (pour ne citer que des morts) et que ce n'est peut-être pas très nettement caractériser l'art de M. Gustave Charpentier que de l'appeler un « disciple de Massenet ». L. H.

— J. A. F. ORBAAN. *Sixtine Rome* (Londres, Constable, 1910, in-8°, 295 p.). — L'auteur n'a pas prétendu faire une étude complète de la Rome de Sixte-Quint. Il a seulement, en une série de tableaux, décrit et illustré quelques-uns des monuments caractéristiques de ce temps : la *Porta Furba*, la chapelle de Sixte-Quint à Sainte-Marie-Majeure, la bibliothèque du Vatican. Il consacre ensuite à Domenico Fontana et aux constructions du grand architecte un très important chapitre. Les patientes recherches de M. Orbaan aux archives du Vatican lui ont permis d'ajouter ça et là quelques détails nouveaux à ce que l'on savait déjà. L'ouvrage se termine par une étude circonstanciée de la destruction du Septizonium par Sixte-Quint. Dans ce livre élégant, destiné au grand public, les historiens auront à glaner. R. M.

— L. GILLET. *Nomenclature des ouvrages de peinture, sculpture, architecture, gravure, lithographie se rapportant à l'histoire de Paris et qui ont été exposés aux divers Salons depuis l'année 1673* (Paris, H. Champion, 1911, in-8°, 431 p.). — Cette nomenclature, dressée d'après les livrets officiels, nous mène jusqu'en 1814. Suivie de tables, elle rendra service à ceux qu'intéressent l'art moderne et l'histoire parisienne. R. M.

— L. DUMONT. *La Touraine à travers les âges* (Tours, impr. tourangelle, in-12). — Ce petit livre, qui retrace rapidement l'histoire de la Touraine des origines à nos jours, s'adresse plus aux touristes qu'aux historiens. Son illustration, très abondante, pourra rendre quelques services. R. M.

HISTOIRE MILITAIRE.

— Lieutenant-colonel DESBRIÈRE et capitaine SAUTAI. *La cavalerie sous le Directoire* (Paris, Berger-Levrault, 1910, in-8°, 463 p.). — Ce volume fait partie de la série des monographies consacrées à l'organisation et à la tactique des trois armes et publiées par la section historique de l'État-major de l'armée. Il expose pour la période du Directoire d'abord l'organisation de la cavalerie, ensuite l'action de l'arme à l'armée de Sambre-et-Meuse, à l'armée de Rhin et Moselle, dans la campagne de 1796-1797, enfin en Égypte en 1798-1799.

Les auteurs concluent par l'exemple de la période qu'ils ont cons-

ciencieusement étudiée qu'il est de toute impossibilité d'improviser une cavalerie et qu'il est nécessaire d'avoir de très nombreuses troupes à cheval. Il est exact qu'une cavalerie ne s'improvise pas, mais il ne faudrait pas, par l'enseignement que nous ont légué les guerres de la Révolution, croire que le rôle de la cavalerie continuera à être aussi important. Si le rôle de la cavalerie dans le service de reconnaissance, — les dirigeables et les aéroplanes en diminuent d'ailleurs chaque jour l'ampleur, — mais surtout dans la poursuite pour achever la déroute et recueillir les fruits de la victoire, reste considérable, son action sur le champ de bataille même est très amoindrie avec les armes à feu et les engins actuels.

A. D.

— X. *Étude sur les opérations du maréchal Macdonald du 22 août au 4 septembre 1813. La Katzbach* (Paris, Chapelot, 1910, in-8°, 208 p.). — Après la bataille de Dresde, Napoléon ne put poursuivre lui-même l'ennemi; écrasé par la maladie, il dut en laisser le soin à ses lieutenants, qui ne commirent que des fautes. Macdonald fut chargé de contenir Blücher en Silésie, et c'est à l'exposé de ses opérations que cet ouvrage est consacré. L'auteur attaque vivement Macdonald et conteste la véracité de ses Mémoires. Il est juste de constater avec lui que Camille Rousset dans sa préface aux Mémoires va beaucoup trop loin en disant : « Sur cette bataille de la Katzbach..., il n'y a pas de témoin plus autorisé, plus convaincant et plus sincère que le maréchal Macdonald. » Macdonald rejette toutes les fautes sur ses subordonnés, qui n'auraient pas exécuté ou mal compris ses ordres, ce qui, en tout état de cause, n'est pas une excuse, car il aurait dû s'en assurer, mais, en outre, l'auteur de l'ouvrage montre qu'en réalité Macdonald n'agit pas ou agit peu et se laissa balloter au gré des événements. Il est seulement regrettable que l'exposé des faits soit présenté sous une forme aussi confuse et que l'auteur ne se soit pas permis non de refaire la bataille, ce qui, ainsi qu'il le dit excellemment, serait trop osé, mais au moins de résumer synthétiquement les fautes commises. Ce qui ressort des faits et par où l'auteur aurait pu conclure, c'est que Macdonald éparpilla ses forces et attaqua l'ennemi, très supérieur en nombre, avec une partie seulement de ses troupes, sur le plateau de la Jauer, qui domine la Katzbach; il dut se replier, perdant 10,000 hommes et tous ses bagages.

A. D.

HISTOIRE DE FRANCE.

— *Chrestomathie de l'ancien français (VIII^e-XV^e siècles)*, accompagnée d'une grammaire et d'un glossaire par Karl BARTSCH; 10^e édition entièrement revue et corrigée par Leo WIESE (Leipzig, F.-C.-W. Vogel, 1910, gr. in-8°, xii-543 p.; prix : 14 marks). — Composée pour les philologues, la *Chrestomathie* de Bartsch renferme, on le sait, quelques textes historiques ou utiles aux historiens. M. Leo

Wiese a complètement rajeuni le vénérable recueil, refaisant le glossaire, complétant les bibliographies, recourant aux dernières éditions, très souvent même aux manuscrits, ce qui donne un prix particulier à l'ouvrage. A signaler, entre autres, le texte des Serments de Strasbourg, un sermon de saint Bernard, de copieux extraits de romans ou de poèmes moraux dont M. Ch.-V. Langlois a récemment montré l'intérêt pour l'histoire, de bons spécimens enfin de la poésie lyrique au temps des troubadours.

L. H.

— C. PITON. *Une page ignorée de l'histoire de Paris. Le Temple à Paris* (Paris, Champion, 1911, in-8°, 76 p.; extrait du *Bulletin* de la Société historique et archéologique du IV^e arrondissement. *La Cité*, n° d'avril 1911). — Étude minutieuse basée sur de nombreux documents. L'auteur établit qu'en outre du Temple, dont l'emplacement est bien connu, les Templiers possédèrent à Paris deux autres maisons : le « vielz Temple », situé entre Saint-Gervais et Saint-Jean-en-Grève, et la « méson neuve du Temple », située rue des Barres, et où se trouvait le « comptouer » ou salle des comptes de l'ordre. Il parle avec une abondance un peu prolixe de la réception au Temple de Thomas Becket, chancelier de Henri II, et du roi d'Angleterre Henri III ; mais ce spécialiste infatigable de l'histoire et de la topographie du vieux Paris a formé sur les maisons des Templiers un précieux dossier de textes, d'observations et de croquis.

Ch. B.

— Charles DUPLOMB. *Histoire générale des ponts de Paris*; t. I : *les ponts sur la Seine* (Paris, impr. Mersch, 1911, in-8°, 346 p.). — M. Duplomb s'est intéressé à l'histoire des ponts de Paris ; il a recueilli sur ce sujet quelques notes au hasard de ses lectures. Ce sont ces notes qu'il publie. Plus de conscience que de science.

L. H.

— Maurice LECOMTE. *Histoire de Melun* (Paris, Jouve, 1910, in-8°, 266 p.; prix : 3 fr. Fait partie de l'*Histoire générale des communes de France*). — Un éditeur parisien a entrepris de publier une collection de monographies historiques sur les « communes de France ». Cette collection, sans prétentions scientifiques, pourrait rendre service même aux gens du métier si, au lieu de donner un recueil de menus faits que rien ne relie entre eux et que l'absence de toute référence rend trop souvent invérifiables, les auteurs s'appliquaient à retracer de manière précise les différentes phases de la formation et de la croissance de chaque ville, de chaque village. L'histoire de Melun, due à M. Lecomte, quoique l'œuvre d'un travailleur consciencieux, ne répond guère à ce programme. Ces minutieuses annales d'une petite ville qui n'a jamais joué qu'un rôle effacé manquent d'attrait, et si l'on ajoute qu'elles sont déparées, — et c'était presque inévitable, — par de nombreuses inexactitudes, on se demande si l'auteur a toujours été payé de sa peine. C'est ainsi que, dans les premiers chapitres, nous relevons une page pleine d'erreurs sur les

invasions normandes (p. 23), d'autres erreurs pour le temps de Robert le Pieux (p. 25-26), un singulier passage sur l'hommage prêté au roi en 1110 (?) par Thibaud de Champagne (p. 28), des erreurs de dates et de faits pour l'époque de Louis VII, de Louis VIII (p. 29-33), etc.

L. H.

— Ludwig ZELLER. *Das Seerecht von Oléron, nach der Handschrift Haag, O. 154* (Berlin, Prager, 1910, in-8°, 20 p.; prix : 1 m.).

— C'est le 4^e texte manuscrit du Coutumier maritime d'Oléron dont M. Zeller donne une édition diplomatique. Le ms. de la Haye, qu'avait déjà signalé M. Pols, est du début du xvi^e s.; il ne contribue guère à l'intelligence du texte dans ses parties difficiles.

Ch. B.

— *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1789. Tarn-et-Garonne. Archives civiles, série A : fonds d'Armagnac.* Rédigé par M. MAISONOBE, archiviste; introduction par Ch. SAMARAN; table générale par M. IMBERT, archiviste (Montauban, impr. du Sud-Ouest, 1910, gr. in-4° à 2 col., xvi-419 p.). — Les pièces du fonds d'Armagnac, conservées aux archives départementales de Tarn-et-Garonne, sont d'une importance capitale surtout pour l'histoire du xiv^e et du xv^e siècle. Dans l'introduction, M. Samaran énumère les différents dépôts où les comtes d'Armagnac conservèrent leurs archives; il dit comment une bonne partie de ces archives furent concentrées à Montauban après que les possessions de la maison eurent été incorporées au domaine de la couronne, comment s'est formé le fonds d'Armagnac aux archives de Tarn-et-Garonne et quelles parties en subsistent encore à Pau et à Rodez. Nul n'était mieux qualifié pour écrire cette introduction. Les analyses des pièces inventoriées sont très détaillées; mais il a fallu y ajouter une trop copieuse liste d'errata. La table générale des matières rendra de grands services.

— Lucien BESZARD. *Étude sur l'origine des noms de lieux habités du Maine* (Paris, H. Champion, 1910, in-8°, xl-373 p. et 1 carte).

— Cette étude sur l'étymologie de tous les noms de localités sises dans l'ancienne province du Maine intéresse surtout les philologues, mais les historiens y trouveront à glaner. Ainsi, pour la période pré-romaine, ils constateront l'absence absolue des suffixes réputés ligures en -ascus et en -incus et ils se rangeront sans doute à l'avis de M. Beszard, pour qui, « dans le Maine, comme dans tout le nord-ouest, la population indigène... a dû être plus rapidement et plus complètement transformée par l'élément celtique que dans les pays du sud-est, puisqu'en dehors de quelques souvenirs dans les noms hydrographiques, son idiome s'est perdu sans laisser de traces certaines » (p. xi). M. Beszard relève, au contraire, dans le Maine un grand nombre de noms gaulois et aussi de noms germaniques, et ce dernier détail semble prouver que la conquête franque a eu dans la contrée une répercussion assez profonde. Ces quelques exemples suffiront à recom-

mander aux historiens un livre qui, sans être écrit pour eux, leur sera souvent d'un très utile secours.

L. H.

HISTOIRE D'ANGLETERRE.

— *The collected papers of Frederic William Maitland, Downing professor of the laws of England*, edited by H. A. L. FISHER (Cambridge, at the University press, 1911, 3 vol. in-8°, ix-497, 496 et vi-566 p.; prix : 30 sh.). — M. Fisher a rendu un service signalé aux études historiques en formant ce recueil des articles de feu Fr. W. Maitland; recueil aussi complet que possible, mais où cependant ne figurent pas les préfaces aux huit volumes publiées par Maitland pour la *Selden Society*, ni la préface au volume des *Memoranda de Parlamento*, ou documents relatifs au parlement tenu à Westminster en 1305, volume qui fait partie de la collection du Maître des Rôles. Ces deux collections sont trop connues et d'autre part elles sont assez faciles à rencontrer dans nos bibliothèques pour qu'on néglige ce que Maitland y a mis du sien. Il en va autrement pour tant d'articles disséminés dans de nombreux recueils et qu'il importait de ne pas laisser oublier; car rien de ce qui est sorti de la plume de Maitland ne saurait être indifférent. Quant aux soixante-huit articles réunis ici et qui ont été rangés dans l'ordre chronologique de leur apparition, ils touchent à tant de sujets différents qu'on n'en saurait tenter même une rapide analyse; mais disons tout de suite qu'un copieux index fait de ces *membra disjecta* un précieux instrument de travail.

Ch. B.

— *The oak book of Southampton of circa A. D. 1300. Transcribed and edited from the unique ms. in the Audit House, with translation, introduction, notes, etc.*, by P. STUDER. Vol. I : *Including the anglo french ordinances of the ancient Guild merchant of Southampton* (Public. of the Southampton Record Society) (Southampton, Cox et Sharland, 1910, in-8°, XLIII-160 p.). — Le « livre aux ais de chêne » de Southampton est un registre sur lequel ont été transcrits les documents les plus importants pour l'histoire de cette ville. Le tome I, que nous annonçons, en contient la partie la plus ancienne, c'est-à-dire les règlements de la guilde marchande. Le texte, en anglo-français, n'est pas toujours très facile à traduire. M. Studer n'a pas résolu toutes les difficultés; mais le texte qu'il nous donne a été copié avec grand soin, la traduction est consciencieuse et ses notes utiles. Dans l'introduction, il résume, surtout d'après l'ouvrage de Gross, ce qu'on peut savoir sur l'origine et le caractère des guildes marchandes, puis sur la place qu'elles ont prise dans l'organisation municipale. Celle de Southampton ne fournit pas de faits inattendus; mais le document valait la peine d'être publié à la fois à cause de la langue dans laquelle il a été rédigé vers la fin du

XIII^e siècle et de l'intérêt qu'il présente pour l'histoire des institutions. M. Studer s'est acquitté très honorablement d'une tâche malaisée.

Ch. B.

— Les fascicules 24-26 de la *Canterbury and York Society* comprennent les deux premières parties du registre de Robert Grossetête, évêque de Lincoln, 1235-1254 (fasc. 24 et 26 : *Diocesis Lincolnensis. Rotuli Roberti Grosseteste, pars prima et secunda*), et la première partie de celui de John de Trillek, évêque de Hereford, 1344-1361 (fasc. 25 : *Diocesis Herefordensis. Registrum Johannis de Trillek*). Le registre de l'évêque de Lincoln n'a qu'un intérêt purement local; ne figurent en effet dans ces deux fascicules que des présentations à des cures et autres dignités ecclésiastiques. Comme l'épiscopat de John de Trillek coïncide avec la première partie de la guerre de Cent ans, on y trouvera quelques actes intéressant l'histoire de la France et de l'Angleterre à cette époque. J'y noterai en outre une « endenture » relative aux dilapidations des biens meubles et du cheptel de l'évêché après la mort du précédent évêque de Winchester, Adam d'Orleton; ce document, qui est en français, peut être signalé aux économistes (p. 133); ensuite une série d'actes concernant les déprédations dont l'évêque de Hereford accusait un de ses agents, Walter Moton, de s'être rendu coupable au détriment des biens de l'évêché (p. 197-208).

Ch. B.

— Alice Stopford GREEN. *Irish nationality* (Londres, Williams et Norgate, in-16, 256 p. (Home university library of modern knowledge); prix : 4 sh.). — Bref résumé de l'histoire du peuple irlandais. Sous la plume de M^{me} Green, cette histoire ne pouvait être qu'un nouveau témoignage en faveur de ce peuple, si riche en dons intellectuels, qui a pris une si large part aux progrès de la civilisation dans l'Europe occidentale au moyen âge et dont le plus grand tort fut de ne point savoir défendre son indépendance politique contre les convoitises de la race anglo-normande. Les souffrances qu'il a endurées au XVI^e et au XVII^e siècle, les pertes incalculables que lui a fait subir la conquête anglaise n'ont pu étouffer le sentiment national qui s'est réveillé au XIX^e siècle avec la force que l'on sait.

Ch. B.

— Fratrîs Rogeri BACON. *Compendium Studii theologiæ*, edidit H. RASHDALL, una cum appendice de operibus Rogeri Bacon edita per A. G. Little (Aberdoniæ, typis academicis, 1911, « British Society of franciscan studies », vol. III, in-8°, vi-118 p.). — Traité écrit par R. Bacon en 1292; il est important pour l'histoire de la philosophie franciscaine telle qu'elle fut représentée un peu plus tard par Duns Scot et par Guillaume d'Occam, en opposition avec celle de saint Thomas. M. Rashdall énumère dans l'introduction les points sur lesquels diffèrent ces deux systèmes. La bibliographie des œuvres imprimées et manuscrites de Bacon est un remaniement de celle que M. Little avait donnée dans son volume : *The Grey Friars in Oxford* (1892);

mais il a tenu compte de toutes les additions et corrections qu'on a signalées depuis la publication déjà ancienne de cet ouvrage. — Ch. B.

— Sir Sidney LEE. *Principles of biography* (Cambridge, at the University press, 1911, in-12, 54 p.; prix : 1 sh. 6 d.). — Conférence faite à Cambridge pour honorer la mémoire de Leslie Stephen, le premier directeur du *Dictionary of national biography*. Sir Sidney, son disciple, puis son collaborateur et enfin son continuateur, a profité de l'occasion pour donner d'utiles conseils suggérés par une longue expérience; mais, étant donné la circonstance, il ne pouvait guère sortir des généralités. C'est dommage. Ch. B.

— John BRIDGE. *L'impérialisme britannique. De l'île à l'empire*, avec une introduction de l'amiral Cyprien Bridge, traduit de l'anglais par le vicomte Guy DE ROBIEN, 2^e édition (Paris, nouvelle Librairie nationale, in-8°, 420 p.; prix : 7 sh. 50). — Était-il bien utile de traduire cet ouvrage, qui n'est qu'un travail de seconde main, un exposé facile et banal des guerres et conquêtes des Anglais depuis Elisabeth jusqu'à nos jours? Le traducteur aurait dû nous dire quelques mots sur John Bridge et sur l'amiral Cyprien Bridge; il aurait pu aussi faire revoir ses épreuves de plus près et ne point laisser passer *Wellington* (pour Wellington), *Saint-Jean-d'Ulna* (pour Saint-Jean-d'Ulloa), *Langhton* (pour Laughton), etc. Ch. B.

— William Stone BOOTH. *The hidden signatures of Francesco Colonna and Francis Bacon; a comparison of their methods, with the evidence of Marston and Hall that Bacon was the author of Venus and Adonis* (Boston, Butterfield, 1910, in-4°, 70 p.; prix : 50 cents). — François Bacon a, pour dissimuler sa signature, employé la méthode dont s'était servi, pour un objet semblable, Francesco Colonna dans sa *Hypnerotomachia Poliphili*; il a donc signé de cette façon la plupart des pièces de Shakespeare dans le premier folio; donc il est l'auteur des pièces contenues dans ce folio et qu'on attribue d'ordinaire à Shakespeare. On nous permettra de n'en pas dire plus long sur un sujet où la critique historique n'a rien à voir. Un appendice énumère les principaux ouvrages qui, depuis dix ans, ont conclu contre Shakespeare en faveur de Bacon. — Ch. B.

— *The itinerary of John Leland in or about the years 1535-1543. Parts IX, X and XI, with two appendices, a glossary and general index*, edited by Lucy Toulmin SMITH (Londres, G. Bell et fils, 1910, in-4°, xxxi-352 p. et 2 cartes; prix : 18 sh.). — Voici donc terminée cette remarquable édition de l'Itinéraire de J. Leland, l'« antiquaire » de Henri VIII en Angleterre et en Galles, fatras souvent utilisé dans la misérable édition de Hearne, qui n'a pas d'index! Celle-ci, au contraire, en a deux : pour les noms de lieux et pour les noms de personnes. On pourra donc maintenant fouiller sans perdre son temps dans ce chaos de notions historiques et archéolo-

giques. Et les cartes serviront aussi à orienter le chercheur. Grâce en soient rendues à M^{lle} Smith qui a donné ses soins diligents à une des œuvres les plus utiles et les plus ingrates qu'il y eût. — Ch. B.

— The R. H. Lord BALFOUR OF BURLEIGH. *An historical account of the rise and development of Presbyterianism in Scotland* (Cambridge, at the University Press, 1911, « The Cambridge manuals of science and literature », in-16, vi-171 p.; prix : 1 sh.). — Manuel très bref, mais suffisant; l'auteur connaît de première main les sources et en résume avec clarté les dispositions essentielles. C'est un bon guide. Ch. B.

— T. F. TOUT. *Flintshire; its history and its records* (in-8°, 38 p.). — Conférence faite à l'inauguration de la Société pour l'histoire du comté de Flint. Créé par Édouard I^{er} après 1284, organisé à peu près tel qu'il est aujourd'hui par Henri VIII, ce comté a été jusqu'au XIX^e siècle rattaché au comté de Chester, et non directement à la couronne elle-même. Son histoire est dans ses archives; mais ces archives ont été transportées à Londres en 1855, ainsi que celles de la Galles du Sud. Cette faute ne peut qu'entraver l'activité de la nouvelle Société. Celle-ci sera-t-elle assez heureuse pour obtenir le retour des archives à leur place naturelle? Ch. B.

— Abbé RIGUET. *Saint Patrice* (Paris, Lecoffre (*les Saints*), in-12, vii-203 p.; prix : 2 fr.). — Étude consciencieuse, sans prétention à l'originalité. L'auteur connaît, résume et parfois discute, non sans à-propos, les ouvrages de Zimmer, de Bury, des principaux biographes de saint Patrice; on est d'autant plus étonné de le voir, p. 38, juxtaposer des noms comme ceux-ci : « Haddan, Todd, Stokes Whitley, le P. Morris » (il a sans doute voulu parler de White et de Whitley Stokes); écrire par deux fois que l'édition des œuvres de saint Patrice par Stokes a paru dans la « série Roll » (p. 183, 186). Sa méthode critique est d'un dangereux éclectisme. Il reconnaît que les faits légendaires sont nombreux dans les anciens biographes de saint Patrice et qu'il n'y a pas lieu de leur accorder « plus de crédit qu'à tous ceux que le moyen âge a prêtés aux saints » (p. 120); mais, sous prétexte que deux de ces biographes, Muirchu et Tirechan, « méritent la plus grande confiance », il conclut : « Là où ils placent des miracles, saint Patrice en opéra » (ibid.), et il ajoute : « On ne peut pas dire qu'ils furent absolument tels que ces deux écrivains les racontent, mais il faut admettre que la prière de Patrice et sa sainteté triomphèrent surnaturellement de la méchanceté des hommes et de la force du démon. Il serait absolument puéril d'arrêter l'histoire là où les forces humaines semblent avoir leurs limites; les interventions de Dieu au milieu des gestes humains sont certaines, constatables et, elles aussi, appartiennent à l'histoire. » Ch. B.

— John BROWN. *The history of the english Bible* (Cambridge,

at the University Press, 1911, in-16, vi-136 p.; prix : 4 sh. The Cambridge manuals of science and literature). — Excellent résumé, plein de renseignements précis et puisés aux meilleures sources; attachant parfois et même émouvant. Je n'y relève qu'un détail : le catalogue de la « British and foreign Bible society » énumère près de mille éditions séparées de la traduction de 1611 totale ou partielle, qui ont paru avant la fin du XVIII^e siècle; cette même Société, à elle seule, depuis sa fondation en 1804, n'a pas mis en circulation moins de soixante-douze millions d'exemplaires (p. 114). Ch. B.

— *The statutes of the faculty of Arts and the faculty of Theology at the period of the Reformation*. Edited, with introduction and notes, by Robert Kerr HANNAY (St Andrews University publications n° VII. St Andrews, Henderson, in-8°, 135 p.). — Cette brochure contient le texte latin : 1° des « Statuta facultatis Artium Andreapolitane academice » publiés le 22 décembre 1570; 2° des « Statuta facultatis theologicæ in universitate Sancti Andree » (vers 1560). Une bonne introduction fait connaître l'organisation des études (lettres et théologie) dans l'Université de St-Andrews depuis environ le commencement du XV^e siècle jusqu'au triomphe de la Réforme en Écosse. On y saisit au vif l'influence exercée par l'Université de Paris. — Ch. B.

— Samuel HEARNE. *A journey from Prince of Wales fort in Hudson's Bay to the Northern Ocean in the years 1769, 1770, 1771 and 1772*. New edition by J. B. TYRRELL (Toronto, the public. of the Champlain Society, n° VI, 1911, in-8°, xv-437 p.). — Samuel Hearne (1745-1792), au service de la Compagnie de la baie d'Hudson, fut chargé par elle de missions à l'effet « de rechercher un passage par le nord-ouest, des mines de cuivre et toute autre chose utile à la nation anglaise en général ou à la Compagnie en particulier ». Il fit trois voyages, dont le premier (1769) échoua; mais dans les deux autres il réussit à reconnaître le cours de la rivière des mines de cuivre, région où, sans doute, aucun Européen n'avait pénétré avant lui. Le récit détaillé et précis de ces voyages fut publié en 1784, comme introduction au troisième voyage du capitaine Cook, puis en 1795; une traduction française parut en 1799. Pour cette nouvelle édition, la Société Champlain a eu la bonne fortune de s'assurer la collaboration de deux spécialistes : M. Tyrrell, qui a visité lui-même ces mêmes régions, en partie guidé précisément par la relation de Hearne, et M. Preble, naturaliste distingué qui connaît à fond la faune du Canada septentrional. Aussi, l'annotation du volume est-elle excellente et de toute première main. Les relations de Hearne abondent en détails, non seulement sur le pays, mais aussi sur les habitants, Indiens et Esquimaux. Quant à lui, il était gouverneur du fort du prince de Galles (qui avait été construit de 1733 à 1771) quand La Pérouse vint, en 1782, croiser dans la baie d'Hudson. Hearne se rendit sans avoir tiré un coup de canon (la garnison du fort était de

trente-neuf hommes); il fut fait prisonnier et conduit en France. Cette mésaventure ne lui fit pas perdre l'estime de la Compagnie qui paya assez généreusement ses services. Le fort du prince de Galles, que La Pérouse avait fait sauter, ne fut pas reconstruit; on en voit encore les ruines à Churchill. — Des cartes nombreuses, dont plusieurs dressées par Hearne lui-même, complètent cet important ouvrage.
Ch. B.

— G. B. TATHAM. *Dr. John Walker and The Sufferings of the clergy* (Cambridge, at the University Press, 1911, in-8°, vii-429 p.; prix : 6 sh.). — John Walker naquit à Exeter en 1674; il reçut le titre de docteur en théologie à l'Université d'Oxford en 1714 et il mourut en 1747. En 1702, parut une Vie de Baxter par Edmond Calamy; le chapitre ix de cet ouvrage était consacré aux « ministres, professeurs et agrégés de collèges qui avaient été condamnés au silence ou expulsés de leurs fonctions » en vertu de l'Acte de conformité de 1662, ce qu'on appela « la Saint-Barthélemy noire ». A ce manifeste du parti dissident, Walker répondit par un ouvrage tombé aujourd'hui dans un injuste oubli : *The Sufferings of the clergy*, qui parut en 1714; il y exposait les souffrances du clergé anglican persécuté par les Puritains durant la guerre civile. Cet ouvrage lui avait demandé dix ans de préparation; il avait réuni une grande masse de documents qui forment un fonds important pour l'histoire religieuse du xviii^e siècle, aujourd'hui conservé à la Bodléienne. M. Tatham a donné un inventaire détaillé de ce fonds encore non classé; il l'a fait précéder d'une étude sur les circonstances qui amenèrent Walker à écrire son ouvrage, sur les sources dont il s'est servi et sur la valeur historique de son travail.
Ch. B.

— Robert KNOX. *An historical relation of Ceylon, together with somewhat concerning severall remarkeable passages of my life that hath hapned since my deliverance out of my captivity* (Glasgow, Maclehose and Sons, 1911, in-8°, lxviii-460 p., 1 carte). — Né à Tower Hill, Londres, en février 1641, R. Knox partit pour les Indes, sur un bateau dont son père était le capitaine, en janvier 1658. Le bateau ayant fait relâche sur la côte de Ceylan, près de Coltiar, le capitaine, son fils et seize hommes d'équipage furent pris par le roi de Kandy, Raja Singha, qui avait la manie de se faire comme une ménagerie de prisonniers européens. Détention relativement douce, puisqu'ils purent vivre comme ils l'entendaient, se marier avec des femmes du pays, fabriquer et vendre les produits de leur travail; mais elle dura longtemps. C'est seulement en 1680 que Knox réussit à s'évader avec un de ses compagnons. Il revint en Angleterre et, à la demande de la Compagnie des Indes, il écrivit une relation de ses aventures en un livre publié en 1681. Dans ce livre, il traite abondamment de l'île, de sa faune et de sa flore, du roi de Kandy et de son gouvernement, des mœurs des habitants, de sa captivité et de son évasion. C'est ce

livre intéressant, devenu très rare, qui est reproduit ici avec ses illustrations et sa carte; l'éditeur, M. James RYAN, y a joint une partie inédite où R. Knox raconte sa vie et ses aventures de mer de 1682 à 1711; enfin, son autobiographie, également inédite, qui s'arrête en 1696. Il mourut le 19 juin 1720. La préface ne fait guère que résumer l'autobiographie, sans rien dire sur le livre lui-même, dont Defoe s'est inspiré dans son Robinson Crusoé. La lecture en est d'ailleurs fort divertissante.

Ch. B.

— Allen Burdett THOMAS. *More en France. Contribution à l'histoire de la fortune des œuvres de Thomas Moore dans la littérature française, 1819-1830* (Paris, Champion, 1911, in-8°, xii-171 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous ne pouvons qu'annoncer cet ouvrage; il intéresse uniquement l'histoire littéraire. Moore vécut à Paris de 1820 à 1822, célèbre surtout comme l'auteur de *Lalla Rookh*, mais il vit peu le monde et passa presque inaperçu. Ses œuvres ont été appréciées des romantiques; Vigny lui doit en partie son poème d'Eloa; influence somme toute assez superficielle et éphémère.

Ch. B.

— J. A. R. MARRIOTT. *English political institutions. An introductory study* (Oxford, at the Clarendon Press, 1910, in-8°, viii-347 p.). — Ce manuel des institutions politiques de l'Angleterre diffère surtout par son plan de ceux qui sont le plus ordinairement mis aux mains des étudiants; au lieu d'en montrer le développement historique depuis les plus anciens temps jusqu'à nos jours (c'est ainsi, par exemple, que procède M. Medley), M. Marriott part de l'organisation actuelle et il en expose le mécanisme en montrant comment chacun de ses rouages s'est perfectionné ou compliqué dans la suite des temps. En outre, il n'étudie que l'organisation politique proprement dite : pouvoir exécutif, pouvoir législatif, administration locale, pouvoir judiciaire, l'État et l'Empire avec ses colonies et dépendances, laissant délibérément de côté le détail des administrations particulières. Ce plan permet de donner plus de vie et de souplesse à l'exposé des faits. Enfin, l'auteur n'a pas voulu mettre dans son livre tout ce dont un étudiant, par exemple, croit nécessaire de meubler sa mémoire quand il prépare un examen, mais tout ce qu'un homme cultivé et réfléchi doit savoir pour comprendre les institutions qui fonctionnent sous ses yeux. Cette méthode, appliquée avec dextérité, a donné de bons résultats : l'ouvrage se lit avec fruit et avec agrément. — Ch. B.

— Ch. R. Stirling TAYLOR. *An historical Guide to London* (Londres, Dent, 1911, in-8°, xii-446 p.; prix : 6 sh.). — C'est bien un guide à l'usage des touristes, avec quinze itinéraires à leur choix et un répertoire alphabétique, lequel occupe près d'une moitié du volume; le touriste qui veut s'instruire y trouvera de nombreuses indications qu'un Bædeker ou un Joanne ne fournit pas d'ordinaire et une histoire de la ville depuis les plus anciens temps qui paraît un

bon résumé des ouvrages d'érudition les plus autorisés. Une cinquantaine de photographies bien choisies ajoutent à son intérêt pratique et historique.

Ch. B.

HISTOIRE D'ESPAGNE.

— Joaquim MIRET Y SANS [et] J. MASSO-TORRENTS. *Informe que l'Institut d'estudis catalans va traslladar al excelentíssim senyor president de la diputació de Barcelona, sobre l'estat d'alguns arxius de Catalunya y la conveniència de la sean millor instal·lació* (Barcelona, 1908 (1910), in-4°, 27 p.). — Signaler cette brochure est d'autant plus utile que la question essentielle soulevée par ses auteurs a une haute signification. Il s'agit de la conservation sur place et de l'organisation rationnelle des archives. Tous ceux qui ont touché d'un peu près à l'histoire catalane savent quelle gêne résulte, pour les travailleurs, du transport à Madrid de certains fonds monastiques relatifs aux pays de l'ancienne couronne d'Aragon. Si, d'une manière générale, l'histoire régionale subit un dommage grave du fait de la centralisation des documents en des dépôts extérieurs et lointains, l'histoire d'Espagne est, à coup sûr, de celles qui s'accommodent le moins de la dislocation des fonds et de leur exil. Les revendications catalanes sont donc ici pleinement d'accord avec l'intérêt supérieur de la science, et l'Institut d'estudis catalans fait œuvre utile en élevant la voix. Aussi avons-nous bon espoir que ses arguments seront compris. Au demeurant, il a pu déjà trouver un commencement de satisfaction dans l'installation nouvelle des archives du Patrimoine royal, déménagées à dater du 10 janvier dernier, placées dans le Palais de la Généralité et mises sous la garde d'un excellent archiviste, don Eduardo Gonzalez Hurtebise, un professionnel éprouvé dont l'érudition et l'histoire ont le droit de beaucoup attendre. — J. CALMETTE.

— Joaquim MIRET Y SANS. *Negociacions diplomàtiques d'Alfons III de Catalunya Aragó ab el rey de França per la Croada contra Granada (1328-1332)* (in-4°, 72 p.). (Extr. de l'*Anuari del Institut d'estudis catalans*, MCM VIII.) — L'érudit catalan auquel nous devons déjà tant de précieuses monographies d'histoire diplomatique extrait, cette fois encore, des riches archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone, la matière de cette nouvelle contribution. La conquête de Grenade était, au XIV^e siècle, la grande pensée de la politique hispanique. Alphonse III rêva de la réaliser. Tout aussitôt, cette ambition mit aux prises sa diplomatie avec celle de la Castille, car chacun des deux grands états chrétiens de la péninsule entend chasser les Maures et à son profit. Mais l'expédition contre Grenade est une croisade, et, comme telle, met en branle la chevalerie de l'Occident, particulièrement en France. Plus sincèrement peut-être que ne le croit M. Miret y Sans (p. 45), le roi de France se voit volontiers chef de la chrétienté en armes contre l'Islam. Cette ambition de Phi-

lippe VI, les réticences du Saint-Siège, les arrière-pensées de la Castille, les complications croissantes de la politique franco-anglaise contrecarrent les idées généreuses de l'Aragonais à travers un échange d'ambassades et de lettres sur lequel les documents rassemblés par M. Miret y Sans jettent sinon une lumière complète, du moins une lueur fort appréciable. La substance de ces textes est présentée par l'auteur dans l'exposé dont il les fait précéder, mais cet exposé n'est évidemment pas dans sa pensée une étude de la question, étude qui mériterait d'être tentée, mais qui exigerait l'intervention d'autres textes — certains déjà publiés — et l'utilisation d'ouvrages que M. Miret ne cite pas, bien qu'il les connaisse sans doute. J. CALMETTE.

HISTOIRE DE HONGRIE.

— Nous avons rendu compte, il y a deux ans, de l'important ouvrage de M. Albert DE BERZEVICZY sur *Béatrice, reine de Hongrie*, paru en langue hongroise dans la *Collection des biographies historiques* (Rev. hist., juill.-août 1909). — L'ouvrage, écrit d'après les documents inédits des archives italiennes et hongroises, pouvant intéresser tous les historiens qui s'occupent de la Renaissance, M. de Berzeviczy s'est décidé à le traduire en français. Le tome I de cette traduction vient de paraître dans la Bibliothèque hongroise de la *Revue de Hongrie* (*Béatrice d'Aragon, reine de Hongrie, 1457-1508*. Paris, Champion, xxiii-267 p. in-16 avec 3 tableaux généalogiques). M. Gustave Heinrich, secrétaire perpétuel de l'Académie hongroise, présente en quelques pages la carrière et les œuvres de M. de Berzeviczy et caractérise l'homme politique et le savant dont le bel ouvrage sur la femme de Mathias Corvin met si bien en lumière l'influence qu'elle a exercée sur la Renaissance hongroise. L'édition française ne contient pas les illustrations dont l'édition hongroise est ornée.

— Après la mort de Léopold I^{er} (1705), François Rákóczi II convoqua les États de Hongrie à Szécsény pour les consulter sur l'opportunité de conclure la paix avec l'Autriche. A cette assemblée parurent six évêques, de nombreux prélats de tous les ordres, trente-six seigneurs, la noblesse de vingt-cinq comitats et les délégués des villes. Ils élurent Rákóczi comme chef et lui jurèrent fidélité. La cérémonie de la Confédération eut lieu le 20 septembre 1705; le serment prêté par le chef et les États fut rédigé et signé. Trois exemplaires de cet acte furent dressés : un pour le prince Rákóczi, un pour le primat de Pologne et un troisième pour Georges, électeur de Hanovre, plus tard roi d'Angleterre. Deux exemplaires de cette *Lettre de Confédération* sont encore conservés : l'un (huit feuillets de parchemin) se trouve à l'Académie hongroise à laquelle le prince Ladislas Czartoryski l'avait donné en 1870; l'autre (douze feuillets de parchemin) appartient à la bibliothèque polonaise de Paris. Ce dernier contient plus de signatures. Le savant bibliothécaire de l'Académie hongroise, M. Coloman Szily, a

fait exécuter une copie fidèle de l'exemplaire de Paris et M. S. Borovszky a mis une intéressante préface à ce fac-similé (II. *Rákóczi Ferencz... szövetséglevele*. Budapest, Hornyánszky, 1911, 8 p. d'introduction, 12 feuillets, fac-similé, 8 p. noms des signataires, in-fol.). Cette édition ne reproduit pas seulement le texte, mais donne la couleur du parchemin et des sceaux et peut remplacer l'original. — I. K.

HISTOIRE D'ITALIE.

— F. GREGOROVIVS. *Promenades italiennes*. Adapté de l'allemand par M^{me} Jean Carrère (Paris, Plon-Nourrit, in-8°). 1° Rome et ses environs (310 p.); 2° Palerme, Syracuse, Naples, Ravenne, Capri, Casteldelmonte, Sabine et Ombrie (335 p.). — Si, comme tant d'autres, ces « promenades italiennes » n'étaient que des impressions de voyageurs plus ou moins pressés, plus ou moins informés, il ne vaudrait guère la peine d'en entretenir les lecteurs de la *Revue*. Mais ces promenades sont celles de Gregorovius, l'historien allemand de la Rome médiévale. Aussi les lira-t-on avec profit, notamment celles qui nous conduisent dans la campagne romaine que l'auteur a parcourue en tous sens et dont l'histoire, plus que toute autre, lui était familière.

D'ailleurs, partout où il nous mène, dans les petites villes accrochées au sommet des monts volsques, herniques ou sabins, comme sur les rivages de Sicile que tant de civilisations, grecque, arabe, byzantine et normande, ont tour à tour marqués de leur empreinte, dans la baie de Naples ou sur les plages latines, le long des routes d'Ombrie, dans la solitude de Ravenne, aux châteaux bâtis par Frédéric II dans les Pouilles ou à celui de Bracciano élevé par les Orsini, partout l'historien se révèle à nous avec sa compréhension profonde des monuments et des époques, son érudition inépuisable et sûre. Et ce sera un plaisir réel pour tous ceux qui ont fait ces « promenades » de les refaire avec un guide chez qui la précision du savoir n'enlève rien à la fraîcheur de l'imagination.

Remercions M^{me} Jean Carrère d'avoir si heureusement adapté au goût du public français l'œuvre de l'historien allemand. Tout en l'allégeant, elle a su lui conserver son charme et sa profondeur. — R. M.

— Le livre posthume de M. Giuseppe CHIARINI (mort en 1908) sur Foscolo (*La vita di Ugo Foscolo*, Firenze, Barbéra, 1910, in-18, LIII-473 p.) est une pure biographie, où la vie du grand poète est racontée chronologiquement : on y distingue assez bien l'évolution de la pensée de Foscolo, jacobin qui subit cependant l'influence de Goethe, patriote italien qui finit par hair la domination napoléonienne, passant d'une calme vie de famille à de tumultueuses et romantiques amours, traversant les situations les plus contradictoires, officier, journaliste, politicien, professeur, tombant de l'opulence de la villa *Digamma* dans les misères de Turnham Green, où il meurt le 11 septembre

1827; on y voit mal les traits caractéristiques de l'œuvre, à laquelle toutefois le travail sérieusement documenté de M. Chiarini servira de précieux commentaire.

G. BN.

HISTOIRE DE FINLANDE ET RUSSIE.

— *Pétition de la Diète de Finlande de 1910, concernant le maintien des lois fondamentales de la Finlande* (Paris, impr. Chaix, 1910). — *Petition der Finnländischen Landtags vom 26. mai 1910 über die Anfrechterhaltung der Grundgesetze Finnlands* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1911). — Dans leur lutte pour sauvegarder leur autonomie législative, les Finlandais ont, dès 1899, pris l'Europe à témoin de leurs droits. Grâce aux documents publiés, dont le premier fut la *Constitution de Finlande* (1900), tout le monde peut, en suivant les débats, se faire une opinion juridique sur le conflit russo-finlandais. La pétition de la Diète de 1910 a été traduite en français et peu après en allemand. Elle constitue une protestation digne et attristée, mais singulièrement ferme, contre les nouvelles violations des lois constitutionnelles. Les faits sont cités avec précision et les arguments exposés avec une grande clarté. Le nœud de la question est la prétention russe de réserver à la Douma et au Conseil d'Empire la solution de toutes les affaires finlandaises qui touchent aux intérêts russes.

La brochure contient la liste exacte de toutes les mesures que la Diète estime contraires aux lois constitutionnelles, qu'elle a soin de rappeler pour chaque cas particulier. Elle montre, en outre, combien l'influence du Conseil des ministres russe a été nuisible dans le domaine budgétaire et s'élève contre la répartition arbitraire du budget en deux parties : budget du gouvernement et budget de la Diète. Il y a lieu d'être particulièrement frappé du refus du gouvernement russe de sanctionner des crédits votés par la Diète pour favoriser l'enseignement.

Enfin, la pétition montre quel préjudice cause à la vie finlandaise le refus de sanction à des lois mûrement étudiées. C'est ainsi que des lois de première importance sur le régime de la presse et le droit de réunion, votées il y a plusieurs années, n'ont pas été promulguées.

— *Der Stolypinsche Gesetzentwurf : Die Antwort der finnländischen Landtages, übersetzt von Wilhelm Habermann* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1911). — Le projet de loi de M. Stolypine, soumettant à la Douma et au Conseil d'Empire toutes les questions finlandaises intéressant la Russie, a soulevé en Finlande une opposition unanime. On sait que, malgré tout, ce projet a été adopté, l'année dernière, par la Douma. Mais, selon son habitude, la Diète finlandaise a défendu jusqu'au bout la constitution menacée et s'est refusée à examiner le projet de loi. Le texte traduit par M. Habermann est la réfutation du « Mémoire explicatif » qui accompagnait le projet russe.

Cette réponse de la Diète est datée du 7 mai 1910. On n'y trouvera pas d'arguments nouveaux, parce que, depuis les ouvrages de M. Mechelin et les débats des dix dernières années, tout a été dit.

Le peuple finlandais s'appuie sur les « Lois fondamentales » accordées par Alexandre I^{er} et Alexandre II, lois qui ne peuvent être changées sans l'assentiment de la Diète. La thèse russe cherche à éluder les textes formels en soutenant que ces lois ne sont que les dons gracieux d'un vainqueur, de sorte qu'elles sont révocables et ne peuvent lier le gouvernement.

— *Finlande et Russie. Délibération internationale de Londres (26 février-1^{er} mars 1910) (Paris, A. Pedone, 1910).* — *Finnland und Russland : Die internationale Londoner Konferenz* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1911). — Nous avons ici l'avis de jurisconsultes français, anglais, allemands, belges et hollandais sur les relations juridiques de la Finlande et de la Russie. M. Westlake avait préalablement réuni les documents, et M. de Lapradelle avait été chargé du rapport général. Les jurisconsultes réunis à Londres délibérèrent sur ces bases et adoptèrent les conclusions motivées qu'on trouve dans cet ouvrage.

C'est un des meilleurs résumés juridiques que nous ayons sur la question. Les deux thèses opposées sont examinées en détail. Les textes constitutionnels les plus importants, sur lesquels s'appuient les Finlandais, sont cités. La thèse russe est représentée avant tout par le discours prononcé par M. Stolypine, le 18 mai 1908, devant la Douma, puis par ceux de MM. Deutrich et Korewo.

Les conclusions sont entièrement en faveur de la Finlande. Rien, selon l'avis des membres de cette conférence internationale privée, ne peut abolir la valeur des promesses faites à Borgå. Quelle que soit la position de la Finlande dans l'empire russe, les textes irréfutables en font un organisme autonome. L'introduction en Russie du régime constitutionnel n'a pu modifier la condition du grand-duché. Si l'intérêt supérieur de l'empire russe exige l'établissement d'une procédure commune pour certaines affaires intérieures, c'est à la Diète qu'il appartient soit de désigner elle-même ces affaires, soit de consentir à la création d'un organe chargé de les déterminer. — Edmond BERNUS.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Revue des études historiques.** 1911, mars-avr. — L. MIROT. Les mésaventures d'un prince portugais (l'infant don Denis de Portugal, fils du roi Pierre IV et d'Inez de Castro). — P. FROMAGEOT. Une cousine du Grand Condé : Isabelle de Montmorency, duchesse de Châtillon et de Mecklembourg (suite; continue en mai-juin). — L. MISERMONT. Joseph Le Bon, curé constitutionnel de Neuville-Vitasse (fin dans la livraison de mai-juin). = Mai-juin. R. PEYRE. Quelques lettres inédites de la duchesse de Choiseul (écrites à M^{me} Julie O'Leindre, belle-fille d'un des secrétaires de Choiseul, pendant la captivité de la duchesse à la maison d'arrêt des Oiseaux, en 1794).

2. — **Académie des inscriptions. Comptes-rendus.** 1910, déc. — Dr ARMAINGAUD. Les éditions des « Essais » de Montaigne : le texte de la « Vulgate ». — J.-B. MISPOULET. Le diptyque en bois de Philadelphie (découvert au Fayoum, dans les ruines d'une maison romaine, ce diptyque fournit une formule nouvelle de privilèges accordés à des légionnaires et prouve que ces militaires étaient traités aussi favorablement que les autres troupes). = 1911, janv. L. MASSIGNON. Bagdad et sa topographie au moyen âge. — Ch. DIEHL. Les mosaïques de saint Démétrius de Salonique. — Jean BECK. La musique des chansons de geste. = Févr.-mars. PIRENNE. La « ministérialité » a-t-elle existé en France ? (dans le comté de Flandre, comme l'a prouvé Ganzenmüller, et dans les régions situées au sud d'Arras, comme le prouve M. Pirenne, il y a eu en France des *ministérielles* jusqu'au début du XII^e s.). = Avr. J. TOUTAIN. Les habitations gauloises découvertes à Alésia en 1910 par la Société des sciences historiques et naturelles de Semur (prouvent que la forme carrée ou quadrangulaire était souvent adoptée pour les demeures gauloises). — R. WEILL. Les décrets royaux de l'ancien empire égyptien trouvés à Koptor en 1910 (importants pour l'histoire de la décomposition de l'état égyptien). = Mai. Fr. CUMONT. Le Natalis invicti (légende populaire venue de Syrie et d'Égypte en Occident, suivant laquelle, dans la nuit du 24 au 25 décembre, la Vierge céleste enfantait un nouveau soleil). — H. CORDIER. L'itinéraire de Marco Polo en Perse (étudie l'itinéraire en utilisant les résultats du voyage récent de Sven Hedin). — Dr CAPITAN. L'homme quaternaire dans le centre de l'Afrique. — P. SCHEIL. Une nouvelle dynastie suméro-accadienne, les rois Guti (monument épigraphique).

3. — Académie des sciences morales. Comptes-rendus. 1911, avr. — P. DE LA GORCE. Notice sur la vie et les œuvres de Paul Guiraud. — A. CHUQUET. Napoléon devant Grenoble, en 1815 (lettres et dépositions d'officiers exposant le rôle joué par eux le 7 mars 1815). — R.-G. LÉVY. Les finances athéniennes au v^e s. avant notre ère (grande variété d'impôts; la caractéristique de l'organisation, ce sont les rapports de débiteur à créancier établis entre le Trésor public et les temples; la fortune des dieux servait à venir en aide à la nation dans les circonstances graves; la démocratie athénienne semble avoir déjà multiplié le nombre des fonctionnaires et essayé de rejeter sur une minorité les charges fiscales). = Mai. E. LEVASSEUR. Les périodes de l'histoire du commerce extérieur de la France (de 1789 à 1909; les deux périodes d'augmentation sous le second Empire et la troisième République; de 1815 à 1909, il a augmenté dans la proportion de 1 à 20; près de la moitié de cette augmentation s'est produite dans le cours des quarante années de la troisième République). — WELSCHINGER. Le centenaire de la naissance du roi de Rome. — G. BAPST. Le soir de Rezonville. — ARQUILLIÈRE. L'origine des théories conciliaires (fragment d'un livre prochain sur l'évolution du gallicanisme sous Philippe le Bel). = Juin. WELSCHINGER. Correspondance de la reine Marie-Caroline avec le marquis de Gallo (1735-1806) (résumé de la publication de M. H. Weil).

4. — Revue des études anciennes. 1911, janv.-mars. — Ad. REINACH. Les Gaulois en Égypte (depuis 276 avant notre ère jusqu'au v^e s. après; il y aura à rechercher ce que fut leur influence sur la masse de la population). = Avr.-juin. LECHAT. Notes archéologiques (art grec). — A. CUNY. Essai sur le nom des Volsques. — R. PICHON. L'histoire de Valerius Laevinus dans Tite-Live (liv. XXVI, 22, aux comices de 211, il est nommé consul; c'est un homme d'opposition démocratique, partisan d'une politique d'expansion extérieure, « un des premiers ouvriers de l'impérialisme romain »). — C. JULLIAN. La dépopulation de la Gaule au iv^e s. (les découvertes archéologiques prouvent la dépopulation de l'Empire au iii^e et au iv^e s.).

5. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1911, 1^{re} et 2^e livr. — H. OMONT. Nouvelles acquisitions du département des manuscrits de la Bibliothèque nationale pendant les années 1909-1910. — A. COVILLE. Le véritable texte de la *Justification du duc de Bourgogne*, par Jean Petit, 8 mars 1408 (cette *Justification* fut reproduite à un grand nombre d'exemplaires par les soins du duc de Bourgogne; beaucoup de ces exemplaires furent détruits par la suite, après la condamnation de Jean-sans-Peur; cependant, on peut reconstituer de l'œuvre de Jean Petit un texte différent de celui que nous connaissions par certains manuscrits de Monstrelet). — E. MARTIN-CHABOT. Pere Marsili et le *Libre dels feyts del rey En Jacme lo Conqueridor* (une comparaison entre le manuscrit du *Libre dels feyts*, texte catalan

publié par D. M. Aguiló y Fuster, et celui de la chronique latine rédigée par le dominicain Marsili, prouve que celui-ci n'a guère fait que traduire ce *Libre des feyts*, qui est une chronique du roi d'Aragon Jaime I^{er}. = C.-rendus : *Stengel*. Den Kaiser macht das Heer (bonne étude sur l'origine juridique de l'idée du saint Empire romain de nation germanique). — *Mandonnet*. Des écrits authentiques de saint Thomas d'Aquin (important). — *L. Jacob*. Studien über Papst Benedict XII, 1334-1343 (bon). — *Wickersheimer*. Les secrets et les conseils de maître Guillaume Boucher et de ses confrères. Contribution à l'histoire de la médecine à Paris vers 1400 (intéressant).

6. — Revue d'histoire moderne. T. XV, 1911, n° 3. — J. LOUTCHISKY. Les classes paysannes en France au XVIII^e s. (étudie la condition de l'industrie et de l'agriculture, d'après nombre d'archives départementales; à suivre). — L. ABENTOUR. Le féminisme sous la monarchie de Juillet. Les essais de réalisation et les résultats (suite et fin; étudie le rôle des femmes dans les sciences et les beaux-arts, le jugement des contemporains sur les théories féministes et les conséquences du mouvement féministe). — SAGNAC. Condorcet et son « Moniteur » de 1788 (analyse cette petite brochure à peu près inconnue de Condorcet). — Bulletin d'histoire et de géographie économiques et revue des périodiques.

7. — Révolution française (1a). 1911, avr. — Cl. PERROUD. M^{me} Louvet (Lodoïska) (suite). — G. BOURGIN. La loge de Saint-Alphonse des amis parfaits de la vertu à l'O.^c. de Paris (1780-1790; liste des membres avec leur profession; ne semble pas avoir été animée d'un esprit violemment égalitaire, comme on le prétend en général). — La franc-maçonnerie sous le Consulat (lettre du préfet du Mont-Blanc demandant, en l'an IX, comment il doit se conduire vis-à-vis de la maçonnerie). = Mai. J. CLARETIE. Un auteur original, Dezède (il se plaignait qu'on le jouât trop). — Cl. PERROUD. M^{me} Louvet (Lodoïska) (fin). — Ed. LÉVY. Beaux-frères et belles-sœurs (1803-1815) (l'article 162 du code civil interdit leur mariage que permettait la loi du 20 septembre 1792; analyse de demandes de dispenses). = Juin. E. BOURGEOIS. La table de la constitution des droits de l'homme en biscuit de Sèvres, par Louis-Simon Boizot (1791). — C. BLOCH. L'histoire locale de la France contemporaine, discours prononcé au congrès des Sociétés savantes de 1911 (programme de travaux; nécessité et possibilité de l'impartialité). — M. FOSSEYEU. Les comités de bienfaisance des sections du Finistère et du Panthéon (d'après les archives de l'Assistance publique). — J. GUILLAUME. Brutus Hugo et le *Recueil des actions héroïques* (lettres écrites en frimaire an II, par Léopold Hugo, père de Victor Hugo, pour signaler au Comité d'instruction publique des actions d'éclat pendant la guerre de Vendée). = Juillet. F. BRAESCH. Exposé de ses thèses sur la *section des Postes et la commune du 10 août*. — L^a VIALLE. Le bataillon aixois du 21 jan-

vier. — A. AULARD. Une interview de Barère en 1840 (estime que Robespierre a été longtemps de bonne foi, mais a péri par trahison; méprise Barras et Siéyès; pense que Danton préparait une trahison; Saint-Just était un républicain zélé, mais trop grec et romain dans ses idées; il avait avec perspicacité prédit le pouvoir de Napoléon). — C. PERROUD. A propos des *Mémoires* de Talleyrand (relève un grand nombre d'erreurs dans l'annotation faite par le duc de Broglie). — *Mémoires* de Carré de Malberg (notes curieuses sur l'arrestation de Louis XVI à Varennes).

8. — **Révolution de 1848 (la).** T. VII, 1911, janv.-févr. — R. PIMENTA. La propagande bonapartiste en 1848 (suite et fin). — V. CHAZELAS. Un épisode de la lutte de classes à Limoges (suite; continue dans la livraison suivante). — CHABOSEAU. La Constituante de 1848 (suite; continue dans la livraison suivante). — P. BRAUN. La question des écoles primaires à Nancy sous le ministère Guizot (en 1846, l'évêque de Nancy demanda à la municipalité de subventionner les écoles privées catholiques; la municipalité refusa).

9. — **Annales** [à partir de janvier 1911, **Revue**] **des sciences politiques.** 1910. 15 nov. — J. ARMAGNAC et P. SAINT-GIRONS. La politique douanière de l'empire allemand. II. Le prince de Bülow et le tarif du 25 décembre 1902. — A. RAFFALOVICH. Auguste von der Heydt, ministre du Commerce et des Finances de Prusse (1802-1874; d'après le livre de Bergengrün). — Janv.-févr. A. DE FOVILLE. Émile Boutmy. — Charles DUPUIS. La Belgique et le second Empire (d'après le livre de Paul Hymans, *Frère Orban*, t. II). — Mars-avr. C. SCHÉFER. Albert Vandal historien. — J. ANDRÉADÈS. Les finances byzantines (précédé d'une bibliographie; suite en mai-juin). — Mai-juin. J. BARDOUX. L'action diplomatique de la reine Victoria (s'est exercée en faveur de la paix; elle a échoué en 1854 et en 1859, mais elle a réussi en 1846 et en 1864; elle était adversaire de la politique whig d'intervention européenne). — H. COURTEAULT. Le texte exact des adieux de Fontainebleau (d'après un document des Archives nationales; Thiers a enjolivé et par suite affaibli la courte harangue de Napoléon; dans le texte donné ici, Napoléon conseille à ses soldats de servir fidèlement le nouveau souverain).

10. — **Revue d'histoire rédigée à l'État-major de l'armée.** 1911, avr. — La campagne de 1908-1909 en Chaouïa (suite; la fin en mai). — Des marches dans les armées de Napoléon (suite; la suite en mai et juin). — La manœuvre de Pultusk (suite; continue en mai et juin). — Napoléon et les places d'Allemagne en 1813 (suite; la suite en mai). — La campagne de 1813. Les préliminaires (le commandement du prince Eugène; continue en juin). — La guerre de 1870-1871. La première armée de la Loire (continue en mai et juin). — Mai. La division de cuirassiers du général Doumerc à la bataille de la Bérézina

(28 nov. 1812) (rapport dans lequel le général Doumerc, en 1813, défend sa division). = Juin. La campagne de 1844 au Maroc. La bataille d'Isly (avec croquis; à suivre). — Ouvrages militaires de Moltke. La préparation des opérations en vue de la bataille. — Revue des revues militaires.

11. — Journal des savants. 1911, mai. — Maurice CROISSET. L'origine de la tragédie grecque (d'après le livre de William Ridgeway, que l'auteur de l'article trouve trop systématique). — J.-B. MISPOULET. Le colonat romain (d'après le livre de Rostowzew; l'influence hellénistique est désormais établie, mais, déclare l'auteur de l'article, il ne faut pas oublier de tenir compte des éléments locaux, des usages traditionnels de chaque province, pour expliquer la formation du colonat). — G. RAYNAUD. La société et la vie en France au moyen âge (d'après le dernier volume de Ch.-V. Langlois). — L. LÉGER. L'illyrisme et son action dans les pays slaves (d'après la correspondance de Louis Gay, — le réformateur littéraire des Slaves méridionaux, — publiée par Vladimir Deželić). = Juin. M. DIEULAFOY. Les mille et une églises (en Lyaconie : à propos de l'ouvrage de sir W. M. Ramsay et de miss Gertrude Towthian Bell; donne quelques éclaircissements sur la question des églises cruciales). — E. CAVAIGNAC. L'as et les comices par centuries (d'après les ouvrages de Botsford, Willers et Haeberlin). — E. MÂLE. Le Mont-Saint-Michel (analyse l'ouvrage de G. Gout, — capital malgré ses graves défauts de composition et de méthode, — et met en pleine lumière le haut intérêt des questions historiques, archéologiques qui se rattachent à cette étude d'un des plus beaux monuments du moyen âge).

12. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1911, 17 juin. — *Sorbelli*. La parrocchia dell' Appennino Emiliano nel medio evo (remarquable). — *P. de Lacretelle*. Les origines et la jeunesse de Lamartine, 1790-1812 (bon). = 24 juin. *Nardin et Mauveaux*. Histoire des corporations d'arts et métiers des ville et comté de Montbéliard et des seigneurs en dépendant (remarquable; beaucoup de documents nouveaux). — *Schneider*. Die Artillerie des Mittelalters nach den Angaben der Zeitgenossen dargestellt (beaucoup d'intéressantes remarques; l'auteur s'arrête avant l'emploi de la poudre à canon). — *Diether*. Leopold von Ranke als Politiker (exposé consciencieux, mais pesant et sans portée; Ranke n'existe que comme historien, non comme politique). = 1^{er} juill. Mélanges de la Faculté orientale de Beyrouth, t. IV. — *Hæde*. Das Rätsel der Rolande (médiocre; brève histoire d'une petite ville de la Saxe prussienne, Belgern, à l'occasion de la réfection réduite d'une statue ancienne du Paladin). — *J. von Eckardt*. Lebenserinnerungen (intéressants souvenirs d'un Livonien, né en 1836 et mort en 1908, qui fut en 1870 directeur du journal officiel de Hambourg, puis secrétaire du Sénat de cette même ville, enfin consul d'Allemagne à Tunis, puis à Marseille). = 8 juill. *H. von*

Schubert. Reich und Reformation (mémoire très érudit sur la poussée réformatrice, à la fois politique et religieuse, qui se manifesta en Allemagne de Sigismond à Charles-Quint et surtout pendant le règne de Maximilien I^{er}). — *Mourret*. Histoire générale de l'Église, t. VI : la renaissance et la réforme (édifiant erratum dressé par R. Reuss). — *Ulbricht*. Binsen und die deutsche Einheitsbewegung (intéressant). — *Brackmann*. Regesta pontificum romanorum. Germania pontificia. I, 1, Provincia Salisburgensis; t. I (bon). = 22 juill. *Dobiache-Rojdestvensky*. La vie paroissiale en France au XIII^e siècle, d'après les actes épiscopaux (très bonne étude).

13. — Polybiblion. 1911, janv. — Bulletin consacré aux dernières publications relatives aux beaux-arts, par A. Pératé. = Févr.-mars. Publications récentes sur l'Écriture sainte et la littérature orientale (l'auteur du bulletin est M. E. Mangenot). — Bulletin d'histoire, art et sciences militaires, par le C^o de Sérignan. = Avr. Bulletin sur Napoléon et son temps, par Marius Sepet. = Mai. Bulletin d'hagiographie et de biographie ecclésiastiques, par L. Robert. — Ouvrages récents sur Jeanne d'Arc, par Marius Sepet. = Juin. Bulletin des ouvrages de jurisprudence (droit civil, commercial et industriel, maritime, public et administratif), par Maurice Lambert.

14. — Revue des bibliothèques. 1910, juill.-sept. — Seymour DE RICCI. Inventaire sommaire des manuscrits du musée Plantin à Anvers. — A. MAIRE. Aérostation et aviation, catalogue de la bibliothèque de l'Université de Paris. — Suite de l'inventaire des documents manuscrits contenus dans la collection Chatre de Cangé, à la Bibliothèque nationale. = Oct.-déc. G. LEPREUX. Contribution à l'histoire de l'imprimerie parisienne. IV, un libraire (et imprimeur ?) inédit du XV^e s. (Gervais Coignart). — Pierre CHAMPION. Un « liber amicorum » du XV^e s. Notice d'un manuscrit d'Alain Chartier, ayant appartenu à Marie de Clèves, femme de Charles d'Orléans. = 1911. Janv.-mars. P. LEGENDRE. Lectures tironiennes. Étude des *Miscellanea Tironiana*, de W. Schmitz (Vat. lat., reg. 846) (corrige et complète les lectures de Schmitz).

15. — L'Anjou historique. 1910, nov.-déc. — Les religieuses hospitalières de Beaufort pendant la Révolution. — Les 27 vicaires généraux du diocèse d'Angers depuis 1802 (notices biographiques). = 1911, janv.-févr. Les doyens du chapitre de la cathédrale d'Angers (IX^e-XX^e s.) (liste). — Situation de l'arrondissement de Beaupréau (1803) (statistique). = Mars-avr. La ville de Saumur et Notre-Dame-des-Ardilliers (1615, 1855, 1870, 1880, consécration de la ville en 1615, renouvelée à plusieurs reprises). — Un paysage dans le Bas-Anjou (1636-1637). — Le séminaire d'Angers (XVII^e-XVIII^e s.). — Le cahier [aux États-Généraux] de Saint-Samson-lès-Angers (1789). — Le clergé de l'archiprêtre de Cholet (1802-1911; liste). = Mai-juin. M^{me} et M^{lle} de Luigné, fusillées au Champ-des-Martyrs d'Angers, le 1^{er} février 1794. — Le clergé

de Saint-Christophe-des-Bois pendant la Révolution. — Les supérieures de l'Hôtel-Dieu d'Angers (1806-1911 ; liste).

16. — Revue historique de Bordeaux. 1911, mars-avr. — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. Joseph Scaliger et Élie Vinet. — J. BARENNE. Viticulture et vinification en Bordelais au moyen âge; chap. I : géographie viticole; chap. II (mai-juin) : conditions des tenures de vignobles (très bien documenté). — C.-rendu : *Jameson*. Montesquieu et l'esclavage. Étude sur les origines de l'opinion antiesclavagiste en France au XVIII^e s. (beaucoup de recherches, mais mal digérées et dont les résultats sont peu clairs). — Mai-juin. G. CIROT. Les juifs de Bordeaux, leur situation morale et sociale, de 1550 à la Révolution; suite : les juifs, bourgeois de Bordeaux (l'acquisition du droit de bourgeoisie était un grand avantage pour les juifs, parce qu'avant 1789 il n'y avait guère que 1,500 familles privilégiées à Bordeaux pour une population de 100,000 individus). — MÉANDRE DE LAPOUYADE. Impressions d'une Allemande à Bordeaux, en 1785 (très intéressants extraits d'un journal en France, par « l'auteur des Lettres de Rosalie », qui fut publié en allemand, à Altenburg, en 1787. L'auteur, Sophie Guttermann, cousine de Wieland, épousa un conseiller de l'électeur de Mayence, Frank de Lichtenfels, nom qu'elle-même francisa en s'appelant M^{me} de La Roche. Elle accompagnait une amie, Élisabeth de Bethmann, femme de Pierre-Henri Metzler, qui allait voir ses parents établis à Bordeaux).

17. — Annales de Bretagne. 1911, janv. — F. QUESETTE. L'administration financière des états de Bretagne, de 1689 à 1715 (suite en avril; grande inégalité en matière d'impôt foncier, entre les terres nobles et les terres roturières, entre les propriétaires nobles et les propriétaires roturiers de terres roturières, entre les paroisses riches et les paroisses pauvres, entre les contribuables riches et les contribuables pauvres). — L^t H. BINET. La guerre des côtes de Bretagne au XVIII^e s. Le commandement du duc d'Aiguillon en Bretagne au début de la guerre de Sept ans, 1756. — F. DUINE. Choses et gens du XVI^e s. breton (documents divers). — Suite du journal de route de LUZEL (cf. *Rev. hist.*, t. CVII, p. 215). — Suite du cartulaire de l'abbaye de Sainte-Croix de Quimperlé. — Avr. L. MAITRE. Situation du diocèse de Nantes au XI^e et au XII^e s. (suivi du cartulaire des évêques de Nantes du XI^e et du XII^e s.). — A. BOTREL. Le canton de Lamballe pendant l'insurrection de 1799. — A. LESORT. Bibliographie bretonne pour l'année 1909.

18. — Revue de Bretagne. 1911, janv.-févr. — A. TRAVERS. Armoricaains et Bretons (suite; continue en mars). — F. BOURDAIS. Écoliers du temps jadis (l'emploi du temps et le menu des repas au collège Saint-Thomas de Rennes, XVI^e s.) — H. QUILGARS. La châtellenie et fief ducal de Guérande du X^e au XV^e siècle. — J. DE LA PAS-SARDIÈRE. Topologie des paroisses du Léon (suite; continue en mars

et mai). — CHASLE. Le culte de la sainte Vierge dans le diocèse de Rennes pendant le XIX^e s. = Mars-avr. L^a BINET. La défense des côtes de Bretagne au XVIII^e s. (suite; Vauban à Brest). — J. COUPEL. Étude documentaire de l'industrie en Ille-et-Vilaine). = Mai. P. F. Notice généalogique sur la famille de Lou et ses alliances (écrite sans doute par C. Le Lou, seigneur de la Renaudière, en 1693). — V^{te} CH. DE CALAN. Mélanges historiques (Ibères, Celtes, d'après Jullian et d'Arbois de Jubainville, dont M. de Calan discute les opinions).

19. — **Mémoires de la Société éduenne.** T. XXXVIII, 1910. — Journal de Jean Gugaine, bourgeois de Marcigny, pendant les guerres de la Ligue, en Brionnais, 1589-1596 (d'après une copie appartenant à M. J. Déchelette). — A. DE CHARMASSE. La légende de Saint-Émilaud (le fond historique serait : la présence des Sarrasins autour d'Autun, en 725 et 731, l'arrivée d'un évêque qui leur aurait livré bataille et aurait succombé dans la lutte). — P. MONTARLOT. Les députés de Saône-et-Loire aux assemblées de la Révolution (suite; conseil des Cinq-Cents et conseil des Anciens; notices biographiques). — P. MUGNET. Le prieuré du Val-Saint-Benoît (suite et fin). — A. DE CHARMASSE. Note sur Guillaume d'Auxonne, évêque d'Autun, 1343-1344 (il se nommait Guillaume Baudet, mort à la fin de 1344). — G. VALOT. A travers la Bourgogne à la suite de l'ambassade ottomane de 1741 (Zaïd Effendi, ambassadeur extraordinaire de Turquie).

20. — **Revue de Gascogne.** 1911, avr. — J. DUFFOUR. Découvertes préhistoriques et gallo-romaines. — J. LESTRADE. Antoine de Lastic, évêque de Comminges, 1740-1764. — CASTEX et LAFFARGUE. Études d'histoire révolutionnaire à Eauze. — J. DUFFOUR. L'ancien prieuré de Touget (suite et fin). = Mai. COSTE. A quelle date saint Vincent de Paul est-il né? (Vincent lui-même donnait à entendre qu'il naquit en 1581 ou fin de 1580; mais ses affirmations sont parfois contradictoires. Certains documents officiels font remonter sa naissance jusqu'en 1576; il aurait donc eu plus de quatre-vingt-quatre ans à sa mort, 27 sept. 1660). — DUDON. Mgr Savy et les Ordonnances de 1828 (publie une lettre de Savy, évêque d'Aire, au pape, de Tarbes, le 29 déc. 1828. Il lui demande conseil sur la conduite à tenir au sujet des « fatales ordonnances du 16 juin » qui avaient « mis le trouble dans toute l'Église de France », surtout de celle où le ministère demandait une déclaration de tous les maîtres employés dans le petit séminaire « portant qu'ils n'appartiennent à aucune congrégation religieuse non autorisée »). — FOIX. Poursuites contre les protestants en Béarn (1701-1727). = Juin. DUPLANTÉ-MARCEILLAC. L'histoire gasconne et les arrêtistes du parlement de Bordeaux; suite (notes des années 1585-1613). — CASTEX et LAFFARGUE. Études d'histoire révolutionnaire Eauze (suite : les nouvelles municipalités, du 31 mai au 27 nov. 1791). — L. MÉDAN. Encore l'inscription latine de Rebouc (cette inscription, dont l'existence avait été mise en doute, vient d'être retrouvée à

Rebouc même, au quartier du Sarrat. Elle est dédiée « Deo Ageioni Bassario ». La Bassia est une montagne qui domine le hameau).

21. — Revue d'histoire de Lyon. 1911, janv.-févr. — Ph. FABIA. La municipalité de Lugdunum. — C. LATREILLE. Les origines jansénistes de la Petite Église de Lyon (extrait d'un volume de C. Latreille, dont il sera rendu compte). — E. VIAL. Additions au Cérémonial de 1680 (le protocole des cérémonies lyonnaises est complété en 1706). — Usages parisiens et lyonnais (d'après la Bibl. nat., ms. fr. 1756, p. 225-226). — G. PARRY. Lyon dans la littérature anglaise. = Mars-avril. TÉZENAS DU MONTCEL. Journal de M^{lle} Audouard de Montvol (tenu pendant l'occupation de Lyon par les Alliés, du 20 mars au 22 avril 1814). — E. VIAL. A propos d'un carrelage armorié du musée de Nevers : le maréchal de la Mothe-Houdancourt, prisonnier à Pierre-Scize. — M. AUDIN. Jean-Antoine Sarrasin (1547-1598) (médecin lyonnais). — A. CROZE. Une visite impériale à l'Hôtel-Dieu [de Lyon] (en 1777, l'empereur Joseph II). — C. RIFFATERRE. Les curés assermentés de Rhône-et-Loire et la constitution de 1793 (d'après les procès-verbaux d'acceptation de la constitution). = Mai-juin. H. DE TERREBASSE. Pierre de Villars, dit le marquis de Villars (ambassadeur de Savoie, Espagne, Danemark, etc., 1622-1698). — E. VIAL. Les voyers de la ville de Lyon (officiers de ville chargés de surveiller les travaux ; histoire de la fonction). — A. CROZE. La salle des archives de l'hospice de la Charité de Lyon. — D'ALBON. Fragments de l'obituaire de Laigneu-les-Boën (conservé à la Bibl. nat., ms. lat. 12767). — Paul VALLÉE. Un Anglais de qualité à Lyon en 1644 (John Evelyn).

22. — Revue historique et archéologique du Maine. T. LXVIII, 1910, n° 2. — E. DE LORIÈRE. Essai historique sur Verdelles (suite au n° 3). — F. UZUREAU. Les paroisses angevines de la Mayenne et de la Sarthe (liste). — H. ROQUET. Pontvallain (suite et fin). = N° 3. HEURTEBIZE. Deux fêtes mémorables à Saint-Benoît du Mans (1679 et 1680, translations de reliques). — L. CALENDINI. Bibliographie du Maine pour 1909. — DE BEAUCHESNE. Alfred de Musset au Maine (en particulier une lettre inédite de 1832 où Musset annonce la mort de son père enlevé par le choléra). = T. LXIX, 1911, n° 1. D^r DELAUNAY. Un médecin pédagogue au XVIII^e s., Jean Verdier (continue dans les nos suivants). — Abbé VAVASSEUR. Contilly seigneurial (simples notes biographiques ; continue dans les nos suivants). = N° 2. Abbé L. CALENDINI. Le dogme de l'eucharistie dans le Maine avant le XIII^e s. — R. LUZU. L'hérésie dans le Maine à la fin du règne de François I^{er} (deux documents de 1546). — J. PALLU DU BELLAY. Mémoire historique sur la guerre des Chouans dans le district de Château-Gontier (publication d'un mémoire écrit sans doute par un bourgeois de Château-Gontier ; à suivre).

23. — Annales du Midi. 1911, avril. — C. FABRE. Notes sur les troubadours Guillem et Gauceran de Saint-Didier (Guillem était ori-

ginaire de l'évêché du Puy et baron de Saint-Didier-de-Séauve; deux de ses écrits portent les dates de 1180 et de 1184; il mourut avant 1200. Gauceran ou Jausserand est son petit-fils, qui mourut avant 1258). — J. POUX. Un procès du chapitre de Carcassonne au xv^e s. — A. JEANROY. Sur le sirventès historique d'Austorc de Segret (cette pièce a été écrite à la requête d'Oth de Lomagne, qui avait le plus grand intérêt à ce que le roi d'Angleterre s'opposât aux prétentions de la France sur la Guyenne et le Quercy). — G. BERTONI. Bertran de Born ou Rigaut de Barbezieux? (c'est plutôt le second de ces deux troubadours qui écrivit la pièce célèbre sur la mort du « jeune roi anglais »). — C.-rendu : *Wechssler*. Das Kulturproblem des Minnesangs; I (travail très estimable, mais qui ne se place pas assez nettement au point de vue du développement historique). — Juill. H. TOURNIER. Interdiction de la tonne, 1728, machine pour apprêter les étoffes; diocèses de Castres et de Lavaur (exemple d'intervention malencontreuse de la part d'un inspecteur du travail). — J. LAURENT. A propos de « l'impératrice » de Montpellier (la princesse byzantine qui a épousé Guillaume VIII de Montpellier n'est pas une fille de l'empereur Manuel Comnène; c'est peut-être une de ses nièces. En tout cas, le témoignage de Jacques d'Aragon est sans valeur). — J. DONAT. Prières et cérémonies contre la peste au xv^e siècle (d'après un cartulaire conservé à la mairie de Saint-Antonin, en Tarn-et-Garonne). — CAILLET. L'assiette de l'aide votée par les États de Chiron, 1428, dans le diocèse de Toulouse (publie un document en provençal). — C.-rendus : *Tissot*. La société populaire de Grenoble pendant la Révolution (bon). — *Balmain*. Les franchises et la communauté d'Aiton, Savoie (bon).

24. — Revue du Midi. 1911, n° 2. — A. DURAND. L'instruction publique dans les trois diocèses de Nîmes, d'Uzès et d'Alais à la fin de l'ancien régime (suite; d'après les archives locales). — A. ROBERT. Les débuts de l'insurrection des Camisards (l'affaire du Pont-de-Montvert, 24 juillet 1702; continue dans les n°s suivants). — L. DUHAMEL. La fresque des Barberini au palais des papes (d'Avignon, xviii^e s.). — N° 3. F. MAZAUURIC. La sculpture antique au musée de la Maison-Carrée à Nîmes (catalogue; continue dans les n°s suivants). — N° 4. M. FABRE. Menus faits de la vie publique au village sous la Révolution (concernant Saint-Génies-de-Malgoires et l'année 1790). — M. JOUVE. L'histoire locale au cartulaire de l'évêché de Cavaillon (Vaucluse).

25. — Revue du Nord. 1911, n° 1. — G. DES MAREZ. L'apprentissage à Ypres à la fin du xiii^e s. (intéressante étude sur les origines corporatives en Flandre, avec documents). — N° 2. H. MALO. M. le chevalier J.-L. Briansiaux de Milleville, armateur en course (corsaire dunkerquois pendant la guerre de Sept ans). — C.-G. PICAVET. Un document sur les débuts du gouvernement personnel de Louis XIV

(d'après le journal du baron de Vuoerden). — A. LEDIEU. Femmes exécutées à Abbeville du XIII^e au XV^e siècle (quatre mentions). — C.-rendu : *Verriest*. Le servage dans le comté de Hainaut (ouvrage de premier ordre pour l'histoire économique et sociale du Hainaut).

26. — Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Onest. 1910, 1^{er} trim. — DE LA CROIX. Notes archéologiques sur Nouaillé. — PAPUCHON. Origine et développement de la commune de la Paye. — 2^e trim. BABINET. Saint-Cyran (Jean du Verger de Hauranne, abbé de) et le Poitou. — 3^e trim. L^a GRAVIER. Les opérations de la levée de 300,000 hommes dans la Vienne en 1793.

27. — Revue des Pyrénées. 1911, 1^{er} trim. — J. ADHER. La Révolution à Toulouse et dans la Haute-Garonne (lettre de Destrem à la municipalité de Toulouse sur les démarches qu'il fit à Paris en l'an VI pour régler les affaires de la ville). — E. LAMOUEZÈLE. Le budget des beaux-arts et de l'instruction publique de la ville de Toulouse à la fin du XVIII^e s. (d'après les comptes municipaux de 1684; aucune dépense pour l'instruction primaire). — C^{te} DE ROQUETTE-BUISSON. La journée du 2 décembre 1851 (récit dû au comte de Roquette-Buisson, secrétaire du comité de rédaction de l'Assemblée, représentant du peuple pour la Haute-Garonne).

28. — Travaux de l'Académie nationale de Reims. T. CXXVII, 1910. — COYON. Étude sur le filage de la laine à Reims et ses environs. — H. JADART. Jeanne d'Arc à Reims (avec fac-simile des lettres de Jeanne d'Arc aux habitants de Reims). — A. CANS. Le mémoire de l'intendant sur la généralité de Champagne en 1697 (le principal rédacteur est Edme Baugier, doyen du présidial de Châlons; mémoire intéressant surtout par ses renseignements économiques). — Paul DENIS. Un projet de fondation de Mgr de Talleyrand-Périgord, archevêque de Reims, en faveur des jeunes gentilshommes de sa province (1787) (création d'un corps de cadets de la province). — A. CANS. La carrière du comte d'Erlon après 1815. — BROUILLON. Les origines d'Adelbert de Chamisso.

29. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1911, 1^{re} livr. — P. LEMONNIER. Le tribunal révolutionnaire de Rochefort (suite : les juges et les jurés, les victimes; 4^e partie dans la 2^e livr. : les marins de Toulon; renvoyés de Toulon par les Anglais en 1793 et débarqués à Rochefort, ils furent accusés de trahison et, bien qu'innocents, plusieurs furent guillotines; 5^e partie dans la 3^e livr. : l'amiral de Grimoard; 4^e livr. : la Rochelle, Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Marennes). — QUERENS. Saintongeais envoyés au tribunal révolutionnaire. — J. PELLISSON. Questionnaire adressé par l'évêque de La Rochelle aux curés de son diocèse (dans la visite de leurs paroisses, avec les réponses d'un de ces curés). — 2^e livr. Ch. DANGIBEAUD. Généalogie de la famille Rooswelt (dans l'ascendance masculine de l'ancien pré-

sident des États-Unis figure un Devaux, sans doute Saintongeais. M^{me} Rooswelt est une Carow, nom qui représente celui d'une autre famille saintongeaise, les Quéreau). = 3^e livr. GAMBIER. Le mathématicien François Viète; généalogie de sa famille (fin dans la 4^e livr.). — Jean le SAINTONGEAIS. Taillebourg et ses seigneurs. = 4^e livr. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE. L. Meschinot de Richemond (notice nécrologique suivie d'une bibliographie de ses œuvres).

ALSACE.

30. — Revue d'Alsace. 1911, janv.-févr. — A. DORLAN. Sélestat au XIV^e s. — G. WERNER. Les traversées des Vosges dans la Haute-Alsace à l'époque romaine. — [Ch. DE BEER.] De Ribeauvillé à Liège, voyage d'un Alsacien en 1799 (lettres du jeune frère du gouverneur de Bénévent). — Lettres de Blessig à Grégoire (suite). = Mars-avril. G. DELAHACHE. Un dossier inédit sur la cathédrale de Strasbourg (travaux exécutés de 1836 à 1847). — L. HERBELIN. Notes pour servir à l'histoire de Delle; origine et dénominations. — GLOECKLER. Saint Arbogaste a-t-il vécu au VI^e ou au VII^e s.? (au VII^e s.). — OBERREIMER. Le champ du mensonge (dans les environs de Kembs). = Mai-Juin. A. GASSER. Les villages disparus du bailliage de Soultz : Abratzviller, Absviller et la chapelle Saint-Georges. — A. DORLAN. Sélestat au XIV^e s. (suite et fin; les tribus de métiers; l'hôpital des pauvres, la maladrerie, les béguinages). — G. DE DARTEIN. Le P. Hugues Pelter et sa vie latine de sainte Odile (suite). — Lettres de Blessig à Grégoire (suite et fin; 1809-1810). — L. HERBELIN. Notes pour servir à l'histoire de Delle (origine et dénominations; suite). — Suite du « Journal du palais » de Holdt (1778-1779).

ALLEMAGNE.

31. — Historische Vierteljahrschrift. T. XIV, 1911, n^o 1. — L. SCHMIDT. Recherches sur les Saxons (étude les textes les plus anciens les concernant). — F. GÜTERBOCK. La controverse sur la bataille de Legnano (examine les textes anciens des chroniques et combat divers ouvrages récents traitant de cette bataille de 1176 où les Italiens ont vu une victoire italienne sur la domination étrangère et où l'auteur voit le triomphe de Milan et du tiers état réalisé par le rôle décisif de l'infanterie bourgeoise qui pour la première fois arrêta la chevalerie). — Fr.-C. WITTICHEN. Gentz et la vie intellectuelle allemande avant 1806. — G. MENZONI. L'année impériale employée comme élément de date dans les actes notariés de Sienne (1355; document curieux). = C.-rendus : P. Herre. La lutte pour la suprématie dans la Méditerranée (pendant les trois derniers siècles). — Alpertus Mettensis. De diversitate temporum et De Theodorico I, episcopo Mettensi (reproduction phototypique du Codex Hannovera-

nus 712 a, par le Dr C. Pijnacker). — A. DOREN. Études d'histoire économique florentine (2^e vol. Les corporations florentines du XIV^e au XVI^e s.; important c.-rendu de Fedor Schneider). = N^o 2. BENNO HILIGER. Lex Salica. Commentaire et texte des cent titres (étude critique des divers ms. et des diverses éditions). — FR. CURSCHMANN. L'origine de l'évêché d'Oldenburg (X^e s.). — E. SALZER. Stahl et Rotenhan. Lettres du premier au second (à suivre). — H. BLOCH. L'élection impériale dans le droit canon. — MAX. BUCHNER. La plus ancienne mention du titre de maréchal saxon (1208). = C.-rendus : RICH.-M. MEYER. Histoire religieuse de l'ancienne Germanie. — P. ALOIS KROESS, S. J. Histoire de la province bohémienne de la Compagnie de Jésus.

32. — Historisches Jahrbuch. T. XXXI, 1910, n^o 4. — E. HOFFMANN. L'évolution des principes économiques dans l'ordre de Cîteaux aux XII^e et XIII^e siècles. — DAVID BRADER. L'évolution de l'enseignement de l'histoire dans les écoles jésuites d'Allemagne et d'Autriche (1540-1774; étude d'histoire pédagogique, montre la valeur et l'originalité de cet enseignement). — H. HAUG. Les ducs de Teck au service des Wittelsbach (au XIV^e siècle, d'après les archives de Vienne et de Munich). — PAUL MARIA BAUMGARTEN. Odo Potii de Barris de Genazano et Laurentius Dominici de Rotellis (XV^e siècle, d'après des documents des archives du Vatican). = C.-rendu : Récentes études sur les stigmates de saint François (livre de Merkt). = T. XXXII, 1911, n^o 1. M. BÜCHNER. L'origine de l'office d'archichancelier de Trêves dans la théorie et dans la réalité (contribution à l'histoire de la littérature politique et des institutions germaniques aux XIII^e et XIV^e s.). — STRIEDER. Une ligue de marchands allemands en 1743 (document). — C. WEYMAN. Analecta (étude des vers d'Isidore de Séville sur sa bibliothèque; des vers latins du temps des Ostrogoths et l'épithaphe d'une nonne d'Arles). = C.-rendus : FRANZ. Les bénédictions ecclésiastiques au moyen âge (travail excellent, très important pour la liturgie médiévale). — Sur la question de Lorette (c.-rendu de sept ouvrages récemment parus sur ce sujet). — HEUSER. La Pensylvanie au XVII^e s. et l'émigration des habitants du Palatinat en Angleterre. — HÄBERLE. Émigration et colonisation des habitants du Palatinat au XVIII^e s. (documentation très considérable, mais incomplète). = N^o 2. A. NAEGLÉ. Les débuts du christianisme en Bohême (à suivre). — S. EHSER. La tentative de réforme du cardinal Nicolas de Cuse (publie un important projet de réforme d'après un ms. de la bibliothèque Vaticane). — G. SCHNÜRER. Sur l'organisation primitive des Templiers (étudie la règle latine du XII^e s. et discute la thèse de Prutz; à suivre). — FR. GÖRRES. La prétendue origine germanique (vandale) d'une population nord-africaine très nombreuse, notamment au Maroc, dans le Rif et les Canaries. = C.-rendus : MANITIUS. Histoire de la littérature latine du moyen âge. I : Depuis Justinien jusqu'au milieu

du ^xe s. (importants matériaux fournis par l'auteur aux futurs historiens de la littérature médiévale). — *Stutz*. L'archevêque de Mayence et l'élection royale allemande.

33. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1910, nov. — Zwingliana; t. II (aussi important que le premier recueil). — L. HALPHEN. Paris sous les premiers Capétiens (important; l'auteur du c.-rendu, Cartellieri, propose quelques additions). = Déc. G. RODENWALDT. Die Komposition der pompeianischen Wandgemälde (longue analyse par E. Pfuhl). = 1911, janv. V. SCHEIL. Annales de Tukulti Ninip II, roi d'Assyrie (long article de S. Schiffer; très élogieux). — Veit VALENTIN. Frankfurt am M. und die Revolution in 1848-1849 (abondante analyse). — Hans WIDMANN. Gesch. Salzburgs; t. II (trop rapide). = Févr. L.-R. FARNELL. The cults of the Greek states, f. III-IV (important c.-rendu de L. Ziehen). — C. CLARK. Ammiani Marcellini libri XIV-XXV (excellente édition). = Mars. The babylonian expedition of the University of Pensylvania (abondante analyse de B. Meissner). — A. EGGERS. Der Königliche Gundbesitz im X und beginnenden XI Jahrh. (analyse par W. Erben). — H. MEYER. Lupold von Bebenburg (important). = Mai. B. HARNACK. Lehrbuch der Dogmengeschichte (analyse par N. Bonwetsch). — Max BÄR. Westpreussen unter Friedrich dem grossen (analyse par Ziekursch). — Jean MASPERO. Catalogue général des antiquités égyptiennes du musée du Caire (excellent). — M. GELZER. Studien zur byzantinischen Verwaltung Aegyptens. = Juin. O. LEUZE. Die römische Jahrählung (important). — F.-M. SCHIELE. Geschichte der Erziehung (a fort bien su caractériser les différentes périodes de l'histoire de l'éducation).

34. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde. T. XXXVI, 1911, n° 2. — Karl STRECKER. Sur les rythmes employés dans le comput (étudie le ms. 8 de la bibliothèque communale d'Augsbourg, le rythme chronologique irlandais et Paulus Diaconus). — Fr. KURZE. Les « Annales Fuldenses » (réponse à Siegmund Hellmann qui avait combattu dans N. A. XXXIII, 695-742, XXXIV, 15-66, les arguments de Kurze). — H. HIRSCH. Les actes faux du pape Léon VIII pour Einsiedeln et Schuttern (dans le premier quart du XII^e s. Einsiedeln n'était pas encore à proprement parler un lieu de pèlerinage). — Wilhelm LEVISON. L'histoire des papes du pseudo-Liudprand et le Codex Farnesianus du « Liber pontificalis ». — Osw. HOLDER-EGGER. La fin de l'« Historia Romana » de Ricobald de Ferrare (étude des différents manuscrits de l'« Historia » suivie du texte de la fin de l'ouvrage, très intéressant pour l'histoire du nord de l'Italie dans le premier quart du XIV^e s.). — Richard SALOMON. Notes de voyage, 1908-1909 (documents du XIV^e s. dont plusieurs concernant l'histoire italienne). — O. HOLDER-EGGER. Sur un nouveau manuscrit de Widukind (second ms. des *Rerum ges-*

tarum saxonicarum de Widukind découvert à la bibliothèque de Munich). — B. SCHMEIDLER. Sur la langue d'Helmold. — Jos. HEFNER. Actes impériaux et royaux des archives de l'hôpital de Würzburg (1234, 1368, 1391, 1422, 1465). — J. WERNER. Sur le « certamen animae » de Raymond de Rocollo. — F. VIGENER. Sur le texte de la « Chronicon Moguntinum » (variantes). = N° 3. Hubert BASTGEN. Le capitulaire de Charlemagne sur les livres ou les prétendus « Libri Carolini » (montre à quelle occasion ils furent composés, étudie leur contenu, marque le point de vue théologique de l'auteur et l'importance des « Libri carolini » au point de vue de la politique ecclésiastique). — Paul LEHMANN. Sur un évangélaire d'Aschaffenburg (relève et commente les mentions importantes qui s'y trouvent, X^e et XI^e s.). — B. v. SIMSON. Sur les diverses critiques de la *Gesta Frederici I* de Otto et Rabawin (de Freising). — Max CONRAT. Le droit romain chez le pape Nicolas I^{er}. — H. WIBEL. Sur la chronologie des premiers abbés de Reinhardsbrunn. — Paul-Maria BAUMGARTEN. Richard de Pofi, un neveu d'Innocent III (mentions tirées des archives du Vatican). — W. TANGL. Les notes tironiennes du ms. Vatican des « Libri carolini ». — M. MANITIUS. Notes historiques extraites des catalogues de bibliothèques médiévales.

35. — Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung. 1910, H. 1. — L. von BORTKIEWICZ. La théorie de la rente foncière dans Rodbertus et la notion marxiste de la rente foncière absolue (exposé de la théorie de Rodbertus; à suivre). — Emil HAMMACHER. Sur la valeur du « vrai » socialisme (rattache le « vrai » socialisme de Moses Hess et Karl Grün à l'idéalisme de Fichte, Schiller, Schleiermacher et à l'école romantique, en même temps qu'aux théories de Rodbertus). — Franz MEHRING. A l'aube du mouvement ouvrier allemand (détermine l'action jouée dans ce sens par F.-A. Lange, J.-B. von Schweitzer, W. Liebknecht et A. Bebel). — Georges WEILL. Le mouvement socialiste en France (1893-1910) (l'alliance entre les diverses fractions de 1893 à 1899; la lutte de 1899 à 1904; l'unité; le syndicalisme). — Gustav MAYER. Lassalleana (commente divers textes de Lassalle : discours en l'honneur de Fichte en 1857; lettre sur la réunion ouvrière du 20 septembre 1863; lettre à Huber sur la monarchie de 1863). = 1911, H. 2. Karl DIEHL. L'ancien socialisme agraire et le mouvement de réforme terrienne en Amérique, en Angleterre et en Allemagne (après avoir précisé les points de vue du socialisme en matière agraire, l'auteur expose les tendances réformatrices dans divers pays : en Amérique, où tout l'effort se rattache à la propagande de Henry Guy; en Angleterre, avec la Land Tenure Association et la Land nationalisation Society; en Allemagne, où le mouvement s'est intensifié, à partir de 1898, grâce à Damaschke). — Robert MICHELS. Le parti ouvrier exclusif dans l'Italie du Nord (1882-1892) (ce nouveau groupement apparaît lors des élections de 1882 et

est dirigé contre la démocratie bourgeoise. La rupture avec les anarchistes précipite son évolution). — Max NETTLAU. Ernest Cœurderoy (étudie, à l'occasion de l'édition récente de ses œuvres, la pensée de cet anarchiste français). — Edward-R. PEAN. Le « Fabian Society » (étudie les origines depuis 1883 et l'évolution du célèbre groupement socialiste réformiste anglais et ses rapports avec les autres organisations ouvrières anglaises). — Gustav MAYER. Une lettre de F. Engels à J. Jacoby (commente une lettre du 22 octobre 1847).

36. — Neues Archiv für sächs. Geschichte. T. XXIX, 1908. — P. VETTER. Lutheranea (différends de Luther avec le duc Henri de Saxe (1536); nouveau formulaire d'ordination de 1538). — GÖRLER. Études sur la guerre de Sept ans et ses effets en Saxe (pertes matérielles causées par la guerre; la « Commission de restauration » en 1762 et les réformes économiques : réforme financière de 1763; réformes introduites par le prince-électeur Frédéric-Christian). — BUCHNER. Contribution à l'étude biographique de la famille des rois de Saxe : le duc Albert et son frère le prince-électeur Ernest. — V. MANSBERG. La lutte pour la possession de la Lusace (1440-1450). — T. XXX, 1909. H. VIRCK. La branche ernestine de la maison de Saxe et le duc George, 1500-1508 (luttres entre les branches ernestine et albertine).

37. — Beiträge zur Gesch. der Niederrheins (Düsseldorfer Geschichtsverein). T. XXI, 1906-1907. — HOLTSCHMIDT. La constitution du Conseil de la ville de Cologne jusqu'à la fin du moyen âge. — T. XXII, 1908-1909. CRAMER. Le commerce et l'industrie de Mühlheim au XVIII^e s. — BAUMGARTEN. La lutte du comte palatin Philippe-Guillaume avec les États de Juliers-Berg (t. III : 1669-1672).

38. — Jahrb. für die Gesch. des Herzogtums Oldenburg. T. XVI, 1908. — REIMERS. Documents pontificaux concernant le duché d'Oldenburg. — KOHL. Documents pour l'histoire de la navigation des Oldenbourgeois. — SICKART. La lutte pour la possession du comté de Delmenhors (1482-1547).

39. — Mitteilungen des Kriegsarchivs. T. VI, 1909. — CZEIKE. Le siège de Vienne en oct. 1848. — VELTZÉ. Les souvenirs de campagne de l'archiduc Jean pour l'année 1809.

40. — Mitteilungen des Oberhessischen Gesch. Ver. für Lokalggesch. T. XV. — HAUPT. Karl Follen et les « noirs » de Giessen (contribution à l'étude des sociétés secrètes et du développement de l'ancienne « Burschenschaft » pendant les années 1815-1819).

41. — Mitteilungen des Ver. für Gesch. von Osnabrück. T. XXXII, 1907. — HOFMANN. Justus Möser (son importance dans l'historiographie allemande). — B. KRUSCH. Osnabrück et la Révolution française.

42. — Mitteilungen der Pfalz. 1907. — RIEDNER. L'officialité de

Spire au XIII^e s. — BUCHNER. L'administration intérieure de l'évêché de Spire sous l'épiscopat de Mathias v Ramung (1464-1478).

43. — Mitteilungen der Gesell. für Salzburger Landeskunde. 1907. — KÖCHL. La guerre des paysans dans l'archevêché de Salzbourg (1525-1526). — V. WRETSCHKO. Le siège archiepiscopal de Salzbourg au moyen âge. = 1908. KÖCHL. Documents sur la guerre des paysans (1526). = 1909. WIDMANN. Il y a cent ans (extraits de notes sur Salzbourg en 1809).

44. — Schriften des Ver. für die Gesch. Leipzigs. T. IX, 1909. — MANGNER. La domination russe en 1813. — MÜLLER. Les volontaires saxons en 1813-1815. — WÖRNER. Leipzig en 1848-1849.

45. — Baltische Studien. T. XI, 1907. — HELNIG. La Poméranie et la ligue de Smalkalde. — MEINHOLD. Souvenirs des guerres de 1806, 1813-1815 (d'après des notes contemporaines). = T. XII, 1908. V. NIESSEN. La fin des luttes politiques entre la Poméranie et le Brandebourg et les conflits économiques des années 1560-1576. = T. XIII, 1909. WEHRMANN. Journal du siège de Stettin en 1813.

46. — Verhandlungen des hist. Ver. von Oberpfalz u. Regensburg. T. LX, 1908. — V. WALDERDORF. Barbara Blomberg, mère de don Juan d'Autriche, et sa famille (avec documents inédits). — SCHÖPPL. Le maréchal de camp Wolf Rodolphe d'Ossa à Ratisbonne (pendant la guerre de Trente ans, 1632-1633).

47. — Württembergische Vierteljahrshefte. T. XV, 1906. — LACHENMAIER. L'occupation de la région frontière [*limes romanus*] (de César à Hadrien). — STAUBER. L'attitude des ordres religieux de l'évêché de Constance pendant la lutte de Louis de Bavière avec la Curie. — OHR. La déposition du duc Eberhard II de Wurtemberg. — E. SCHNEIDER. Le Wurtemberg et la paix de Presbourg. = T. XVI, 1907. K. RAPP. L'opinion publique en Wurtemberg en 1866 (avec étude de l'évolution du sentiment allemand de 1848 à 1866). — Th. SCHÖN. Ouvrages relatifs à l'histoire du Wurtemberg en 1907. = T. XVII, 1908. Id. Ouvrages relatifs à l'histoire du Wurtemberg en 1908. = T. XVIII, 1909. KRAUSS. Fr. Strauss en 1848. — KUCHNER. Contribution à la biographie du premier comte de Wurtemberg. Eberhard († 1496). — OHR. Mélanges d'histoire wurtembergeoise à la veille de la Réforme (1514-1519). — MAIER. Nouvelles données sur la généalogie de Schiller. — NESTLE. Gœtz de Berlichingen (biographie). — SCHÖN. Ouvrages relatifs à l'histoire du Wurtemberg en 1908 (avec compléments pour 1905-1907). = T. XIX, 1910. KOLB. La noblesse du Kraichgau sous le gouvernement du prince électeur Philippe de Palatinat.

48. — Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins. T. XXIX. — BUCHKREMER. Le tombeau de Charlemagne. — A. FRITZ. Le tombeau de Charlemagne, d'après les fragments d'une chronique.

49. — **Archivalische Zeitschrift**. T. XIV. — ALBERT. Les publications relatives aux archives de 1898 à 1906 (théorie et pratique, Allemagne, Autriche-Hongrie, Suisse). — BAUMANN. Contribution à l'histoire de Munich (en particulier Munich et Henri le Lion; XII^e s.).

50. — **Zeitschrift des bergischen Geschichtsvereins**. T. XLII, 1909. — FAHRMBACHER. La formation de l'armée palatine dans Juliers-Berg, 1609-1685. — O. REDLICH. La politique ecclésiastique du duc Guillaume V (1562-1574).

51. — **Zeitschrift der Gesell. für Beförderung der Geschichtskunde von Freiburg-i.-B.** — P. ALBERT. L'entrée de Fribourg dans le grand-duché de Bade (1806). — Id. Le changement de pouvoir dans la région de Fribourg (complète l'article précédent). = T. XXV, 1909. HEBEISEN. Les luttes des partis politiques en Bade à la veille du soulèvement du printemps de 1848.

52. — **Zeitschrift des Harzvereins**. T. XL, 1907. — P. HÖFER. La domination franque dans la région du Harz (étude politique et économique).

53. — **Zeitschrift des hist. Vereins für Niedersachsen**. 1909. — SCHÄFER. La Basse-Saxe et la mer. — WANDELSLOH. Le gouvernement du duc Albert de Saxe et Lunebourg (1371-1385). — BRANDI. Questions essentielles de la géographie historique et plan d'un atlas historique [de la Basse-Saxe].

54. — **Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins**. T. XXI et XXII, 1906-1907. — FRANKENHAUSER, KAISER et TAICHMANN. Bibliographie de l'histoire badoise et de l'histoire d'Alsace pour 1905 et 1906. = T. XXIII, 1908. V. REITZENSTEIN. La campagne de l'année 1622 sur le Rhin supérieur. — BAIER. Bibliographie badoise pour 1907. — BLOCH. L'origine de l'évêque Werner I^{er} de Strasbourg et les sources de l'histoire des Habsbourg. — TAICHMANN. Bibliographie de l'histoire d'Alsace pour 1907. = T. XXIV, 1909. BUCHNER. L'évêque Mathieu Ramung de Spire et ses rapports avec la ville impériale de Spire, avec le prince électeur Frédéric I^{er} du Palatinat et avec l'empereur Frédéric III. — OBSER. La propagande révolutionnaire dans la région du Rhin supérieur en 1798. — BURCKHARDT-BUDERMANN. La colonie rauracienne. — BAIER et TAICHMANN. Bibliographies badoise et alsacienne pour 1908. — BAIER. Le synode diocésain de Constance en 1567. = T. XXV, 1910. MAURER. Le séjour de l'empereur Valentinien sur le Rhin pendant l'été de 1369. — WENTZKE. Les falsifications des chroniques et des documents du cloître d'Ebersheim. — WINDELBAND. Comment Bade est sorti de la Confédération du Rhin en 1813. — ZIMMERMANN. Lettres de la duchesse Élisabeth Charlotte d'Orléans à Chr. Auguste et Anna Juliane de Haxthausen. — BAIER. Bibliographie badoise pour 1909.

55. — **Abhandlungen der Königl. Gesellsch. der Wissensch.**

REV. HISTOR. CVIII. 1^{er} FASC.

zu Göttingen. T. IX, 1907. — LÜDERS. Le jeu de dés dans l'Inde ancienne. — LEHMANN-HAUPT. Matériaux pour l'histoire ancienne de l'Arménie et de la Mésopotamie avec, en appendice, les inscriptions arabes d'Arménie et de Diyarbekir de M. v. Berchem (résultats scientifiques de l'expédition envoyée en Arménie en 1898-1899). = T. X, 1908. SCHNEIDER. Les « poliorcètes » grecs (l'art d'assiéger les villes; suite au t. XI). — KOLBE. Les Archontes de l'Attique de 293-292 à 231-230 av. J.-C. (combat les théories de Fergusson et de Kirchner). = T. XI, 1908-1909. FREUSDORFF. Notes sur Schlözer.

56. — Zeitschrift des deutschen Vereins für die Gesch. Mährens und Schlesiens. T. XI, 1907. — EISLER. Histoire de Bruno de Schauenbourg (suite; son gouvernement en Styrie; documents inédits). = T. XII, 1908. O. REDLICH. La nouvelle méthode historique et l'histoire locale. — ALTRICHTER. Histoire de la colonisation d'Iglau [Moravie]. — N. FRANK. L'institution des juges, des princes et des comtes. — SCHIER. Les combats de Gundersdorf et de Kornstadt, les 28 et 30 juin 1758. — KETTNER. L'élection du prince Ferdinand de Pologne à l'épiscopat de Breslau. = T. XIII, 1909. SCHIER. L'investissement de Brunn par les Prussiens et les Saxons en 1742. — ALTRICHTER. Iglau en 1848. = T. XIV, 1910. HERZ. Recherches sur la statistique de la population et des nationalités en Moravie et en Silésie.

AUTRICHE.

57. — Mitteilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. T. XXXI, 1910, n° 2. — E. ECKSTEIN. Le droit régalien sur la découverte des trésors et son développement dans les différents droits allemands (le droit régalien sur les trésors et objets découverts apparaît dans le droit saxon au milieu du XII^e s. en même temps, semble-t-il, que le droit régalien sur les mines; peu à peu, dans les siècles suivants, le droit romain l'emporte et le XIX^e s. marque la victoire de l'idée romaine et la disparition du droit régalien). — G. CARO. Contribution à l'histoire du droit seigneurial et du droit d'avouerie d'après les archives de Saint-Gall (développement de l'avouerie dans les grands domaines et particulièrement dans les domaines ecclésiastiques; nécessité d'une étude minutieuse des documents locaux pour la compréhension du droit d'avouerie). — V. NOVOTNÝ. Contribution à l'histoire de Přemysl Otakar II [Ottokar II le Victorieux] (étude des sources relatives à la guerre contre la Bavière, 1266-1268, et aux affaires de la noblesse de Styrie). — H. KAISER. Un rapport envoyé d'Avignon à la fin de l'automne 1398 (ce rapport, conservé aux archives de Strasbourg et publié ici *in extenso*, a trait aux relations du roi de France et de Benoît XIII bloqué dans Avignon). = N° 3. J. LAHUSEN. Le privilège du pont de Wels (conclut à la fausseté du prétendu privilège pontifical de 1135).

— Jean LULVÈS. L'origine de la prétendue « professio fidei » du pape Boniface VIII (fabriquée pour Grégoire XII vers 1407). — F. SCHILLMANN. Le livre d'un notaire du Tyrol au XIV^e s. (publication critique). — G. SOMMERFELDT. L'attitude de J. Falkenberg au sujet de la question pontificale avant le concile de Pise, 1408 (publie un traité inédit de Falkenberg sur la renonciation du pape). — H.-U. KANTOROWICZ. Frédéric II et les envoyés de la ligne lombarde (1235). — Karl FAJKAJER. Les différends entre les marchands bohémiens et viennois à la fin du XIV^e s. (publie un acte non daté). — Fr. BLIEMETZRIEDER. Une ancienne rédaction du provincial de l'église romaine (étude un ms. de la bibliothèque de Rouen). — C.-rendus : A. Fischel. Études sur l'histoire du royaume d'Autriche (étude successivement les rapports de la Moravie avec l'empire allemand et la Bohême au moyen âge; Schierndorff, un promoteur du libéralisme sous Joseph II et Charles VI, enfin le style de palais en Bohême et Moravie). — La chronique de Metz de Jacques d'Esch, publ. par G. Wolfram (concerne les empereurs et les rois de la maison de Luxembourg). — A. Weiss. Court exposé de la soi-disant réforme et contre-réforme en Styrie (critique très vive de l'ouvrage par J. Loserth). — Charmatz. Histoire intérieure de l'Autriche de 1849 à 1907. — Inventaire des archives générales du ministère de l'Intérieur (documents depuis le XIII^e s.). — Publications relatives à l'histoire de la haute et basse Autriche en 1905-1908. — Revue de l'histoire de l'art. = N^o 4. Fr. LENZ. Pour l'histoire de la contrainte germanique par le servage des débiteurs insolvables (ch. VIII du « Capitulare additum » de 803). — H. KALBFUSS. L'origine de la « Narratio de electione Lotharii » (c'est une relation contemporaine rédigée sans doute dans le couvent de Göttweig). — Fr. KERN. Études sur l'histoire des XIII^e et XIV^e s. (étude la cession de la rive gauche de la Meuse à la France, par Albert I^{er}). — E. GUGLIA. Pour l'histoire du second concile de Pise (1511-1512) (avec document publié). — C. TROTTER. Sur l'origine de Frédéric, souche prétendue des comtes corinthiens d'Ortenbourg. — L. STEINBERGER. Sur la question des synodes de Mayence des XII^e et XIII^e s. — C.-rendus : Fr. Hardegen. La politique impériale du roi Henri II d'Angleterre. — Hoppe. L'archevêque Wichmann de Magdebourg. — Kisky. Le chapitre des électeurs ecclésiastiques aux XIV^e et XV^e s. — Erwin Hanslik. Biala. Une ville allemande en Galicie (étude géographique très neuve où l'auteur étudie le problème du développement des villes). — Revue de l'histoire de l'art : A. Haupt. L'architecture germanique depuis la migration des peuples jusqu'à Charlemagne (mauvais). — T. XXXII, 1911, n^o 1. H. HIRSCH. Les faux de l'abbé Bernardin Buchinger en faveur des couvents cisterciens de Lützel et Pairis (très importante étude de diplomatie suivie de documents). — PHILIPPI. Les corps de métiers à Cologne (étude leur caractère, leur composition, leurs attributions). — H. von VOLTELINI. La clause « non autrement » de la paix de Presbourg (1805)

(étude d'histoire diplomatique; explique comment on a donné à cette formule du traité une importance qu'elle n'avait pas originairement). — O. REDLICH. Les plus anciens renseignements concernant les registres municipaux de Prague. — V. SAMANEK. Sur le conseil des ministres dans l'empire allemand à la fin du moyen âge. = C.-rendus : Les diplômes originaux des Mérovingiens. Fac-similés photographiques avec notices et transcriptions publiés par *Lauer*, *Samaran*, préface par M. *Prou* (c.-rendu très détaillé et important). — Le cartulaire de Salzbourg, éd. par l'abbé *W. Hauthaler*. — *Th. Bitterauf*. Les traditions du grand chapitre de Freysing. — *A. Hofmeister*. La Sainte-Lance insigne impériale. — *Sagmüller*. L'élection épiscopale dans Gratien. — *H. Wopfner*. La situation du Tyrol à la fin du moyen âge. — *Acta Tirolensia*, 3 vol. (sources de l'histoire de la guerre des paysans dans le Tyrol allemand, 1525. Ed. par H. Wopfner). — Revue de l'histoire de l'art : *Rubrecht*. L'origine du type familial de la maison de Habsbourg. = N° 2. *Max Buchner*. De l'origine et du poète du « *Kurfürstenspruch* » (connu sous le nom de *Reinmar de Zweter*). — *J. Lampel*. Études sur l'histoire de l'empire sous *Conrad III* (XII^e s.). — *H. Ankiewicz*. *Jean Cuspinian* et la *Chronique de Matthias de Neuenbourg*. — *H. Ritter von Srbik*. La fabrique impériale de glaces de Neuhaus (1701-1725). — *O. Smital*. Les traditions du couvent de Weltenbourg remontant au X^e s. (documents de cette époque). — *I. Rothenberg*. Contributions à l'histoire de la querelle de *Baumkircher* (sa querelle avec *Frédéric III*, 1469-1471). = C.-rendus : *Traube*. Leçons et dissertations (éditées par *Fr. Boll* après la mort de *Traube*, elles concernent la paléographie, la diplomatique et la philologie latine du moyen âge). — *Sceaux rhénans* (sceaux de l'archevêque de Cologne de 948 à 1795 et de l'archevêque de Trèves de 956 à 1795 avec héliogravures et texte, édités par *W. Ewald*). — *G. Wolf*. Histoire de l'Allemagne au temps de la contre-réforme. — Inventaire des archives du grand-duché de Bade. — Les manuscrits allemands des bibliothèques publiques de l'Université de Bâle.

GRANDE-BRETAGNE.

58. — *The Athenæum*. 1914, 25 mars. — *Mrs. Stirling*. *Annals of a Yorkshire House*, from the papers of *Macaroni* and his kindred (curieux documents sur la famille *Spencer-Stanhope*, en particulier sur l'avocat et jurisconsulte *John Stanhope de Horsforth* et sur son neveu *Walter*, le « *Macaroni* » et homme politique de la fin du XVIII^e s.). — *S. Baring Gould*. *Cliff castles and cave dwellings in Europe* (l'auteur connaît surtout bien la France centrale; pour le reste, il est souvent mal informé). = 1^{er} avr. *Nevill*. *The London clubs, their history and treasures* (amusant). = 8 avr. *A history of Wales from the earliest times to the Edwardian conquest* (remarquable; l'auteur connaît à fond les sources et les utilise de la manière la plus scienti-

lique). — *Grundy*. Thucydides and the history of his age (excellent pour le fond, mais mal écrit). — *Robertson*. England under the Hanoverians (excellent résumé, rédigé peut-être avec trop de précipitation). — *Frazer*. The golden bough; 1^{re} partie : The magic art and the evolution of kings (3^e édition très remaniée et augmentée de cette œuvre si pleine de choses et d'idées). — *Macdonald*. The roman wall in Scotland (étude très distinguée d'archéologie). = 15 avr. *Rose*. William Pitt and national revival (biographie étudiée d'après les sources, parfois inédites, fortement pensée, attachante). — *Pelham*. Essays (recueil de seize mémoires sur l'histoire romaine, œuvre d'un savant qui a relativement peu produit, mais qui jouissait en Angleterre d'une illustration comparable à celle de Mommsen). — *Magrath*. The obituary book of Queen's College, Oxford. — *James*. Descriptive catalogue of the mss. in the library of Corpus Christi College, Cambridge (3^e partie). = 22 avr. *Maxwell*. The making of Scotland (bon; grand effort d'impartialité; la vérité résolument mise à la place de la légende). = 29 avr. *Pollard*. Records of the English Bible, 1525-1611 (recueil de grande valeur). — *C. Philippon*. The international law and custom of ancient Greece and Rom (remarquable). — *Sheat*. The place-names of Berkshire (dictionnaire étymologique des noms de lieu). — *Stenton*. The place-names of Berkshire (essai sur les conclusions que l'on peut tirer pour l'histoire de ces noms de lieu). — *Longstaff*. Notes on Wiltshire names. I : Place-names (montre bien comment se sont combinés les éléments celtique, romain, saxon et scandinave pour produire l'Angleterre moderne). = 13 mai. *Elliot*. The life of George Joachim Goschen, first viscount Goschen, 1831-1907 (bonne biographie qui est, parfois, il est vrai, noyée dans l'histoire générale; l'auteur connaît d'ailleurs celle-ci de première main). = 20 mai. *Murray*. Revolutionary Ireland and its settlement (histoire du soulèvement de l'Irlande en faveur de Jacques II; répression pénale qui suivit son échec et qui d'ailleurs échoua, elle aussi. Beaucoup de recherches, mais qui se voient trop; exposé généralement long et diffus; néanmoins solide contribution à l'histoire de l'Irlande). — *Fr. Hamel*. Théroigne de Mirecourt (fort intéressant). = 27 mai. *Ch. Hare*. Isabella of Milan, princess d'Aragona and wife of duke Gian Galeazzo Sforza (roman historique). — *Fielding*. The records of Rochester (histoire du diocèse de Rochester d'après les registres épiscopaux). — *Larl*. The parochial registers of Saint-Germain-en-Laye : Jacobite extracts of births, marriages and deaths (t. I, 1689-1702). = 3 juin. *E. Chase*. The beginnings of the american Revolution, based on contemporary documents (excellente compilation). = 10 juin. *Mulling*. The University of Cambridge. Vol. III : From the election of Buckingham to the chancellorship in 1626 to the decline of the platonist movement (très important). = 24 juin. *Lady Elliott-Drake*. The family and heirs of sir Francis Drake (bon). — *Fowler*. The religious experience of the roman people from the earliest times to the age of

Augustus (excellent). = 4^{er} juill. *Fortescue*. British statesmen of the great war, 1793-1814 (ce sont sept conférences professées à Oxford en 1911; exposé vigoureux, mais mal équilibré: trop de place est donnée aux affaires militaires et navales). — *Holmes*. The origin and development of the christian church in Gaul during the first six centuries of the christian era (savant et solide, mais mal écrit). — *Lord Avebury*. Marriage, totemism and religion; an answer to critics (très intéressant; on sait que Lord Avebury et Sir John Lubbock sont une seule et même personne). = 8 juill. *Hardy*. Six romans laws, translated with introduction and notes (ces six lois sont: Lex Acilia Repetundarum, Lex agraria, Lex Antonia de Termessibus majoribus, Lex municipii Tarentini, Lex Rubria de Gallia Cisalpina, Lex Julia municipalis (bon travail, mais qu'il faudrait rendre plus intelligible pour les étudiants auxquels, en somme, l'ouvrage s'adresse). = 15 juill. *Mahaffy*. The silver age of the greek world (intéressant exposé, sous une forme non scientifique, de la vie et de la pensée grecques de 150 à 100 av. J.-C.; mais à ce manuel manque une bibliographie). — *Fisher*. The republican tradition in Europe (contient des vues intéressantes et personnelles). — *Houtsma, Arnold et Schaade*. Encyclopedia of Islam, fasc. 7 et 8 (à noter l'important article sur l'Arabie, qui ne contient pas moins de 50 pages). — Une élection au Parlement dans le comté de Kent au XVI^e s. (long récit tiré d'un journal inédit). — *Frazer*. The Golden bow; 3^e édit: Taboo and the perils of the soul (très important). = 22 juill. *Garner et Stratton*. The domestic architecture of England during the Tudor period (bon). = 28 juill. *Grist*. The historic Christ in the faith of to-day (sans valeur).

HONGRIE.

59. — **Budapesti Szemle** (*Revue de Budapest*). 1911, janv. — M. KÁRMÁN. Le développement de la civilisation hongroise jusqu'à la paix de Szatmár (1711) (jette un coup d'œil sur la civilisation du moyen âge et traite avec beaucoup de détail l'influence du protestantisme sur la vie intellectuelle hongroise. Belle synthèse des nombreux travaux sur cette époque avec des aperçus nouveaux). = C.-rendus: *R. Scott*. The voyage of the Discovery; *Sven Hedin*. Transhimalaya (analyse de ces deux ouvrages qu'on a traduits en hongrois). = Févr. Guillaume FRANKÓI. La vie de Michel Szilágyi (suite en mars et avril. Étude faite d'après des documents en partie inédits sur le beau-frère de Jean Hunyad. Son rôle n'avait pas été mis jusqu'ici suffisamment en évidence. C'était un guerrier ambitieux, mais animé de l'esprit national. Né vers 1412, il avait marié sa sœur Élisabeth à Jean Hunyad et guerroyait avec lui contre les Turcs; capitaine de Belgrade, il défendit longtemps cette forteresse. Ennemi des Autrichiens, il prit part au meurtre de Czilley, oncle du roi Ladislas V; lorsque celui-ci fit décapiter le fils du grand Hunyad, Szilágyi se mit à la tête du

mouvement antidynastique, mais sa sœur, craignant pour les jours de son second fils, Mathias, le calma. Après la mort de Ladislas V, Szilágyi contribua à l'élection de Mathias (Corvin) comme roi de Hongrie, devint gouverneur, mais l'énergie du jeune roi mécontenta les grands seigneurs, aussi bien que l'oncle du roi; Mathias réprima la révolte et fit enfermer Szilágyi pour dix mois. Après sa libération, il alla combattre les Turcs près de Belgrade (1460); vaincu, il fut emmené prisonnier à Constantinople, où il fut décapité avec vingt-huit autres guerriers). = Mars. Jules ANDRÁSSY. Sur la chute de François Rákóczi II (l'ancien ministre de la Coalition a publié plusieurs ouvrages historiques; l'Académie l'ayant élu membre ordinaire, il a lu ce mémoire pour prendre séance; il démontre que les causes de la chute de Rákóczi sont à chercher dans les revers subis par les armées de Louis XIV, son allié, dans la trahison de plusieurs de ses généraux et officiers. M. Andrassy tente, à la fin de son mémoire, une réhabilitation du comte Károlyi, général de Rákóczi, qui, voyant que toute résistance était devenue impossible, conclut avec la cour la paix de Szatmár (1711), avec laquelle commence la période de germanisation de la Hongrie. Cependant, le soulèvement de Rákóczi avait eu tout de même cet effet que la cour d'Autriche ne suivait plus la politique de Léopold I^{er} envers la Hongrie). = C.-rendu : *Jules Hornyánszky*. Hippocrate (ouvrage de premier ordre sur la civilisation grecque au v^e s. et sur le rôle des médecins et de leurs théories dans la société). = Avr. G. CONCHA. La liberté (analyse de l'ouvrage de B. Tuka sur ce sujet historique). = Mai. C.-rendus : *M. Réz*. Les rapports constitutionnels entre l'Autriche et la Hongrie (étude approfondie des lois de 1848 et du Compromis de 1867; trouve que le Compromis a réalisé un progrès réel). — *A. Gombos*. Chroniqueurs du moyen âge (t. X et XI; éloge). = Juin. B. FÖLDES. Jules Kantz (1829-1909, économiste distingué, longtemps professeur à l'Université de Budapest; il a donné des ouvrages qui se distinguent par l'étude historique des questions économiques et financières). = C.-rendu : *S. Takáts*. Christine Szalay Barkóczy (biographie de l'épouse du comte Alexandre Károlyi, général de Rákóczi, promoteur de la paix de Szatmár en 1711. Documents inédits).

CHRONIQUE.

France. — M. Auguste LONGNON (1844-1911), membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, professeur de *Géographie historique de la France* au Collège de France et à l'École des hautes études, est décédé le 12 juillet dernier, des suites d'une opération chirurgicale. Nous sommes obligés de remettre à notre prochain numéro la notice nécrologique que nous consacrons à l'éminent érudit.

— Notre collaborateur, M. MOLINIER, est mort le 12 juillet dernier. Charles-Louis-Paul-Adrien Molinier était né à Rennes le 14 janvier 1843; il était entré à l'École normale supérieure en 1862; après avoir enseigné d'abord la grammaire, puis l'histoire dans divers lycées, il devint docteur ès lettres (1880) et se consacra désormais à l'enseignement supérieur comme professeur à la Faculté des lettres de Besançon (1883-1886), puis professeur d'histoire méridionale à la Faculté des lettres de l'Université de Toulouse; à cette dernière Faculté, il enseigna aussi pendant cinq ans l'histoire de l'art (1893-1898); mais le principal objet de ses études fut l'histoire de l'Inquisition; elle lui fournit le sujet de ses deux thèses pour le doctorat. *L'Inquisition dans le midi de la France au XIII^e et au XIV^e s.* est une étude en latin sur l'inquisiteur Guillem Pellisson, dont il publia une chronique jusqu'alors inédite. A la suite d'une mission en Italie, il publia dans le t. XIII des *Archives des missions des Études sur quelques manuscrits des bibliothèques d'Italie concernant l'Inquisition et les croyances hérétiques du XIII^e au XVII^e siècle*; enfin, dernièrement, il écrivait un savant mémoire sur *l'Église et la société cathares*, publié (t. XCV, 1907) dans la *Revue historique* (1907), où il a donné d'assez nombreux comptes-rendus, longuement médités, sur les ouvrages nouveaux relatifs à l'Inquisition. Il avait préparé avec son frère Auguste un volume sur l'histoire du Languedoc, dont rien, sans doute, ne paraîtra jamais. De cruels deuils de famille et des déboires de carrière ont sans doute contribué à hâter sa fin.

Ch. B.

— Le duc Louis-Charles DE LA TRÉMOILLE est décédé le 4 juillet 1911. Membre libre de l'Académie des inscriptions, où il avait succédé, en 1899, au duc de Luynes, il s'était fait connaître des historiens par la publication de son chartrier de Thouars. Il y a puisé la matière de ses nombreux travaux, presque tous consacrés à la généalogie de son illustre famille. Dès 1887, il faisait paraître un *Inventaire de Fran-*

çois de la Trémoille, des *Comptes d'Anne de Laval*, le *Livre des comptes de Guy de la Trémoille et Marie de Sully*; en 1888, les *Archives d'un serviteur de Louis XI*, documents et lettres allant de 1451 à 1481. De 1890 à 1898, il publiait dans ses *Archives* de nombreux documents : *Jeanne de Montmorency, duchesse de la Trémoille*, et sa fille la *princesse de Condé (1573-1629)*, *Une succession en Anjou au XV^e siècle*, et, en cinq volumes in-4^o, les *la Trémoille pendant cinq siècles (1343-1839)*. On lui doit encore une *Étude sur les sculptures de Solesmes*, la publication de la *Correspondance de Charles VIII et de ses conseillers avec Louis II de la Trémoille (1488)*, des *Souvenirs de la princesse de Tarente*, et, en collaboration avec M. Henri Clouzot, les *Fiefs de la vicomté de Thouars*. Citons enfin parmi ses dernières publications : *Une famille royaliste irlandaise et française*, des *Souvenirs de la Révolution*, *Mes parents (1901)*, *Mon grand-père à la cour de Louis XV et à celle de Louis XVI (1904)*, et un recueil de lettres intitulé *Madame des Ursins et la succession d'Espagne* (5 vol. in-4^o, 1902-1905).

R. M.

— Ancien membre du Corps législatif en 1869, député de la Seine à l'Assemblée nationale en 1871, LÉON LEFÈVRE s'était fait connaître non seulement comme philanthrope, mais encore comme écrivain et historien. On lui doit des *Portraits de croyants au XIX^e siècle*, la *Renaissance religieuse en France depuis cinquante ans*, l'*Allemagne nouvelle*, enfin la *Colonie alsacienne à Paris sous Louis XVI*, la *Révolution et l'Empire*.

— Le Congrès archéologique de France s'est réuni cette année à Reims, le 19 juin, sous la présidence de M. Eugène LEFÈVRE-PONTALIS, directeur de la Société française d'archéologie. Le guide du Congrès, qui s'ouvre par une notice de M. Demaison sur Reims aux époques préhistorique et romaine et par une note de M. Jadart sur l'Enceinte du moyen âge, a été rédigé par MM. Jadart, Demaison (Reims et Châlons), L. Broche (Laon) et E. Lefèvre-Pontalis. Celui-ci s'est réservé Soissons, Coucy, Longpont, la Ferté-Milon et les petites églises rurales de toute la région environnante qu'ont parcourue les congressistes. Parmi les communications lues dans les séances du soir citons, comme ayant un caractère plus ou moins historique, celle de M. L. Régnier qui a démontré que le prétendu tombeau de Gabrielle d'Estrées, conservé à Laon, est en réalité celui de Marguerite de Mandelot et celle de M. Jadart sur les dates de dédicace des églises champenoises.

— Les historiens n'ont pas à employer la thèse récente de M. A. MAZAND sur les *Revendications économiques des assemblées primaires en juillet 1793* (Paris, Larose, 1911, in-8^o, 187 p.). Si nous la signalons ici, c'est pour stigmatiser un procédé fréquent dans les facultés de droit, consistant à démarquer des travaux originaux pour

fabriquer, en peu de temps, la thèse qui assure au délinquant le titre de docteur en droit. M. M. s'est contenté de puiser à pleines mains dans l'étude si riche de M. Riffattern parue dans le *Bulletin de la Commission des documents économiques de la Révolution* de 1906; il y a ajouté quelques bribes de la préface de MM. Sagnac et Caron à leurs documents sur *l'Abolition du régime seigneurial*, quelques textes tirés, sans le dire, de mon recueil sur le *Partage des biens communaux*: la conclusion même n'est pas de lui, et d'original il n'y a guère que des erreurs, des explications vagues ou fausses. L'on ne saurait trop regretter que des professeurs officiels et qualifiés aient laissé argumenter devant eux l'auteur d'une semblable contre-*façon*: mais n'est-ce point que l'habitude est prise et qu'il est, dans les facultés de droit, bien difficile désormais de réagir? — G. Bn.

— M. Fr. GALABERT, archiviste municipal de Toulouse, chargé d'un cours de paléographie à la Faculté, vient d'entreprendre, avec le concours de M. Clovis LASSALLE, un album de paléographie et de diplomatique qui doit comprendre des fac-similés de documents relatifs à l'histoire du midi de la France et en particulier de la ville de Toulouse conservés dans les archives méridionales. L'ouvrage sera composé de 100 planches publiées par fascicules semestriels de 10 planches, de 8 fr. 50 chacun. Des documents, provenant des archives de l'Ariège, de l'Aude, du Gard, du Gers, de la Gironde, de la Lozère, des Basses et Hautes-Pyrénées, du Tarn, du Tarn-et-Garonne et de diverses collections privées doivent y figurer. Un tel recueil constituera un excellent instrument de travail, non seulement pour les paléographes, mais aussi pour les historiens. Les souscriptions seront adressées à M. Clovis Lassalle, 32, rue de l'Étoile, à Toulouse.

— Grâce à la libéralité de MM. Maurice et Pierre COSSERAT, la Société des Antiquaires de Picardie est en mesure d'ajouter au programme de ses concours pour les années 1911 et 1912 un prix de géographie politique du territoire picard. Ce prix, consistant en une médaille d'or de la valeur de quatre mille francs, sera décerné à l'auteur de la meilleure étude sur la géographie politique du territoire ayant formé le gouvernement de Picardie, en y comprenant les gouvernements de Boulogne et de Calais, tel qu'il a existé avec ses variations jusqu'à la Révolution française (étude des différentes circonscriptions civiles, religieuses, administratives, militaires et féodales dont il a pu dépendre en tout ou en partie, depuis l'époque gallo-romaine jusqu'en 1789; recherche de l'origine du mot « Picard » et de ses diverses acceptions, telles que dialecte picard, nation universitaire de Picardie, etc..., et détermination des territoires auxquels elles ont pu s'appliquer).

— L'Académie des inscriptions a décerné le prix Gobert à M. Charles DE LA RONCIÈRE pour les tomes III et IV de son *Histoire de la marine française*, et le deuxième prix à M. Georges LIZERAND pour son ouvrage *Clément V et Philippe le Bel*. — A la suite du rapport

de M. Maurice Prou sur le concours des Antiquités de la France pour l'année 1911, elle a accordé les récompenses suivantes : première médaille, M. le colonel BORELLI DE SERRES, pour les tomes II et III de ses *Recherches sur les divers services publics du XIII^e au XVII^e s.*; deuxième médaille, M. Paul GUÉRIN, pour les volumes V à XI du *Recueil des documents concernant le Poitou*; troisième médaille, M. Marcel AUBERT, pour la *Monographie de la cathédrale de Senlis*; quatrième médaille, M. Jean RÉGNÉ, pour son livre sur *Amauri II, vicomte de Narbonne*. — Des mentions ont été accordées à M. Robert LATOUCHE, pour son *Histoire du comté du Maine pendant le X^e et le XI^e siècle*; à M. l'abbé Émile LESNE, pour ses deux ouvrages : *l'Histoire de la propriété ecclésiastique en France* et *l'Origine des menses dans le temporel des églises et des monastères de France*; à M. Claude FAURE (*Étude sur l'administration et l'histoire du Comtat-Venaissin*); à M. Marcellin BOUDET (*Cartulaire du prieuré de Saint-Flour*); aux abbés DUBARRAT et DARANTZ, pour la publication des *Recherches sur la ville et sur l'église de Bayonne* du chanoine René Veillet; à l'abbé J.-B. POULBRIÈRE (*Dictionnaire historique et archéologique des paroisses du diocèse de Tulle*); à l'abbé Auguste PETEL (*le Temple de Bontieu et ses dépendances*). — Le prix de La Grange a été décerné à M. Ernest LANGLOIS pour son ouvrage intitulé *les Manuscrits du Roman de la Rose*. — Le prix Gabriel-Auguste Prost a été décerné à M. Ch. AMOND pour ses ouvrages : *Relations de la France et du Verdunois de 1270 à 1552*; *Nécrologes de la cathédrale de Verdun*. — Une mention honorable est accordée à M. SADOUL pour sa *Revue du pays lorrain*.

— Le prix Berger, décerné par l'Académie des sciences morales aux ouvrages les plus méritants concernant la ville de Paris, a été partagé entre MM. DOUARCHE (*les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution*); Marius BARROUX (*Essai de bibliographie critique des généralités de l'histoire de Paris*); Charles SELLIER (*les Anciens hôtels de Paris*); Louis HALPHEN (*Étude de topographie historique de Paris sous les premiers Capétiens*), MM. DES CILLEULS, Léon VALLÉE, le marquis DE ROCHEGUDE, Joseph DURIEUX et Félix HERBET. — Le prix Drouyn de Lhuys est partagé entre M. Gaston MAY (*le Traité de Francfort*) et M. Achille BIOVÈS (*Français et Anglais en Égypte*).

— A la Société des Antiquaires, M. PRINET a étudié, dans la séance du 19 juillet 1911, quatre vitraux armoriés de l'église Saint-Taurin d'Évreux; M. BRUSTON a commenté dans la même séance la devise latine de Michel Berauld, professeur de l'Académie de Montauban au début du XVIII^e siècle. Le 26 juillet, Mgr BATTIFOL a communiqué des documents importants sur le pontifical de Guillaume Durand et M. MONCEAUX une inscription grecque relevée sur un camée trouvé à Carthage par le R. P. Delattre.

— Le 25 juin 1911, les amis et les élèves de Louis COURAJOD, réunis à Orbais, ont inauguré un médaillon de bronze, exécuté par M. Bouchard, et destiné à commémorer dans le village où s'écoula une partie de sa jeunesse le souvenir du grand historien de l'art français, auquel MM. André Michel, Héron de Villefosse et Eugène Lefèvre-Pontalis ont tour à tour rendu hommage.

— Le 15 juillet, l'anniversaire de la découverte de l'Amérique a été célébré à Saint-Dié en présence de MM. Lebrun, ministre des Colonies, et Bacon, ambassadeur des États-Unis en France. C'est à Saint-Dié que fut imprimé, le 25 avril 1507, la géographie de Bingmann et Waldseemüller, premier livre où l'on trouve le nom d'Amérique donné au Nouveau-Monde.

Amérique. — Voici une liste de quelques-uns des livres publiés en Amérique à l'occasion du centenaire de l'Indépendance :

I. *Historia Constitucional de Venezuela*, por J. Gil FORTOUL. Berlin, 1910 (2 vol.). — II. *Historia contemporanea de Venezuela*, por F. González GUINÁN-CARACAS. Venezuela (7 vol.). — III. *Las ideas políticas de Bolívar*, por varios autores. Bogotá-Colombia, 1910 (2 vol.). — IV. *La historia en el Perú*, por Riva AGÜERO. Lima, 1910 (1 vol.). — V. *Bolívar y el General San Martín*, por Carlos A. VILLANUEVA. Paris, 1911 (1 vol.). — VI. *Cartas Selectas del Libertador*. Paris, 1911 (1 vol.). — VII. *Historia de Thile*, por Francisco Valdes VERGARA. Santiago-Chile, 1910 (1 vol.). — VIII. *Páginas Sud-americanas*, por Hugo D. BARBAGELATA. Montevideo, Uruguay, 1910 (1 vol.). — IX. *De la anarquía al imperialismo*, por J. INGEGNIEROS. Buenos-Aires, Argentina, 1910 (1 vol.). — X. *Monroe-Bolívar-Roosevelt*, por M. DE OLIVEIRA-LIMA (en portugués). Paris-Rio Janeiro, 1910 (1 vol.). — XI. *Sor Juana Ines de la Cruz*, por A. NERVO. México, 1910 (1 vol.). — XII. *Simon Bolívar, a life of the Liberator* (en anglais), by F. Lorain PETRE. New-York and London, 1910 (1 vol.).

Allemagne. — En mars 1911 sont morts à Berlin le prof. Dr Otto PUCHSTEIN, secrétaire général de l'Institut archéologique impérial allemand, et le Dr Reinhard KEKULE VON STRADONITZ, professeur d'archéologie à l'Université et directeur des musées royaux à Berlin.

— L'*Historisch-pädagogischer Literatur-Bericht* de l'année 1909 vient de paraître. Berlin, Weidmannsche Buchhandlung, 1911, 384 p. in-8°.

Belgique. — Le tome IV de l'*Histoire de Belgique*, de H. PIRRENNE (Bruxelles, Lamertin, 495 p.), vient de sortir de presse. L'éminent historien y expose la révolution politique et religieuse des Pays-Bas au XVI^e siècle, le règne d'Albert et d'Isabelle et le régime espagnol jusqu'à la paix de Munster. La *Revue historique* consacrera un article spécial à cet important travail.

— M. H. DE JONGH, professeur à l'Université catholique, a fait paraître récemment *l'Ancienne Faculté de théologie de Louvain au premier siècle de son existence (1432-1540). Ses débuts, son organisation, son enseignement, sa lutte contre Érasme et Luther* (Louvain, P. Smeesters; Paris, R. Roger et F. Chernoviz, 268; 89; XLVII p.). Cette étude considérable est fondée en grande partie sur des documents inédits. Il en sera rendu compte dans le *Bulletin* belge de 1911.

— La ville de Liège vient de créer un prix quinquennal de 5,000 fr. qui sera décerné à l'auteur du meilleur ouvrage, écrit en français, à partir de 1911, sur un point important des institutions politiques, économiques et sociales de la principauté et sur leurs rapports avec le développement moral et matériel de la population. De plus, un prix de 3,000 fr. sera attribué à l'auteur du meilleur manuel, écrit en français, en vue de l'enseignement de l'histoire de la principauté dans les établissements d'enseignement secondaire.

Suisse. — Les lettres françaises ont fait en Suisse, en ces deux derniers mois, deux pertes sensibles : M. Philippe MONNIER et M. Gaspard VALLETTE. Nous rappellerons en novembre ce qu'ils furent comme historiens.

NOUVELLES PUBLICATIONS FRANÇAISES

RELATIVES A L'HISTOIRE DE FRANCE.

(Sauf indications contraires, les volumes sont in-8° et édités à Paris.)

INVENTAIRES ET DOCUMENTS. — F. Allemand. Dictionnaire biographique des Hautes-Alpes. Impr. et libr. alpines, vi-481 p. — Archives anciennes de la ville de Saint-Quentin, publ. par Ém. Lemaire. T. II : 1328-1400. Saint-Quentin, 9, rue Villebois-Mareuil, in-4°, CLXXI-457 p. avec plan. — J. Berthélé. Archives campanaires de Picardie. Abbeville, impr. Paillart, 489 p. avec pl. — Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque nationale. Auteurs. T. XLIII : Duchêne-Du Martray. Impr. nationale, 1910 (24 mai). — P. Dorveaux. Droits de courtage établis à Paris au xv^e siècle sur quelques marchandises d'épicerie. Document inédit. H. Champion, 18 p. — Enquêtes sur la Révolution en Côte-d'Or. Fasc. 1 et 2. Dijon, Nourry, 48 p. — Fouquier-Tinville. Réquisitoires de Fouquier-Tinville, publ. par Hector Fleischmann. E. Fasquelle, in-18 Jésus, xxx-342 p. 3 fr. 50. — D. Jordell. Catalogue général de la librairie française, t. XXI (période de 1906 à 1909), 2^e fasc., p. 213 à 616. — L'épicier du mystère de la Passion, publ. par A. Jubinal. H. Champion, 12 p. — M. Jusselin. Statistique archéologique d'Eure-et-Loir. Chartres, Durand, 99 p. — P. Laporte. Coutumes d'Endoufielle (xiii^e s.). Auch, L. Cocharaux, 21 p. — Launay. Les remarques de M. Launay, vicaire à Loué (Sarthe), 1768-1770, publ. par Julien l'Hermitte, archiviste de la Sarthe. Le Mans, Drouin, p. 65 à 95. — G. Lavalley. Catalogue des ouvrages nor-

mands de la bibliothèque municipale de Caen. II : la Normandie divisée en départements. Caen, L. Jouan, 630 p. — *L. Vallée*. Liste des publications périodiques qui se trouvent à la section des cartes et plans de la Bibliothèque nationale, nouv. éd. Klincksieck, 19 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — *Boismoreau*. Coutumes médicales et superstitions populaires du bocage vendéen. H. Champion, XII-155 p. — *R. Bona*. Essai sur le problème mercantiliste en Espagne au XVII^e s. Bordeaux, Cadoret, 211 p. — *Boulay de la Meurthe*. Les prisonniers du roi à Loches sous Louis XIV. Tours, Allard, 119 p. — *J. Boulenger*. Le grand siècle. Hachette, 428 p. — *Boutillier du Retail*. Baptesse et ses environs. Larose et L. Tenin, in-16, 52 p. — *J. Brosset*. François Giroust, maître de musique de la cathédrale Sainte-Croix d'Orléans, surintendant de la musique du roi Louis XVI (1737-1799). Blois, impr. C. Migault, 29 p. — *Ch. Brun*. Le régionalisme. Bloud, in-16, 293 p. — *L' de Cardenal*. Recrutement de l'armée en Périgord pendant la période révolutionnaire (1769-1800). Périgueux, impr. Joucla, IV-531 p. — *Castex*. Les idées militaires de la marine du XVIII^e siècle. L. Fournier, 371 p. et fig. — *E. Cazalas*. De Stralsund à Lunebourg, épisode de la campagne de 1813. E. Fournier, 68 p. — *J. Charruau*. Souvenirs d'un vieux (la Terreur ; l'Empire ; la Restauration ; 1780-1815), 3^e éd. P. Téqui, in-16, 478 p. — *R. Couzard*. Sainte-Hélène d'après l'histoire et la tradition. Bloud, in-16, IX-241 p. — *Vice-amiral de Cuverville*. La marine française. Rivière, 74 p. — *C. Enlart*. Le musée de sculpture comparée du Trocadéro. H. Laurens, 172 p. — *J. de la Faye*. Amitiés de reine. 5^e éd. Émile Paul, XII-555 p. — *Abbé Férét*. Histoire diplomatique. La France et le Saint-Siège sous le premier Empire, la Restauration et la monarchie de Juillet. T. II : la Restauration et le Saint-Siège. A. Savaète, 526 p. — *Gagnol*. Le jansénisme convulsionnaire et l'affaire de la Planchette. Valence, impr. J. Céas et fils ; Paris, 15, rue Cassette, 142 p. et grav. — *E. Garet*. Histoire du Béarn en deux conférences depuis les origines jusqu'à 1789. Pau, Empéranger, VIII-368 p. — *G. Gautherot*. L'Assemblée constituante. Le philosophisme révolutionnaire en action. G. Beauchesne, XV-541 p. — *E. Gebhart*. Souvenirs d'un vieil Athénien. Bloud, in-16, X-300 p. — Les jardins de l'histoire, 5^e éd. Bloud, in-16, VI-292 p. — *Goblet d'Alviella*. Croyances, rites, institutions. Geuthner, 3 vol. in-8^e, avec fig. T. I, XX-387 p.; t. II, 416 p.; t. III, 395 p. — *E. Griselle*. Fénelon. Études historiques. Hachette, in-16, 381 p. — *H. Grolous*. La compagnie française des Indes orientales de 1664 (thèse). A. Rousseau, VIII-159 p. — *L. Hateau*. La France sous les radicaux. Châteaudun, impr. de la Société typographique, 31 p. — *L. Hennet*. Études d'histoire militaire du XVIII^e siècle. L'État-major. Chapelot, VIII-300 p. — *A. de Kergolay*. Les Halles de Paris. Essai d'une monographie économique et sociale. A. Rousseau, in-16, VIII-144 p. — *M. Kovalevsky*. La France économique et sociale à la veille de la Révolution ; t. II : les villes. Giard et Brière, 324 p. — *C. Lannes*. Le maréchal Lannes, duc de Montebello. Tours, A. Mame, 239 p. avec grav. et portr. — *D. Laumonier*. Anne-Marie la Providence. Épisode des guerres du premier Empire. Tours, Mame, in-16, 411 p. — *E. Levasseur*. Histoire du commerce de la France. 1^{re} partie : Avant 1789. A. Rousseau, XXXIII-612 p. — *Longue-mare*. Bossuet et la Société française sous le règne de Louis XIV. Bloud, in-16, 288 p. — *P. Louis*. Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1910, 2^e éd. Alcan, in-16, VIII-289 p. — *C. Malherbe*. Auber, biographie critique. H. Laurens, 128 p. — *Marcault*. Essai historique sur Messire Joseph Sain (XVII^e s.). Tours, impr. J. Allard, 1911, 97 p. — *A. Meyrac*. Louis XIV.

Sa cour, ses maîtresses. A. Michel (S. M.), petit in-8°, 442 p. — *H. Monin*. Histoire du siège et de l'occupation de Saint-Denis par les Allemands en 1870-71. Saint-Denis, impr. H. Bouillant, gr. in-8°, vi-377 p. — *H. Monin*. François-Désiré Bancel (1822-1871), d'après ses lettres inédites. E. Cornély, 152 p. — *M^{re} de Moussac*. Un prêtre d'autrefois (1753-1827). Perrin, viii-579 p. — *A. de Mun*. Ma vocation sociale. Souvenirs de la fondation de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers (1871-1875). P. Lethielleux, in-16, 254 p. — *H. Nocq*. Les Duvivier. Essai d'un catalogue de leurs œuvres, précédé d'une notice biographique et bibliographique. Illustré de fig. et 17 pl. hors texte. 117, boulevard Saint-Germain, gr. in-8°, 324 p. — *J. Pannier*. L'église réformée de Paris sous Henri IV. H. Champion, 667 p. — *H. Person*. Des lettres missives. Propriété. Inviolabilité. Preuves (thèse). A. Rousseau, 492 p. — *E. Pfeiffer*. La Société fabienne et le mouvement socialiste contemporain. Giard et Brière, 172 p. — *Comte de Pimodan*. Le comte F.-C. de Mercy-Argenteau, ambassadeur impérial à Paris sous Louis XV et sous Louis XVI. Plon-Nourrit et C^{ie}, iv-484 p., avec 1 portr. — *L. Pinvert*. Un post-scriptum sur Mérimée. H. Leclerc, 91 p. et portr. — *Id.* La condamnation de Ronsard au XVII^e s. H. Leclerc, 28 p. — *Id.* Sur l'opinion que le XVII^e s. a eue du XVI^e. H. Leclerc, 24 p. — *H. Pouyanne*. Les prérogatives financières du pouvoir législatif sous la Restauration. A. Rousseau, 137 p. — *L. Radiguet*. L'acte additionnel aux constitutions de l'empire du 22 avril 1815. Caen, Domin, 536 p. — *J. et F. Régamey*. L'Alsace au lendemain de la conquête, 1870-1874. Jouve, in-18, vii-396 p. — *J. de Saint-Léger*. Était-ce Louis XVII évadé du Temple? Documents inédits tirés des archives de la police et des greffes judiciaires. Perrin, viii-253 p. — *P. de la Serre*. Mably et les Physiocrates. Soc. française d'impr. et de libr., vi-163 p. — *A. Sorel*. L'Europe et la Révolution française. Table alphabétique. 144 p. — *C. Stryenski*. Mesdames de France, filles de Louis XV. Documents inédits. Émile-Paul, X-454 p. — *H. de Terrebasse*. Antoine de Pluvinel, Dauphinois, 1552-1620. Lyon, L. Brun, 119 p., avec grav. — *L. Thuasne*. Villon et Rabelais. Notes et commentaires. Fischbacher, vi-469 p.

HISTOIRE LOCALE. — *A. Alouin*. Histoire du séminaire de Cambrai. Cambrai, H. Lefebvre, 354 p. — *E. Belle*. La réforme à Dijon (1530-1570). Dijon, Marchal, LV-248 p. — *D. Benoit*. Les origines de la réforme à Montauban. Cahors, impr. A. Coueslant, in-16, 352 p. — *A. Boinet*. La cathédrale de Bourges, grav. H. Laurens, viii-145 p. — *M. Boule*. La Haute-Loire et le Haut-Vivarois. Guide du touriste, du naturaliste et de l'archéologue. Masson, in-16, viii-367 p. — *J. Bozonet*. Des contrats de cheptel de la Bresse. A. Rousseau, 312 p. — *Chalon-sur-Saône* historique, monumental, géographique, industriel et commercial et ses environs. Chalon-sur-Saône, impr. E. Bertrand, 76 p., avec grav., cartes et plan. — *A. de Courson*. L'insurrection de 1832 en Bretagne et dans le Bas-Maine. Émile-Paul, 424 p. — *M. Damien*. L'industrie de la verrerie dans le nord de la France (vitres et bouteilles) (thèse). Lille, E. Dufrenoy, 1911, 192 p. — *G. Denis*. Essai de monographie du collège de Saint-Amand (Nord). Saint-Amand-les-Saux, Gouy-Druon, 74 p. — *E. Duviau*. Les épisodes historiques de la Révolution française à Lourdes (1789-1797). Tarbes, J. Lesbordes, viii-269 p., avec grav. — *L. Grimault*. Histoire des arènes de Doué-la-Fontaine. Une représentation en 1607. Avec 2 vues et 1 plan levé en 1630. Plon-Nourrit, 15 p. — *A. Grosse-Duperon*. L'église de Saint-Martin de Mayenne. Mayenne, impr. Poirier, 251 p., avec grav. et fac-similé. — *J. Guédel*. L'architecture romane en Dombes. Bourg, 18, rue Lalande, 79 p. et grav. — *G. Houdard*. Les châteaux royaux de Saint-Germain-en-Laye, 1124-1789. T. II,

Saint-Germain-en-Laye, impr. M. Mirvault, 1910-1911, in-4°, 160 p., avec fig. — *G. Humbert*. Institutions municipales et administratives de la ville de Reims sous l'ancien régime (thèse). A. Rousseau, 206 p. — *P. Jacquemard*. Les langues lorraines (thèse). A. Rousseau, VII-137 p. — *H. de Jouvenel*. L'assemblée de la noblesse du bailliage de Forez en 1789. Mâcon, Protat, x-651 p., avec armoiries. — *G. Lafleur*. Une vieille famille du Maine du xv^e s. à nos jours. Mamers, impr. Fleury, 32 p. — *Lamballe*. Pays de Lamballe au XIII^e s. Ses châtellenies. II, H.-J.-L. Saint-Brieuc, R. Prudhomme, 43 p. — *J. Laran*. La cathédrale d'Albi. H. Laurens, 116 p. — *H. Legras*. Le bourg de Caen. Tenure à cens et tenure à rente (XI^e-XV^e s.). A. Rousseau, 531 p. et pl. — *E. Leleu*. L'assistance publique à Lille depuis le XI^e s. Lille, Wilmoit-Courtecuisse, 32 p. — *A. de Mahuet*. Biographie de la cour souveraine de Lorraine et Barrois et du parlement de Nancy (1641-1790). Nancy, impr. A. Crépin-Leblond, gr. in-8°, xx-321 p. — *H. Marcel*. Eugène Devéria et ses peintures de N.-D. des Doms à Avignon. Avignon, F. Seguin, 40 p. — *P. Maufrôid*. Essai sur l'échevinage de Lille (thèse). A. Davy, 239 p. — *J.-J. Moret*. Missionnaires et prédicateurs du Bourbonnais depuis le XVII^e s. Moulins, Crépin-Leblond, in-16, 404 p. — *A. Prévost*. Les luttes religieuses en Champagne au XVI^e s. Reims, L. Michaud, XVI-348 p. — *H. Quilgars*. Géographie historique du pays de Guérande du VI^e au X^e s. Saint-Brieuc, R. Prudhomme, 59 p. — *P. Rochex*. L'hôtel de ville de Lyon. Lyon, A. Rey, in-16, XVI-74 p., avec grav. et pl. — *J. Sahuc*. Dictionnaire topographique et historique de l'arr. de Saint-Pons. Montpellier, impr. générale du Midi, 194 p. et carte. — *Sartor*. La cathédrale de Reims. Nouvelles remarques sur le groupe de la Visitation. Reims, L. Michaud, gr. in-8°. 20 fr. — *C.-E. Séeger*. Essai sur les grands bailliages établis en 1788 en Normandie. Caen, Domin, VII-322 p.

ERRATUM DE LA DERNIÈRE LIVRAISON.

M. Hauser, dans la *Revue historique* de juillet 1911, p. 423, a remarqué que M. Collins n'avait pas connu « les lettres de J.-J. Rousseau à Davenport, découvertes par M. Dufour... au British Museum ». Il y a là une légère inexactitude. Ces lettres n'ont pas été découvertes par M. Dufour. Il en a eu connaissance par la Société J.-J. Rousseau qui en avait en 1905 acheté une copie faite par un librairie parisien et qui a chargé un jeune homme, M. Courtois, de collationner ces lettres sur les originaux et d'en faire le sujet d'un travail imprimé en 1910 au t. VI des *Annales J.-J. Rousseau*, en même temps que M. Dufour publiait à part quelques-unes de ces lettres d'après les originaux (voy. la note insérée à la fin de ce travail).

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

